

**COOPÉRATIONS
CHERCHEURS-ACTEURS
DE L'HABITAT**

2015

Panorama des recherches en cours dans le domaine de l'habitat et du logement

Collection Cahiers - septembre 2015 - 25 €

GRUPE



réseau
des acteurs
de l'habitat



L'UNION SOCIALE POUR L'HABITAT
Les Hlm, habiter mieux, bien vivre ensemble

RÉDACTION

Marie-Christine Jaillet et Patricia Panegos (REHAL)

Dominique Belargent, Jérémie Bruston et Suzy Tendron (l'Union sociale pour l'habitat)

contact@acteursdelhabitat.com

contact@rehal.fr

SOMMAIRE

- 4 Préambule
- 6 Journées « Quoi de neuf, chercheur(s)? » :
du questionnement des acteurs aux travaux des chercheurs
- 8 Comment organiser les collaborations entre chercheurs
et acteurs dans le champ de l'habitat et du logement ?
- 11 Les opérations de recherche
- 66 Les thèses
- 149 Les autres coopérations
- 187 Les laboratoires
- 242 Le réseau des acteurs de l'habitat
- 243 Le réseau français « REcherche HABitat Logement » (REHAL)
- 244 Les ateliers du REHAL
- 247 Liste des membres du REHAL
- 250 Index des travaux présentés

PRÉAMBULE

Ce recueil réunit un ensemble de fiches qui donne à voir un large panorama de la recherche universitaire française sur le logement et l'habitat. Pour autant, il n'est pas exhaustif: d'une part, parce que des travaux de recherche sont menés en dehors du monde académique; d'autre part, parce que n'y figurent, pour la recherche universitaire, que les travaux des chercheurs et des laboratoires qui ont répondu positivement à l'invitation formulée conjointement par le Réseau des acteurs de l'habitat et le REHAL.

L'établissement du recueil répond à la volonté de développer les coopérations entre l'univers de la recherche et celui de l'action. Aussi, les thèses et opérations de recherche qui ont été conduites dans un tel cadre ont-elles fait l'objet de l'apposition d'une mention « Coopération acteurs/chercheurs » afin de permettre de les repérer plus rapidement.

Il est organisé en rubriques.

- **Rubrique « Opérations de recherche »** : y sont répertoriées **54** actions de recherche qui, généralement, impliquent plusieurs chercheurs, voire plusieurs équipes. Elles font pour la plupart l'objet d'un financement et répondent donc soit à un appel à projets, soit à une commande spécifique.

- **Rubrique « Thèses »** : elle regroupe **80** thèses de toute origine disciplinaire, qu'elles soient en

cours d'élaboration ou soutenues depuis moins de trois ans.

L'Union sociale pour l'habitat et le Groupe Caisse des Dépôts ayant créé en 2014 un prix de thèse sur l'habitat social, la thèse lauréate et les deux autres thèses primées sont signalées par un label.

- **Rubrique « Autres coopérations »** : cette rubrique rassemble **37** actions, diverses par leur objet aussi bien que par leur nature (ateliers d'étudiants, formations, expertises...), qui viennent enrichir le panorama des collaborations établies entre l'univers de la recherche et celui de l'action sur le terrain.

- **Rubrique « Laboratoires »** : y sont présentés un grand nombre (**29**) des laboratoires qui, en France, développent, à titre principal ou comme un de leurs axes de travail, des recherches sur l'habitat et le logement, mobilisant pour certains un très large éventail disciplinaire, creusant pour d'autres un sillon essentiellement monodisciplinaire, explorant des terrains en France, en Europe ou dans le monde entier, à diverses échelles d'analyse jusqu'au microlocal, développant des analyses comparatives, des méthodologies complémentaires, quantitatives et qualitatives. Ils couvrent quasiment tout le territoire national, permettant ainsi aux acteurs de l'habitat, quelle que soit leur localisation géographique, de disposer d'un ou de plusieurs interlocuteurs s'ils souhaitent établir des collaborations ou mobiliser les acquis de la recherche sur leur territoire.

Ce panorama ayant pour objectif de faire connaître les recherches les plus récentes, un archivage des travaux les plus anciens (terminés avant le 30 juin 2013) a été réalisé cette année (une liste en est jointe à la fin de chaque index). Néanmoins, ces travaux n'ayant pas perdu de leur pertinence, ils sont toujours consultables sur le panorama en ligne qui, lui, réunit tous les travaux recensés depuis la première année de collecte, soit à ce jour 215 travaux. Pour consulter le panorama en ligne avec son moteur de recherche :

- <http://www.acteursdelhabitat.com/>
- [Le-panorama-des-recherches-](http://ressourcesHlm.union-habitat.org/ush/)
- <http://ressourcesHlm.union-habitat.org/ush/>

Enfin, ce recueil présente :

- dans les premières pages, **un récapitulatif des modes de coopération possibles entre acteurs et chercheurs ;**
- et, dans les dernières pages, un descriptif du réseau des acteurs de l'habitat et du REHAL.

Il ressort de la lecture de ce recueil une très grande variété de thématiques et d'objets : certains sont inscrits dans la durée et obéissent à des logiques propres à la recherche et à la production des savoirs ; d'autres sont fortement portés par la commande publique, dont les préoccupations obéissent à d'autres ressorts, sinon d'effets de mode du moins d'effets d'actualité. Mais cette lecture peut aussi faire apparaître, « en creux »,

des thèmes abordés de manière plus discrète (trop discrète ?), voire des questions absentes. Fortement marqué par les sciences humaines et sociales, ce recueil montre aussi l'attention portée par la recherche aux usages, aux pratiques de l'habitat, aux modes de vie et à la « réception » des politiques publiques.

Journées « Quoi de neuf, chercheur(s) ? » : du questionnement des acteurs aux travaux des chercheurs

... et des résultats de la recherche à son appropriation par l'action.

Au cours des dix dernières années, les politiques de l'habitat ont connu des évolutions majeures qui ont concerné tous leurs acteurs : les collectivités territoriales ont été appelées à s'y engager de plus en plus et à y jouer un rôle déterminant tant pour la définition des stratégies en matière d'habitat que pour leur mise en œuvre opérationnelle. Les opérateurs, et notamment les organismes Hlm, ont fait évoluer leurs pratiques et adopté de nouveaux modes de coopération sur les territoires. De son côté, l'État a transformé ses modalités d'action dans une logique ambiguë de décentralisation et de pilotage national.

Pendant ce temps, la société française a continué à évoluer au rythme des soubresauts de l'économie, des mutations des modes de vie et des exigences du développement durable.

Lieu de partage de connaissances, d'échange d'expériences et d'enrichissement des savoir-faire, le Réseau des acteurs de l'habitat a accompagné ces évolutions en favorisant l'émergence d'une « culture commune ».

C'est ainsi qu'il s'est penché sur de nombreuses thématiques, interrogeant les systèmes locaux et nationaux de l'habitat et leurs protagonistes : richesse de l'actualité législative ou sujets plus

ciblés sur les préoccupations des praticiens. Ces échanges entre professionnels issus de familles différentes ont ainsi permis de mieux saisir les enjeux des politiques locales de l'habitat, de repérer et de mettre en valeur des pratiques intéressantes et d'en tirer des enseignements.

À plusieurs reprises, ces travaux ont interrogé les chercheurs. Depuis 2013, le Réseau des acteurs de l'habitat a systématisé cette démarche en créant, avec le Réseau recherche habitat logement (REHAL), un rendez-vous annuel entre acteurs de l'habitat et chercheurs pour pérenniser les conditions d'un dialogue fructueux.

L'objectif de ces journées « Quoi de neuf, chercheur(s) ? » est de faire bénéficier les acteurs de l'habitat des avancées de la recherche sur des sujets qui font leur quotidien. Par exemple, la journée du 10 juillet 2014 a permis d'aborder des questions aussi diverses que l'efficacité des aides publiques au logement, les usages des habitants confrontés aux exigences de la sobriété énergétique ou du maintien à domicile, le parcours résidentiel des ménages à très bas revenus, les effets de la rénovation urbaine sur la mixité, la recherche de la densité urbaine entre exigences des politiques publiques et perception par les habitants. Celle du 17 novembre 2015 sera consacrée à la transition énergétique. Elle sera abordée à différentes échelles : le logement, le quartier, les grands territoires. La défi-

dition et les modalités de mise en œuvre des politiques en réponse à la précarité énergétique y seront également abordées.

Par la diversité de leurs approches, quantitatives et qualitatives, macro et micro, par la variété des disciplines (sociologie, économie, sciences politiques, géographie, droit ou histoire...), les travaux conduits par les chercheurs apportent un regard neuf, ouvrant le champ de l'observation au-delà des questions de l'habitat et des territoires pour interroger les grandes évolutions qui transforment nos sociétés et nos modes de vie, pour interroger également la capacité des politiques publiques à s'y adapter.

Il s'agit aussi, par cette initiative, d'instaurer des relations plus régulières entre acteurs de l'habitat et chercheurs pour développer des modalités innovantes d'échange, faciliter la diffusion des travaux, identifier les thèmes émergents et comprendre les préoccupations des acteurs. En se confrontant à leurs interrogations, les chercheurs peuvent y trouver matière à enrichir et à renouveler leurs propres questionnements.

C'est, enfin, l'occasion de mettre en valeur la vitalité de la recherche sur l'habitat en France et de donner une place privilégiée aux travaux de jeunes chercheurs.

Les journées « Quoi de neuf, chercheur(s) ? », sur le site du réseau des acteurs de l'habitat :

- 18 juin 2013 : <http://www.acteursdelhabitat.com/spip.php?article943>
- 10 juillet 2014 : <http://www.acteursdelhabitat.com/spip.php?article1056>
- 17 novembre 2015 : <http://acteursdelhabitat.com/Quoi-de-neuf-chercheurs-Troisiemes>

Cette initiative est susceptible d'être développée au niveau régional. Par exemple, l'Association régionale Hlm Rhône-Alpes a organisé en 2014, avec l'appui des laboratoires universitaires de la région, un atelier « Quoi de neuf chercheur(s) ? », dans le cadre du réseau régional des acteurs de l'habitat qu'elle anime.

Comment organiser les collaborations entre chercheurs et acteurs dans le champ de l'habitat et du logement ?

Ces collaborations peuvent s'appuyer sur plusieurs dispositifs.

1. Des DISPOSITIFS LIÉS AUX CURSUS DE FORMATION ET MOBILISANT DES ÉTUDIANTS

• STAGES DE MASTER 1 OU DE MASTER 2

De nombreux masters (master 1 ou 2, soit bac + 4 et bac+ 5) offrent une formation ou une spécialisation dans le champ du logement et de l'habitat. Ils comportent des stages obligatoires qui doivent permettre aux étudiants de mettre à l'épreuve du terrain et de situations concrètes leurs savoir-faire et penser tout en acquérant, en situation professionnelle, des compétences complémentaires. Ces stages, de durée variable (trois à six mois), permettent de confier à un étudiant un travail d'étude, d'analyse, d'enquête dans le cadre d'une convention de stage signée entre l'université qui délivre le diplôme et l'organisme (entreprise, collectivité ou association) qui accueille le stagiaire. Celui-ci est suivi par un enseignant-chercheur et par le maître de stage désigné par l'organisme. Ces stages peuvent permettre de nouer des collaborations durables. Le stagiaire est, a minima, indemnisé, pour un montant équivalant à un tiers du salaire minimum.

Il existe, dans la plupart des grandes villes universitaires, un ou des master(s) touchant à la question du logement et de l'habitat, dans le champ de l'aménagement et de l'urbanisme, mais aussi via des approches juridiques, gestionnaires, économiques ou politistes (se reporter aux fiches de la rubrique « Laboratoires », qui en mentionnent un certain nombre).

• ATELIERS DE MASTER 1 OU DE MASTER 2

Lorsqu'ils relèvent en particulier du champ de l'aménagement et de l'urbanisme, les masters incluent dans leur cursus des « ateliers » qui consistent en des travaux de terrain rassemblant

tout ou partie d'une promotion d'étudiants pour des durées variables (certains de ces ateliers mobilisent la totalité ou l'essentiel du temps disponible des étudiants pendant quelques semaines ; d'autres, au contraire, ont une durée plus longue – plusieurs mois – mais les étudiants suivent en même temps des cours). Ce principe d'atelier de formation existe également dans de nombreux cursus d'ingénieurs.

Ces ateliers, placés sous la responsabilité d'un enseignant-chercheur, s'appuient sur des commandes plutôt formulées par des acteurs publics. À la différence des stages, où les étudiants sont seuls, les ateliers leur permettent de mener collectivement un travail d'étude avec obligation de résultat. La commande se différencie de la commande classique d'étude par le fait que le commanditaire accepte de participer au suivi pédagogique du travail. Elle donne lieu à l'établissement de conventions entre le commanditaire et l'université qui intègrent un financement (a minima pour couvrir l'ensemble des frais engagés pour réaliser le travail : frais de mission – hébergement et déplacement –, achat de données ou de matériel, réalisation des documents de restitution des travaux...).

Pour plus d'informations, se reporter à la rubrique « Autres coopérations » qui en donne des exemples.

2. Des DISPOSITIFS LIÉS À LA FORMATION À LA RECHERCHE ET PAR LA RECHERCHE, EN PARTICULIER DANS LE CADRE DU DOCTORAT

• FINANCEMENT D'UNE THÈSE PAR UNE BOURSE CIFRE

La bourse Cifre permet de financer pour une durée de trois ans une thèse sur la base d'un cofinancement (pour moitié assuré par l'Agence nationale de la recherche et de la technologie – ANRT – et pour l'autre moitié par un employeur,

quel que soit son statut, public, privé ou associatif). Le sujet est défini conjointement par l'employeur et le laboratoire : il doit répondre aux attentes des deux partenaires. Le doctorant doit faire acte de candidature auprès de l'ANRT et y déposer son projet accompagné de l'engagement des deux structures partenaires à l'accueillir et à assurer son accompagnement. Ce projet est soumis à évaluation et expertise. S'il est retenu, une convention est signée avec l'ANRT par l'employeur et le laboratoire universitaire d'accueil qui précise le cadre et les modalités de la coopération. Le doctorant, salarié de l'employeur, répartit son temps de travail entre les deux partenaires.

L'expérience montre que la mise en œuvre d'une Cifre est facilitée par la réalisation du stage de master 2 dans l'organisme Hlm ou la collectivité locale susceptible de proposer une Cifre : elle permet en effet un temps de découverte réciproque et d'élaboration d'un projet commun. Afin de faciliter l'accueil de doctorants dans les organismes Hlm (760 entreprises), l'Union sociale pour l'habitat a créé sur son site Internet une rubrique qui facilite le contact entre organismes et doctorants. Cette rubrique est localisée dans l'espace « Travailler dans les Hlm ».

Disponible sur :

<http://union-habitat.org/>

Plus d'informations sur :

<http://www.anrt.asso.fr>

• **Les DOCTORANTS-CONSEIL**

De nombreuses universités et établissements accueillant des doctorants offrent le dispositif du « doctorant-conseil ». Ce dispositif est réservé à certains doctorants, à l'exception des boursiers Cifre.

Il permet au doctorant « chercheur junior » d'effectuer des missions dans une entreprise, administration ou collectivité parallèlement à la

préparation de sa thèse. Il est recruté, rémunéré et mis à disposition par son université ou son établissement d'accueil. Publique ou privée, toute organisation peut faire appel à un doctorant-conseil dans le cadre d'une mission ponctuelle pour accroître sa performance et développer sa capacité d'innovation.

Une convention tripartite entre l'entreprise, l'université et le doctorant fixe les conditions matérielles et financières de la mission, ainsi que les questions de confidentialité et de propriété intellectuelle et industrielle. La mission confiée au doctorant-conseil par l'entreprise peut correspondre à une prestation de 1 à 32 jours (maximum). Elle peut se dérouler, selon le calendrier de l'entreprise, sur une période de quelques semaines à un an.

À l'issue de la mission, l'entreprise reçoit une facture correspondant à la prestation réalisée. Pour l'entreprise, ces sommes sont éligibles, sous certaines conditions, au crédit d'impôt recherche (CIR).

Plus d'informations sont disponibles sur les sites Internet de nombreuses universités et établissements.

3. Des DISPOSITIFS MOBILISANT LES CHERCHEURS ET LEURS LABORATOIRES

Tout organisme peut s'adresser à un chercheur ou à une équipe de recherche pour lui proposer de travailler sur un sujet ou une thématique qui pourra déboucher sur un contrat de recherche ou d'étude.

Mais les coopérations peuvent prendre d'autres formes : expertises, conseils, participations à des séminaires de travail, à des actions de formation, à des manifestations... Elles peuvent s'établir « de gré à gré » (avec le chercheur mobilisé), ou donner lieu à l'établissement d'une convention de partenariat avec un laboratoire de recherche, en particulier si elles ne sont pas simplement ponctuelles mais appelées à s'inscrire dans la

Comment organiser les collaborations entre chercheurs et acteurs dans le champ de l'habitat et du logement ?



durée. Une convention de coopération peut alors être signée. Elle définira le cadre général, l'objet de la coopération et ses modalités. Elle pourra, ensuite, être déclinée chaque année par un avenant qui précisera et décrira les actions et les budgétisera.

De telles conventions peuvent aussi être mises en place quand un organisme met à disposition d'un chercheur ou d'une équipe de recherche des données. Elles permettent de préciser les conditions d'exploitation de ces données et les modalités d'accès aux travaux auxquels elles ont donné lieu.

Plus largement, les acteurs de l'habitat qui souhaitent inscrire dans la durée un partenariat de ce type peuvent signer des conventions cadres avec des laboratoires de recherche et leurs universités de rattachement qui formalisent l'établissement de relations privilégiées et prévoient les modalités de leur déclinaison dans les formes diverses évoquées ci-dessus.



Opérations de recherche ◀

LE CHOIX RÉSIDENTIEL DES PERSONNES HANDICAPÉES DANS LE GRAND LYON**Responsable du programme :**

Aline Alauzet, laboratoire Lescot, département TS2, Ifsttar site de Lyon-Bron

Autre chercheuse impliquée :

Gwenaëlle Raton, laboratoire Splott, département AME, Ifsttar site de Marne-la-Vallée

Résumé

Cette recherche vise à analyser les facteurs intervenant dans les choix résidentiels des personnes handicapées et à identifier les obstacles à l'accès à un logement qui conviendrait à la fois en termes de localisation et d'adaptation intérieure, ainsi que les leviers d'action permettant de lever ces obstacles. L'analyse porte sur les besoins des personnes ayant des handicaps aussi bien moteurs que sensoriels, psychiques, mentaux ou cognitifs. Il s'agit d'identifier les contraintes pesant sur leur choix résidentiel et d'analyser comment elles composent avec ces contraintes, avec un focus particulier sur la question du transport: les contraintes pesant sur le choix résidentiel d'une personne handicapée constituent-elles une source supplémentaire d'inégalité pour l'accès aux transports? La méthode d'investigation repose sur le recueil de témoignages de personnes handicapées ainsi que sur le positionnement des différents acteurs des domaines du handicap et du logement sur le Grand Lyon.

Spécialités: **X Géographie** **X Sociologie**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Recherche en cours, bientôt terminée.
Rapport final prévu au premier trimestre 2015.

 FINANCEMENT

PST Rhône-Alpes, axe « Mobilités et inégalités »
(Medde/DGITM).

 PUBLICATIONS

• Alauzet A., Raton G., « Residential choice and access to transport for people with disabilities », 14th International Conference on Mobility and Transport for Elderly and Disabled Persons (Transed), 28-31 juillet 2015, Lisbonne, Portugal.

• Alauzet A., Pochet P., « Mobilité quotidienne des personnes en situation de handicap: que sait-on des effets de cumuls avec les inégalités socio-économiques et territoriales? », colloque international du Labex Futurs urbains, Université Paris Est Marne-la-Vallée, 16-18 janvier 2013, 11 p.
Consultable en ligne: <http://villes-environnement.fr/fr/programme/theme3.html>

 CONTACT

• aline.alauzet@ifsttar.fr
04 72 14 24 25

LES TERRITOIRES PÉRIURBAINS : DE L'HYBRIDATION À L'INTENSITÉ ?**Responsables du programme :**

Claire Aragau et Monique Poulot-Moreau, Lavue, équipe Mosaïques, CNRS et Université Paris Ouest Nanterre-La Défense

Autres chercheurs impliqués :

Martine Berger, Ladyss
Catherine Didier-Fèvre, Lavue, équipe Mosaïques
Lionel Rougé, Géographie Cités, ESO

Résumé

Cette recherche s'attache à étudier les recompositions du processus de périurbanisation à différentes échelles et les pratiques qui y sont associées. Dans cet espace dont l'originalité est de présenter des zones d'imbrication d'espaces naturels, agricoles et bâtis, nous faisons l'hypothèse de l'affirmation de lieux de développement potentiel de pratiques encore émergentes et parfois mal accompagnées et pourtant susceptibles de faciliter l'entrée en durabilité de ces espaces. Choix résidentiels et pratiques de chalandise et de loisirs révèlent l'attention portée à la proximité et aux aménités locales, notamment les espaces ouverts, dans un rapport de plus en plus distancié à la ville-centre. Ces nouveaux lieux témoignent d'une hybridation urbanisation/nature qui, associée à une répartition équilibrée des polarités commerciales et de services, participe à une valorisation de la situation « périurbaine ». Des enquêtes auprès de ménages et d'élus sont en cours de réalisation sur quatre terrains périurbains (trois dans l'Ouest francilien et un en Normandie).

Spécialité : **X Géographie**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Rapport final rendu en janvier 2015.

**FINANCEMENT**

Programme de recherche (2012-2014) dans le cadre de la consultation « Du périurbain à l'urbain ».

**PUBLICATIONS**

• Poulot M., Rougé L., Aragau C., Metettal L., « Les espaces ouverts dans la fabrique périurbaine : vers l'affirmation de logiques de transaction dans les nouvelles recompositions socio-sociales », *Urbia*, à paraître.

• Berger M., Aragau C. et Rougé L., « Vers une maturité des territoires périurbains ? », *EchoGéo* [En ligne], n° 27, mis en ligne le 2 avril 2014 : <http://echogeo.revues.org/13683>; DOI: 10.4000/echogeo.13683

**CONTACTS**

• mpoulotmoreau@u-paris10.fr
• claire.aragau@u-paris10.fr

CONTEXTE APPRENANT (BBC-BEPOS) ET INCITATION DE TYPE NUDGE : DES LEVIERS POUR FAVORISER DES MODES DE VIE DURABLES ?

Responsable du programme :

Christèle Assegond, ETICS, Université François-Rabelais de Tours



Autres chercheurs impliqués :

Université Paris Ouest Nanterre La Défense (Lapps), Véolia (Veri) environnement, recherche & innovation

Autres partenaires :

Atelier d'architecture Franck Sémard, bureau d'ingénierie Hacsé, Habitat cohérent et solutions énergétiques, ICF Atlantique

Résumé

Aujourd'hui, les leviers techniques, aussi efficaces et innovants soient-ils, sont dans l'incapacité de résoudre l'ensemble des problématiques environnementales. Les actions d'accompagnement au changement s'intéressent de plus en plus aux moyens de faire évoluer, voire de modifier profondément les pratiques et les représentations sociales à fort impact environnemental. Ces moyens sont aujourd'hui régulièrement mobilisés par les politiques publiques et les associations, mais la question reste finalement très délicate. La notion de « mode de vie », parce qu'elle renvoie à un ensemble cohérent de pratiques, de représentations et de valeurs, permet de s'interroger sur les conditions d'une « réforme » globale des comportements et sur la mobilisation de leviers innovants.

La recherche vise à évaluer les conditions de réception et l'efficacité de deux leviers comportementaux auprès de locataires de logements sociaux: l'habitat comme « contexte apprenant » et le feedback normatif en tant que nudge vert.

Le terrain d'expérimentation, situé à La Riche, à l'ouest de Tours, est constitué de 11 logements BBC (bâtiments basse consommation) et 9 logements Bepos (bâtiment à énergie positive) livrés en juillet 2012. L'approche, articulant une méthodologie quantitative par passation de questionnaires et une méthodologie qualitative de type ethnographique, permettra d'analyser et d'évaluer :

- les impacts et les effets de la vie dans des logements efficaces d'un point de vue énergétique BBC et Bepos (en tant que contexte apprenant) sur les modes de vie et de consommation au sens large du terme ;
- les conditions de mise en œuvre d'incitations normatives (descriptives et injonctives) avec référence de proximité de type voisinage direct dans un contexte français par le biais d'une expérimentation originale de type « nudge vert ».

Spécialité : **X Sociologie**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Projet prévu sur 24 mois avec un démarrage en 2013.

€ FINANCEMENT

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie. Programme Movida, vers des modes de consommation plus durables dans un monde fini.

👤 CONTACT

- christele.assegond@univ-tours.fr

CONCEPTION ET PRÉFIGURATION D'UN SERVICE PUBLIC POUR L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE (SPEE)

Responsable du programme :

Loïc Aubrée, directeur du Cresge, Université catholique de Lille

Autres chercheurs impliqués :

Hervé Barry, Cresge

Françoise Refabert, Vesta Conseil & Finance

Isabelle Dauchy, Urpact Nord-Pas-de-Calais



Résumé

Les objectifs de cette recherche concernaient la conception d'un service public pour l'efficacité énergétique (SPEE). L'objet d'un tel service est d'offrir aux propriétaires envisageant des travaux de rénovation thermique un appui en termes de conseil et de financement. Il s'agissait en outre de préciser le contenu d'un tel service en analysant l'ensemble des éléments qui constituent des freins à la réalisation de travaux de rénovation thermique et en repérant les attentes des propriétaires.

L'objet de la recherche était de travailler à la préfiguration de ce service dans un contexte précis, impliquant le choix d'un territoire et d'acteurs acceptant d'entrer dans cette démarche: d'une part, Lille Métropole (59) et la communauté d'agglomération de Saint-Omer (62), d'autre part, la région Nord-Pas-de-Calais, avec la mise en œuvre du Plan 100 000 logements comme élément de contexte.

La recherche a permis de définir le contenu d'un parcours de service à destination des propriétaires et d'analyser différents dispositifs juridiques et financiers susceptibles d'être mis en œuvre dans le cadre de la création d'un service public pour l'efficacité énergétique. Des éléments allant dans le sens de la création d'un tel service sont repris dans la loi Brottes, qui a introduit la notion de service public de la performance énergétique de l'habitat, et la loi Alur, celle de tiers-financement. Par ailleurs, des expérimentations sont engagées: la région Picardie a mis en place un dispositif de tiers-financement; des collectivités ont créé des plateformes locales de la rénovation énergétique.

Spécialités: **X Sociologie** **X Économie** **X Droit**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Recherche terminée en octobre 2013.

Publication d'un rapport de recherche et d'une synthèse.

Communication envisagée aux Journées internationales de sociologie de l'énergie, à Tours, 1-3 juillet 2015.

FINANCEMENT

Région Nord-Pas-de-Calais.

Recherche conduite dans le cadre de l'appel à projets de recherche « Lutte contre le changement climatique habitat urbanisme » porté par l'Ademe et la région Nord-Pas-de-Calais.

PUBLICATION

• Aubrée L., Barry H., Dauchy I. et Refabert F., « Conception et préfiguration d'un service public pour l'efficacité énergétique », Appel à projets de recherche Ademe-région Nord-Pas-de-Calais « Lutte contre le changement climatique, habitat et urbanisme », rapport de recherche, synthèse, octobre 2013.

CONTACT

• loic.aubree@univ-catholille.fr
03 20 13 40 61

INNOVATIONS FINANCIÈRES POUR LA PRODUCTION DE RÉSIDENCES-SERVICES ET LE SOUTIEN AU VIEILLISSEMENT À DOMICILE

Responsables du programme :

Natacha Aveline, Géographie-Cités, Universités Paris 1 et Paris 7, responsable scientifique du Work Package 5 du projet Odessa (Optimising care DELivery Models to Support Ageing-in-place: towards independence, affordability, and financial sustainability)

Marie-Ève Joël, Legos, Université Paris Dauphine

Autres chercheurs impliqués :

Sylvie Dubuc (Université d'Oxford), Akintola Akintoye (Université Lancashire, UK),

Zan Yang (Université Tsinghua, Chine)

Résumé

Ce projet a pour objectif de préparer la Chine à la transition démographique dans le secteur résidentiel en s'appuyant sur l'expérience de pays confrontés au vieillissement. Le WP 5 explore les innovations financières développées en Europe (France, UK) et au Japon pour la fourniture de logements adaptés au grand âge. Il interroge en particulier l'efficacité et la durabilité de deux catégories de filières financières relevant de ce secteur :

- les fonds d'investissement, cotés ou non, assurant la gestion de résidences-services pour seniors (Real Estate Investment Trusts Reits/Sociétés d'investissement immobilier cotées-Siic, Sociétés civiles de placement immobilier-SCPI, Private Equity);
- le système du viager, et son équivalent anglo-saxon 'reverse mortgage', qui connaît également une financiarisation à travers le développement de fonds d'investissement dédiés.

Spécialités: **X Géographie** **X Économie** **X Aménagement urbain** **X Architecture**

● ○ ○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Opération lancée en janvier 2015 pour une durée de quatre ans. Travaux dans le cadre du Work Package.

FINANCEMENT

Deux missions de terrain effectuées en Asie :

- au Japon en février 2015 (fonds cotés spécialisés dans les résidences-services pour seniors, « healthcare Reits »). Première série d'enquêtes auprès des grands groupes immobiliers: stratégies d'externalisation de leurs résidences-services dans des REITs, géographie des investissements, modèles économiques et populations visées. Une seconde série d'enquêtes sera réalisée fin 2015 ou début 2016.
- en Chine, en mai 2015: émergence de l'industrie des résidences-services en Chine. Mission d'identification des principaux opérateurs en vue d'enquêtes plus ciblées vers ceux s'adressant aux classes moyennes. Plusieurs autres enquêtes seront effectuées en 2016 et 2017.

Travail de recherche sur les fonds cotés en France (Siic de résidences-services, de cliniques privées...): mémoire de M2, magistère d'aménagement de Paris, préparé par Étienne Quancart, devant être soutenu en septembre 2015. ANR (France), ESRC (UK), NSFC (Chine).

PARTENARIAT

Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme « European-Chinese Collaborative Research on the Green Economy and Understanding Population Change 2013 ». Il associe quatre institutions dans trois pays: les universités Paris 1 Panthéon-Sorbonne (laboratoire Géographie-Cités) et Dauphine (Legos et Leda) en France, les universités Central Lancashire et Oxford au Royaume-Uni, et l'université Tsinghua en Chine.

CONTACT

- aveline@jp.cnrs.fr

**LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE DANS LA RÉGION NORD-PAS-DE-CALAIS :
PRÉCARITÉ DANS L'HABITAT ET VULNÉRABILITÉ ÉNERGÉTIQUE GLOBALE****Responsable du programme :**

Hervé Barry, sociologue au Cresge, Université catholique de Lille

Autres chercheurs impliqués :

Agathe Douchet, Cresge

Simon Métivier, E&E Consultants

Résumé

L'objet de cette recherche était d'analyser l'importance et les caractéristiques de la précarité énergétique dans la région Nord-Pas-de-Calais en considérant les deux postes principaux de dépenses d'énergie : le logement et les déplacements. Cette recherche a conjugué une approche quantitative et une approche qualitative. L'exploitation de l'enquête « Budget des familles » et de l'enquête nationale logement a permis d'évaluer l'importance des situations de précarité énergétique dans la région, d'analyser le profil des ménages concernés et de les comparer à l'ensemble du territoire français. Des entretiens semi-directifs auprès de trente-cinq ménages résidant en milieu urbain, en zone périurbaine ou en zone rurale ont permis d'analyser finement les processus qui mènent à une précarité énergétique, d'observer les disparités entre types de territoire et de comprendre les arbitrages que peuvent effectuer les ménages entre les différents postes de dépenses. Les deux approches, quantitative et qualitative, ont également permis de distinguer les situations de précarité énergétique avérées des situations de vulnérabilité.

Spécialités : **X Sociologie** **X Économie**

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Terminée en mai 2014.

Communication le 5 juin 2014 à Douai, lors de la journée d'étape sur les recherches organisée par le Cerdd (Centre d'études régional sur le développement durable).
Communication envisagée aux Journées internationales de sociologie de l'énergie, à Tours, 1-3 juillet 2015.

**FINANCEMENT**

Recherche conduite dans le cadre de l'appel à propositions de recherche du Plan urbanisme, construction, architecture (Puca) « Précarité énergétique : nouveaux enjeux publics, nouvelles questions de recherche ».

**PUBLICATION**

• Barry H., Douchet A. et Métivier S., « La précarité énergétique dans la région Nord-Pas-de-Calais : précarité dans l'habitat et vulnérabilité énergétique globale ». Appel à propositions de recherche du Puca « Précarité énergétique : nouveaux enjeux publics, nouvelles questions de recherche », rapport de recherche, mai 2014, consultable sur le site du Puca : <http://rp.urbanisme.equipement.gouv.fr/Puca/>

**CONTACT**

• herve.barry@univ-catholille.fr
03 20 13 40 60

APPROCHES ÉCONOMIQUES DES DYNAMIQUES URBAINES FACE AUX ENJEUX DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Responsable du programme :

Catherine Baumont, Laboratoire d'économie de Dijon (LEDi), Université de Bourgogne

Autres chercheurs impliqués :

Le programme associe cinq structures de recherche localisées à Dijon :

LEDi, Cesaer, Credespo, Théma, MSH

Participent au programme : Laure Abramowitch, Fanny Alivon, Francis Aubert, Sileymane Ba, Caroline Bugnon, Martine Barré-Pépin, Catherine Baumont, Dominique Bianco, Luc Carpentier, Alexandre Chevret, Denis Claude, Cécile Destang-Dessendre, Marion Girard, Camille Grivault, Rachel Guillain, Sophie Legras, Emmanuelle Leturque, Benjamin Motte-Baumvol, Camille Régnier, Katharine Schone, Pierre Voyé

Résumé

Cette recherche vise à approfondir les approches économiques des dynamiques urbaines confrontées aux enjeux du développement durable selon deux entrées : celle de l'analyse économique des choix de localisation et celle des politiques publiques. Les axes de recherche présents dans la convention mobilisent les théories de l'économie urbaine et de l'économie géographique et, selon les thèmes, leurs interfaces avec l'économie du travail, l'économie publique, l'économie de l'environnement, les théories de la croissance, l'économie internationale. L'approche spatiale des mécanismes et des phénomènes étudiés (modalités de consommation, d'usage et de production, de mise à disposition des biens et des services, interactions marchandes et non marchandes, coordination et conflits) ainsi que des politiques publiques conduit à analyser de facto l'organisation territoriale des activités, des acteurs et des échanges autour des questions de localisation, d'inégalités spatiales, d'agglomération, de dispersion, de communication.

Spécialités : **X Droit** **X Economie** **X Géographie**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Rapport final et colloque de clôture début 2016.
Détail du programme sur le site Internet :
<http://msh-dijon.u-bourgogne.fr/approches-economiques-des-dynamiques-urbaines.html>

€ FINANCEMENT

Plan urbanisme, construction, architecture (Puca) ; cofinancements de thèse avec le conseil régional de Bourgogne ; cofinancement et collaboration sur un des axes (service public de l'énergie) avec l'Ademe Bourgogne.

📄 PUBLICATIONS

- Barré-Pépin M., « Quelles solidarités pour le logement ? », *Revue Droit et Ville*, leJuc de Toulouse, n° 75, 2013
- Coutant-Lapalus C., « Cotitularité et solidarité : règles légales et outils conventionnels du logement locatif partagé », *Loyers et Copropriété*, n° 9, septembre 2013.
- Bugnon C., « Le rôle des partenariats public-privé dans la production de logement social », *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, à paraître.

👤 CONTACT

- laure.abramowitch@u-bourgogne.fr

HABITER-HEDONIC ANALYSIS OF BUILDING INTERACTIONS WITH TERRITORIES AND ENERGY (RESEARCHES). ÉVALUATION HÉDONIQUE DES INTERACTIONS HABITATION-ÉNERGIE-TERRITOIRE

Responsable du programme :

Catherine Baumont, Laboratoire d'économie de Dijon (LEDi), Université de Bourgogne

Autres chercheurs impliqués :

Le programme associe le LEDi, la MSH de Dijon et l'IFP School

Participent au programme : Laure Abramowitch, Frédéric Pautrel, Sileymane Ba, Marion Girard, Pierre Voyé

Résumé

Le projet vise trois objectifs. Un objectif scientifique : construire une méthodologie d'évaluation des interactions habitation-énergie-territoire à partir des modèles hédoniques de valeurs immobilières (volet habitation), en identifiant le contenu énergétique des caractéristiques des logements et de leur localisation (volet énergie) et en tenant compte des effets de l'organisation spatiale globale au sein du territoire étudié (volet territoire). Il s'agit d'estimer les prix implicites associés au contenu énergétique des différents attributs (effets directs et effets indirects) en estimant les équations hédoniques et en utilisant les méthodes de la statistique et de l'économétrie spatiale. Un objectif d'analyse économique : étudier les impacts de la transition énergétique sur les comportements de localisation résidentielle et sur les transformations de l'espace urbain. Les déterminants de la composante « verte » des logements d'une part, les effets de dépendance spatiale d'autre part, impactent les arbitrages des ménages et imprègnent la totalité de la distribution des valeurs des logements. Les conséquences en termes de disparités socio-spatiales sont étudiées. Un objectif opérationnel : l'estimation d'une « valeur verte » fait partie des attentes de nombreux acteurs. L'analyse de la faisabilité de dispositifs permettant d'améliorer la prise en compte de cette « valeur verte » dans le financement des opérations de renouvellement ou de rénovation urbaine sera réalisée avec des juristes.

Spécialités : **X Économie** **X Géographie**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Programme à mi-parcours.

€ FINANCEMENT

Conseil Français de l'énergie.

🔗 PARTENARIAT

Accompagnement par le Réseau de recherche et d'innovation sur la transition socio-écologique (ingénierie de projet, valorisation) de l'université de Bourgogne : <http://msh-dijon.u-bourgogne.fr/recherche-msh/les-programmes/507-reseau-recherche-innovation-transition.html>

👤 CONTACT

• laure.abramowitch@u-bourgogne.fr

LES SOLIDARITÉS, LE LOGEMENT PARTAGÉ ET LE LOGEMENT ABORDABLE : ENTRE DISPOSITIFS JURIDIQUES ET MODÈLES ÉCONOMIQUES

Responsables du programme :

Catherine Baumont, Laboratoire d'économie de Dijon, LEDi, Université de Bourgogne

Autres chercheuses impliquées :

Caroline Bugnon, MCF droit public, laboratoire Credespo, Université de Bourgogne

Martine Barré-Pépin, MCF droit privé, Université de Bourgogne

Christelle Coutant-Lapalus, MCF droit privé, HDR, laboratoire Credespo, Université de Bourgogne

Résumé

Dans un contexte de crise économique et sociale, les ménages s'organisent afin de trouver des solutions de logement à un prix abordable et non loin de leur lieu de travail. Parmi ces solutions figure le logement partagé. La question est la suivante : la cohabitation est-elle encadrée et favorisée par les dispositifs de solidarité juridiques, économiques et sociaux ?

Autre constat : les pouvoirs publics, à l'échelle nationale et locale, réfléchissent à la réduction du coût du logement en espérant agir sur le coût du foncier et de la construction. La problématique porte sur l'analyse des solutions envisagées afin de rendre le logement abordable dans le parc privé et le parc social. Cette recherche est inscrite dans le programme « Approches économiques des dynamiques urbaines face aux enjeux du développement durable ».

Spécialités : **X Droit** **X Economie**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Un premier séminaire s'est tenu le 17 mai 2013 à la Grande Arche de la Défense, à Paris. Un deuxième séminaire a été organisé le 24 septembre 2014.

Un compte-rendu est disponible sur le site <http://www.urbanisme-puca.gouv.fr/approches-economiques-des-dynamiques-urbaines-a135.html>

Le prochain séminaire aura lieu le 21 septembre 2015 : Le thème est le suivant : « Ségrégation urbaine et discrimination : quelles interdépendances ? ».

€ FINANCEMENT

Plan urbanisme, construction, architecture (Puca) dans le cadre d'un partenariat avec la Maison des sciences de l'homme de Dijon.

📄 PUBLICATIONS

- Barré-Pépin M., « Quelles solidarités pour le logement ? » *Revue Droit et Ville*, leJuc de Toulouse, n° 75, 2013.
- Coutant-Lapalus C., « Cotitularité et solidarité : règles légales et outils conventionnels du logement locatif partagé », *Loyers et Copropriété* n° 9, septembre 2013.
- Bugnon C., « Le rôle des partenariats public-privé dans la production du logement social », *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, à paraître.

👤 CONTACT

- caroline.bugnon@yahoo.fr
- 06 29 61 27 14

**TRAJECTOIRES RÉSIDENTIELLES DES MÉNAGES ET PROCESSUS DE VALORISATION
DIFFÉRENTIELLE DES ESPACES PÉRIURBAINS FRANCILIENS****Responsable du programme :**

Martine Berger, Prodig, Université Paris 1, dans le cadre du groupe de travail
« Nouvelles relations villes-campagnes » du Labex DynamiTe

Autres chercheurs impliqués :

Claire Aragau, Lavue, Monique Poulot, Lavue, Lionel Rougé, ESO

Résumé

La recherche s'appuie à la fois sur des analyses quantitatives, combinant l'exploitation des fichiers-détail (à l'individu) des recensements de population et de la base Bien (enregistrant les mutations immobilières en Île-de-France), acquise en convention entre le Labex DynamiTe et Paris-Notaires-Service, et sur des enquêtes auprès des ménages et des collectivités territoriales.

Elle porte principalement sur deux départements de l'ouest francilien, Yvelines et Val-d'Oise, et les cantons riverains de la région parisienne, dans l'Eure et dans l'Oise. Elle s'inscrit dans le prolongement des travaux menés précédemment dans le cadre de deux conventions de recherche pour le Puca, visant à mettre en évidence les processus de différenciation au sein des espaces périurbains d'une grande région parisienne et de valorisation différentielle, notamment en fonction des aménités paysagères et des niveaux d'équipement.

Spécialités: **X Géographie** **X Aménagement**

● ○ ○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Engagement de la recherche en 2015
pour une durée de trois ans.

**FINANCEMENT**

L'accès à la base Bien et à ses mises à jour est
financé par le Labex DynamiTe.

Date de mise à jour : **septembre 2015**

**CONTACT**

• martine.berger@univ-paris1.fr

GEVU ALCÉANE : UN OUTIL DE DIAGNOSTIC AU SERVICE DE LA GESTION ET DE LA STRATÉGIE TERRITORIALE À L'ÉCHELLE DU PARC IMMOBILIER

Responsable du programme :

Franck Bodin, TVES (Lille)



Autres chercheurs impliqués :

Romain Déré, Vianney Gerils, Arnaud Ledez

Résumé

L'hétérogénéité du patrimoine et la multiplicité des réglementations en vigueur dans un contexte de contrainte budgétaire sont autant d'enjeux pour Alcéane justifiant sa volonté d'adopter une approche qui se veut la plus efficiente possible dans sa gestion et sa stratégie patrimoniales. Cette politique s'affiche notamment à travers la réflexion menée à l'échelle du patrimoine sur la thématique de l'accessibilité au cadre bâti. L'équipe du laboratoire TVES travaille sur cette thématique en participant à la construction d'un outil informatique de relevé et de consultation de données sur la thématique de l'accessibilité dans des environnements hétérogènes (logements, bâtiments, voirie, etc.). Il s'agit de l'outil Gevu.

La vocation première de Gevu est de fournir un cadre méthodologique et technologique à Alcéane pour permettre aux équipes de capitaliser des données thématiques comme l'état des accès aux bâtiments pour les personnes atteintes d'une déficience motrice, auditive, cognitive ou visuelle.

Gevu se décline sur des interfaces en ligne (sites internet) de compilation et de consultation de données sur l'accessibilité, sous la forme de listings de critères et de représentations graphiques de synthèse indiquant le niveau d'accessibilité d'un bien et sa position géographique.

Spécialités : **X Géographie** **X Urbanisme** **X Informatique**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Travaux entrés en phase opérationnelle au sein d'Alcéane : formation des agents de l'office en cours pour utiliser pleinement l'outil d'ici l'été 2015. Publication scientifique à l'achèvement de la convention associant TVES et Alcéane en octobre 2015.



FINANCEMENT

Alcéane, Office public de l'habitat de la communauté de l'agglomération havraise (Codah).



PARTENARIAT

Avec la Codah (convention de partage de données sur les informations géographiques du territoire de l'agglomération havraise).



PUBLICATIONS

- Bodin F., Déré R., « Le logement, point de départ de la mobilité et de l'intégration sociale du citoyen », communication présentée pour le colloque « La ville sous nos pieds : connaissances et pratiques favorables aux mobilités piétonnes », 20 au 22 novembre 2013, Montréal, Canada.
- Bodin F., Déré R. et Gerils V., « Des outils numériques au service d'une gouvernance partagée et durable », communication présentée pour le colloque « L'information géographique et le monde changeant », 19 juin 2014, Sfax, Tunisie.



CONTACTS

- r.dere@alceane.fr
- bodin.franck@gmail.com

LE CONTRÔLE DES LOYERS, GENÈSE ET EFFETS DES POLITIQUES DE RÉGULATION DES MARCHÉS LOCATIFS

Responsable du programme :

Loïc Bonneval, Centre Max-Weber, équipe Meps, Université Lyon 2

Autres chercheurs impliqués :

Florence Goffette-Nagot, Gate, Université Lyon 2

François Robert, Triangle, ENS Lyon

Roelof Verhage, Triangle, Institut d'urbanisme de Lyon

Résumé

La question de l'encadrement des loyers est d'une grande actualité et les conséquences sur le marché du logement d'une telle régulation sont l'objet d'un débat encore vif. Ce débat contemporain pourrait utilement être éclairé par l'analyse des régimes d'encadrement des loyers qui ont existé en France dans le passé. Le verrou principal pour conduire ce type d'analyse tient au manque de données suffisamment fines sur les marchés du logement dans les périodes où des expériences de contrôle des loyers ont eu lieu en France. Une telle analyse suppose de lever ce verrou, mais aussi de réunir des compétences pluridisciplinaires permettant de maîtriser (1) les méthodes de recueil des données nécessaires sur les périodes concernées, (2) les outils modernes d'évaluation des politiques développés récemment dans la littérature économique, (3) la compréhension approfondie des relations entre bailleurs et locataires, celle des dynamiques urbaines dans les zones et les périodes concernées, ainsi que celle du contexte et des enjeux politiques des différentes réglementations. L'objet de la présente recherche est de réunir ces compétences pour permettre le développement et l'analyse d'une base de données historiques sur le marché locatif privé à Lyon.

Spécialités : **X Histoire** **X Sociologie** **X Économie** **X Urbanisme**

● ○ ○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Commencée en janvier 2014.

FINANCEMENT

Plan urbanisme, construction, architecture (Puca).
Université Lyon 2.

Date de mise à jour : **septembre 2015**

CONTACT

• Loic.Bonneval@univ-lyon2.fr
06 85 51 03 71

ECLIPS : EXPERTISE CITOYENNE POUR LE LOGEMENT. LIMITES, INTÉRÊTS ET PERSPECTIVES SOCIALES DE LA PARTICIPATION DES HABITANT-E-S EN RÉGION CENTRE

Responsable du programme :

Sabrina Bresson, sociologue, Citeres, Université François-Rabelais de Tours

Autres organismes impliqués :

Auao (Agence d'urbanisme de l'agglomération orléanaise)

ATU (Agence d'urbanisme de l'agglomération de Tours)

Polau (Pôle des arts urbains, Tours)

Villes au Carré (Centre de ressources sur les politiques de la ville, Centre-Poitou-Charentes)

Résumé

L'objectif d'ECLIPS est d'analyser les limites et les perspectives de la participation des habitant-e-s dans la production du logement. En s'appuyant sur des exemples en région Centre, il s'agit de se concentrer sur les habitant-e-s qui sont absent-e-s des dispositifs de participation ou dans l'incapacité de s'y faire entendre, afin de comprendre les inégalités qui persistent dans les lieux de la démocratie locale et qui font obstacle à la prise en compte de l'expertise citoyenne. La notion d'expertise renvoie à l'idée d'une compétence, d'un savoir acquis par l'expérience. Dans ce sens, l'expertise citoyenne dans le domaine du logement implique la prise en compte des « savoirs habitants » dans toute leur pluralité, savoirs liés aux usages mais souvent invisibles face au monopole de l'expertise technique et politique. ECLIPS entend réfléchir à de nouvelles voies qui faciliteraient le dialogue entre les multiples savoirs et favoriseraient les collaborations entre habitant-e-s, décideurs et producteurs du logement.

Spécialités: **X Sociologie** **X Droit** **X Sciences politiques** **X Urbanisme** **X Architecture**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Programme de recherche débuté en janvier 2013 pour une durée de trois ans. Phase d'état des lieux et d'enquêtes exploratoires en cours. Cycle de séminaires débuté en 2013 (séance de conclusion en octobre 2015). Focus-groupes en région Centre prévus au printemps 2015.

€ FINANCEMENT

Programme financé par la région Centre (2013-2016).

📄 PUBLICATION

• Carnet de recherche en ligne : <http://eclips.hypotheses.org/>

👤 CONTACTS

• sabrina.bresson@univ-tours.fr
• eclips@univ-tours.fr
06 89 38 95 35

ASSISTANCE, MÉDIATION, INTERPELLATION ET ACCÈS AU DROIT : LE RÔLE DES ASSOCIATIONS DANS LA MISE EN ŒUVRE DU DROIT AU LOGEMENT OPPOSABLE (DALO)



Responsable du programme :

Jean-Philippe Brouant, Serdeaut, École de droit de la Sorbonne, Université Paris 1 (†)

Autres chercheurs impliqués :

Alice Fuchs, Meryem Deffairi, Marta Torre-Schaub, Norbert Foulquier et Asimina Tsalpatourou

Résumé

La loi du 5 mars 2007 instituant un droit au logement opposable donne un rôle important aux associations œuvrant pour le logement des personnes défavorisées. Elles peuvent participer aux commissions départementales de médiation chargées de statuer sur l'éligibilité au Dalo; elles peuvent assister les demandeurs dans leurs recours administratifs et contentieux; enfin, elles ont la possibilité d'intervenir dans l'évaluation et le suivi de la mise en œuvre de la loi.

Ce projet de recherche vise à la fois à analyser la place et le rôle des associations dans ce domaine et à renforcer la capacité d'expertise et d'intervention de celles-ci. Il est fondé sur un partenariat entre un centre de recherche universitaire spécialisé dans le droit immobilier et le droit de l'environnement – le Serdeaut – et la Fondation Abbé-Pierre, très active sur le front des politiques du logement.

Spécialités: **X Juridique** **X Sciences politiques** **X Sociologie**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Recherche terminée et publiée. Elle a fait l'objet d'un colloque le 12 février 2014.



FINANCEMENT

Conseil régional d'Île-de-France dans le cadre du partenariat institutions-citoyens pour la recherche et l'innovation (Picri), qui vise à promouvoir des programmes de recherche basés sur une collaboration entre laboratoires de recherche publics et organisations de la société civile.

Date de mise à jour: **septembre 2015**



PUBLICATIONS

- *Le Rôle des associations dans la mise en œuvre du droit au logement (Dalo) en Île-de-France*, IRJS éditions, 2015.
- Une série de notes réalisées dans le cadre de la recherche est en ligne sur le site Internet du Serdeaut: <http://serdeaut.univ-paris1.fr/>



CONTACTS

- fuchs.cessot@icloud.com
- serdeaut@univ-paris1.fr

L'ADAPTATION TERRITORIALE DES RÈGLES DANS LE DOMAINE DU LOGEMENT. L'EXEMPLE DE LA RÉGION RHONE-ALPES



Responsable du programme :

Jean-Philippe Brouant, Serdeaut, École de droit de la Sorbonne, Université Paris 1 (†)

Résumé

Dans le cadre d'une démarche de prospective territoriale, l'Association régionale des organismes d'Hlm de Rhône-Alpes (Arra) a souhaité explorer la possibilité d'instaurer un pouvoir d'adaptation en matière de logement. La région Rhône-Alpes se caractérise en effet par une diversité de territoires et une pluralité de situations et de contextes.

La mission a consisté à :

- effectuer l'état des lieux de toutes les formes d'adaptation déjà prévues par les textes dans le domaine du logement et du logement social, de leur mise en œuvre effective, des normes produites localement par les collectivités territoriales;
- explorer les possibilités et modalités d'adaptation nécessaires au niveau local.

La recherche terminée sera remise en perspective dans le cadre du cercle des dirigeants de l'ARRA Hlm qui travaillera sur les conséquences de la réforme territoriale et notamment sur le rapprochement avec la région Auvergne.

Spécialité: **X Droit**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Rapport final remis en décembre 2013.

FINANCEMENT

L'Union sociale pour l'habitat
et l'Association régionale des organismes d'Hlm de
Rhône-Alpes (Arra Hlm).

CONTACT

- Aïcha Mouhaddab, directrice de l'Arra Hlm
a.mouhaddab@arra-habitat.org
- dominique.belargent@union-habitat.org

**RECUEIL D'EXPÉRIENCES DE TRENTE ANNÉES D'HABITATS GROUPÉS EN
SUPPORT AUX INITIATIVES HABITANTES ET INSTITUTIONNELLES ACTUELLES.
DE L'AUTOÉVALUATION À LA TRANSMISSION DE SAVOIRS ET VALEURS AFIN
D'ACCOMPAGNER LE DÉVELOPPEMENT DE L'HABITAT PARTICIPATIF**

Responsable du programme :

Michel Broutin, association Éco habitat groupé (EHG)



Autres chercheurs impliqués :

Recherche menée par l'association Éco habitat groupé

Constitution d'un conseil scientifique pour accompagner la recherche composé d'Anne Labit (laboratoire CitereS), Claire Carriou et Anne d'Orazio (laboratoire Mosaïques – Lavue), Adriana Diaconu (Grenoble)

Résumé

Il y a une trentaine d'années, plusieurs groupes d'habitants ont mis en place des projets d'habitats groupés autogérés. Ces projets ont proposé de nouvelles manières de produire, concevoir et gérer l'habitat, en accordant une place centrale aux habitants dans ces processus. À l'heure où « l'habitat participatif » revient sur le devant de la scène publique, il s'agit d'opérer un retour d'expériences sur ces opérations pionnières et d'en tirer des « best practises » pour aider au développement et à la diffusion des expériences actuelles. Le recueil d'expériences vise ainsi à partager et transmettre le savoir-faire et le savoir-vivre ensemble des premiers groupes d'habitat participatif en France.

L'étude répond à plusieurs objectifs :

- dégager les facteurs clés de réussite aux niveaux humain, technique, administratif, organisationnel, partenarial de ces expériences ;
- identifier les leviers nécessaires pour un développement de l'habitat participatif auprès des publics modestes et fragiles (en locatif social et/ou avec mixité sociale et intergénérationnelle des groupes) ;
- évaluer la façon dont l'habitat groupé influence les dynamiques du quartier et les parcours de vie de ses habitants.

Spécialités : **X Sociologie** **X Anthropologie** **X Urbanisme** **X Architecture**

● ● ● **ÉTAT D'AVANCEMENT**

Rapport de synthèse : « Voyage en terre méconnue : 40 années d'habitats groupés ».
Présentation des résultats à Villeurbanne, Grenoble, Lille, Vannes, Meudon...

 **FINANCEMENT**

Fondation de France, Fondation AG2R La Mondiale.

 **PARTENARIAT**

Convention de partenariat avec le Lavue en cours d'élaboration.

 **CONTACT**

• vmvbrouitin@gmail.com

LES MÉNAGES, OPÉRATEURS D'UNE MÉTROPOLISATION QUI NE DIT PAS SON NOM ? PRATIQUES ET REPRÉSENTATIONS SPATIALES COMPARÉES DANS L'AGGLOMÉRATION TOURANGELLE

Responsables du programme :

Jérôme Baratier (Agence d'urbanisme de l'agglomération tourangelle), Laurent Cailly (Citeres, Université de Tours)



Autres chercheurs impliqués :

Alain Faure (Pacte), Cynthia Ghorra-Gobin (Creda)

Résumé

Cette recherche vise à approfondir et à renouveler la compréhension des liens entre le processus de métropolisation et la ville ordinaire à partir d'une analyse de la spatialité des ménages de nouveaux habitants du périurbain. Elle doit permettre d'appréhender la complexité des formes d'organisation et d'intégration socio-spatiales dans un contexte spatial peu travaillé : les périphéries d'une agglomération intermédiaire de l'Ouest (Tours, 410 000 habitants au sens de l'aire urbaine) marquée par un modèle de métropolisation singulier. À la suite de nombreux travaux sur les modes d'habiter périurbains, nous proposons ici une approche originale croisant stratégies résidentielles, pratiques de mobilité quotidienne, récits d'habitants, dans l'optique de mieux cerner les formes contemporaines d'une « petite » métropole.

Spécialités : **X Géographie** **X Sociologie** **X Sciences politiques** **X Aménagement**

● ○ ○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Première phase du programme (la campagne d'entretiens est prévue avant l'été 2015).

€ FINANCEMENT

Plan urbanisme, construction, architecture (Puca).

∞ PARTENARIAT

Entre l'Agence d'urbanisme de l'agglomération tourangelle et Citeres, Université de Tours.

👤 CONTACTS

• laurent.cailly@univ-tours.fr

HABITAT INTERMÉDIAIRE DES SENIORS ET SON ENVIRONNEMENT PROCHE**Responsable du programme :**

Béatrice Chaudet, UMR ESO, Université de Nantes

Autres chercheurs impliqués :

Université d'Angers : Mathilde Plard (UMR ESO)

Université du Maine : Sébastien Angonnet, Sandrine Bacconnier, Gérald Billard, Jacques Chevalier et Alain Wrobel (UMR ESO)

Université de Nantes : François Madoré (UMR ESO)

Université Pierre-Mendès-France de Grenoble : Fanny Vuillat (UMR Pacte)

Résumé

Depuis les années 2000, une nouvelle offre d'habitat intermédiaire destinée exclusivement aux seniors valides se développe en France, cinquante ans après les États-Unis, où ces villages pour seniors ont fait leur apparition sous la forme de *retirement communities*. Ce programme de recherche vise un double objectif. D'une part, mieux cerner l'offre de ces formes d'agrégation de seniors, donc décrypter les logiques géographiques au principe même de leur déploiement, et analyser leur degré d'intégration spatiale et l'offre de services proposée. D'autre part, mieux comprendre les pratiques et représentations spatiales des seniors ayant fait le choix de résider dans ces habitats intermédiaires construits spécifiquement pour eux, ce qui passe nécessairement par une analyse de la vie communautaire développée à l'échelle du complexe d'habitat et de la qualité d'usage des territoires proches du domicile.

Spécialité : **X Géographie sociale**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Recherche prévue sur 2014-2016.

**FINANCEMENT**

Région Pays-de-la-Loire.

**PUBLICATIONS**

• Billard G., Chevalier J., Madoré F., Vuillat F., « Quartiers sécurisés : un nouveau défi pour la ville ? », *Les Carnets de l'info*, 2011.

• Madoré F., Vuillat F., « Une affaire de générations : la construction d'un entre-soi à l'épreuve de la mixité intergénérationnelle. L'exemple de la Villa Vermeil de Biscarrosse », *EspacesTemps.net*, Textuel, 28 juin 2010.

**CONTACTS**

• beatrice.chaudet@univ-nantes.fr
• francois.madore@univ-nantes.fr

ENJEUX DU NUMÉRIQUE DANS LES PROCESSUS DE CONSTRUCTION ET DE RÉHABILITATION DES LOGEMENTS SOCIAUX

Responsable du programme :

Bruno Chaudet, PREFics, Université Rennes 2



Autres chercheurs impliqués :

Jean-Luc Bouillon (PREFics), Hélène Bailleul (ESO, Rennes), Marcela Patrascu (PREFics), Florian Hémond (PREFics), Anne-France Kogan (Lemna, Nantes)

Résumé

Les enjeux des technologies numériques d'information et de communication dans le contexte de l'industrie immobilière se concentrent autour des grandes phases suivantes : la conception, la réalisation, la gestion du logement tout au long du cycle de vie (exploitation, entretien), la réhabilitation, la restructuration, la démolition et la relation de l'habitant à son logement. Ce projet abordera les enjeux du numérique dans les processus de conception, de réalisation et de réhabilitation. L'objectif est d'analyser les formes d'organisation qui structurent actuellement ces processus dans un contexte d'inflation normative. Les normes et les standards « qualité » de toutes sortes appellent en effet à une innovation permanente qui bouscule les pratiques de travail et de collaboration. Quelles sont les innovations managériales et techniques en cours de développement ? Quels sont les enjeux du numérique ? Comment les prendre en compte, les anticiper et les intégrer dans les process ?

Spécialité : **X Sciences de l'information et de la communication**

● ○ ○ ÉTAT D'AVANCEMENT

En phase de démarrage.



FINANCEMENT

L'Union sociale pour l'habitat, Université Rennes 2, Caisse des Dépôts.



PARTENARIAT

Nantes Habitat, France Habitation, Immobilière 3F, Habitat 29, Lille Métropole Habitat, Habitat 76.



CONTACTS

- dominique.belargent@union-habitat.org
- bruno.chaudet@univ-rennes2.fr
- antoine.ferre@union-habitat.org
- denis.landart@union-habitat.org

L'AUTO-RÉHABILITATION ACCOMPAGNÉE EN ÎLE-DE-FRANCE : VERS DE NOUVEAUX TERRITOIRES

Responsables du programme :

Anne-Claire Davy, sociologue, chargée d'études habitat, IAU-Idf

Lucile Mettetal, géographe-urbaniste, chargée d'études habitat, IAU-Idf

Lionel Rougé, maître de conférences en géographie, Université de Caen, CNRS UMR ESO 6590 et UMR Géographie-Cités 8504

Hélène Subrémon, anthropologue, chercheuse contractuelle, Latts UMR CNRS 8134, Université de Marne-la-Vallée



Autres chercheurs impliqués :

Cette recherche mobilise également, dans le cadre d'un atelier, six étudiants du master « Aménagement, urbanisme, études urbaines » de l'Université de Paris Ouest Nanterre-La Défense.

Résumé

L'objectif de cette étude, initiée par le Puca, est d'examiner les conditions d'un changement d'échelle de l'auto-réhabilitation accompagnée en Île-de-France, et plus précisément de l'appréhender comme levier potentiel de l'amélioration énergétique de l'habitat individuel ancien du périurbain rural francilien. Trois étapes structurent cette recherche. Dans un premier temps, il s'agira d'établir une cartographie des indicateurs de la précarité énergétique et d'approcher, à travers le traitement de l'ENL et une enquête de terrain, les enjeux de rénovation mais aussi de valorisation du patrimoine bâti. La deuxième étape consistera à faire l'état des lieux des différentes structures et de leurs actions. Enfin, la dernière étape tentera de mettre à jour les leviers et les freins à l'établissement d'un réseau d'acteurs efficaces pour déployer l'outil de l'auto-réhabilitation accompagnée au sein de ces espaces de faible densité.

Spécialités : **X Sociologie** **X Anthropologie** **X Géographie**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Démarrage en septembre 2014.

Phase d'enquête terminée au printemps 2014.

€ FINANCEMENT

Plan, urbanisme, construction, architecture (Puca), Ademe et Leroy Merlin Source.

👤 CONTACTS

• anne-claire.davy@iau-idf.fr

01 77 49 75 52

• lucile.mettetal@iau-idf.fr

01 77 49 78 21

• lionel.rouge@unicaen.fr

06 09 34 25 22

• hsubremon@gmail.com

06 22 80 01 65

ALTER-PROP-ALTERNATIVES DE PROPRIÉTÉ POUR L'HABITAT**Responsable du programme :**

Sylvette Denèfle, Citeres, Université François-Rabelais de Tours

Autres chercheurs impliqués :

Équipes du programme : MSH de Tours, Université François-Rabelais de Tours ; Lérap, Université François-Rabelais de Tours ; ARS, Université de Bretagne occidentale, Brest
Comité de pilotage du programme : Sabrina Bresson, Sylvette Denèfle, Nicole Lerousseau, Corinne Manson, Nicole Roux

Partenaires du programme : Chantal Dauchez, Édith Gaillard, Pascal Garret, Bénédicte Havard-Duclos, Anne Labit, Marie-Pierre Lefeuvre, Jorge Munoz, Simone Pennec

Résumé

Le XXI^e siècle a débuté par l'éclatement de bulles financières et immobilières. Il en a découlé un enchérissement considérable du foncier urbain qui exclut de la propriété de plus en plus de personnes. Parmi les réponses à cette crise se trouvent celles des mouvements alternatifs, communautaires ou solidaires dont les principes sont politiques, sociaux et écologiques.

Alter-prop, programme financé par l'ANR Espaces et Territoires, réunit des sociologues, des juristes et des architectes pour analyser l'émergence de ces nouveaux modes de vie, de ces pratiques communautaires, de ces exigences de durabilité, de cette remise en question du dogme de la croissance continue à travers les formes naissantes d'une propriété partagée et non plus individuelle du logement, dont l'archétype est la coopérative d'habitants.

Alter-prop rassemble des cas significatifs, analyse les difficultés et mobilise des connaissances pour être source de références pour les citoyens et les décideurs. Plus d'informations sur <http://alter-prop.crevilles-dev.org/>

Spécialités: **X Sociologie** **X Droit**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Le programme a été terminé en juin 2014.

€ FINANCEMENT

Agence nationale de la recherche (ANR)
Espaces et Territoires 2010-2013.

📄 PUBLICATION

• Un résumé des travaux est disponible sur le site de l'ANR: [http://www.agence-nationale-recherche.fr/projet-anr/?tx_lwmsuivibilan_pi2\[CODE\]=ANR-10-ESVS-0012](http://www.agence-nationale-recherche.fr/projet-anr/?tx_lwmsuivibilan_pi2[CODE]=ANR-10-ESVS-0012)

👤 CONTACT

• sylvette.denefle@univ-tours.fr
06 81 25 63 00

ANALYSE DES FACTEURS ET DES PRATIQUES DE DISCRIMINATION DANS LE TRAITEMENT DES DEMANDES DE LOGEMENTS SOCIAUX



Responsables du programme :

Commanditaires: Acisé, DDD, Puca

Direction scientifique: **Jean-Claude Driant** et **Christine Lelévrier** (Lab'Urba – Institut d'urbanisme de Paris – Université Paris Est)

Autres chercheurs impliqués :

Pauline Gaullier, Marie Lanzaro, Françoise Navarre, avec la collaboration de Mathilde Cordier et Bernard-Henri Nicot

Résumé

De nombreux travaux et enquêtes ont mis en lumière les inégalités d'accès au logement social, et ce notamment par rapport à l'origine réelle ou supposée du demandeur. Pour autant, les mécanismes de différenciation des ménages dans l'accès au parc social restent mal connus, et les ressorts de la sélection relativement opaques. S'intéresser aux pratiques de traitement des dossiers des demandeurs, depuis le dépôt jusqu'à l'attribution d'un logement, est un moyen d'interroger ce processus. Le protocole méthodologique adopté multiplie les points de vue ainsi que les échelles d'analyse et mobilise plusieurs méthodes d'enquête (statistiques et qualitatives) pour éclairer de différentes manières les étapes du processus d'attribution. En s'inscrivant dans une logique exploratoire, un des objectifs de la recherche est de tester la pertinence de différentes approches pour appréhender l'inégalité de traitement des demandeurs.

Spécialités: **X Urbanisme** **X Sociologie**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Recherche terminée en avril 2015.

FINANCEMENT

Agence pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (Acisé).

Défenseur Des Droits (DDD).

Plan, urbanisme, construction, architecture (Puca).

PUBLICATIONS

- Gaullier P., Lanzaro M., « Enquêter sur les discriminations dans l'accès au parc social: partis pris méthodologiques et apports d'une approche comparée », communication à la Biennale de sociologie de l'urbain et des territoires « Pratiquer la comparaison en sociologie urbaine », Lille, 16 et 18 décembre 2014.

- Gaullier P., Lanzaro M., Navarre F., « Enquêter sur les discriminations dans l'accès au logement social. Partis pris, limites et perspectives » (titre provisoire), à paraître dans un ouvrage collectif aux Éditions de l'Œil d'or.

CONTACTS

- pauline_gaullier@yahoo.de
- marie.lanzaro@hotmail.fr

TRAJECTOIRES RÉSIDENTIELLES, REPRÉSENTATIONS DE LA COEXISTENCE SOCIALE ET FORMES DE SÉGRÉGATION EN « VILLE NOUVELLE » : ENTRE QUARTIER DE PIEDS NOIRS, QUARTIER D'IMMIGRÉS, QUARTIER DE JEUNES ET QUARTIER DE « PETITS-MOYENS »

Responsables du programme :

Laurence Faure, Centre Max-Weber, Université Lyon 2

Éliane Le Dantec, Centre Pierre-Naville, Université Évry-Val d'Essonne



Résumé

Cette recherche, fondée sur une enquête qualitative approfondie par entretiens, part de l'hypothèse que le modèle d'une ville à trois vitesses de Donzelot, utile pour aider à penser les logiques de répartition socio-spatiale et de ségrégation dans la France contemporaine, n'est pas nécessairement opérant pour les villes moyennes.

À partir de la restitution des histoires résidentielles des habitants, il s'agit de reconstruire la socio-génèse d'un quartier situé à Perpignan et de son peuplement, afin de mener une analyse de ses permanences et de ses transformations, de ses clivages internes et de ses tensions.

Lors de l'arrivée des populations pieds noirs de l'autre rive de la Méditerranée, l'histoire de ce quartier est plutôt associée, dans un contexte de croissance économique, à la représentation d'un quartier favorisant la petite promotion sociale par l'accès à la propriété en immeuble. La période actuelle laisse entrevoir l'émergence de représentations sociales d'un espace résidentiel menacé de disqualification du fait de l'arrivée de nouveaux résidents (familles issues de l'immigration, jeunes étudiants ou précaires) faisant l'objet de stigmatisations de la part d'une partie des habitants. Plus largement, l'enjeu est d'appréhender la manière dont les représentations différenciées associées à ce quartier sont le produit des histoires sociales et familiales, des trajectoires et positions résidentielles et des interactions entre habitants.

Spécialité : **X Sociologie**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Opération débutée en 2013 : enquête par entretiens en cours, travail sur archives et statistiques en projet.

Un article soumis à validation.

Projet d'ouvrage.

€ FINANCEMENT

Mairie de Perpignan.

👤 CONTACTS

- laurence.faure-rouesnel@univ-lyon2.fr
- 06 63 94 27 42
- eledantec@free.fr

**REV-RESTER EN (CENTRE) VILLE. RÉSISTANCE ET RÉSILIENCE DE LA VILLE
ORDINAIRE DANS QUATRE QUARTIERS DE CAPITALES EUROPÉENNES :
PARIS, LISBONNE, BRUXELLES, VIENNE****Responsables du programme :**

Yankel Fijalkow, Centre de recherche sur l'habitat, Lavue, Ensa PVS

Claire Lévy-Vroelant, Centre de recherche sur l'habitat, Lavue, Université Paris 8

Autres chercheurs impliqués :

Pour la France: Caroline Rozenholc, Marie Chabrol, Yannick Henrio, Sylvaine Conord, Lydie Launay

Pour les autres pays: Christoph Reinprecht et Christina Lebhart (Vienne), Teresa Costa Pinto et Madalena Matos (Lisbonne), Matthieu Van Crielingen et Martin Rosenfeld (Bruxelles)

Résumé

L'objectif de « rester en ville » constitue le pivot de cette recherche à partir d'investigations croisées à Paris, Bruxelles, Lisbonne et Vienne. Ces investigations ont été menées dans des quartiers concernés par des changements liés à la mondialisation, la métropolisation et la transformation des gouvernances nationales et locales. Les relations entre résilience et résistance y sont étudiées en partant des pratiques des habitants et des usagers, relevant moins des logiques traditionnelles du « quartier tremplin » que de l'existence de sphères d'appartenance et d'usages bien au-delà du quartier (socio-sphères). L'analyse s'appuie sur des entretiens (60 par site) portant sur les parcours de vie de personnes et de familles habitant dans le quartier, et particulièrement celles qui luttent pour s'y maintenir en développant des stratégies résidentielles, et de personnes et de familles qui expriment leur volonté d'y avoir recours sans y habiter. Les « systèmes de lieux » se conjuguent avec des « systèmes de liens » qui qualifient l'hospitalité du quartier, ses aménités et la possibilité pour des ménages pauvres de rester en centre-ville, en dépit, et peut-être à cause, de la métropolisation.

Spécialités: **X Sociologie** **X Géographie** **X Urbanisme**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Depuis le lancement (janvier 2014), mise en place du guide d'entretien, visite des sites (Bruxelles, Paris, Vienne) et enquête pilote en cours. Une réunion des quatre équipes (mai 2014) a validé le guide d'entretien et précisé l'usage de la photographie sur le terrain.

€ FINANCEMENT

Plan urbanisme, construction, architecture (Puca): appel à projets « La ville ordinaire et la métropolisation », 2014-2016.

📄 PUBLICATION

• Fijalkow Y. « Sociologie des villes et du logement, des complémentarités à refonder à la lumière du processus de gentrification », *Sociologies et Sociétés*, vol. XLV, n° 2, automne 2013, pp. 177- 194.

👤 CONTACTS

• fijalkow.yankel@gmail.com
06 87 81 68 24
• clevyvroelant@gmail.com
06 84 01 86 50

ÉNERGIES RENOUVELABLES, DÉCENTRALISATION ET RÔLE DES AUTORITÉS LOCALES**Responsable du programme :**

Norbert Foulquier, Serdeaut, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Autres chercheurs impliqués :

Éléonore Chirosselle, Meryem Deffairi, Alice Fuchs-Cessot, Laurence Jégouzo, Rozen Noguellou, Frédéric Rolin, François-Guy Trebulle

Résumé

Le projet de recherche vise en premier lieu à analyser les bases juridiques relatives à la politique de l'énergie en France et au Brésil et à examiner comment le développement des énergies renouvelables a conduit les pouvoirs publics à reconnaître la place des collectivités territoriales dans ce domaine.

En second lieu, le projet a pour ambition de recenser les différents dispositifs juridiques permettant aux autorités locales d'intervenir dans le soutien à la production d'énergie renouvelable.

En troisième lieu, il doit également mettre en lumière un certain nombre d'interrogations sur les enjeux politiques et juridiques de la production d'énergies renouvelables.

Enfin, il s'intéressera à la place du citoyen dans la définition et la mise en œuvre des politiques locales de soutien aux énergies renouvelables.

Spécialité: **X Droit**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Le projet de recherche d'une durée totale de 4 ans est actuellement dans sa deuxième année. Il a déjà donné lieu à l'organisation de plusieurs colloques et séminaires en France et au Brésil (séminaire franco-brésilien sur « Énergies renouvelables, décentralisation et rôle des autorités locales » à Rio en mai 2014, puis à Paris en décembre 2014; nouveau séminaire en mai 2015).

Les actes de ces colloques seront publiés par les éditions de l'Université d'État de Rio et par le Serdeaut.

€ FINANCEMENT

L'opération est financée par le Cofecub (Comité français d'évaluation de la coopération universitaire et scientifique avec le Brésil).

∞ PARTENARIAT

Convention de partenariat avec le Brésil (Université fédérale de Rio de Janeiro).

📄 PUBLICATIONS

- Fuchs-Cessot A., « Les Scot et les énergies renouvelables », article publié sur le site Internet du Serdeaut.
- Foulquier N., « La production d'électricité éolienne et les communes », article publié dans la revue de l'Université d'État de Rio de Janeiro.

👤 CONTACT

- Alice Fuchs-Cessot
fuchs.cessot@me.com

**FORMES ET ENJEUX DE LA DENSIFICATION : VERS UN AMÉNAGEMENT DURABLE
DES TERRITOIRES BOURGUIGNONS****Responsables du programme :**

Matthieu Gateau, Centre Georges-Chevrier UMR CNRS 7366, Université de Bourgogne

Anne Jégou, Théma, Université de Bourgogne

**Autres chercheurs impliqués :**

Francis Aubert, Catherine Beaumont, Myriam Borel, Célia Cruz, Éric Doidy, Emmanuel Dumont, Marion Girard, Dany Lapostolle, Patrick Mille, Christine Munier

Résumé

Ce projet pluridisciplinaire, qui fait suite à une année exploratoire (2012-2013), a pour but d'identifier les formes et les enjeux de la densification et de l'aménagement durable en Bourgogne à travers cinq axes de recherche : représentations, pratiques et discours des habitants ; politiques publiques ; controverses et postures critiques sur la densification ; mobilisation autour de la densification et place de la nature ; logistique et densification ; la densité vue par l'économie territoriale. Le volet empirique de ce programme est basé sur la réalisation d'entretiens semi-directifs avec des acteurs de la densification, élus et techniciens, et des habitants répartis sur une dizaine de sites bourguignons (en milieux ruraux, urbains et périurbains et dans les quatre départements) faisant ou ayant fait l'objet d'opérations d'aménagement du territoire.

Spécialités : **X Sociologie** **X Géographie** **X Urbanisme** **X Économie territoriale** **X Logistique**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Finalisation du projet en cours, rendu fin juin 2015.

€ FINANCEMENT

Conseil régional de Bourgogne, Dreal Bourgogne, Ademe Bourgogne.

Date de mise à jour : **septembre 2015**

👤 CONTACTS

- matthieu.gateau@u-bourgogne.fr
- anne.jegou@u-bourgogne.fr

LES « HABITANTS » DU PÉRIPHÉRIQUE**Responsable du programme :**

Pauline Gaullier, Association Peuples des villes

**Résumé**

Ces dernières années, certains espaces publics ont vu se multiplier des installations (tentes, cabanes, etc.) dont les habitants restent mal connus. C'est le cas du bois de Vincennes et des abords du périphérique notamment. Si un travail de recherche a été récemment mené sur les habitants du bois de Vincennes (Lion, 2012), il n'existe en revanche que très peu d'éléments de connaissance sur les personnes vivant aux abords du périphérique. L'objet de la présente recherche, commandée par la Fondation Abbé-Pierre, est précisément d'alimenter la connaissance sur les « habitants » du périphérique : leur situation, la manière dont ils vivent, leur parcours de vie, leur rapport à la ville, leurs besoins et leurs aspirations.

Spécialités : **X Sociologie** **X Urbanisme****● ○ ○ ÉTAT D'AVANCEMENT**

Recherche initiée en novembre 2014.

€ FINANCEMENT

Fondation Abbé-Pierre.

👤 CONTACT• pauline.gaullier@peuplesdesvilles.org

MIXITÉ SOCIALE « PLANIFIÉE » ET SÉGRÉGATION SOCIALE. POLITIQUE DE MIXITÉ SOCIALE DANS L'ESPACE MÉTROPOLITAIN DE PARIS**Responsable du programme :**

Magdalena Górczyńska, Institut de géographie et d'aménagement du territoire (Académie des sciences de Pologne)/Géographie-cités

Résumé

Cette recherche interroge les différenciations sociales et les dynamiques spatiales qui interviennent dans l'espace métropolitain de Paris en se focalisant sur les territoires dits « mixtes » ou « moyens » en terme de niveau de différenciation des revenus des ménages. L'analyse repose sur l'identification du rôle des différents types de logements sociaux (et particulièrement des logements sociaux intermédiaires) dans la création de la mixité sociale. Les objectifs de cette étude s'articulent autour de trois axes : (1) l'identification des dynamiques de ségrégation sociale à l'échelle locale ; (2) l'analyse des effets des politiques urbaines sur la question de la « mixité sociale » dans les différents cas étudiés représentant les territoires « moyens » ; (3) l'étude des choix résidentiels (et des trajectoires résidentielles) des habitants de ces territoires « moyens ».

Spécialités : **X Géographie** **X Urbanisme** **X Sociologie urbaine**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

En cours.

**FINANCEMENT**

Ministère polonais de la Science et de l'éducation supérieure dans le cadre du programme « Mobilité

Date de mise à jour : **septembre 2015**

Plus » (« Mobilność Plus ») visant à promouvoir la mobilité internationale des jeunes chercheurs polonais.

**CONTACT**

• mgor@twarda.pan.pl

FIDELE (FINANCEMENT DURABLE ET LIVRET D'ÉPARGNE)**Responsables du programme :**

Ludovic Halbert (responsable scientifique) et **Élisabeth Decoster** (coresponsable scientifique),
Latts, CNRS, École des ponts et chaussées et Université Paris Est

Autres chercheurs impliqués :

Pierre Bouche et Katia Attuyer, Antoine Guironnet et Rémi Yver (pour la convention 2011-2013)

Résumé

Ce projet vise à comprendre l'impact sur le territoire français du circuit des fonds d'épargne (livret A et prêts à destination du logement social et de l'action publique locale).

Il mobilise pour cela des outils statistiques et cartographiques, et croise les bases de données publiques avec celles des prêts de la Caisse des Dépôts.

Le projet s'articule autour de quatre axes :

- identifier comment l'épargne du livret A « circule » sur le territoire français, c'est-à-dire dans quels territoires elle est récoltée puis prêtée ;
- étudier la destination géographique des prêts au logement social et mettre en relief l'articulation avec les zones de tension du marché immobilier ;
- étudier les facteurs socio-économiques explicatifs de la localisation des prêts au logement social et définir une typologie des territoires en fonction de ces déterminants ;
- enfin, analyser les plans de financement du logement social et le rôle des différents contributeurs selon les territoires.

D'autres pistes pourront éventuellement être creusées au-delà de cette convention : refinancement des établissements de crédit par la Caisse des Dépôts pour les PLS ; analyse d'autres emplois que le logement social ordinaire (habitat spécifique).

Spécialités : **X Géographie** **X Économie**

●●● **ÉTAT D'AVANCEMENT**

La première convention (2011-2013) est aujourd'hui terminée. Elle a donné naissance à un rapport interne pour la Caisse des Dépôts. Cette convention a été renouvelée pour la période 2013-2015, avec pour but d'actualiser les données jusqu'en 2013, d'affiner les méthodes utilisées dans le premier rapport et d'en diffuser les résultats.

Trois comités de pilotage se sont tenus, les 16 avril 2014, 8 octobre 2014 et 20 janvier 2015. Les premiers résultats sur la circulation de l'épargne ont fait l'objet d'une communication lors des Rencontres des Fonds d'épargne du 31 mars 2015 et ont donné lieu à une publication par la Direction des fonds d'épargne (collection Éclairages).

FINANCEMENT

Caisse des Dépôts (Direction des fonds d'épargne et Institut CDC pour la recherche).

PUBLICATION

- « La circulation méconnue de l'épargne réglementée en France » (Éclairages, Direction des fonds d'épargne, mars 2015).

CONTACTS

- berenice.bouculat@caissedesdepots.fr
01 58 50 86 83
- julien.garnier@caissedesdepots.fr
01 58 50 83 46

APPORT POTENTIEL DE L'IMAGERIE SATELLITAIRE POUR LA CARACTÉRISATION DE LA DENSITÉ URBAINE

Responsables du programme :

Dominique Hébrard et Lucie Chadourne-Facon, Cerema DterSo, Dalett,
Pôle de compétences et d'innovations « Applications satellitaires et Télécommunications »

Résumé

C'est face au double enjeu de lutte contre l'étalement urbain et de résorption de la crise du logement que l'objectif de densification des cœurs de ville et de reconquête des « dents creuses » s'est imposé aux acteurs publics de l'habitat. En ce sens, les collectivités territoriales et les services de l'État doivent disposer de données fiables et récentes leur permettant de définir des indicateurs de densité, de repérer le foncier mutable et de mesurer les évolutions. Parallèlement, les questions de renouvellement de la ville sur elle-même ou de sa densification sont aujourd'hui considérées de front avec le développement des modes de déplacement alternatifs.

C'est dans ce contexte que l'utilisation des données satellitaires pour le suivi des modes d'occupation du foncier a été analysée, afin d'évaluer leurs apports. La démonstration en cours sur la métropole bordelaise vient confirmer une première expérience développée sur l'agglomération toulousaine. L'usage de l'imagerie spatiale met en évidence l'intérêt manifeste de la très haute résolution pour caractériser la densité urbaine réelle aux différentes échelles territoriales. Dans un premier temps, les travaux ont permis de produire une cartographie des densités selon des approches COS et CES. Les potentiels de densification pourront ainsi en être déduits. Une seconde phase s'attache à valider ces premiers résultats, à adapter les données dans une distribution spatiale compatible avec d'autres sources et comme par exemple le droit à construire par zones PLU, les données socio-économiques de l'Insee, les enquêtes ménages déplacement, le niveau de développement des services des transports en commun du secteur étudié ou le coefficient biotope. Au-delà de l'aspect purement quantitatif, cette approche doit permettre d'intégrer de nouvelles facettes qualitatives, les plus objectives possibles, aux multiples dimensions de la densité urbaine.

Spécialités : **X Télédétection** **X Urbanisme** **X Habitat**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Livraison de l'étude initiale aux commanditaires en janvier 2013. Opération prolongée dans le cadre d'un projet subventionné par la Commission européenne et le Medde/DGALN : SATellite applications for URbaN mobility (Saturn), de juin 2014 à fin 2015.

€ FINANCEMENT

Cnes, Medde/DGALN et Commission européenne. Le projet Saturn est développé dans le cadre d'un partenariat européen avec Bordeaux Métropole. Le démonstrateur en cours de réalisation porte sur tout le territoire de compétence de la collectivité territoriale.

📄 PUBLICATIONS

- Publication dans la *Revue française de photogrammétrie et de télédétection* n° 208, 2014.
- Bouffier J., Hébrard D., Mingam B., Treinsoutrot D., « Urban density with VHSR images », pour « 33EARSEL Symposium, Towards Horizon 2020, Earth Observation and Social Perspectives », juin 2013. Disponible sur : <http://www.conferences.earsel.org/abstract/show/3659>

👤 CONTACTS

- lucie.chadourne-facon@cerema.fr
- dominique.hebrard@cerema.fr

ANALYSE TRANSVERSALE ET CRITIQUE DE LA RECHERCHE SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Responsables du programme :

Marie Christine Jaillet, Lisst-Cieu, Université Toulouse 2 Jean-Jaurès

Dominique Belargent, l'Union sociale pour l'habitat



Résumé

Si le panorama des recherches élaboré par le Réseau recherche habitat logement (Rehal) et le Réseau des acteurs de l'habitat a permis un recensement des travaux réalisés ou engagés par les sciences humaines et sociales sur le logement et l'habitat, aucune analyse des contenus recensés n'a jusqu'alors été effectuée.

Il s'agit ici de conduire un travail d'analyse transversale sur les travaux réalisés par la recherche ces cinq dernières années touchant au logement social : quelles thématiques ont été développées, mais également quelles thématiques ont été minorées ou « oubliées » ? Existe-t-il des décalages entre l'avancée de la recherche et les questions d'actualité ou qui préoccupent les acteurs du logement social ? Qu'est-ce que la recherche nous apprend et donne à voir sur la situation du logement social ?

Ce travail est avant tout destiné à un public de professionnels du monde Hlm et de l'habitat dans les collectivités locales.

Spécialité : **X Sciences humaines et sociales**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Recherche en cours.

€ FINANCEMENT

L'Union sociale pour l'habitat, Caisse des Dépôts.

👤 CONTACTS

- jaillet@univ-tlse2.fr
- dominique.belargent@union-habitat.org

MARCHÉS DU LOGEMENT, ATTRACTIVITÉ URBAINE ET DYNAMIQUES TERRITORIALES**Responsable du programme :**

Claire Juillard, chaire Ville et Immobilier, Université/fondation Paris-Dauphine

**Autres chercheurs impliqués :**

Hervé Alexandre, François Cusin, Lydie Launay, Fabrice Larceneux, Hugo Lefebvre et Thomas Sigaud

Résumé

Le projet porte sur les mécanismes de valorisation et de dévalorisation des territoires de nos principales métropoles. Les travaux permettent de croiser deux types d'analyse : celle des dynamiques foncières et immobilières et celle des dynamiques de peuplement. L'enjeu apparaît majeur dans un contexte de différenciation des marchés immobiliers et de concurrence urbaine accrue.

Trois types d'approche se combinent.

1. L'approche par les flux migratoires permet d'offrir un regard nouveau sur la demande potentielle de logement et de la saisir en dynamique, dans un jeu de comparaison avec la demande en stock telle que la population stable peut la révéler.
2. L'approche par les projets de développement permet de projeter les territoires dans un avenir proche et de confronter l'analyse de la demande potentielle faite au prisme des mobilités résidentielles à l'analyse de l'offre (d'emploi, de logement et d'équipement principalement) telle que les projets la dessinent.
3. L'approche par le foncier et l'immobilier permet d'inscrire le jeu de l'offre et de la demande dans la dynamique propre de chaque marché local.

Les résultats font l'objet d'un travail de représentation cartographique qui permet de faire la synthèse des dynamiques à l'œuvre localement et de mesurer l'écart à combler entre les intentions telles qu'elles sont inscrites dans les projets de développement et les dynamiques effectives d'ancrage et de mobilité des ménages ainsi que de valorisation et de dévalorisation résidentielle et économique des espaces urbains.

Spécialité : **X Sociologie****●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT**

À mi-parcours (fin prévue à l'été 2016).

**FINANCEMENT**

Chaire Ville et Immobilier (Groupe SNI).

**PUBLICATIONS**

• Juillard C., « Répondre à l'enjeu de mobilité résidentielle : l'autre pari du Grand Paris », *L'Observateur de l'immobilier* n° 85, mai 2013.

• Alexandre H., Juillard C., « La flambée des prix immobiliers dans les villes françaises, une question d'attractivité ? », *L'Observateur de l'immobilier* n° 84, janvier 2013.

**CONTACT**

• claire.juillard@dauphine.fr
06 63 80 81 42

**NOUVEAUX COLLECTIFS SOCIO-TECHNIQUES DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
(ANR COLLENER 2012-2015)****Responsables du programme :**

Olivier Labussière, laboratoire Pacte, Université de Grenoble

Alain Nadaï, laboratoire Cired, CNRS

Autres chercheurs impliqués :

Le projet COLLENER regroupe sept laboratoires de sciences sociales, seul le laboratoire PACTE est engagé sur l'axe des enjeux énergétiques dans le logement social.

Résumé

Cette opération de recherche étudie l'émergence de « potentiels de transition » qui ne se résument pas à la mise en œuvre de nouvelles technologies de l'énergie. Elle suit les déplacements de cadrages économiques, politiques, sociaux et environnementaux ainsi que les recompositions de collectifs qui accompagnent le déploiement des politiques de l'énergie selon trois niveaux d'analyse : local, national et transnational.

Sur l'axe consacré aux enjeux énergétiques dans le logement social, les objets d'étude portent au niveau local sur l'évolution de la culture énergétique des bailleurs sociaux de l'Isère (1980-2010); au niveau national sur l'élaboration de la politique de réhabilitation thermique des logements sociaux au moment du Grenelle de l'environnement; au niveau transnational sur l'élaboration des directives EPBD, leur révision et leur incidence sur le niveau national.

Spécialités : **X Sociologie des sciences et techniques** **X Géographie**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Mi-parcours.

€ FINANCEMENT

Agence nationale pour la recherche (ANR).

CONTACT

• olivier.labussiere@ujf-grenoble.fr
04 76 82 20 79

DES TRAJECTOIRES MARQUÉES PAR UN ÉPISODE SANS LOGEMENT : CONDITIONS ET PÉRENNITÉ DE LA SORTIE DES « DIFFICULTÉS DE LOGEMENT ». RECHERCHE RÉTROSPECTIVE À PARTIR DE L'ENQUÊTE NATIONALE LOGEMENT**Responsable du programme :**

Marie Lanzaro, association Peuples des Villes/Lab'Urba Université Paris Est

Résumé

Cette recherche cible les ménages occupant un logement ordinaire qui ont été confrontés par le passé à l'absence de logement personnel et qui ont notamment bénéficié d'une aide institutionnelle (sous la forme d'un hébergement) pour y faire face.

Le choix a été fait d'interroger de manière rétrospective et sur un temps long leur trajectoire. Cela se justifie d'abord par la volonté de saisir les conditions dans lesquelles les personnes parviennent à retrouver un logement ordinaire, ensuite par celle d'interroger le sens pris par ces trajectoires sur la durée, enfin par celle de questionner la pérennité de la sortie des « difficultés de logement ».

Spécialités: **X Sociologie** **X Urbanisme**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Recherche en cours. Rendu prévu fin 2015.

**FINANCEMENT**

Direction régionale et interdépartementale à l'hébergement et au logement Île-de-France,

Date de mise à jour : **septembre 2015**

Fondation Abbé-Pierre, Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale et l'Union sociale pour l'habitat.

**CONTACT**

• marie.lanzaro@hotmail.fr

SAPERLO-SOLUTIONS ADAPTÉES POUR LA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE EN RÉNOVATION DES LOGEMENTS OUVRIERS



Responsables du programme :

Patrizia Laudati, Laboratoire DeVisu, Université de Valenciennes et du Hainaut Cambrésis, pilotage scientifique

Thomas Plaisant, Agence de développement et d'urbanisme de la Sambre, pilotage opérationnel

Autres chercheurs impliqués :

Vincent Becue (EIVP, École des ingénieurs de la Ville de Paris), Hafida Boulekbache (DeVisu), Éric Henry (DeVisu), Smail Khainnar (DeVisu), Jamal Boulemia (DeVisu), Maxime Quentin (DeVisu), Hélène Deleuze (EIVP)

Résumé

Le territoire de Sambre Avesnois est marqué par la prédominance d'un parc ancien marqué par la brique et par des indicateurs de grande précarité sociale. Le projet Saperlo vise à répondre à cette situation en prenant à la fois en compte la valorisation de ce parc immobilier et la satisfaction des occupants. Le projet a donné lieu à des audits physiques sur des typologies d'habitat représentatives des quartiers d'habitat industriel et à des entretiens qualitatifs visant à déterminer des profils d'usagers. Les résultats montrent l'importance d'adapter la réglementation à certaines typologies d'habitat : des réhabilitations thermiques pourtant coûteuses ne s'accompagnent pas systématiquement d'une amélioration significative du niveau de satisfaction et de confort ressenti par l'occupant.

L'équipe a élaboré un outil d'aide à la décision qui facilite la gestion patrimoniale et les démarches de réhabilitation du parc d'époque industrielle, en accentuant les postes d'intervention les plus importants. Une plateforme informatique est en prototypage.

Spécialités : **X Génie civil** **X Sciences de l'information et de la communication**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Projet scientifique et prototypage de l'outil achevés. Développement de la plateforme en cours.

FINANCEMENT

Ademe dans le cadre d'une réponse à un appel à projets Ademe/région Nord-Pas-de-Calais « Changement climatique, habitat, urbanisme et services urbains » (2011-2014).

PARTENARIAT

Cd2e, association création développement éco-entreprises (Alain Lucas, Marie Darul). Bureau d'études Solener en audits énergétiques. Promocil, groupe Sambre Avesnois immobilier.

PUBLICATION

Un ouvrage est en préparation.

CONTACTS

- thomas.plaisant@adus.fr
- patrizia.laudati@univ-valenciennes.fr
- eric.henry@univ-valenciennes.fr

LES ACTIONS DE REDYNAMISATION DES SYNDICATS DE COPROPRIÉTÉ EN DIFFICULTÉ**Responsable du programme :**

Sylvaine Le Garrec, Association des responsables de copropriété (ARC)

**Résumé**

Depuis les années 1990, les copropriétés en difficulté sont reconnues comme un nouveau problème public et font l'objet de dispositifs d'intervention spécifiques: les Opérations programmées d'amélioration de l'habitat « copropriétés dégradées » (Opah-CD) et les Plans de sauvegarde. Mais quelle place est laissée aux habitants dans ces interventions? Comment mieux prendre en compte leurs attentes et les reconnaître comme des acteurs légitimes du redressement de leur copropriété?

Pour apporter un éclairage à ces questions, la recherche porte sur les expérimentations visant à renforcer les capacités d'action des habitants de copropriétés en difficulté. Elle a consisté, dans une première phase, à faire un repérage national de ces actions de redynamisation des copropriétés en difficulté pour en dresser une typologie. Dans une deuxième phase, dix expériences sélectionnées ont fait l'objet d'analyses plus approfondies à travers la réalisation d'entretiens et la rédaction de monographies.

Spécialité: **X Sociologie**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Recherche achevée en 2013.

**FINANCEMENT**

Fondation Abbé-Pierre, Fondation de France.

**PUBLICATION**

• *Fondation de France, Fondation Abbé-Pierre, Copropriétés en difficulté, un état des lieux*, juin 2014, 35 p.

**CONTACT**

• sylvaine.le.garrec@gmail.com

QUI SONT LES LEADERS ÉNERGÉTIQUES DANS LES COPROPRIÉTÉS ?**QUELLES SONT LEURS STRATÉGIES, MÉTHODES ET BONNES PRATIQUES****POUR FAVORISER LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE ?****Responsable du programme :**

Sylvaine Le Garrec, Association des responsables de copropriété (ARC),
association Planète Copropriété

Résumé

Cette recherche-action s'appuie sur un constat partagé par les professionnels réunis au sein de l'association Planète Copropriété et confirmé par le sociologue G. Brisepierre: lorsqu'une copropriété parvient à voter et financer des travaux d'amélioration énergétique, c'est parce qu'un copropriétaire particulièrement engagé – ou un groupe de copropriétaires – a impulsé et porté le projet et qu'il a réussi à mobiliser les autres copropriétaires en jouant le rôle de « leader ».

Nous avons cherché à mieux connaître ces copropriétaires « leaders énergétiques » et leurs actions. Pour cela, nous avons interrogé par téléphone 41 « leaders énergétiques » et mené des enquêtes de terrain auprès de 12 copropriétés ayant amorcé un projet de rénovation énergétique. L'objectif était de mettre en évidence les conditions d'une démarche efficace et d'élaborer des outils reproductibles pour aider les leaders potentiels et les professionnels qui les accompagnent.

Spécialité: **X Sociologie**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Recherche achevée en 2014.

**FINANCEMENT**

Plan urbanisme, construction, architecture (Puca).

**PARTENARIAT**

Habitat et Développement Île-de-France.
MVE - Agence locale de l'énergie de l'Est parisien.

**PUBLICATIONS**

• Le Garrec S. (dir.), *Qui sont les leaders énergétiques*

dans les copropriétés et quelles sont leurs stratégies, méthodes et bonnes pratiques pour favoriser la rénovation énergétique, Rapport final, Planète Copropriété, Plan Urbanisme Construction Architecture, 2014, 155 p, disponible sur www.prebat.net

• Le Garrec S., « Les copropriétés pionnières de la rénovation énergétique », *Urbanisme*, hors-série n° 48, avril 2014, pp 46-49.

**CONTACT**

• sylvaine.le.garrec@gmail.com

CADRES DE VIE ET VOISINAGES**Responsables du programme :**

Valérie Léger, responsable du service des études sociales, Aiguillon Construction
Claude Bouchard, Jean-Yves Dartiguenave, Loïck Villerbu, GIS CrimSO-ICSH, Université Rennes 2

Autres chercheurs impliqués :

Anne Winter, docteure en psychologie, ingénieure de recherche en charge de l'ingénierie technique et scientifique, quatre personnes (psychologues et sociologues) composant l'équipe d'ingénierie d'étude et quatre stagiaires étudiants sous la direction de Claude Bouchard, maître de conférences en psychologie, Jean-Yves Dartiguenave, professeur en sociologie, et Loïck Villerbu, professeur émérite

Résumé

Les bailleurs sont de plus en plus confrontés à la gestion de situations relevant d'incivilités diverses qui altèrent la qualité du cadre de vie (parties communes d'immeubles – urine, salissures, dégradations... ; abords – jets d'objets...). Les actions qui ont pu être menées trouvent leur limite dans la durée, le personnel de proximité s'épuise, les habitants finissent par considérer qu'il n'y a rien à faire. C'est dans ce contexte qu'Aiguillon Construction a sollicité le CrimSO pour mener une recherche-action visant à mieux appréhender la problématique, à développer un outil d'aide au diagnostic des situations, à élaborer des modalités d'intervention, et à faire un retour sur expériences, afin de conforter l'appropriation de leur habitat par les habitants.

Spécialités: **X Sociologie** **X Psychologie criminologie**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Des outils ont été élaborés, potentiellement intéressants, qui seront testés sur le terrain en 2015 par deux ou trois gérants immobiliers volontaires afin d'ajuster la méthode et les outils en vue de décider ou non de déployer le dispositif à l'ensemble des gérants immobiliers (dix-sept collaborateurs).

€ FINANCEMENT

Fonds pour l'innovation sociale de la Fédération nationale des ESH, Ville de Rennes, Aiguillon Construction.

CONTACT

• vleger@aiguillon.com
02 99 26 44 04

MESURER ET RENDRE COMPTE DE LA CRÉATION DE VALEUR PAR UN ORGANISME DE LOGEMENT SOCIAL POUR UN TERRITOIRE

Responsables du programme :

Phase 1 : **Charlotte Limousin**, Delphis

Phase 2 : **Céline Varenio**, Delphis



Autres chercheuse impliquée :

Phase 1 : **Sonia Guelton**, Lab'Urba, Université Paris Est Créteil

Organismes de logement social partenaires :

Phase 1 : Ciliopée, Domofrance, Dynacité, Le Foyer vellave, Le Foyer rémois, Les Foyers de Seine-et-Marne, Habitat 62/59 Picardie, Opac Saône-et-Loire, Paris Habitat, Reims Habitat Champagne-Ardenne, Seine-Manche Promotion, La Société dauphinoise pour l'habitat, Le Toit angevin

Phase 2 : Atlantique Habitations, Auvergne Habitat, Côte d'Azur Habitat, Logis familial, Logis familial varois, Logirep, Méduane Habitat, Promologis

Résumé

Dans un contexte de décentralisation des politiques de l'habitat et de rationalisation des dépenses des collectivités locales, cette étude répond au besoin d'évaluation de l'apport des bailleurs sociaux pour les territoires et leurs acteurs (collectivités, habitants, entreprises...). Menée avec treize organismes Hlm (phase 1) selon un processus de construction partagée d'un cadre de référence et de modes de valorisation socio-économique, elle a permis :

- d'identifier les contributions (directes et indirectes) des bailleurs à la « valeur globale » locale, selon une triple dimension économique, sociale et environnementale ;
- de construire treize indicateurs de mesure « monétarisée » (en euros), dont la faisabilité opérationnelle a été testée sur neuf territoires ;
- de dresser des perspectives de travaux pour approfondir et étendre le champ de mesure.

Pour la phase 2, les collectivités locales sont étroitement associées au projet. Chacun des huit organismes Hlm engagés dans la démarche a sollicité une collectivité locale. C'est donc en étroite collaboration avec les organismes Hlm et les collectivités locales que le travail sera conduit, avec pour objectifs :

- d'approfondir et élargir le champ d'investigation de la phase 1 ;
- d'affiner la méthodologie pour fiabiliser les indicateurs existants ;
- d'améliorer la présentation et la communication des résultats, en particulier au niveau local.

Spécialités : **X Économie** **X Développement local**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Phase 2 : en cours. Publication prévue à l'automne 2015.

€ FINANCEMENT

Phase 1 : l'Union sociale pour l'habitat, Caisse des Dépôts et Institut CDC pour la recherche.
Phase 2 : discussions en cours.

📄 PUBLICATIONS

• Limousin C., Mehiri S. (coord.), « Hlm : quelle(s) valeur(s) pour un territoire ? », *Habitat et Société* n° 71, septembre 2013, pp. 42 à 65.

• Dujols D., Déplace F., « La contribution du logement social au miroir de la création de valeur collective », *Pouvoirs locaux* n° 94, III/2012, pp. 85 à 92.

👤 CONTACTS

• limousin@delphis-asso.org
01 56 08 54 27
• varenio@delphis-asso.org
01 56 08 54 30
• guelton@u-pec.fr
01 41 78 48 22

ÉVALUATION DU COÛT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU MAL-LOGEMENT**Responsable du programme :**

Pierre Madec, Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE),
Centre de recherche en économie de Sciences-Po

**Autres chercheurs impliqués :**

Guillaume Allègre, Gérard Cornilleau, Maxime Parodi, Christine Riffart et Xavier Timbeau,
Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), Centre de recherche en économie
de Sciences-Po

Résumé

À la demande de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes) et du Plan urbanisme, construction et architecture (Puca), l'OFCE s'est vu confier la mise en place d'une méthodologie visant à mesurer le coût économique et social du mal-logement. Sur la base d'expériences internationales et des données notamment de l'Enquête nationale logement 2014, sera proposée, courant 2015, une méthodologie évaluative des coûts directs, indirects et induits du mal-logement. Dans la mesure du possible, il sera ensuite donné une estimation de ces coûts qui seront alors comparés à celui résultant de la prise en charge durable des ménages en situation de mal-logement.

Spécialité: **X Économie**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

En cours.

**FINANCEMENT**

Onpes et Plan urbanisme, construction, architecture
(Puca).

Date de mise à jour : **septembre 2015**

**CONTACT**

• pierre.madec@sciencespo.fr
01 44 18 54 49

MOBIL HOM(M)ES. FORMES D'HABITATS ET MODES D'HABITER LA MOBILITÉ**Responsable du programme :**

Béatrice Mésini, Telemme, Université Aix-Marseille

Autres chercheurs impliqués :

Université Aix-Marseille: Lise Anteby, Marc Bordigoni (Idemec, MMSH); Virginie Baby-Collin, Anne Cadoret, Rodolphe Dodier, Stéphane Murlane, Céline Regnard (Telemme, MMSH); Sylvain Burri, Aline Durand (LA3M, MMSH); Chantal Iorio, Françoise Zitouni (Cirta, IAUR); Laurence Nicolas (Desmid)

Université Nice Sophia Antipolis: Agnès Jeanjean (Lapcos)

Université Paris 8: Florence Bouillon (Centre Norbert-Elias)

Résumé

Ce projet explore les formes d'habitats éphémères et les modes d'habiter « polytopique » dans des sociétés composées d'individus mobiles (Stock, 2006). Sous forme rétro-prospective, nous considérerons la plurifonctionnalité des habitats mobiles (caravanes, camions, camping-cars, roulottes, tipis, yourtes, tentes, bateaux, squats, cabanes...) en objectivant les dynamiques politique, sociale, économique et culturelle qui matérialisent leur intemporalité et les inscrivent dans l'espace géographique. Au sein d'une société globale qui promeut la mobilité pour tou(te)s et stigmatise l'assistantat, l'insécurité juridique des implantations renforce la vulnérabilité d'individus à la fois empêchés et/ou sommés de circuler, de stationner et de résider. Les normes et règles juridiques seront observées sous l'angle de l'incertitude mais aussi de la conflictualité dans la mise en compatibilité de droits-créances et de droits-devoirs: droit au logement, au domicile et à la résidence versus droit de propriété, droit de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction, de l'environnement.

Spécialités: **X Géographie** **X Sociologie** **X Anthropologie** **X Droit** **X Histoire** **X Philosophie**
X Archéologie

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Démarrage du projet amorcé en juin 2013 et clôture en décembre 2014.

Dépôt d'un projet pluridisciplinaire Transeo en 2015.

Publications envisagées: un numéro de la revue *Rives* « Habiter en migration » et un ouvrage collectif aux éditions de l'Aube.

€ FINANCEMENT

Labexmed, Laboratoire d'excellence méditerranéen.

📄 PUBLICATIONS

- Mésini B., « Habitats éphémères et réversibles: transit et transition en Ardèche méridionale », in Bernardot M., Le Marchand A. et Santana-Bucio C. (dir.), *Habitats non ordinaires et espaces-temps de la mobilité, Bellecombe-en-Bauges*, Éditions du croquant, collection Terra, 2014, pp. 139-158.
- Mésini B., « Sur l'art de faire nécessité vertu »,

in Sébastien T., « Considérant qu'il est plausible que de tels événements puissent à nouveau survenir. Sur l'art municipal de détruire un bidonville », Post-Éditions, mars 2014.

- Cadoret A. et Lavaud-Letilleul V., « Des cabanes à la cabanisation: la face cachée de l'urbanisation sur le littoral du Languedoc-Roussillon », *Espace, Populations, Sociétés*, 2013/1-2.
- Burri S., Durand A. et Alilou M., « Ethnoarchaeological Study on Lifestyle and Technical Knowledge of Moroccan Woodland Craftsmen. Work in Progress », Proceedings of the V Italian Congress of Ethnoarchaeology « Ethnoarchaeology: current research and field methods », Roma, is. I.A.O., 13-14 mai 2010, « British Archaeological Reports », International Series 2472, 2013, p. 123-128.

👤 CONTACT

- mesini@msh.univ-aix.fr
- 04 90 59 90 16 ou 04 42 52 42 25

DÉMARCHE DE PROSPECTIVE SUR LA PLACE DE L'HABITAT SOCIAL DANS LES DYNAMIQUES TERRITORIALES EN POITOU-CHARENTES À L'HORIZON 2025

Responsables du programme :

Romain Mignot, directeur, Anaïs Guignard, directrice adjointe de l'Arosh Poitou-Charentes et Dominique Royoux, Ruralités, Université de Poitiers



Autre chercheuse impliquée :

Émilie Richard, Ruralités

Résumé

Les territoires de Poitou-Charentes reflètent des dynamiques très différentes, notamment au regard des marchés de l'habitat. C'est afin de mieux appréhender ces dynamiques, mais aussi de travailler dans une vision à long terme avec les acteurs de l'habitat dans la région, que l'Association régionale des organismes sociaux pour l'habitat en Poitou-Charentes (Arosh PC) a décidé de conduire une démarche prospective sur le devenir des marchés de l'habitat dans la région à l'horizon 2025.

Ce travail a permis l'élaboration de trois scénarios prospectifs confrontant des visions du logement social différentes, selon que l'on envisage le locataire de demain comme un consommateur ou plutôt comme un acteur.

Ces scénarios interrogent également les stratégies d'urbanisme, les liens à développer entre l'habitat, les services, les transports et les capacités économiques des territoires. Un certain nombre de variables et d'indicateurs mobilisés dans le cadre de cette démarche devraient permettre de poursuivre et d'approfondir les réflexions engagées lors de travaux futurs de la « cellule prospective » du Mouvement Hlm picto-charentais.

Spécialités: **X Géographie** **X Sociologie**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Terminé.

FINANCEMENT

Arosh Poitou-Charentes, Caisse des Dépôts, l'Union sociale pour l'habitat.

PUBLICATIONS

- Intégration dans la thèse en cours d'Émilie Richard (3^e année).
- Publication d'une synthèse en juin 2014.

CONTACT

- emilie.richard@univ-poitiers.fr
- 06 82 95 53 23

RECHERCHE-ACTION SUR LA GESTION DURABLE DE L'HABITAT AGRICOLE PÉRIURBAIN**Responsable du programme :**

Brigitte Nougaredes, Inra-UMR Innovation

**Résumé**

La politique nationale de développement urbain durable vise notamment à densifier l'habitat et à protéger les espaces agricoles et naturels (lois SRU en 2000 et LMA en 2010). Pour cela, elle modifie les principes autorisant les constructions en zone agricole qui concernent essentiellement les exploitations agricoles et le logement des agriculteurs. Elle remet de ce fait en question la gestion de l'habitat agricole, un sujet particulièrement sensible dans les zones périurbaines. Parallèlement, les nouveaux enjeux de gouvernance alimentaire des villes et de développement d'une agriculture de proximité induisent un renouvellement des exploitations – porté en partie par de nouveaux acteurs non issus du milieu agricole – et des besoins de constructions agricoles. Le projet de recherche-action conduit par l'UMR Innovation en partenariat avec le pays Cœur d'Hérault (77 communes) vise, par la mise en œuvre d'un diagnostic prospectif participatif, à concevoir des modalités innovantes de gestion du bâti agricole qui répondent aux besoins de constructions et de logements d'agriculteurs et de porteurs de projets à faible niveau de ressources, tout en évitant le mitage des espaces agricoles.

Trois domaines d'action ont été identifiés : l'interprétation du cadre législatif et réglementaire au regard des enjeux territoriaux, la qualité architecturale et fonctionnelle du bâti agricole et son insertion paysagère, l'insertion territoriale du bâti agricole avec la prise en compte des ressources agricoles (potentialités agronomiques des sols, aménagements existants...), la cohabitation avec les usages résidentiels, la mutualisation des équipements, etc.

Spécialités : **X Sociologie** **X Agri-urbanisme****●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT**

Réalisation du diagnostic local sur la gestion publique du bâti agricole et les besoins en constructions agricoles.

Constitution de groupes d'experts visant à élaborer des propositions pour les acteurs territoriaux (collectivités locales, profession agricole, etc.) qui sont discutées dans le cadre d'ateliers participatifs. Élaboration et expérimentation d'outils d'aide à la décision et de dispositifs innovants : en cours.

**FINANCEMENT**

Leader.

**PUBLICATIONS**

- Nougaredes B., Faure S., Lanieste T., Salignac V., Camerino T., « Échelle territoriale de gouvernance et capacité d'innovation. Le cas de la gestion durable du bâti agricole périurbain », 51^e colloque de l'Association de science régionale de langue française (ASRDLF), 7-9 juillet 2014, cité Descartes à Champs-sur-Marne, 16 p.
- Le diagnostic local est consultable en ligne : <http://www.coeur-herault.fr/observatoire-etudes/autres-publications/la-gestion-durable-du-bati-agricole-un-enjeu-pour-le-developpement-de-lagriculture-en-coeur-dherault>

**CONTACT**

- brigitte.nougaredes@supagro.inra.fr

LES STRATÉGIES D'ADAPTATION DES MÉNAGES ET DES ENTREPRISES FACE À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : UNE COMPARAISON ENTRE LES MÉTROPOLIS DE LILLE ET DE LYON

Responsable du programme :

Nathalie Ortar, LET, ENTPE, Lyon Vaulx-en-Velin

Autres chercheurs impliqués :

Laboratoire LET/ENTPE (directeur Charles Raux) : Louafi Bouzouina, Patricia Lejoux, Jean-Pierre Nicolas, Florence Toilier, Félicie Drouilleau (LET, ENTPE); Cécile Vignal, Blandine Mortain, Hélène Ducourant (Clerse, Université Lille 1); Joël Messonnier, Ludovic Vaillant, Nicolas Jouve, Bernard Quetelard (Cete Nord-Picardie)

Résumé

Dans un contexte de fortes contraintes financières, énergétiques et environnementales, réduire la consommation d'énergie fossile dans le domaine des transports devient une urgence et impose un changement de paradigmes en termes de politiques des transports et de comportements.

Ce projet de recherche vise à comprendre les stratégies d'adaptation des ménages et des entreprises face à la transition énergétique.

Il s'articule autour de quatre tâches complémentaires et analyse :

- la contribution des ménages et des entreprises aux consommations énergétiques et aux émissions de CO₂ liées aux mobilités (coord. Bouzouina L.);
- les stratégies des entreprises en matière de choix de localisation et de gestion de la mobilité de leurs salariés (coord. Lejoux L.);
- les stratégies des ménages en matière de choix de localisation, de pratiques de mobilité et d'usages du logement (coord. Ortar N.);
- les consommations énergétiques et les émissions de CO₂ liées aux mobilités (coord. Nicolas J.-P.).

Spécialités : **X Économie** **X Géographie** **X Sociologie** **X Anthropologie**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Projet achevé en avril 2014.

FINANCEMENT

ANR, 2011-2013.

PUBLICATIONS

• Lejoux P., Ortar N. (dir.), *La transition énergétique : vrais enjeux, faux départs ?*, SHS web of conferences, vol. 9, 2014, http://www.shs-conferences.org/index.php?option=com_toc&url=/articles/shsconf/abs/2014/06/contents/contents.html

- Bouzouina L., Quetelard B., Toilier F., « Émissions de CO₂ liées à la mobilité domicile-travail : une double lecture par le lieu de résidence et le lieu de travail des actifs à Lyon et à Lille », *Développement durable et Territoire*, 2013.
- Site Internet du projet Transenergy : <http://transenergy.hypotheses.org>

CONTACT

• nathalie.ortar@entpe.fr
04 72 04 77 84

LE RENOUVELLEMENT DE LA POPULATION DES MÉNAGES EN FONCTION DE L'ANCIENNETÉ DES LOGEMENTS AU SEIN DES SCOT DE L'ARTOIS ET DU TERNOIS. ÉVOLUTION DEPUIS 1968 ET PROSPECTIVE À L'HORIZON 2030

Responsables du programme :

Maxime Picard (Aulab), pilotage du projet

Jean-François Léger (Idup, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne), réalisation de l'étude



Résumé

L'évolution démographique d'un territoire est dépendante des mouvements naturels et migratoires. Les besoins en matière de logement sont habituellement déterminés par les perspectives démographiques à venir. Mais le logement n'est pas seulement une variable qui dépend de l'évolution du nombre d'habitants ; il est aussi un élément qui structure en grande partie la dynamique démographique. L'objectif de l'étude est de mieux connaître le renouvellement de la population au sein des différents types de logement pour mieux anticiper leurs évolutions en répondant à ces deux questions : quel est le lien entre population et ancienneté du parc immobilier ? À quel rythme s'effectue le renouvellement de la population dans les logements ? Compte tenu de leur situation géographique, des caractéristiques actuelles de leur parc immobilier et du renouvellement des ménages au sein de ce dernier, quelles sont les perspectives démographiques des différents espaces du Scot à l'horizon 2030 ?

Spécialités : **X Géographie** **X Démographie** **X Urbanisme** **X Planification territoriale**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

En cours de finalisation.

€ FINANCEMENT

Agence d'urbanisme de l'arrondissement de Béthune (Aulab).

📄 PUBLICATION

En cours de définition. Mise en place par l'Aulab d'un observatoire en 2015.

👤 CONTACTS

- m.picard@aulab.fr
- jfleger@univ-paris1.fr

TERRITOIRES DU LOGEMENT SPÉCIFIQUE : PERMANENCES ET RUPTURES**Responsable du programme :**

Élise Roche, enseignante-chercheuse, maître de conférences à l'NSA de Lyon, laboratoire Environnement, Ville, Société, UMR 5600

Résumé

Cette recherche s'intéresse aux territoires d'opérations de logements spécifiques. Elle s'attache notamment à identifier les permanences et les ruptures dans ces territoires dans une perspective diachronique. Les terrains considérés sont notamment des opérations de relogement au sortir de bidonvilles dans les années 1960-1970 et 2000-2010. Il s'agit d'identifier en quoi la construction de ces territoires présente des similarités et des différences sur les deux périodes. Cette analyse vise à interroger la particularité de territoires dédiés à du logement spécifique, notamment lorsque celui-ci comprend une vocation d'insertion.

Spécialité: **X Géographie**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Cette recherche est actuellement en cours et fait l'objet de plusieurs terrains en France. Des publications et communications récentes font part de son état d'avancement.

**PUBLICATIONS**

• Costil M., Roche É., « Construire la ville acceptable, la fabrication du minimum du logement en réponse aux bidonvilles », in Belmessous F., Bonneval L., Coudroy de Lille L., Ortar N. (coord.), *Logement et politique(s): un couple encore d'actualité?*, L'Harmattan, Habitat et sociétés, 2014.

• Costil M., Roche É., « Traiter les bidonvilles hier et aujourd'hui. Le relogement entre permanence et provisoire », *Annales de la recherche urbaine*, Puca, (à paraître en 2015).

**CONTACT**

• elise.roche@insa-lyon.fr
04 72 43 60 56

E²=HP² NOUVELLE ÉCONOMIE POUR L'ÉCOLOGIE (E²) : L'HABITAT PARTICIPATIF, PARTAGÉ (HP²)

Responsable du programme :

Nicole Roux, Université de Bretagne occidentale, Brest Labers, Atelier de recherche sociologique EA3149

Autres chercheurs impliqués :

Partenaire impliqué : Adess pays de Brest, Pôle de développement de l'économie sociale et solidaire

Résumé

Cette recherche se focalise sur les dimensions économiques et financières des projets d'habitat partagé/participatif en tenant compte de l'intégration du logement conventionné et du coût des nouvelles normes environnementales et écologiques.

Sous des formes variées (atelier de coproduction de savoirs, café citoyen, ciné-débat, focus groupe, workshop...), il s'agit de développer des échanges sur l'ensemble de la région Bretagne pour produire des analyses impliquant universitaires, habitants, constructeurs, banquiers, assureurs, promoteurs, bailleurs sociaux, élus, etc. afin d'identifier les difficultés qui se révèlent au moment de l'engagement financier dans les projets et tout au long de leur réalisation.

Six thèmes ont été programmés pour ces rencontres :

1. Crédits, assurances, mutualisation des budgets (22 novembre 2013, Brest).
2. Le prix de la construction et de l'auto-construction (21 février 2014, Dinan).
3. Le prix du foncier et la spéculation (11 avril 2014, Lorient).
4. Financement des habitats participatifs (17 octobre 2014, Rennes).
5. Les espaces communs, financement et gestion partagée (27 février 2015, Vannes).
6. Éco-construction, surcoûts (10 avril 2015, Landerneau).

Spécialités : **X Sociologie** **X Économie sociale et solidaire** **X Droit**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Début du programme financé pour deux ans.
Première action : deuxième quinzaine de juin 2013.

FINANCEMENT

Région Bretagne.

PUBLICATION

• Synthèses des ateliers réalisés disponibles sur [http://wiki.eco-sol-brest.net/index.php?title=Programme_de_recherche_E²-HP²#Pr.C3.A9sensation_du_programme](http://wiki.eco-sol-brest.net/index.php?title=Programme_de_recherche_E2-HP2#Pr.C3.A9sensation_du_programme)

CONTACTS

• njsoudee@adesspaysdebrest.infini.fr
• ecariou@adesspaysdebrest.infini.fr
• nicole.roux@univ-brest.fr
02 98 01 63 82 et 06 76 40 93 97

LA FABRIQUE DES ESPACES HABITÉS DES TERRITOIRES SEMI-RURAUX ET PÉRIURBAINS CONTEMPORAINS. POLITIQUES, STRATÉGIES, PROCESSUS, DÉSIRS. VOLET SOCIOLOGIQUE DE L'ÉTUDE « FORMES URBAINES DENSES ET ACCEPTABLES »**Responsable du programme :**

Elise Roy, responsable Crenau (ex. L'aua), École nationale supérieure d'architecture de Nantes

Autres chercheuses impliquées :

Anne Bosse et Claire Beauparlant

**Résumé**

Voilà plus de dix ans que les politiques urbaines conduites dans les territoires périurbains et semi-ruraux se sont mises au diapason d'une « densité maîtrisée ». Les opérations urbaines en extension limitée et les opérations de renouvellement du tissu de centre-bourg ont, pour certaines, déjà livré de nouveaux logements ou sont, pour d'autres, en attente d'opérateurs. On fait en effet aujourd'hui le constat d'un manque d'attractivité de certaines de ces opérations. Afin de comprendre ce qui se joue dans ces opérations d'urbanisme, la Dreal des Pays-de-la-Loire, en partenariat avec la DDT 49, a développé une commande d'étude concernant d'une part la dimension économique des opérations (volet confié au Cerema); et d'autre part, une approche sociologique visant à révéler les logiques des habitants (volet confié au Crenau).

Trois communes en périphérie d'Angers ont été retenues comme terrains d'enquête auprès d'acteurs ressources (techniciens et élus, agents immobiliers, notaires, cellule de vente de promoteurs, etc.) et auprès d'habitants. Ces derniers sont invités, dans le cadre d'entretiens semi-directifs longs, à raconter leur parcours résidentiel et les logiques de leurs choix d'installation, leurs désirs et parfois leurs désillusions face aux offres contemporaines d'habitat. Il en ressort des témoignages qui permettent de mettre en lumière une fabrique contemporaine de l'habitat « en creux ».

Spécialité: **X Sociologie urbaine et de l'habiter**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Rapport final du volet sociologique prévu avant l'été. Article de synthèse prévu en septembre 2015.

€ FINANCEMENT

Dreal Pays-de-la-Loire.

Date de mise à jour : **septembre 2015**

📄 PUBLICATION

En attente de finalisation du travail.

👤 CONTACT

• elise.roy@nantes.archi.fr
02 40 16 09 80

RECHERCHES INNOVANTES POUR LA RÉDUCTION DES CHARGES LIÉES AUX FLUIDES DANS LE LOGEMENT SOCIAL



Responsable du programme :

Isam Shahrour, directeur du Laboratoire génie civil et géo-environnement (LGCgE), Université Lille 1
Afif Benyahya, conseiller technique auprès de la directrice générale de Lille Métropole Habitat (LMH)

Autres chercheurs impliqués :

Sadek Marwan, MCF, Polytech'Lille, LGCgE; Shaker Zabada, doctorant, LGCgE; Oussama Hadad, ingénieur de recherche, LGCgE; Yasser Abdelghani, doctorant, LGCgE; Valentin Collot, ingénieur d'études, LGCgE

Résumé

Cette recherche s'inscrit dans le cadre d'un partenariat entre l'Université de Lille 1 et LMH qui vise le transfert des avancées scientifiques, méthodologiques et des innovations technologiques et non technologiques vers le secteur du logement social pour but de réaliser des économies d'énergie tout en améliorant le cadre de vie.

Le programme de recherche se compose de quatre phases :

- La première phase a comporté une analyse du process « consommation des charges » dans le logement social afin de développer un modèle prévisionnel pour le bailleur LMH.
- La seconde phase a consisté dans la construction d'un système d'instrumentation innovant pour le logement d'après un cahier des charges élaboré suite à une concertation avec les locataires et les services de LMH.
- La troisième phase a comporté une vérification du système d'instrumentation dans l'appartement pédagogique de LMH. Cette phase a permis d'avoir un premier retour sur l'usage de ce système et d'y apporter des améliorations.
- La quatrième phase a comporté l'installation de ce système dans une dizaine de logements occupés répartis sur trois résidences de LMH. Cette phase vise à tester le système dans des conditions réelles d'usage. Elle sera poursuivie jusqu'au mois de juin 2015. Elle sera suivie par une phase d'installation de l'instrumentation à l'échelle du bâtiment en traitant à la fois les appartements, les interactions entre les appartements et les lieux communs.

Spécialités : **X Bâtiment** **X Bâtiments intelligents** **X Economie**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Phase de déploiement dans des logements sociaux.



FINANCEMENT

OPH Lille Métropole Habitat.
Université Lille 1.
Communauté urbaine de Lille.



PUBLICATIONS

- Benyahya A. Sadek M., Shahrour I. et Zabada S., « Analysis of Heating Consumption in Social Housing », IBPSA 2014, 20-21 mai, 2014.
- Collot V., Aljer A., Tribout R., Shahrour I. et Benyahya A., « Système innovant pour le suivi et le contrôle des charges dans le logement social », colloque Innovation dans le logement social, 18 février 2014, Polytech'Lille.



CONTACTS

- afif.benyahya@lmh.fr
- isam.shahrour@univ-lille1.fr

CONTRAINTES ÉNERGÉTIQUES ET INNOVATIONS SOCIALES – À L'HEURE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE, COMMENT PRENDRE EN COMPTE LES USAGES DOMESTIQUES DANS LES POLITIQUES LOCALES DE L'ÉNERGIE ?

Responsable du programme :

Hélène Subrémon, UMR Laboratoire techniques territoires et sociétés (Latts),
École des ponts et chaussées



Autres chercheurs impliqués :

Sylvy Jaglin, UMR Latts
Jonathan Rutherford, UMR Latts
Agathe Euzen, UMR Latts

Résumé

Pour atteindre les objectifs climat-énergie (notamment le facteur 4 en 2050 et les objectifs du Grenelle de l'environnement), il faudra des politiques énergétiques ambitieuses. Il existe un frein à la construction de telles politiques: celui de minimiser les impacts sur les ménages modestes et les précaires énergétiques.

Pour lever ce frein, il est nécessaire de connaître et de comprendre les situations de ces ménages. Or les enjeux globaux sur lesquels reposent les politiques actuelles ne le permettent pas car ils s'appuient sur la définition de catégories qui ne prend pas en considération la diversité des situations rencontrées par les ménages.

Il faut donc changer de perspective, appréhender les enjeux des politiques de transition énergétique du point de vue de leurs destinataires (approche *bottom-up*), i.e. « régionaliser » les enjeux et aussi les objectifs de baisse de la consommation d'énergie.

Pour ce faire, le projet s'intéresse aux ménages modestes en Île-de-France et en particulier dans le département de Seine-et-Marne. Il se propose d'étudier leurs usages de l'énergie avec un double objectif: scientifique et opératoire pour la décision politique. Ce projet cherchera à comprendre comment dessiner une politique énergétique régionale/locale ambitieuse qui n'impacte pas négativement les précaires énergétiques.

Spécialités: **X Sociologie** **X Anthropologie**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Le projet est terminé.
Les rapports sont disponibles sur le site du RAC:
www.rac-f.org/Precarite-energetique-et

FINANCEMENT

APR Moviva, ministère du Développement durable,
Picri, région Île-de-France.

PUBLICATION

• Un article a été soumis dans la revue *Ethnologie française* dans un dossier consacré à la transition énergétique.

CONTACT

• hsubremon@gmail.com
06 22 80 01 65

ORGANISATION ET CHAÎNE DE MANAGEMENT DES DISPOSITIFS DE GESTION DE PROXIMITÉ

Responsables du programme :

Véronique Velez, l'Union sociale pour l'habitat
Pierre-Yves Antras, Club Management et Marketing



Autres chercheurs impliqués :

Pascal Ughetto, Laboratoire techniques territoires et sociétés (Latts), Université Paris Est
Marne-la-Vallée
Cabinet conseil associé : Emmanuel Bonetti et Christophe Pallot, Habitat et Territoires Conseil

Résumé

Cette recherche-action a pour objet d'approfondir la problématique des organisations de proximité et des systèmes de management mis en œuvre au sein des organismes pour répondre à la diversité des situations patrimoniales et des territoires.

De quelle proximité parle-t-on ?

Peut-on identifier des formes de proximité attendues différentes selon les patrimoines ?

Qu'entend-on par territoire ?

Comment renforcer la chaîne de management pour les situations de gestion les plus délicates ?

Quelles formes et pratiques de management développer ?

Le terme de « proximité » semble le plus souvent agir comme un mot réflexe, synonyme de décentralisation d'activités du siège dans des implantations locales. Cependant, cette décentralisation des activités a été conçue comme devant mécaniquement engendrer de la proximité, alors que les deux concepts n'induisent pas les mêmes questionnements. L'organisation de proximité n'est pas nécessairement une organisation pour la proximité. Pour ce faire, elle doit permettre de construire un raisonnement sur les besoins singuliers des territoires et les modalités de réponse à mettre en œuvre.

Spécialité : **X Sociologie**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Terminé.

FINANCEMENT

L'Union sociale pour l'habitat.
Club Management et Marketing.
Actis, Eure Habitat, Opievoy, Chambéry Alpes
Habitat, ICF La Sablière, Valophis, Groupe SIA.

PUBLICATION

• « Adaptation des dispositifs de proximité à la diversité des territoires : optimiser, innover », *Les Collections d'Actualités Habitat* n° 156, l'Union sociale pour l'habitat.

CONTACT

• veronique.velez@union-habitat.org
01 40 75 70 48

**PARIS 2030 : REVIENDRONT-ILS ? ENQUÊTE SUR LE RETOUR
AU CENTRE DES CLASSES MOYENNES****Responsable du programme :**

Stéphanie Vermeersch, Mosaïques-Lavue, Université Paris Ouest Nanterre-La Défense

**Autres chercheurs impliqués :**

Christophe Imbert, Migrinter, Université de Poitiers

Lydie Launay, Mosaïques-Lavue, Université Paris Ouest Nanterre-La Défense

Résumé

Ce projet propose de comprendre dans quelles conditions des ménages attachés à la centralité parisienne partent de la capitale, comment ils envisagent alors leur relation avec cette dernière, s'ils formulent un projet résidentiel de retour et à quelles conditions celui-ci est rendu possible. C'est l'ensemble des étapes marquantes du parcours résidentiel qui sera étudié. Il s'agira simultanément de mieux connaître les pratiques de la ville et les projets résidentiels, qu'il s'agisse d'un départ ou d'un retour, en les mettant en relation avec les trajectoires sociales, familiales et résidentielles. Les ménages enquêtés seront à la fois des familles parisiennes sur le départ, des familles récemment arrivées en banlieue, des familles qui y habitent depuis quinze ans et, enfin, des familles revenues à Paris, appartenant aux fractions basses et intermédiaires des classes moyennes parisiennes, tout à la fois « contraintes » au départ mais possédant néanmoins suffisamment de capital pour mettre en place un projet résidentiel. De plus, une comparaison avec le Grand Londres, où la question du retour au centre ne se pose pas dans les mêmes conditions permettra de mettre en perspective les résultats parisiens et de questionner le lien entre positionnement social et rapport à la centralité.

Spécialités : **X Sociologie** **X Géographie**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

En cours.

 CONTACT

• stephanie.gallou@gmail.com

 FINANCEMENT

Mairie de Paris.

Date de mise à jour : **septembre 2015**

POLITIQUES DE L'HABITAT ET TERRITOIRES : CONNAISSANCES ET CONTROVERSES.**SÉMINAIRES DE RECHERCHE****Responsable du programme :**

Martine Vernhes, chargée de mission, Puca

**Autre chercheur impliqué :**

Xavier Desjardins, Université Paris 1 Sorbonne

Résumé

Le recours au « local » est depuis longtemps apparu comme une mesure nécessaire pour revivifier des politiques du logement visant à la fois des objectifs de logement pour tous, de soutien à la construction et de développement local. Mais, face à la persistance du mal-logement, les politiques locales de l'habitat sont fortement interrogées. Le cadre législatif de l'action publique locale en matière de logement a évolué depuis les années 2000, se traduisant notamment par l'affirmation de l'intercommunalité. Néanmoins, beaucoup de paramètres, notamment fiscaux ou budgétaires, échappent largement aux acteurs locaux.

Face aux disparités territoriales et à la complexité des interactions observées, l'objectif des quatre séminaires est de faire un état des lieux de la connaissance des situations locales et des réponses qui leur sont apportées pour identifier les problématiques émergentes qui pourront nourrir de futurs programmes de recherche.

Pour organiser les séminaires, il a été décidé non pas de partir des recompositions de l'action publique ou des objectifs des politiques publiques d'habitat (la mixité sociale, le développement durable), mais de cibler quatre entrées particulières :

- les nouveaux intermédiaires entre l'offre et la demande ;
- la connaissance du stock de logements. Que peut ce stock pour les politiques locales du logement ? ;
- la mobilité et le logement : connaissance et politiques locales en question ;
- les effets des politiques locales de l'habitat dans les territoires pour répondre à des questions économiques et sociales de logement, mais aussi de développement local. Quelles avancées méthodologiques dans la mesure des moyens collectifs mis en œuvre ? Quelles avancées possibles dans la mesure des effets des politiques du logement dans les territoires ?

Spécialités : **X Géographie** **X Économie** **X Droit** **X Sociologie** **X Sciences politiques**
X Anthropologie **X Urbanisme**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Séminaires de travail entre juin et décembre 2015.

€ FINANCEMENT

Plan urbanisme, construction, architecture (Puca).

∞ PARTENARIAT

L'Union sociale pour l'habitat, AdCF, Caisse des Dépôts, FNAU, REHAL

📄 PUBLICATION• Desjardins X., *Territoires et politiques du logement*, Puca, 2014, 171 p.**👤 CONTACT**

• martine.vernhes@developpement-durable.gouv.fr

L'ADAPTATION DU LOGEMENT : UN APPRENTISSAGE COMMUN ENTRE PROFESSIONNELS ET LOCATAIRES ÂGÉS CONCERNÉS PAR LA CHUTE, POUR PRÉSERVER LA QUALITÉ DE VIE AU DOMICILE ET LUTTER CONTRE L'ISOLEMENT

Responsables du programme :

Jacques Wolfrom, ESH Coopérer pour habiter (CPH); Guillaume Brugidou, Association pour le Logement des familles et des isolés (Alfi), groupe Arcade; Rémi Gagnayre, Laboratoire Éducatifs et pratiques de santé (Leps), Université Paris 13, Sorbonne Paris Cité



Autres chercheurs impliqués :

Georges Sebbane (Leps), Frédérique Trévidy (Alfi)
Comité de recherche: Jólán Vaz, Marielle Fritz, Laurence Pibre, Christophe Robert, Kelly Sampil, Lydia Leveillé, Anne-Laure Dehaut, Aurore Poissonnet, Sandrine Delpierre

Résumé

Cette recherche vise à concevoir un programme éducatif destiné aux personnes de plus de 65 ans (et leur entourage) vivant dans un logement social et ayant déjà chuté. L'objectif sera de permettre aux participants d'apprendre à aménager leur logement de manière plus sécurisante tout en tenant compte de l'impact psychologique de la chute, dans un respect de leur « identité-logement ». Cette recherche durera trois ans. Un premier cycle « pilote » permettra la mise en œuvre d'un programme éducatif auprès de 10 personnes âgées de plus de 65 ans concernées par la chute et logées par Antin Résidences; un second cycle mené auprès de deux autres ESH choisies selon les résultats du premier cycle, impliquera 10 ménages supplémentaires.

Résultats attendus: pour les locataires, l'acquisition d'apprentissages pour faire évoluer leur « identité-logement » (percevoir autrement le risque de chute, choisir les aménagements pour améliorer leur situation présente, modifier leurs habitudes pour se sentir en sécurité, etc.); pour le Groupe Arcade, disposer de programmes éducatifs et d'outils transférables aux ESH afin d'adapter l'intervention des professionnels chez les personnes âgées les plus fragiles pour favoriser leur soutien à domicile.

Spécialité: **X Sciences de l'éducation**

● ○ ○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Lancement en octobre 2014: réalisation du diagnostic de situation chez Antin Résidences, élaboration du programme éducatif destiné aux locataires âgés et du contenu de formation pour les professionnels de l'ESH et ergothérapeutes.

FINANCEMENT

Fonds pour l'innovation sociale de la Fédération nationale des ESH.

PARTENARIAT

Commanditaire de la recherche-action: CPH (maison mère des ESH du groupe Arcade).

Mission donnée à l'Alfi pour mener la recherche-action en partenariat avec le laboratoire Leps (EA3412) de l'Université Paris 13, Sorbonne Paris Cité, une convention de recherche a été conclue entre l'Alfi et l'Université Paris 13).

PUBLICATION

• Brugidou G., Gagnayre R., Ivernois (d') J.-F., Mourad J.-J., Trévidy F., *Une modélisation de l'identité-logement pour une éducation de la personne âgée au risque de chute à domicile*, Educ Ther Patient/Ther Patient Educ 2015; 7(1): 10102

CONTACT

• frederique.trevidy@groupe-arcade.com





Thèses ◊

LA CONCEPTION DES LOGEMENTS COLLECTIFS DANS LA PRODUCTION DE LA VILLE CONTEMPORAINE. L'ÉVOLUTION DE L'ARCHITECTURE DU LOGEMENT SOCIAL COLLECTIF SOUS L'EFFET DES PRINCIPES DU « DÉVELOPPEMENT DURABLE » (1925-2014)

DOCTORANTE :

Noura Arab

ACS (Architecture, culture, société, XX^e-XXI^e siècles), Université Paris Est,
et EVS (Environnements, Ville & Société), Insa de Lyon



THÈSE DIRIGÉE PAR :

Yannis Tsoimis, Université Paris Est
Jean-Yves Toussaint, INSA de Lyon

Résumé

Ce travail de thèse vise à rendre compte de la manière dont le « développement durable » affecte l'architecture et en particulier la fabrication du logement. Il a pour objet d'expliquer les changements et les permanences observés dans la conception du logement collectif (d'un point de vue réglementaire, économique, technique, politique, etc.) depuis 1925. La mise en évidence de ces aspects devrait permettre de montrer en quoi les principes du « développement durable » transforment ou non les conditions de conception du logement collectif.

Cette étude se focalise sur le logement social collectif. Ce type de logement apparaît comme exemplaire des modes de fabrication du logement, notamment en raison de ses conditions de financement et de construction. La recherche porte sur le patrimoine de Grand Lyon Habitat, un office public de l'habitat rattaché à la communauté urbaine de Lyon. La méthode d'enquête consiste en une analyse typo-morphologique des logements. Cette analyse envisage l'architecture dans un rapport entre morphologie urbaine et typologie de la construction. La méthode développée consiste à observer les logements et leur évolution à partir des plans de construction (en l'occurrence ceux des permis de construire : plan-masse, plans des étages, coupes et façades). Afin d'évaluer les effets du « développement durable », l'étude des plans s'étend sur un moyen terme, à savoir 1925-2014.

Spécialités: **X Architecture** **X Urbanisme**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Analyse et rédaction.
Soutenance prévue octobre 2015.



PUBLICATIONS

• Arab N., Toussaint J.-Y. et Vareilles S., « Étude de l'évolution du logement social collectif entre 1955 et 2000 à partir d'une analyse typo-morphologique. Le cas d'un office public de l'habitat de l'agglomération lyonnaise », Colloque international « Architecture, Paysage, Urbanisme. Pour quelle qualité de vie ? », Oran, 3-4 décembre 2012.

• Arab N., Toussaint J.-Y. et Vareilles S., « How Sustainable Development Guides the Typology of Social Housing? The Housing Public Office in Lyon as a Case Study », ENHR Conference International 2012 « Housing: Local Welfare and Local Markets in a Globalised World », Lillehammer, 24-27 June 2012.



CONTACT

• noura.a.arch@gmail.com

LE MÉCANISME D'EXCLUSION DES NORMES DANS LE LOGEMENT.**L'ACCROISSEMENT NORMATIF A-T-IL CONDUIT À EXCLURE LES PLUS MODESTES
DES LOGEMENTS LES PLUS RÉCENTS ?****DOCTORANTE :****Lucile Bavay**Lab'Urba, Université Paris Est Créteil
Cerema, direction territoriale Nord-Picardie**THÈSE DIRIGÉE PAR :**

Jean-Claude Driant

Résumé

Alors que l'accroissement normatif et réglementaire est désigné comme l'une des principales causes de l'augmentation des prix des logements neufs, ce travail de thèse s'attache à déterminer dans quelle mesure le surcoût induit par la norme, s'il existe, pourrait évincer les ménages les plus modestes de ces logements.

La thèse s'intéressera dans un premier temps au peuplement de l'ensemble des parcs de logements neufs. Les ménages modestes en sont-ils exclus ? Dans quelle mesure ce phénomène, s'il existe, a évolué ces dernières années ? Est-il différent d'un parc à l'autre ? En quoi cette exclusion est-elle liée à l'évolution des prix des logements neufs ?

Une seconde partie se concentrera sur le rôle réel que joue l'accroissement normatif dans l'augmentation des prix des logements neufs. Pour ce faire, un recensement des normes relatives au logement et de leurs évolutions permettra d'appréhender les réalités de cet accroissement normatif. Parallèlement, des travaux statistiques et monographiques permettront de déterminer le rôle de la norme dans l'accroissement des prix.

Une dernière partie visera à mesurer l'impact de la norme sur la capacité pour les ménages modestes à accéder aux logements neufs en fonction de l'évolution de leurs revenus, de leur reste à vivre et des dispositifs d'aide mis en place par l'État. Plus que la preuve de liens de causalité directs, les différentes perspectives de recherche adoptées permettront de construire un faisceau d'indices convergents vers un phénomène d'exclusion induit par le désir d'améliorer les conditions de logement.

Spécialités : **X Aménagement** **X Urbanisme****● ● ○ ÉTAT D'AVANCEMENT**Thèse en cours, 2^e année.**FINANCEMENT**

Thèse financée par le Medde/MLETR dans le cadre d'une mise à disposition d'un doctorant ingénieur des travaux publics de l'État (fonctionnaire) dans une structure d'accueil du ministère (direction territoriale Nord-Picardie du Cerema).

**CONTACT**• lucile.bavay@cerema.fr
03 20 49 62 80

LE PROJET DES HABITANTS. LA RÉNOVATION URBAINE DES BANLIEUES FRANÇAISES, ENTRE APPROPRIATION ET DÉMOLITION

Docteure :

Elisa Bertagnini

Université des Études de Florence, en collaboration avec le Centre de recherche sur l'habitat (CRH-Lavue UMR 7218)

Thèse dirigée par :

Raffaele Paloscia ; Tutor: Agnès Deboulet

Résumé

Cette recherche analyse les relations qui s'instaurent, dans les processus de rénovation urbaine, entre les modèles et les imaginaires de l'habitat transmis par les acteurs de cette rénovation et ceux qui sont exprimés par les habitants.

Dans ce cadre, deux éléments sont apparus comme représentatifs des dynamiques à l'œuvre: d'une part, la démolition de l'espace bâti utilisée comme outil opérationnel préférentiel dans les opérations de transformation urbaine; d'autre part, le phénomène de l'appropriation de l'espace, interprétée comme modification spontanée de l'espace de vie à travers la production de « marques » – matérielles et immatérielles – par les habitants.

L'enquête porte sur la ville des Mureaux, concernée depuis 2006 par un projet de rénovation urbaine (démolitions et réhabilitations). Les observations se concentrent sur cinq quartiers: observation et analyse descriptive des transformations spatiales et des usages des habitants dans ces nouveaux contextes; observation et analyse descriptive des « lieux privilégiés »; participation aux réunions publiques organisées par les promoteurs de la rénovation urbaine; entretiens avec des témoins privilégiés.

L'enquête a révélé une implication faible des habitants, d'où émerge une distance réelle entre le projet de rénovation urbaine et la « projectualité » exprimée par les habitants. L'approche de type fonctionnaliste et l'importance reconnue au formalisme se révèlent inadéquates pour comprendre la complexité des dimensions socioculturelles et symboliques de la ville. De fait, ces aspects sont négligés, produisant ainsi une des principales causes de l'insuffisante correspondance entre « la ville de projet » et les pratiques qui la caractérisent.

Spécialités: **X Urbanisme** **X Aménagement de l'espace**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 17 juin 2014.

PUBLICATION

• Bertagnini E., « The French Banlieues Between Appropriation and Demolition », *Planum. The Journal of Urbanism* n° 27, vol. 2, 2011

CONTACT

• elizber@hotmail.com

METTRE EN ŒUVRE LA MIXITÉ SOCIALE PAR LA RÉNOVATION URBAINE : UN REGARD CROISÉ SUR LES MÉTROPOLES DE PARIS ET CHICAGO

DOCTORANT :

Clément Boisseuil

Centre d'études européennes, UMR 8239, Sciences-Po Paris



THÈSE DIRIGÉE PAR :

Pierre Lascoumes

Résumé

La rénovation urbaine dans les quartiers populaires connaît depuis le début des années 1990 un renouveau commun en France et aux États-Unis. Après plus d'une décennie de mise en œuvre, les projets de rénovation urbaine laissent pourtant un goût d'inachevé pour certains professionnels et universitaires. La mixité sociale, objectif central de ces politiques, ne serait qu'une illusion, voire une utopie. Notre recherche vise à mettre en lumière les mécanismes et processus de mise en œuvre des projets de rénovation de quatre quartiers dans les aires métropolitaines de Paris et de Chicago, en nous attachant aux questions de gouvernance, aux instruments politiques et aux enjeux démocratiques soulevés par ces projets. Reposant sur une analyse cognitive de la mise en œuvre des politiques de rénovation, notre travail éclairera pourquoi ces dernières font face à des résultats contrastés.

Spécialités : **X Sciences politiques** **X Sociologie politique comparée**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse en cours, 3^e année.



FINANCEMENT

Thèse en Cifre, en partenariat avec Sciences-Po.
Sofred Consultants.



PUBLICATIONS

- Boisseuil C., « Démolir pour déconcentrer : les résultats contrastés du plan de transformation de Chicago », *Métropolitiques*, 17 décembre 2014.
- Boisseuil C., « Paris défaite, Paris refaite : redéfinir la gentrification », *Espacetemps.net*, 14 octobre 2014.



CONTACT

• clement.boisseuil@sciences-po.org
06 19 93 00 87

LA MÉTAMORPHOSE DU LOGEMENT SOCIAL. FAIRE DE L'HABITAT LE SUPPORT DE CAPACITÉS

Docteure :

Lucie Bonnet

Centre Georg-Simmel, UMR 8131, École des hautes études en sciences sociales

Thèse dirigée par :

Laurent Thévenot



Résumé

Qu'est-ce qu'un logement doit assurer à ceux qui sont logés ? C'est à cette interrogation qu'est consacrée cette thèse, et plus précisément à la manière dont les politiques publiques en France ont traité cette question. La thèse s'organise autour de trois enquêtes. Une première partie fait un retour sur l'histoire des politiques du logement, dans le but d'analyser les déplacements observés dans les arènes d'expertise économique pour décrire les conduites des ménages en matière de logement. Une seconde partie se concentre sur un segment spécifique de ces politiques : les politiques dédiées au logement des personnes dites défavorisées. Une troisième partie est consacrée à une analyse comparative de trois organismes de logements sociaux. Elle envisage la manière dont sont définies et mises en œuvre les politiques destinées à évaluer la qualité de service aux locataires.

Lauréate du prix 2014 de thèse sur l'habitat social organisé par l'Union sociale pour l'habitat, le Groupe Caisse des Dépôts et l'Institut CDC pour la recherche, remis lors du Congrès Hlm de Lyon, le 24 septembre 2014.

Spécialité: **X Sociologie**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 3 décembre 2013.



FINANCEMENT

Une des enquêtes a été réalisée dans le cadre d'une convention de coopération scientifique passée entre le Groupe de sociologie politique et morale (Ehess-CNRS) et trois entreprises sociales pour l'habitat.



PUBLICATIONS

• « Des préoccupations des habitants aux demandes du client. Gardiens et agents d'accueil en habitat social », in Dubreuil C.-A. et Néhémie P., *Actes du colloque sur les 30 ans de la loi Quilliot*, éd. LGDJ, coll. du Centre Michel-de-l'Hospital, 2014.

• Bonnet L., « Des conditions d'existence à la valorisation du capital humain. Le statut de l'espace dans la prospective économique en matière de logement », in Caradec V., Ertul S., dir. Melchior J.-P., *Les dynamiques des parcours sociaux. Temps, territoires, professions*, Presses universitaires de Rennes, coll. Le sens social, 2012.



CONTACT

• lucie.bonnet@ehess.fr ou lucie.bonnet@gmail.com

**MODÈLES CULTURELS, PRATIQUES DE L'HABITAT ET PRATIQUES ÉNERGÉTIQUES
EN LOGEMENT SOCIAL ET COPROPRIÉTÉS****DOCTORANTE :****Marguerite Bonnin**

Lavue, CRH, Université Paris Ouest Nanterre La Défense

**THÈSE DIRIGÉE PAR :**

Jean-Pierre Lévy

Nadine Roudil, CSTB

Résumé

Dans le contexte des objectifs de réduction des consommations d'énergie du secteur résidentiel, dans quelle mesure et dans quelles proportions intervient le cadre bâti ?

Nous avons effectué deux types d'enquête : l'une, dans un même immeuble de logements sociaux, permettant d'isoler la variable contextuelle, où nous avons pu observer que les consommations d'énergie sont influencées mais pas absolument déterminées par le bâti (plutôt par des variables structurelles : les contraintes familiales). La seconde, centrée sur l'observation de six ménages à des périodes différentes de leur cycle de vie, et grâce aux relevés « minute par minute » de leurs activités dans le logement, révélé leurs comportements dans différents domaines de consommation d'énergie identifiés (hygiène, alimentation, travail/loisir, éclairage, chauffage). Les « déviations » de consommation d'énergie apparaissent dès lors que le logement, en tant que simple dispositif spatial, ne permet pas à ses habitants de construire une identité en adéquation avec leurs propres valeurs.

Spécialité : **X Architecture****● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT**

Soutenance en avril ou mai 2015.

€ FINANCEMENT

Contrat Cifre avec le CSTB.

Date de mise à jour : **septembre 2015****👤 CONTACT**• margueritebonnin@gmail.com
06 58 68 40 58

**DE LA PRISON, PEUT-ON VOIR LA VILLE ? CONTINUUM CARCÉRAL
ET SOCIALISATION RÉSIDENIELLE****Docteure :****Lucie Bony**

Centre de recherche sur l'habitat, UMR CNRS 7218 Lavue

Thèse dirigée par :

Jean-Pierre Lévy

Résumé

La prison, comme lieu atypique et milieu hors norme, est généralement perçue comme un isolat, qui crée une discontinuité dans son territoire d'implantation. En articulant des approches sociologiques et géographiques, cette thèse montre au contraire l'existence d'un continuum territorial entre le milieu carcéral et les milieux résidentiels d'origine des détenus. Celui-ci est appréhendé à différentes échelles et à partir de données quantitatives et qualitatives. Une étude statistique et cartographique permet d'identifier et de qualifier les milieux résidentiels d'origine des détenus en Île-de-France : elle dégage les structures démographiques et sociales, écologiques et spatiales du système de lieux que forme la prison avec ces lieux urbains. Des entretiens avec des détenus et d'anciens détenus ont également été réalisés dans une maison d'arrêt de banlieue parisienne et dans quelques-uns de leurs quartiers d'origine. Les récits recueillis relatent leurs expériences résidentielles avant, pendant et après leur séjour en prison, et donnent à voir de manière synchronique et diachronique leur vécu de la discontinuité entre l'intérieur et l'extérieur. Une analyse croisée de ces récits, assortie d'observations du quotidien en détention, montre comment la prison est marquée par les caractéristiques sociales et résidentielles de son peuplement.

Spécialités : **X Géographie** **X Sociologie****● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT**

Thèse soutenue en décembre 2014.

**FINANCEMENT**

Thèse financée par une allocation doctorale de la région Île-de-France (2010-2013).

**PUBLICATIONS**

• Bony L., « Enfermement et mobilités : les détenus et leurs proches à l'épreuve de l'incarcération »,

Revue e-Migrinter n° 11, 2013, « Et l'immobilité dans la circulation » (en ligne).• Bony L., « Cohabitation carcérale et clivage générationnel. "Jeunes" et "anciens" en maison d'arrêt », in Tournier P. V. (dir.), *Dialectique carcérale. Quand la prison s'ouvre et résiste au changement*, L'Harmattan, 2012, pp. 125-136.**CONTACT**

• lucie.bony@gmail.com

MORPHOLOGIE URBAINE ET VARIATIONS SAISONNIÈRES AU M'ZAB**DOCTORANTE :****Mounia Bouali-Messahel**

Lavue, CRH, Université Paris Ouest Nanterre-La Défense

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Jean-Pierre Frey

Résumé

La pentapole de la vallée du M'Zab, patrimoine mondial de l'Unesco, se caractérise par un mode d'habiter très spécifique dans un établissement saharien : l'alternance d'un habitat d'hiver replié dans l'enceinte des cinq villes fortifiées dont se compose cette oasis du sud algérien et d'un habitat d'été dispersé dans les palmeraies à l'extérieur des remparts. Une pratique qui a longtemps organisé cet espace, mais est-elle prise en charge par les politiques de la ville ?

Notre travail propose la lecture de cet espace oasien sous l'angle des variations saisonnières et analyse comment elles fonctionnent actuellement, aussi bien par rapport à une morphologie urbaine où de nouvelles constructions, notamment dans la palmeraie, menacent les équilibres écologiques, que par rapport à une architecture qui se modernise et dont l'impact sur les usages de l'espace reste largement méconnu.

Spécialités: **X Urbanisme** **X Aménagement de l'espace****●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT**

Rédaction.

Soutenance prévue fin 2015.

**CONTACT**• mouniaboualimessahel@gmail.com

06 27 56 24 13

LOGEMENT SOCIAL ET NOUVELLES PRATIQUES ARTISTIQUES**DOCTORANTE :****Marie-Kenza Bouhaddou**

Lavue, CRH, Université Paris Ouest Nanterre-La Défense

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Hélène Hatzfeld et Martine Bouchier

Résumé

Cette thèse porte sur des pratiques artistiques ayant lieu dans des quartiers d'habitat social ou initiées par des bailleurs sociaux.

Ces pratiques plurielles font appel à des compétences mêlées, impliquent des habitants dans divers registres et sont démultiplicatrices d'initiatives artistiques. Dans la mesure où elles fondent leur esthétique sur la co-construction, elles questionnent le projet social et éthique des acteurs.

L'hypothèse est que les relations entre le logement social et ces pratiques modifient les pratiques de fabrique urbaine en introduisant de nouveaux acteurs, en modifiant les rôles et en posant des questions de méthodologie, d'interprétation et de positionnement.

Je m'appuie sur un corpus de projets qui permet d'appréhender la complexité du système d'acteurs.

À partir d'entretiens, d'observations et d'analyses de documents produits par les acteurs, je veux montrer les perspectives ouvertes en termes d'engagement citoyen et d'enjeux politiques, urbains et sociaux.

Spécialités: **X Architecture** **X Urbanisme** **X Aménagement****●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT**

Rédaction.

Date de soutenance: fin 2015.

**FINANCEMENT**

Thèse financée par le ministère de la Culture et de la Communication.

**PUBLICATIONS**

• Bouhaddou M.-K., « Participation, citoyenneté, légitimité et co-construction: les enjeux des

nouvelles pratiques artistiques », in *Animation socioculturelle, quelle place dans le projet urbain ?*, Tozzi P. (dir.), Carrières sociales éditions, 2014.

• Bouhaddou M.-K., « Les nouvelles pratiques artistiques et les organismes de logement social: entre service public, service marchand et lieux de créativité collective », *Communication et Management* 1/2014, 2014.

**CONTACT**

• marie_bouhaddou@yahoo.fr
06 18 85 36 17

**LOGEMENT SOCIAL, TRIS ET SÉLECTIONS DES POPULATIONS. UNE ENQUÊTE
ETHNOGRAPHIQUE ET COMPARÉE DE TROIS SYSTÈMES LOCAUX HLM****DOCTORANTE :****Marine Bourgeois**

Centre d'études européennes, UMR 8239, Sciences-Po Paris

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Patrick Le Galès

Résumé

Prenant appui sur une enquête ethnographique comparative, cette recherche interroge les modes de sélection des populations dans l'accès aux dispositifs de politiques publiques. Elle analyse la manière dont sont déterminés les publics cibles du logement social et dont se construisent au quotidien les jugements de ceux qui sont en charge de les identifier. Quelles sont les priorités d'attribution ? Que révèlent-elles des logiques de classement et de hiérarchisation des populations ? Mettant en relation la sociologie de l'action publique et la sociologie urbaine, cette thèse déplace le regard habituellement porté sur les politiques d'attribution en termes de mixité sociale et de discrimination, pour étudier l'articulation concrète des règles du jeu, des stratégies institutionnelles, des pratiques professionnelles et des représentations individuelles. L'analyse contextualisée de la fabrique et des usages des critères permet d'identifier des modes de régulation locaux spécifiques, qui contribuent à fragiliser la concrétisation du droit au logement.

Spécialité : **X Sciences politiques****●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT**Thèse en cours, 4^e année.**FINANCEMENT**

Thèse financée par une bourse de la Fondation nationale des sciences politiques.

**PUBLICATIONS**

- Bourgeois M., *Gérer au quotidien l'attribution des logements sociaux. Enquête ethnographique dans un organisme Hlm*, Paris, éd. L'Harmattan, 2013.
- Bourgeois M., « Choisir les locataires du parc social ? Une approche ethnographique de la gestion des Hlm », *Sociologie du travail* n° 55 (1), janvier 2013, pp. 56-75.

**CONTACT**

- Marine.bourgeois@sciencespo.fr

LES ENJEUX DE LA PRISE EN COMPTE DE LA « TRANQUILLITÉ SOCIALE » DANS LES POLITIQUES DE RÉNOVATION URBAINE : L'EXEMPLE DE TOULOUSE

DOCTORANT :

Jocelyn Bourret

Lisst-Cieu, Université de Toulouse 2-Le Mirail



THÈSE DIRIGÉE PAR :

Marie-Christine Jaillet

Résumé

Ce travail s'inscrit dans le contexte de la mise en œuvre d'une politique de rénovation urbaine (suite à la loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine du 1^{er} août 2003, dite « loi Borloo ») qui oriente clairement les priorités de la « politique de la ville » en faveur d'une action d'envergure sur le logement et le cadre bâti.

Sur cette évolution se greffe un changement de paradigme en matière de prévention de la délinquance : l'émergence d'un modèle « situationnel » au détriment d'une « prévention sociale » jusqu'alors adossée aux dispositifs de la politique de la ville. Ainsi, l'enjeu premier est désormais d'agir sur les conditions matérielles de commission des crimes, délits ou incivilités (entendus comme générateurs d'insécurité et d'intranquillité), et non plus sur les trajectoires et environnements sociaux de leurs auteurs.

Cette thèse étudie la réponse de la Ville de Toulouse à la problématique de la production de « tranquillité » à travers les reconfigurations spatiales induites par les opérations de rénovation urbaine dans les quartiers où elles s'inscrivent et dans le cadre plus large d'un questionnement sur la place occupée par la thématique « insécurité/intranquillité » dans le débat public, d'une part, et dans les politiques publiques développées en réponse, d'autre part.

Spécialité : **X Géographie**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse en cours, 3^e année.

€ FINANCEMENT

Thèse en Cifre, menée avec la Ville de Toulouse, au sein de la mission Grand Projet de Ville, service de la ville chargé de la mise en œuvre des différents projets de rénovation urbaine.

👤 CONTACT

• jocelyn.bourret@gmail.com
06 76 57 01 13

SAVOIR VIVRE AVEC SON TEMPS. BREF PRÉCIS DE CITÉ-JARDINAGE MOSCOVITE POSTSOVIÉTIQUE, COMPRENANT QUELQUES RUSES SYMBOLIQUES DE POLITIQUE LOCALE EN PÉRIODE DE LIBÉRALISATION ÉCONOMIQUE EXTRÊME, DIVERS CONSEILS ET TOURS DE MAIN SUR L'ART DU BON VOISINAGE AVEC LES FANTÔMES, AINSI QU'UN MENU REQUIEM POUR DES EFFORTS DE BONHEUR



Docteure :

Sarah Carton de Grammont

Chercheuse associée à l'Irac-Laios (UMR Ehes-CNRS 8177), Ater à l'École des hautes études en sciences sociales

Thèse dirigée par :

Marc Abélès

Résumé

Première monographie d'un quartier de Moscou (une cité-jardin des années 1920, première coopérative de construction d'URSS), classé, très convoité par les « nouveaux Russes » (nouveaux riches) dans le contexte de la privatisation, et dont les habitants se sont constitués en Soviet d'autogestion, revendiquant un mode de vie « communautaire ». Communauté problématique puisque le quartier a hébergé des bolcheviks de la première heure et des supposés membres du KGB, des intellectuels et des ouvriers, des réprimés et des délateurs. Ce travail, en partant des enjeux du présent, embrasse les multiples télescopes temporels dont il est tissé, et décrit aussi bien failles et ruptures que continuités et syncrétismes soviétiques comme postsoviétiques. Il décrit aussi la vie sociale et politique des morts, leur manière d'agir dans les rapports sociaux contemporains. Il élargit le programme de l'anthropologie pragmatique à la profondeur historique et observe la dimension politique des émotions.

Prix spécial décerné par le jury du prix 2014 de thèse sur l'habitat social organisé par l'Union sociale pour l'habitat, le Groupe Caisse des Dépôts et l'Institut CDC pour la recherche, remis lors du Congrès Hlm de Lyon le 24 septembre 2014.

Spécialités: **X Anthropologie sociale** **X Ethnologie**

● ● ● **ÉTAT D'AVANCEMENT**

Thèse soutenue le 5 décembre 2013.

 **FINANCEMENT**

Allocation de recherche.

 **PUBLICATIONS**

• Carton de Grammont S., « Faire un musée vivant. La production d'une autochtonie urbaine à Moscou », in dir. Coudroy de Lille L., *Histoire urbaine*, « Relire la ville socialiste » n° 25, *Société française d'histoire urbaine* – MSH – Université Paris-Est Marne-La Vallée, août 2009, pp. 83-104.

• Carton de Grammont S., « Construction du politique et fabrication du patrimoine dans un quartier de Moscou : le Soviet d'autogestion de la cité-jardin "Sokol" », in *Receo* vol 32, n°4, décembre 2001, « Les villes russes après une décennie de réformes. Aspects politico-administratifs et implications sociales », pp. 91-123.

 **CONTACT**

• sarah.cartondegrammont@wanadoo.fr

LE DEVENIR DES FAMILLES HÉBERGÉES À L'HÔTEL. ENQUÊTE SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE AUTOUR D'UN DISPOSITIF D'INSERTION PAR LE LOGEMENT



DOCTORANT :

Pierre-Antoine Chauvin

UR 06 – Mobilité, logement, entourage (Ined), Genre Travail Mobilités (GTM) – Cresppa – Paris 8/Paris 10/CNRS, Université Paris Ouest Nanterre-La Défense

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Catherine Bonvalet et Pascale Dietrich-Ragon

Résumé

Depuis le début des années 2000, les enquêtes portant sur les sans-domicile, menées conjointement par l'Ined et l'Insee, s'appuient, pour l'essentiel, sur des investigations à un moment donné et ne prennent que rarement en compte la dimension temporelle des faits sociaux. Aussi, avons-nous choisi de mettre au cœur de notre démarche de recherche, engagée en septembre 2012 au sein de la Direction du logement et de l'habitat de la Ville de Paris, l'analyse des processus d'accession au logement social, dans le temps, des familles en situation de précarité. Notre contribution abordera plus particulièrement la question du logement temporaire (ici le dispositif parisien d'intermédiation locative « Louez solidaire et sans risque ») par le prisme « sociodémographique » et permettra d'interroger le devenir résidentiel des familles bénéficiaires d'un hébergement hôtelier à Paris à l'aune de leurs parcours de vie.

De surcroît, notre travail de thèse sera nourri par un travail ethnographique auprès des commissions administratives ainsi que par plusieurs entretiens biographiques réalisés au domicile des familles, pour étudier leurs « expériences vécues » et mettre en lumière la complexité des relations qui se nouent entre ces occupants et les institutions. Ce volet qualitatif permettra également d'apprécier le rôle joué par les intermédiaires (supports communautaires, associations de mal-logés, employeurs, élus...) dans l'amélioration des conditions matérielles d'existence des familles sans domicile.

Spécialités: **X Sociologie** **X Démographie**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse en cours, 3^e année.

€ FINANCEMENT

Convention Cifre en partenariat avec la Ville de Paris.

👤 CONTACT

• pierre-antoine.chauvin@ined.fr

**MISE EN ŒUVRE DES CONTRATS ET DISCRÉTION :
UNE APPLICATION AUX MARCHÉS PUBLICS****Docteur.e :****Lisa Chever**

Université de Lyon

**Thèse dirigée par :**

Stéphane Saussier

Résumé

Cette thèse apporte une contribution empirique à deux problèmes auxquels est confrontée la commande publique : l'insuffisante mise en œuvre des contrats et le choix d'augmenter ou non les marges discrétionnaires dans les procédures d'attribution.

Ce travail repose sur des données de Paris Habitat-OPH, qui doit, en tant qu'acheteur public, veiller à respecter des normes législatives, européennes et françaises. L'intérêt d'un certain nombre d'entre elles est déjà questionné par des travaux économiques récents. Néanmoins, les études empiriques qui discutent ce cadre législatif demeurent lacunaires.

Ainsi, nous nous plaçons d'abord dans le cadre réglementaire de référence, i.e. tel qu'il se présente le plus souvent aux acheteurs publics (européens), et nous montrons que les problèmes de qualité sont persistants. Nous nous écartons ensuite de ce cadre pour étudier une situation où les marges discrétionnaires de la partie publique augmentent et semblent améliorer l'efficacité de la passation.

Spécialité : **X Economie****● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT**

Thèse soutenue en décembre 2013.

**FINANCEMENT**

Thèse en Cifre, partenariat avec Paris Habitat-OPH.

**PUBLICATION**

- Chever L. et Moore J., « Negotiated Procedures Overrated? Evidence from France Questions the Commission's Approach in the Latest Procurement Reforms », *European Procurement and Public Private Partnership Law Review (EPPPL)* n° 4, 2013, pp. 228-241.

**CONTACT**

- lisa.chever@gmail.com

06 18 53 75 55

**LES OPÉRATEURS IMMOBILIERS DANS LES PROJETS URBAINS EN ZONE DENSE :
ENJEUX ET CONSÉQUENCES D'UNE PRODUCTION URBAINE INTÉGRÉE****DOCTORANT :****Paul Citron**

Géographie-Cités, équipe Cria, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

**Thèse dirigée par :**

Sylvie Fol

Résumé

Cette recherche porte sur l'extension récente du rôle dédié aux promoteurs immobiliers dans l'élaboration de certains projets urbains en zone dense. Ce rôle intègre de plus en plus la définition des projets, l'aménagement des réseaux, la construction, voire la gestion des espaces produits, à une échelle désormais plus vaste que celle du bâtiment.

Ce modèle de production urbaine intégrée s'affirme comme une réponse des acteurs privés aux problématiques de financement de l'aménagement et des équipements publics, mais aussi à l'injonction qui leur est faite de réaliser une « ville durable » censée améliorer la production urbaine. En résultent de nouveaux rapports de négociation impliquant acteurs publics, maîtres d'œuvre et bureaux d'études, au centre desquels se retrouvent désormais les opérateurs.

L'objectif est de comprendre les conséquences spatiales et urbaines de ce nouveau modèle économique et organisationnel.

À travers une observation participante auprès d'un grand opérateur immobilier français, la démarche de recherche mêle l'aménagement et la géographie urbaine à l'ethnographie, la sociologie des organisations et les sciences politiques. L'approche consiste à rentrer dans la boîte noire du projet urbain, afin de suivre in situ la définition, le montage et la réalisation de plusieurs projets urbains.

Spécialité : **X Aménagement****ÉTAT D'AVANCEMENT**

Soutenance fin 2015.

**FINANCEMENT**

Ademe et ministère de l'Égalité des territoires et du Logement. Bourse de la Fondation Palladio pour l'immobilier.

**PUBLICATION**

- Citron P, « Les écoquartiers : une exception française de plus ? Analyse quantitative de 186 projets issus de "l'appel à projets Écoquartier 2011" du ministère de l'Écologie. » *in Logement et politique (s) : un couple encore d'actualité ?* L'Harmattan, 2014, 107.

**CONTACT**

- citron.paul@gmail.com

LA FABRICATION DES PÉRIPHÉRIES RÉSIDENTIELLES DESTINÉES AUX CLASSES MOYENNES A MARRAKECH (MAROC) : ENTRE PRATIQUES DES INVESTISSEURS ET NOUVEAUX MODES D'HABITER

DOCTORANTE :

Elsa Coslado

Citeres/Emam, Université de Tours

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Pierre Signoles

Résumé

Marrakech, ville travaillée par l'industrie mondiale du tourisme, qui soumet le foncier à rude concurrence, est caractérisée depuis une dizaine d'années par un urbanisme dérogatoire. La thèse interroge les processus de production des zones résidentielles réglementaires situées sur ses pourtours et destinées à toucher la clientèle des classes moyennes. Loin d'être homogène, cette cible englobe la population non riche mais solvable venant de Marrakech et des grandes villes marocaines, mais aussi de l'étranger (en premier lieu, des Marocains résidant à l'étranger, et, en second lieu, des Européens). Elle montre que l'habitat fabriqué pour les classes moyennes trouve son origine dans le long processus historique de construction du champ de la production immobilière au Maroc et de la tumultueuse émergence de la classe moyenne comme catégorie socialement légitime des politiques de l'habitat. Fruit de ce contexte politico-économique, cet habitat est généré, au jour le jour, par un enchaînement de pratiques professionnelles et citoyennes qui convergent vers deux stratégies majeures : d'une part, la recherche de rentabilité et même d'enrichissement des promoteurs immobiliers, dont l'activité, pour grande partie subventionnée, est encore largement structurée par l'État, d'autre part, la volonté des classes moyennes locales et exogènes d'ajuster leur mode d'habiter effectif à leur désir de se différencier, désir largement alimenté par les constructions idéelles et matérielles de l'aménageur étatique idoine, Al Omrane, et des opérateurs économiques (immobiliers mais aussi touristiques).

Spécialité : **X Géographie**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Soutenance prévue fin juin 2015.

FINANCEMENT

Allocation de recherche.

PUBLICATIONS

- Coslado E., « Quelques effets socio-spatiaux des investissements à Marrakech », in Florin B., Legros O., Semmoud N., Troin F., *Marges urbaines et néolibéralisme en Méditerranée*, PUF, 2014.
- Coslado E., « Désirée et désirable la villa économique à Marrakech », in Berger M. et Rougé L., *Être loger, se loger, habiter : regard de jeunes chercheurs*, L'Harmattan, 2011, pp. 229-243.

CONTACT

- elsa@coslado.com
- 06 87 81 08 88

LES ENJEUX DU MAL-LOGEMENT SUR UN TERRITOIRE D'IMMIGRATION EN RECONVERSION : LE CAS DE SAINT-DENIS

DOCTORANTE :

Mathilde Costil

Centre de recherche et d'analyse géopolitique (Crag), Université Paris 8

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Béatrice Giblin et Frédérick Douzet

Résumé

Ce travail de thèse s'intéresse aux enjeux des politiques publiques en direction de l'habitat indigne à Saint-Denis, ville populaire de la « banlieue rouge ». 30 % du parc privé y est considéré comme potentiellement indigne et jusqu'à 45 % dans certains quartiers. La ville met en place une politique volontariste d'éradication de ce parc, notamment à travers le Programme national de requalification des quartiers anciens dégradés (PNRQAD), mais face à l'ampleur de la tâche, les élus ont fait des choix et priorisé certains quartiers. Ainsi, la municipalité concentre ses moyens sur le centre-ville dans une optique de requalification et dans un contexte de redynamisation du territoire enclenchée avec la construction du Stade de France à la fin des années 1990. Très bien desservie par les transports en commun, avec un foncier parmi les moins chers de la petite couronne ainsi que des terrains encore disponibles, la ville devient un territoire stratégique dans le développement de la métropole parisienne. Dans un premier temps, je me suis intéressée à l'évolution des politiques envers l'habitat dégradé et insalubre à Saint-Denis en lien avec les politiques nationales, avant de m'intéresser aux enjeux actuels de la résorption de cet habitat. En effet, outre la question de l'amélioration des conditions de vie des personnes, la résorption de l'habitat indigne relève d'enjeux qui vont des questions de peuplement et de relogement des habitants à celles du patrimoine, du marketing territorial et de quelle ville construit-on et pour qui.

Spécialités: **X Géographie** **X Géopolitique**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse en cours, 4^e année.
Rédaction.

PUBLICATIONS

• Costil M., « L'habitat insalubre, un défi complexe pour Saint-Denis », in *Carto, Le monde en cartes*, n° 28, mars-avril 2015, à paraître.

• Costil M., Roche E., « Construire la ville acceptable, la fabrication du minimum du logement en réponse aux bidonvilles », in Belmessous F., Bonneval L., Coudroy de Lille L. et Ortar N. (dir.) *Logement et politique(s) un couple encore d'actualité ?*, L'Harmattan, 2014.

CONTACT

• mathilde.costil@gmail.com

**RENAISSANCE DE L'HABITAT PARTICIPATIF EN FRANCE : VERS DE NOUVELLES
FORMES NÉGOCIÉES DE FABRICATION DE LA VILLE ?****DEUX ÉTUDES DE CAS DANS L'AGGLOMÉRATION BORDELAISE : LE PROJET HNORD
(BORDEAUX) ET LA RUCHE (BÈGLES)****Docteure :****Mélanie Darroman**

Laboratoire profession architecture ville environnement (Pave), École nationale supérieure d'architecture et du paysage de Bordeaux (Ensapbx), Centre Émile-Durkheim, UMR 5116, Université Victor-Segalen, Bordeaux

**Thèse dirigée par :**

Guy Tapie

Résumé

Au début des années 2000, des expériences alternatives d'habitat émergent en France sous l'impulsion de revendications sociales portées par la société civile. Le terme générique d'« habitat participatif », défini par la loi Alur en mars 2014, regroupe sous un même vocable la diversité de ces initiatives, contribuant à pérenniser les dynamiques de structuration et de diffusion de ce mouvement. Faisant référence aux expressions citoyennes contestataires des années 1970-1980, les projets actuels marquent la renaissance des questionnements autour de la place de la maîtrise d'usage – incarnée par les habitants-usagers – dans la chaîne de production du logement et, plus largement, dans les processus décisionnels d'aménagement des territoires. Porteurs de pratiques participatives innovantes, ils révèlent des logiques diverses d'engagements citoyens, militants ou professionnels, et des formes négociées de fabrication de l'habitat.

La thèse propose une analyse des interactions et formes d'hybridation de cette production collective supportée par une trame multidimensionnelle de négociations à partir de deux études de cas dans l'agglomération bordelaise : le projet HNord (Bordeaux) et La Ruche (Bègles). Elle a mobilisé une approche ethnographique d'observation participante, complétée par des entretiens et une analyse documentaire afin d'offrir une vision macro, méso et microsociale des processus de production et de diffusion de l'habitat participatif.

Spécialité : **X Sociologie****● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT**

Thèse soutenue le 11 décembre 2014.

**FINANCEMENT**

Convention Cifre en partenariat avec l'Établissement public d'aménagement (EPA) Bordeaux-Euratlantique.

**PUBLICATION**

• Darroman M., Godier P. et Tapie G., « Négociier pour expérimenter : la fabrique des espaces publics », in Chombart de Lauwe P. dir., *Le projet négocié*, coll. Recherches du Puca n° 206, 2012, pp. 93-110.

**CONTACT**

• melanie.darroman@gmail.com

LA PARTICIPATION DES LOCATAIRES : UN INSTRUMENT DE GESTION DANS LES ORGANISMES HLM

Docteure :

Jeanne Demoulin

Lavue (Laboratoire architecture ville urbanisme environnement), UMR 7218,
Université Paris-Ouest Nanterre La Défense



Thèse dirigée par :

Marie-Hélène Bacqué

Résumé

Cette thèse interroge les effets de l'intégration de l'impératif participatif dans les organismes Hlm à partir de trois terrains de recherche complémentaires: les discours des dirigeants du Mouvement Hlm, les dispositifs de « concertation locative » et les actions de « développement social ». Nous mettons tout d'abord en évidence la manière dont les dispositifs participatifs viennent accompagner le tournant néolibéral de l'action publique à partir de la fin des années 1970 et montrons ce faisant l'ancienneté de la coexistence entre deux formes de participation, la première mettant l'accent sur l'évaluation du service rendu et la seconde sur l'accompagnement social des locataires. Le regard est ensuite porté sur les pratiques actuelles des organismes Hlm, étudiées à partir d'une enquête menée au sein d'un organisme Hlm. En caractérisant les attendus attachés aux dispositifs, les conditions de leur mise en œuvre et leurs effets sur le système d'acteurs, la thèse met en lumière le sens donné à la participation dans le milieu Hlm, caractérisé par la coexistence de logiques patrimoniale, entrepreneuriale et sociale. Elle enrichit la compréhension des logiques qui président à la formalisation et à la diffusion de dispositifs participatifs dans les sociétés contemporaines d'une part, de leurs effets sur les pratiques professionnelles et les relations entre institutions et individus d'autre part. Cette thèse entend ainsi contribuer à l'analyse des transformations systémiques produites par l'intégration de la participation dans les structures sociales.

Spécialités: **X Aménagement** **X Urbanisme** **X Sociologie**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 25 juin 2014.

FINANCEMENT

Convention Cifre en partenariat
avec ICF Habitat La Sablière.

PUBLICATIONS

- Demoulin J., « Du locataire au client, participation et tournant néolibéral dans la gestion des Hlm », *Participations* n° 10, 2014, pp. 15-38.
- Demoulin J. « Construire des espaces de réflexivité pour analyser et transformer les pratiques professionnelles: un travail de légitimation », avec Tribout S., *Interrogations ?* n° 19, 2014, [en ligne] <http://www.revue-interrogations.org/Construire-des-espaces-de>

CONTACT

- jeanne.demoulin@gmail.com

LES POLITIQUES D'HABITAT DU GRAND PARIS À LA LUMIÈRE DES EXPÉRIENCES DE LONDRES ET DE MADRID

DOCTORANT :

Romain Desforges

Lab'Urba, Institut d'urbanisme de Paris, Université Paris Est Créteil



THÈSE DIRIGÉE PAR :

Jean-Claude Driant

Résumé

Il s'agira d'interroger la pertinence de l'échelle métropolitaine pour élaborer des politiques d'habitat dans le Grand Paris en mobilisant, d'une part, les points de vue des acteurs franciliens de l'habitat et, d'autre part des expériences étrangères à Londres et à Madrid.

La recherche, à visée opérationnelle spécifiquement centrée sur le logement social, servira à alimenter la réflexion stratégique de Paris Habitat. Le caractère innovant de ce projet tient à la mobilisation d'exemples étrangers qui permettra de mettre en « miroir » des politiques d'habitat de capitales connaissant le même processus de métropolisation.

Il s'agira donc, in fine, d'éclairer les modalités d'articulation entre les différents acteurs du processus ; de déterminer les conséquences des choix effectués en matière d'échelles de gouvernance du logement ; d'engager une réflexion sur les résultats que produisent ces politiques et sur les moyens de les évaluer (temporalités, échelles, indicateurs).

Spécialité : **X Urbanisme**

● ○ ○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Bibliographie, terrain, analyse.
Soutenance envisagée en 2017.

€ FINANCEMENT

Thèse en Cifre à Paris Habitat.

Date de mise à jour : **septembre 2015**

👤 CONTACTS

- romain.desforges@gmail.com
- jacques.larouzee@parishabitat.fr
01 71 37 09 53
- lorene.vennetier@parishabitat.fr
01 71 37 02 78

ÉVALUATION TERRITORIALE DES POLITIQUES D'ANTICIPATION FONCIÈRE. BILAN ET PERSPECTIVES DE L'ACTION DE L'EPF PACA

Doctorante :

Chloé Desgranges

UMR CNRS 7300 Espace, Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse



Thèse dirigée par :

Loïc Grasland et Laure Casanova-Enault

Résumé

La région Paca est un espace soumis à des tensions foncières extrêmes. Face à cela, les outils classiques de maîtrise foncière ont été renforcés par la création d'un établissement public foncier. Acteur opérationnel dont les actions se déroulent sur le long terme, l'EPF Paca est un outil incontournable pour les communes qui se placent dans une démarche d'anticipation. Toutefois, l'efficacité sur le long terme des actions menées reste à évaluer. Comment repérer les zones à enjeux aux niveaux régional et local ? Quels impacts les jeux d'acteurs ont-ils sur la mise en place des politiques d'anticipation foncière ? Quelles sont les marges de manœuvre des actions entreprises ? Comment anticiper leurs effets ? La réponse à ces questions nécessite d'adopter une approche spatiale pour intégrer la dimension territoriale à l'évaluation des politiques publiques d'anticipation foncière. Cela permettra d'acquérir une meilleure connaissance des enjeux fonciers pour un aménagement plus durable et économe du territoire de Paca.

Spécialité : **X Géographie**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse en cours, 3^e année.
Analyse/rédaction.



FINANCEMENT

Thèse en Cifre avec l'établissement public foncier de la région Paca.



PUBLICATIONS

• « Les détenteurs du littoral. Approche spatiale de la propriété immobilière privée sur le littoral

provençal et azuréen », Casanova-Enault L., Desgranges C., Scannapiéco C., XXVI^{es} Journées scientifiques de la Société d'écologie humaine « Habiter le littoral, enjeux écologiques et humains contemporains », Marseille, 2014.

• Desgranges C., Casanova-Enault L., Helle C., « Proposition d'un système d'indicateurs des enjeux fonciers pour l'évaluation des politiques d'anticipation foncière », 11^{es} rencontres TheoQuant, Besançon, 2013.



CONTACT

• chloe.desgranges@gmail.com

L'HABITAT PARTICIPATIF : DE L'ÉMERGENCE D'UNE INITIATIVE HABITANTE À SON INTÉGRATION DANS L'ACTION PUBLIQUE

Docteure :

Camille Devaux

Lab'Urba, Université Paris Est

Thèse dirigée par :

Jean-Claude Driant

Résumé

Cette recherche décrypte le processus d'intégration de l'habitat participatif à l'action publique au niveau local et national. Progressivement, ces initiatives habitantes – reposant sur la volonté de ménages de prendre en charge collectivement la conception et la gestion d'un immeuble au sein duquel ils disposent d'un logement privatif et partagent des espaces – font l'objet d'actions de la part des collectivités, des organismes d'Hlm et de l'État, jusqu'à être intégrées dans la loi pour l'Accès au logement et un urbanisme rénové (Alur). Cette thèse interroge, à partir de quatre études de cas (Strasbourg, Paris, Lille, Toulouse), les conditions d'émergence des projets, ainsi que les modalités et implications de leur mise en œuvre par les acteurs traditionnels de la production du logement. La méthode employée mêle observation participante de réunions (une centaine), entretiens (une cinquantaine) et exploitation d'un corpus documentaire à partir d'Internet et d'articles de presse.

Spécialités : **X Aménagement** **X Urbanisme**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Soutenue le 25 novembre 2013.
Thèse remarquée par le jury du prix 2014 de thèse sur l'habitat social organisé par l'Union sociale pour l'habitat, le Groupe Caisse des Dépôts et l'Institut CDC pour la recherche.

FINANCEMENT

Contrat doctoral.

PUBLICATIONS

- Devaux C., « L'habitat participatif : vers la démocratisation de la production du logement ? », *Lien social et Politiques* (2015, à paraître).
- Devaux C., *L'Habitat participatif. De l'initiative habitante à l'action publique*, Presses universitaires de Rennes, coll. « Géographie sociale », 2015.

CONTACT

• camilledevaux.cd@gmail.com
06 84 34 92 67

UN ÉCO-QUARTIER DANS LA VILLE : ANALYSE SOCIO-URBAINE, PRATIQUES ET DISPOSITIFS PARTICIPATIFS

DOCTORANTE :

Maria Di Stefano

MRTE (Laboratoire mobilités, réseaux, territoires, environnement), Université de Cergy-Pontoise

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Didier Desponds et Béatrice Ledésert

Résumé

La réflexion sur les éco-quartiers naît dans les années 1990, portée par un intérêt croissant à la fois pour les questions d'aménagement urbain et pour le développement durable : on peut définir les éco-quartiers comme des portions de ville conçues pour trouver un équilibre entre urbanisation, gestion des ressources et qualité de vie. Ils visent à faire évoluer les pratiques et les choix en matière d'aménagement urbain. Dans la conception d'un projet d'éco-quartier, créé ex nihilo ou résultant de la rénovation d'un quartier dégradé, l'habitant devrait jouer un rôle essentiel : « usager actif », il devrait être en mesure de manifester en amont une forte « capacité décisionnelle » sur le projet lors de la définition des objectifs, mais aussi en aval, dans la phase de réalisation, afin de vérifier la compatibilité du projet final avec ses attentes.

La recherche vise à définir les paramètres socio-urbains associés à la conception d'un éco-quartier et à examiner au moyen d'enquêtes les pratiques participatives mises en place avec les habitants lors de sa réalisation. Il s'agit également d'analyser les usages spécifiques des habitants et d'évaluer de possibles écarts avec ceux des populations résidant dans des quartiers voisins. Cette recherche permettra d'identifier les atouts spécifiques, mais également les « points faibles » d'un éco-quartier en termes d'organisation spatiale et de pratiques citoyennes.

Spécialités : **X Géographie** **X Urbanisme**

● ○ ○ ÉTAT D'AVANCEMENT

1^{re} année (construction de l'objet de recherche).

FINANCEMENT

Cette thèse bénéficie d'une bourse de l'École doctorale de l'UCP.

CONTACT

• maridist83@gmail.com

**THE PLACE TO BE ? VIVRE ET BOUGER DANS L'ENTRE-DEUX :
JEUNESSES ET MOBILITÉS DANS LES ESPACES PÉRIURBAINS****DOCTORANTE :****Catherine Didier-Fèvre**

Lavue, Mosaïques UMR 7218, Université Paris Ouest Nanterre-La Défense

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Monique Poulot et Lionel Rougé

Résumé

Les jeunes vivant dans l'espace périurbain sont triplement dans un état d'« entre-deux » : par leur âge entre l'enfance et l'âge adulte, par le fait qu'ils habitent dans des communes qui ne ressemblent ni à la campagne ni à la ville, et aussi parce qu'ils sont très souvent issus des classes moyennes (« les petits moyens »). Très peu de moyens de transport sont mis à leur disposition. À l'heure de la conquête de l'autonomie, vivre et bouger dans cet espace exige de mettre en œuvre des stratégies et des tactiques multiples afin de pouvoir satisfaire ses désirs de mobilité.

En quoi la mise en œuvre de mobilités spécifiques par les jeunes résidant en périurbain rend-elle compte de leur appréhension de l'espace, tant du quotidien que de l'ailleurs ?

L'objectif de ce travail est :

- d'appréhender la diversité des profils des jeunes vivant dans l'espace périurbain ainsi que leurs modes d'habiter (et notamment leur rapport avec la maison périurbaine) ;
- de montrer que les mobilités juvéniles de l'espace périurbain doivent s'accommoder d'une offre de transport très limitée qui nécessite que les jeunes mettent en œuvre des stratégies, des tactiques pour se déplacer ;
- et de relativiser l'impact des caractéristiques géographiques et sociologiques de l'espace périurbain et des familles y habitant sur les choix post-bac des jeunes.

Spécialité : **X Géographie****● ● ○ ÉTAT D'AVANCEMENT**

Thèse en cours, 4^e année.
Rédaction.

 PUBLICATIONS

- Didier-Fèvre C., « Être jeune et habiter les espaces périurbains : la double peine ? », *in Géoregards* n° 6, 2014. pp. 35-51.
<http://www.s-n-g.ch/spip.php?article259>

- Didier-Fèvre C., « Occuper les entre-deux. Les pratiques spatiales de lycéens à Sens et à La-Queue-Lez-Yvelines », *in Carnets de géographes*, n° 7, 2014. http://www.carnetsdegeographes.org/carnets_recherches/rech_07_05_Didier.php

 CONTACT

- catherine.didier-fevre@wanadoo.fr

GESTION ET PLACE DU LOGEMENT CROUS DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES D'AIDE AUX ÉTUDIANTS

Docteur :

François Ducray

GREthA, Université Bordeaux 4

Thèse dirigée par :

Claude Lacour

Résumé

Promulguée en 2001, la Lolf assigne aux Crous l'objectif d'améliorer les conditions de vie et de travail des étudiants sous la contrainte d'une optimisation des coûts. En s'intéressant à l'évolution du parc Crous et à sa gestion, la première partie de la thèse essaie de concilier la question du bâti (rénovation, réhabilitation, reconstruction des cités universitaires/normes des nouvelles constructions) et celle du financement (partage aide à la pierre/allocation logement, durée de prêt, taux d'intérêt...).

La seconde partie met en parallèle le logement et d'autres aspects de la politique publique en faveur des étudiants.

L'incidence du logement sur l'égalité des opportunités scolaires et la difficulté à trouver un logement locatif nous interpellent sur l'étendue des solutions alternatives au Crous et au marché locatif. Parmi ces solutions, nous avons principalement abordé la colocation, le logement intergénérationnel et la « remise à neuf » de logements loués à tarif social par des associations. L'étude de leurs freins nous conduit à une péréquation de l'offre Crous.

À côté de la difficulté à trouver un logement et des attentes étudiantes, le gain de pouvoir d'achat des résidents du Crous est à rapprocher des aides sociales aux étudiants. Une comparaison entre une allocation universelle d'études et un ajustement à la marge du système des bourses conclut la thèse.

Spécialité : **X Economie**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Soutenue le 19 décembre 2013.



FINANCEMENT

Bourse du conseil général des Pyrénées-Atlantiques (2008) et contrat d'Ater à l'Université de Bordeaux 4 (2012).



PUBLICATIONS

• Ducray F., « Difficulté de recherche du logement et solutions alternatives : vers une péréquation de l'offre Crous », présentation au colloque Jeunes chercheurs du Rehal, Lyon, 2012.

- Ducray F., « Faut-il modifier l'allocation logement des étudiants ? », soumission en 2014.
- Ducray F., « Doit-on encourager l'aide à l'investissement locatif au détriment du logement social ? L'exemple du dispositif Censi-Bouvard », soumission en 2014.



CONTACT

• f.ducray@yahoo.fr
06 73 34 31 48

LOGER LES MIGRANT-E-S ALGÉRIENS À LYON ET LES MIGRANT-E-S TURCS À BERLIN-OUEST, ANNÉES 1950-1970. DE L'ACCUEIL DE POPULATIONS MIGRANTES À LA GESTION DE TERRITOIRES URBAINS

Docteure :

Émilie Elongbil Ewane

Laboratoire de recherches historiques de Rhône-Alpes (Larhra), Université Lumière Lyon 2

Thèse dirigée par :

Sylvie Schweitzer

Résumé

Mon travail de thèse s'intéresse aux actions publiques mises en place en Europe pour le logement des migrant-e-s de travail de l'après-guerre à la fin des années 1970. Cette analyse s'appuie sur l'étude comparative de deux exemples : celui du logement des Algérien-ne-s à Lyon et celui des Turc-que-s à Berlin-Ouest.

À Lyon comme à Berlin-Ouest, les années 1950-1960 correspondent au temps de l'accueil des migrant-e-s. C'est un temps de divergence dans la définition des actions publiques. Elles sont marquées par des spécificités nationales importantes dans la prise en charge et l'hébergement des migrant-e-s. Les années 1970 sont un moment où, à Lyon et à Berlin-Ouest, le regard sur le logement des migrant-e-s se déplace au niveau territorial. Dans les deux espaces, des actions publiques convergentes se développent. Elles sont la conséquence de définitions d'enjeux communs. Elles ont comme objectifs de limiter les zones de concentration des migrant-e-s dans la ville et de favoriser leur intégration dans les territoires.

Spécialité : **X Histoire sociale contemporaine**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 2 octobre 2014.



FINANCEMENT

Allocataire de recherche d'État.



PUBLICATIONS

• Elongbil Ewane É., « Les réseaux associatifs d'accueil des migrant-e-s après l'indépendance algérienne », in Payre R. (dir.), *Ville internationale*,

la métropole lyonnaise à l'assaut de la scène internationale (1914-2013), Libel, 2013, pp. 134-147.

• Elongbil Ewane É., « Mahraba, histoire d'une cité de transit », in *Aralis, Mahraba, l'hospitalité à l'épreuve du transit*, catalogue de l'exposition produite par le département du Rhône et réalisée par Aralis, 2009, pp. 25-36.



CONTACT

• eeewane@gmail.com
06 87 79 99 41

LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ET LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE DANS LE CADRE DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN DE YAOUNDÉ ET DE BAMENDA : QUELS TRANSFERTS D'EXPÉRIENCES ?

DOCTORANTE :

Armel Etoundi

MRTE (Mobilités – Réseaux – Territoires – Environnement), EA 4113, Université de Cergy-Pontoise

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Didier Desponds

Résumé

Au Cameroun, le modèle représentatif est mis à mal pour son fonctionnement élitiste dans la pratique de l'aménagement urbain. La distance de plus en plus grande est vécue entre les projets urbains des représentants et les préoccupations quotidiennes des représentés. La recherche a pour cadre deux villes du Cameroun : Yaoundé, chef-lieu de la région du Centre, et Bamenda, le centre administratif de la région d'expression anglaise du Nord-Ouest. La demande de participation des habitants questionne de façon nouvelle la pratique de l'aménagement urbain au Cameroun. La thèse aborde deux questions : d'une part, celle des processus et des dispositifs participatifs nécessaires à l'élaboration des projets urbains touchant au cadre de vie ; d'autre part, celle des modèles et des expériences réussies ailleurs, qui peuvent être actualisés, adaptés et contextualisés dans l'une ou l'autre de ces deux villes. La participation des acteurs locaux aux décisions publiques est nécessaire à une démocratie véritable. Ses modalités peuvent venir enrichir la représentativité politique, voire remplacer ses modalités défaillantes. Les opérations urbaines plus spécifiquement étudiées dans chacune des deux villes devront éclairer les jeux complexes d'acteurs et les pratiques participatives mises en œuvre.

Spécialités : Sociologie Urbanisme Géographie sociale

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse en cours, 2^e année.



CONTACT

• etoundi_armel@yahoo.fr
07 60 29 04 15

LES RÉSIDENCES SERVICES SENIORS, UN MODÈLE POUR MAINTENIR L'AUTONOMIE DES PERSONNES ÂGÉES

DOCTORANT :

Antoine Gérard

Citeres, UMR 7324, Université François-Rabelais de Tours



THÈSE DIRIGÉE PAR :

Alain Thalineau

Résumé

La mobilité résidentielle vers un habitat collectif pour personnes âgées autonomes s'inscrit dans une logique de sécurisation de soi. Néanmoins, il arrive que ce nouvel habitat n'apporte pas ou plus cette sécurité ontologique et remette en question le projet de vie que les individus avaient formulé en s'y installant. L'objet de cette recherche est d'analyser les logiques de renégociation d'un chez-soi, indispensable à la recomposition biographique, lors des moments charnières de l'avancée en âge. Il s'agit ici de s'intéresser aux stratégies des personnes âgées en perte d'autonomie pour continuer à se tenir face au monde, alors que l'habitat choisi pour se sécuriser n'assure plus ce rôle. Ces processus sont appréhendés au travers d'une méthode longitudinale, consistant en un recueil de matériaux quantitatifs et qualitatifs sur trois années.

Spécialité: **X Sociologie**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse en cours, 2^e année.



FINANCEMENT

Thèse en Cifre, en partenariat avec Domitys.

Date de mise à jour : **septembre 2015**



CONTACT

• ant.gerard@outlook.fr
06 69 25 97 97

LES CLASSES POPULAIRES À L'ÉPREUVE DE LA RÉNOVATION URBAINE. UNE SOCIOLOGIE DU CHANGEMENT SOCIAL DANS LES CITÉS HLM

POST-DOCTORANT :

Pierre Gilbert

CNRS, Sage, université de Strasbourg – Centre Max-Weber (équipe Meps), Université Lyon 2

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Jean-Yves Authier

Résumé

À partir d'une monographie dans le grand ensemble des Minguettes, à Vénissieux, cette recherche décrit les effets sociaux de la politique contemporaine de rénovation urbaine. Elle souligne d'abord que, sans bouleverser le caractère majoritairement populaire du peuplement du quartier, la transformation de l'habitat et les nombreuses mobilités résidentielles suscitées par les démolitions-reconstructions accentuent la hiérarchie de l'espace résidentiel local et la différenciation des trajectoires individuelles. Elle montre ensuite que, de manière différenciée selon le profil et la trajectoire des habitants, ces transformations affectent les modes de vie en vigueur localement: elles mettent à l'épreuve à la fois les équilibres domestiques, encourageant le repli sur la sphère privée, et les rapports au quartier, marqués par une plus grande réserve et une mise à distance du voisinage.

Spécialité: **X Sociologie**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 4 décembre 2014.



FINANCEMENT

Allocation de recherche ministérielle.



PUBLICATIONS

• Gilbert P., « Devenir propriétaire en cité Hlm. Petites promotions résidentielles et évolution des styles de vie dans un quartier populaire en rénovation », *Politix* n° 101, 2013, pp. 79-104.

• Gilbert P., « Des logiques structurelles aux mobilités individuelles. L'effet de la rénovation sur les trajectoires », in Deboulet A. et Lelévrier C. (dir.), *Rénovation urbaine en Europe. Pratiques et effets*, Presses universitaires de Rennes, 2014.



CONTACT

• pierre.gilb@gmail.com
06 88 26 04 56

LES TRAITEMENTS SOCIAUX DE LA VIEILLESSE À LYON, 1945-1980**DOCTORANTE :****Martha Gilson**

Larhra, Université Lyon 3

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Isabelle von Bueltzingsloewen

Résumé

À travers une monographie autour de la ville de Lyon, cette recherche a pour but de déchiffrer la construction d'une politique sociale locale envers une population particulière : celle des personnes âgées. La vieillesse est, au début du xx^e siècle, sortie de la sphère familiale pour entrer dans la sphère publique, qui l'a prise en charge. Cette prise en charge collective a permis aux personnes d'acquérir progressivement une certaine autonomie financière, sans pour autant régler la question de la vulnérabilité. En effet, la vulnérabilité du grand âge n'est pas seulement économique, elle est aussi physique et mentale – la question de la dépendance – et sociale – la question de l'isolement.

Ce sont les évolutions du traitement social de la vieillesse, tant par les pouvoirs publics que par les institutions privées, qui nous intéressent ici. Le xx^e siècle voit une radicale redéfinition des réponses publiques aux questions de vulnérabilité sociale, avec une disparition progressive de l'approche répressive au profit de l'assistance. L'aide aux vieillards sans ressources devient une obligation avec la loi de 1905, puis les allocations se multiplient à partir des années 1940, associant aide financière et matérielle, avec le développement des centres de réconfort, des foyers... Parallèlement, les organismes privés mettent en œuvre et coordonnent, sur le terrain, des politiques publiques, et sont largement financés pour cela. Il s'agit donc également d'étudier les relations qu'entretiennent ces différents acteurs et leurs rôles dans la prise en charge des personnes âgées. Cette prise en charge suppose enfin une définition préalable de « l'indigent » à secourir, du « pauvre », ici caractérisé en premier lieu par son âge, en second lieu par ses trop faibles ressources pour subvenir à ses besoins. Cette définition, mouvante et problématique, mérite toute notre attention au cours de notre réflexion.

Spécialité: **X Histoire sociale****●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT**Thèse en cours, 5^e année.**PUBLICATIONS**

• « Le Pacte de Lyon, 1942-1980: entre gestion et médiation de la réhabilitation de l'habitat, la place d'une association », in Belmessous F., Bonneval L., Coudroy de Lille L., Ortar N. (dir.), *Logement et politique(s): un couple encore d'actualité?*, L'Harmattan, 2014.

• « Une approche des pratiques d'aide sociale à Lyon - demandes de logements à l'Institution municipale dans les années 1970 », université d'été de Ferney-Voltaire sur le thème des correspondances (à paraître).

**CONTACT**

• martha.gilson@gmail.com

**PRODUIRE LE LOGEMENT SOCIAL. MODALITÉS ET CONSÉQUENCES
DE LA MOBILISATION DES POUVOIRS PUBLICS LOCAUX ET DES ORGANISMES
HLM POUR RÉPONDRE À LA CRISE DU LOGEMENT**

DOCTORANT :

Matthieu Gimat

Géographie-Cités, équipe Cria, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Thèse dirigée par :

Sylvie Fol

Résumé

Les organismes Hlm agissent dans un contexte changeant: leur encadrement par les pouvoirs publics a évolué depuis la mise en œuvre de la décentralisation; ils sont soumis à des impératifs économiques qui entrent parfois en contradiction avec leur mission sociale; enfin, ils doivent répondre à l'urgence d'une crise du logement dont la forme varie selon les territoires.

En conséquence, la façon dont ils produisent de nouveaux logements sociaux a connu d'importantes mutations au cours de la dernière décennie. Celles-ci se manifestent notamment dans la façon dont ils conçoivent leur stratégie, dans les modes de faire auxquels ils ont recours ainsi que dans les types de produits qu'ils réalisent. Elles se traduisent par exemple par des collaborations avec les acteurs du marché immobilier libre ou encore par la mise en commun de compétences et de moyens.

L'objectif de la thèse est de caractériser ces mutations, notamment dans leur dimension spatiale, et d'évaluer leurs conséquences sur la conception et la mise en œuvre des politiques locales de l'habitat. Pour ce faire, la thèse s'appuie sur le traitement de données statistiques ainsi que sur une enquête réalisée auprès des acteurs locaux de l'habitat au sein de trois communautés d'agglomération françaises.

Spécialités: Urbanisme Aménagement Géographie

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse en cours, soutenance prévue en 2016.



CONTACT

• matthieu.gimat@univ-paris1.fr
06 81 20 45 05

EXPÉRIMENTATION SOCIALE ET POLITIQUES DE CHANGEMENT DES COMPORTEMENTS DANS LE DOMAINE DE L'ÉNERGIE. LE CAS DES SMART COMMUNITIES AU JAPON

DOCTORANT :

Benoît Granier

Institut d'Asie orientale UMR 5062, École normale supérieure de Lyon

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Yveline Lecler

Résumé

La consommation d'énergie domestique s'est imposée comme un enjeu de premier ordre dans l'optique de la transition énergétique et de la lutte contre le changement climatique. Il s'agit à la fois de réduire cette consommation et d'améliorer l'efficacité énergétique, grâce aux progrès techniques et à la promotion de comportements pro-environnementaux. L'introduction de nouvelles technologies, associées aux réseaux électriques « intelligents » notamment, comme les compteurs communicants, les appareils « intelligents » et la tarification dynamique, est un élément central de cette démarche. Néanmoins, de nombreuses études ont mis en évidence un décalage entre les pratiques réelles des habitants et les pratiques attendues par les ingénieurs, si bien que les économies d'énergie sont souvent plus faibles que celles escomptées, voire inexistantes.

Dans ce contexte, les États mettent désormais en œuvre des expérimentations, impliquant des entreprises privées, des chercheurs et des habitants, afin de mieux comprendre la réaction et les pratiques des habitants suite à l'introduction de ces technologies. L'objet de ma thèse est d'analyser la stratégie en la matière de l'État japonais, à travers plus précisément l'étude de quatre projets intitulés « Smart Communities », dans lesquels des réseaux électriques « intelligents » sont mis en place et les comportements des habitants étudiés.

Spécialité: **X Sciences politiques**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

3^e année (début de la phase de rédaction).



FINANCEMENT

Contrat doctoral Idex (Université de Lyon).



PUBLICATIONS

• Granier B., « Quelle participation citoyenne dans les smart cities ? Quelques perspectives à partir des smart communities japonaises », Colloque international Digital Polis, Paris, 29-31 janvier 2015. [Chapitre d'un ouvrage en cours de publication].

• Granier B., 2014, « La participation des habitants comme préalable au changement de leurs comportements. Réflexions à partir du cas des smart communities japonaises », Colloque international La participation habitante dans la mise en durabilité urbaine : discours, effets, expérimentations et mises à l'épreuve », 27-28 novembre, Bordeaux. [Chapitre d'un ouvrage en cours de publication].



CONTACT

• benoit.granier@ens-lyon.fr

**QUI SE RESSEMBLE NE S'ASSEMBLE PAS TOUJOURS : ESSAIS SUR LES EFFETS
SOCIO-ÉCONOMIQUES DE LA DIVERSITÉ LOCALE****Docteure :****Camille Hémet**

Institut d'économie de Barcelone, Université de Barcelone

Ancienne doctorante du département d'économie de Sciences Po

Thèse dirigée par :

Yann Algan

Résumé

La diversité reflète le fait que les membres d'une communauté diffèrent selon certaines caractéristiques, liées à l'origine ethnique, au statut socio-économique ou à la culture. Cette thèse évalue l'impact social et économique de la diversité locale. Elle montre comment la diversité d'un quartier y influence les conditions de vie et les perspectives d'emploi de ses habitants. L'utilisation de données très fines et de stratégies d'identification innovantes permettent de montrer que la diversité des origines a un effet négatif sur les conditions de logement, du fait d'actes de vandalisme liés à un manque de pression des pairs et du fait de l'échec de l'action collective qui permettrait une gestion efficace de la propriété. Les quartiers plus divers sont aussi marqués par de plus grandes difficultés en termes d'emploi, davantage liées à la dimension culturelle de la diversité. En revanche, les problèmes de sécurité publique ne s'expliquent pas par la diversité, mais plutôt par le chômage.

Spécialité : **X Economie****ÉTAT D'AVANCEMENT**

Thèse soutenue le 20 novembre 2013.

**FINANCEMENT**

Thèse financée par un contrat doctoral d'octobre 2009 à septembre 2012, puis par un contrat de recherche de 4^e année de l'Amse (Aix-Marseille School of Economics) d'octobre 2012 à septembre 2013.

**PUBLICATIONS**

- Hémet C., « Diversity and well-being: local effects and causal approaches. », Chapitre 2 de *Social Cohesion and Immigration in Europe and North America: Mechanisms, Conditions, and Causality*, éd. Routledge, janvier 2015.
- Hémet C., « The Social Effects of Ethnic Diversity at the Local Level: A Natural Experiment with Exogenous Residential Allocation », avec Yann Algan (Sciences Po) et David Laitin (Stanford), à paraître en 2015 dans le *Journal of Political Economy*.

**CONTACT**

- camille.hemet@gmail.com

LA PATRIMONIALISATION COMME STRATÉGIE POUR UN BAILLEUR SOCIAL**DOCTORANTE :****Aurélie Hervouet**

Adess, Université Bordeaux Montaigne

**THÈSE DIRIGÉE PAR :**

Maurice Goze et Agnès Berland-Berthon

Résumé

Cette thèse propose d'analyser en quoi la patrimonialisation constitue un dispositif stratégique permettant de réinterpréter les légitimités sociales et urbaines historiques du logement social et du bailleur social, de les faire reconnaître collectivement et, ainsi, de les renouveler, particulièrement sur la scène urbaine locale. Le développement d'une lecture patrimoniale a été initié dans le cadre d'un partenariat acteur-chercheur avec Aquitanis (office public de l'habitat de Bordeaux Métropole), s'appuyant sur dix cas. Ce processus de (re)qualification tend vers une approche renouvelée du patrimoine de ce bailleur social associant valeurs sociales, urbaines et culturelles. L'hypothèse est ici faite que la patrimonialisation représente un possible levier pour le renouvellement du projet et de la culture de l'entreprise, un révélateur de la diversité de ses compétences et un nouvel outil pour concevoir le rôle social et urbain du logement social d'aujourd'hui et de demain.

Spécialité: **X Urbanisme****ÉTAT D'AVANCEMENT**

Soutenance prévue en juillet 2015.

**FINANCEMENT**

Cifre avec Aquitanis.

**PUBLICATIONS**

- Hervouet A., « La patrimonialisation : une stratégie pertinente pour un bailleur social ? », in Bernier L.,

Dormaels M. et Le Fur Y., *La patrimonialisation de l'urbain*, Presses universitaires du Québec, 2012, pp. 129-151.

- Hervouet A., « Patrimoine et habitat social », in Khaznadar C. (dir.), *Le patrimoine, oui, mais quel patrimoine ?*, Actes Sud, coll. Babel - Internationale de l'imaginaire, 2012, pp. 359-374.

**CONTACT**

- hervouetaurelie@yahoo.fr
- 06 81 66 42 83

LES TERRITOIRES DU QUOTIDIEN. MOBILITÉ ET URBANITÉ DANS LES LOTISSEMENTS GÉANTS DE LA PÉRIPHÉRIE DE MEXICO

DOCTORANTE :

Céline Jacquin

Lab'Urba, Université Paris Est, Centre d'études mexicaines et centre-américaines

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Jérôme Monnet et Emilio Duhau

Résumé

Cette recherche traite des problématiques quotidiennes des habitants de la lointaine périphérie discontinue: les récents lotissements d'intérêt social de Mexico. Comme résultat d'une politique de production massive de logements, alors qu'aucune réflexion sur la planification urbaine n'est menée, près de 750 000 logements ont été construits en dix ans au gré des terrains ruraux disponibles en retrait de l'agglomération. Ces espaces résidentiels alignent de très petits logements, bien que destinés à des familles d'en moyenne 4,5 personnes, paupérisées et dont la mobilité est, par ailleurs, limitée par le manque de transport et son coût élevé.

Une observation de nature qualitative (observation participante de longue durée, enquête et entretiens compréhensifs) a mis en lumière les difficultés et les modes d'adaptation de ces populations à leur espace au quotidien, à différentes échelles. On observe aussi les évolutions au sein du couple et de la famille, l'investissement des femmes dans le développement local.

L'enjeu d'une telle étude est crucial au Mexique, où cette politique est pérennisée mais également diffusée en Amérique latine. Plus généralement, il s'agit de documenter les problèmes et les dynamiques sociales à l'œuvre dans les périphéries des grandes métropoles, encore mal connues.

Spécialités: **X Géographie urbaine** **X Sociologie** **X Urbanisme**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse en cours de finalisation.

PUBLICATIONS

• Capron G., Jacquin C. « De la gated-community au lotissement géant mexicain, une version bon marché de la fermeture résidentielle », *Cahiers des Amériques latines* n° 59, 2010.

• Duhau E. et Jacquin C., « Les ensembles de logements géants de Mexico. Nouvelles formes de l'habitat social, cadres de vie et reformulations par les habitants », *Autrepart* n° 47, 2008, pp. 169-185.

CONTACT

• celija@gmail.com

MOBILITÉ DANS LE SYSTÈME D'HÉBERGEMENT ET RECOURS AUX SOINS DES FAMILLES SANS LOGEMENT EN ÎLE-DE-FRANCE. DÉMÉNAGER OU SE SOIGNER ?

DOCTORANTE :

Candy Jangal

Lavue, Mosaïque, Université Paris Ouest Nanterre-La Défense, en collaboration avec l'Observatoire du Samu social de Paris



THÈSE DIRIGÉE PAR :

Gérard Salem, en collaboration avec Stéphanie Vandentorren (Observatoire du Samu social de Paris)

Résumé

Cette thèse participe au projet pluridisciplinaire Enfams (Enfants et familles sans logement) de l'Observatoire du Samu social de Paris, première enquête française spécifiquement consacrée aux familles sans logement. Principalement monoparentales, celles-ci comptent des enfants en très bas âge. Par ailleurs, les acteurs de terrain dénoncent une situation dont souffrent une partie d'entre elles : la mobilité dans le système d'hébergement, qui constitue le principal sujet de recherche de cette thèse.

En effet, la mobilité dans le système d'hébergement engendre une forme de précarité que je qualifierai de « spatiale ». Parce qu'elles sont hébergées temporairement, les familles sont de fait en précarité par rapport au logement, mais également par rapport à la localisation de leur hébergement. La précarité spatiale est cette incertitude spatio-temporelle de tous les instants concernant le « où » (la localisation) et le « combien de temps » de l'hébergement.

J'interroge ainsi l'impact de la « précarité spatiale », générée par la mobilité, sur le recours aux soins des enfants (0-5 ans). Le nombre d'enfants concernés par l'absence de logement justifie l'intérêt porté à cette population.

Je fais l'hypothèse que la mobilité est un obstacle à la mise en place du recours aux soins de l'enfant. Elle empêcherait les parents de se constituer les points de repère et d'ancrage nécessaires à l'élaboration d'un parcours dans le système de prise en charge sanitaire ou social.

Spécialités : **X Géographie de la santé** **X Géographie sociale et urbaine**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse en cours, 3^e année.

Soutenance prévue pour décembre 2016.



PUBLICATION

• Jangal C., « Inégalités territoriales de santé en Île-de-France : accès, accessibilité et maintien



CONTACT

• c.jangal@samusocial-75.fr
06 70 18 51 98 ou 01 43 71 15 31

LA CONFÉDÉRATION NATIONALE DU LOGEMENT. LA PARTICIPATION DES HABITANTS DANS LA VILLE (1945-1985) ?



DOCTORANT :

Sébastien Jolis

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Laboratoire Centre d'histoire sociale du xx^e siècle

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Annie Fourcaut

Résumé

Après un mémoire consacré à l'étude de la Confédération nationale du logement (CNL) à travers sa presse de 1944 à 1973, cette thèse a permis d'élargir l'horizon de la recherche à de nouvelles thématiques : l'influence de l'organisation auprès des bailleurs, des pouvoirs publics ou des grandes structures de logement social ; son insertion dans les processus de participation croissante des habitants à la gestion de la ville, dans les réseaux associatifs, syndicaux et militants du logement ; son implantation sur les territoires. Elle devrait également porter sur une période plus longue, de la Libération au milieu des années 1980, pour prendre en compte les évolutions de la France urbaine dans les années 1980 et les logiques de renouvellement de l'association dans cette même période. Dès lors, à partir de l'objet que constitue la CNL, trois axes ont nourri ce travail de thèse : la place et le fonctionnement d'une association sur la moyenne durée, la construction des dispositifs participatifs dans l'habitat et l'évolution de la structuration sociopolitique du monde communiste.

Spécialités : **X Histoire contemporaine** **X Histoire urbaine**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse en fin d'écriture.



FINANCEMENT

Thèse financée par un contrat doctoral de l'Université Paris 1, puis un contrat d'ATER.



PUBLICATIONS

• Jolis S., « La Confédération nationale du logement ou l'autonomisation impossible ? », in Bellanger E. et Mischi J. (dir.), *Les Territoires du communisme*, Armand Colin, 2013.

- « Du logement au cadre de vie. Mobilisations associatives et vie sociale dans les grands ensembles (1969-1973). Hypothèses 2012 » travaux de l'École doctorale d'histoire de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Publications de la Sorbonne/École des Chartes, 2013.
- *Naissance et ancrage d'un modèle participatif dans l'habitat: les locataires élus dans les Hlm (1947-1963)*, Actes du colloque « Démocratie et participation », 18 octobre 2011, publication en ligne.



CONTACT

• sebastienjolis@hotmail.fr
06 27 01 03 99

**LE LOGEMENT LOCATIF PUBLIC CONSTRUIT PAR LES PROMOTEURS PRIVÉS :
UNE TRANSFORMATION DES FORMES ARCHITECTURALES ET SOCIALES ?
LA PRODUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX EN VÉFA (VENTE EN L'ÉTAT FUTUR
D'ACHÈVEMENT) EN ÎLE-DE-FRANCE DEPUIS 2002**

DOCTORANTE :

Anne-Laure Jourdheuil

UMR 7218 Lavue – CRH, Université Paris Ouest Nanterre-La Défense

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Véronique Biau et Yankel Fijalkow

Résumé

L'idée d'une importante séparation entre le monde des Hlm et celui des promoteurs privés dominant l'histoire française du logement est aujourd'hui bousculée : de nouveaux modes de production du logement social apparaissent, comme la construction par des promoteurs privés au sein d'opérations de logements privés, parfois à l'échelle de quartiers entiers, d'un contingent de logements destinés à être vendus aux bailleurs sociaux en Véfa. Ce nouveau mode de production peut-il être perçu comme un observatoire du changement de paradigme de la production de la ville, induisant à la fois des reconfigurations dans les stratégies des acteurs, des reconfigurations architecturales et des reconfigurations sociales ?

Spécialité : **X Architecture**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse en cours, 2^e année.

 FINANCEMENT

Thèse financée par un contrat doctoral de l'Université Paris Ouest Nanterre-La Défense.

Date de mise à jour : **septembre 2015**

 CONTACT

• annelaure.jourdheuil@gmail.com
06 20 96 55 05

QUAND LE GRAND ENSEMBLE DEVIENT PATRIMOINE. RÉFLEXION SUR LE DEVENIR D'UN HÉRITAGE DU LOGEMENT SOCIAL ET LA FABRICATION DU PATRIMOINE À PARTIR DE CAS EXEMPLAIRES EN RÉGION STÉPHANOISE

Docteur :

Rachid Kaddour

Isthme (Laboratoire Image, société, territoire, homme, mémoire, environnement),
Université Jean-Monnet, Saint-Étienne



Thèse dirigée par :

Georges Gay

Résumé

Cette thèse s'intéresse au devenir des grands ensembles (GE), en se penchant sur les attendus et attentes de leur gestion par les organismes d'Hlm. La réflexion porte sur les GE du sud-est de Saint-Étienne, exemplaires et contrastés : Beaulieu est occupé depuis l'origine par une population mixte et est labellisé « Patrimoine du xx^e siècle » ; Montchovet, réorienté dans les années 1980 vers une fonction d'accueil de familles en difficulté, est aujourd'hui en démolition quasi-totale.

L'apparente contradiction de ces deux devenirs est décryptée en utilisant la notion de patrimoine, dans ses sens immobilier et culturel. Qu'est-ce que les opérations de valorisation de patrimoine(s) menées dans ces GE disent de leur devenir ?

Une démarche globale portée par les organismes est explicitée : des groupes Hlm anciens, emblèmes d'une certaine idée initiale de l'habitat social pour tous (et non pour les seuls démunis), sont consolidés et imposés comme modèles pour la réhabilitation, aux sens matériel et juridique, des GE paupérisés. En somme, c'est un retour aux sources qui est tenté.

Prix spécial décerné par le jury du prix 2014 de thèse sur l'habitat social organisé par l'Union sociale pour l'habitat, le Groupe Caisse des Dépôts et l'Institut CDC pour la recherche, remis lors du Congrès Hlm de Lyon le 24 septembre 2014.

Spécialités : **X Géographie** **X Aménagement du territoire** **X Urbanisme**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 13 mai 2013.



FINANCEMENT

Convention Cifre en partenariat avec les associations d'organismes d'Hlm de Rhône-Alpes (Arra Hlm) et de la Loire (Amos42), avec les soutiens de la DDE de la Loire et de Saint-Étienne Métropole.



PUBLICATIONS

- Juan A. et Kaddour R., 2014 (à paraître), « Histoire d'un immeuble démolit dans un grand ensemble rénové : la tour Plein-ciel (Saint-Étienne), représentations en trois actes », in Jurado P. et Callens A.-C. (dir.), *Art, architecture, paysage à l'ère postindustrielle*, Puse, Saint-Étienne.
- Kaddour R., 2014 (à paraître), « L'imaginaire démolisseur observé dans les récits institutionnels : l'exemple de la rénovation urbaine à Saint-Étienne (1995-2011) », in Fijalkow Y. (dir.), *Racontez-moi la ville : récits des espaces urbains de l'usage à l'action* (titre provisoire), Presses universitaires de Rennes.



CONTACT

- rachidkaddour@yahoo.fr

SORTIR DE L'HÉBERGEMENT D'INSERTION VERS UN LOGEMENT SOCIAL EN ÎLE-DE-FRANCE. DES TRAJECTOIRES DE RELOGEMENT, ENTRE ÉMANCIPATION ET CONTRAINTES

Docteur.e :

Marie Lanzaro

Lab'Urba, Institut d'urbanisme de Paris, Université Paris Est Créteil

Thèse dirigée par :

Jean-Claude Driant

Résumé

Dès les années 1990, et avec encore plus d'acuité à la fin des années 2000, les limites du système de l'hébergement semblent atteintes. Ce système ne parvient pas à amortir l'ensemble des demandes et à « faire sortir » les personnes prises en charge qui « relèveraient d'un logement ordinaire ». Dans cette recherche, nous avons pris le parti d'interroger les trajectoires d'hébergement qui aboutissent à l'attribution d'un logement pérenne dans le parc social francilien.

Se décentrer des politiques mises en œuvre pour saisir les trajectoires qui mènent à l'hébergement, s'y déroulent et aboutissent à un relogement dans le parc social nous est apparu heuristiquement fécond pour questionner les difficultés de logement et le rôle de l'aide sociale à l'hébergement dans le traitement de celles-ci. L'enjeu est de comprendre ce qui se joue durant l'hébergement en faveur de la sortie du dispositif et de l'accès au parc social. Et aussi quel est le rôle de l'hébergement dans le sens pris par ces trajectoires et dans les choix opérés. Deux sous-questions guident dès lors notre recherche : d'une part, comment se rencontrent des trajectoires individuelles marquées par la précarité et le dispositif d'hébergement et, d'autre part, comment ils interagissent pour aboutir à une sortie vers un logement social ?

Spécialité : **X Urbanisme**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Soutenue le 4 avril 2014.

FINANCEMENT

Contrat doctoral avec mission d'enseignement et contrat d'Ater.

PUBLICATIONS

• Lanzaro M., « Enquête sur le relogement des personnes anciennement hébergées en Île-de-France », in *Se loger*, Repères Drihl, septembre 2011, 150 pages.

• Lanzaro M., « L'hébergement institutionnel au regard d'un public inattendu : les travailleurs », *Dossiers d'études Cnaf* n° 124, 2010.

CONTACT

• marie.lanzaro@hotmail.fr
06 84 15 94 68

LES MOBILITÉS URBAINES : QUELLES INTERACTIONS ENTRE DÉPLACEMENTS DURABLES ET VILLE COMPACTE ?

Docteur :

Rémy Le Boennec

Laboratoire d'économie et de management de Nantes-Atlantique (EA 4272),
Université de Nantes (membre associé)

Thèse dirigée par :

Marc Baudry (Université de Paris Ouest Nanterre-La Défense)
et Dorothee BreCARD (Université du Sud-Toulon Var)

Résumé

Cette thèse s'intéresse aux déplacements domicile-travail des ménages en milieu urbain. Nous commençons par rappeler les mécanismes théoriques fondant les choix respectifs de localisation des ménages (pour leur résidence) et des entreprises (pour leur activité productive) dans une ville constituée d'un ou plusieurs centres (chapitre 1).

Nous adaptons ensuite un modèle théorique d'économie urbaine en y intégrant des effets environnementaux (chapitre 2). La pollution par les déplacements automobiles est corrigée localement, à l'échelle d'une agglomération, par la mise en place d'un péage urbain. Ce dispositif environnemental atteint son objectif de limitation des émissions polluantes tout en jugulant l'étalement urbain par l'incitation à la formation d'une ville plus compacte. Sous certaines conditions, l'activité productive des firmes n'est pas pénalisée par le péage.

Les chapitres 3 et 4 sont appliqués. Dans le chapitre 3, une étude hédonique met en avant les effets des plans de déplacements urbains (PDU) sur les prix de l'immobilier résidentiel. L'accès aux transports collectifs urbains joue un rôle positif sur le prix des appartements à Nantes Métropole, de façon contrastée toutefois selon la situation géographique du bien.

Dans le dernier chapitre, nous estimons le prix des maisons échangées. Un choc sur le prix du carburant entraînerait pour les ménages le choix de localisations résidentielles plus centrales, toujours au bénéfice de la ville compacte.

Spécialité: **X Économie**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 9 octobre 2013 à l'Université de Nantes.



FINANCEMENT

Cette thèse a été financée par une bourse Atlanthèse du département de Loire-Atlantique.



PUBLICATIONS

• Le Boennec R., externalités de pollution versus économies d'agglomération: le péage urbain, un instrument environnemental adapté? », *Revue d'économie régionale et urbaine* n° 1, 2014, pp.3-31.

• Brécard D., Fritsch B., Le Boennec R., « Plans de déplacements urbains et capitalisation immobilière: le cas des appartements de l'agglomération nantaise », document de travail du Lemna, version 1, 28 janvier 2013, disponible sur <http://halshs.archives-ouvertes.fr/hal-00781966/>



CONTACT

• Département de Loire-Atlantique
Service Habitat
remy.leboennec@loire-atantique.fr
02 40 99 89 86

LES POLITIQUES DE L'HABITAT À L'ÉPREUVE DE LA FRAGMENTATION MÉTROPOLITAINE : LE CAS DE L'ÎLE-DE-FRANCE

Docteure :

Maud Le Hervet

Lab'Urba, Université de Paris Est

Thèse dirigée par :

Jean-Claude Driant

Cette recherche vise à démontrer, à partir d'éléments qualitatifs et quantitatifs, qu'il est éclairant, en Île-de-France, de parler de fragmentation métropolitaine en matière d'habitat. D'un côté la fragmentation est d'ordre socio-spatial car le marché du logement engendre d'importantes disparités sociales entre les différentes composantes de la métropole. De l'autre la fragmentation est gestionnaire, alors que la mise en œuvre des politiques de l'habitat dans la métropole souffre d'un manque de pilotage. À partir d'une étude comparative de quatre politiques infra-métropolitaines (à Paris, Plaine-Commune, dans les Hauts-de-Seine et à Mantes-en-Yvelines), la recherche s'efforce de construire une grille d'analyse pour comprendre comment la fragmentation politique vient s'opposer à la régulation de l'offre de logements socialement accessibles par l'action publique et à la résorption des disparités socio-spatiales en matière d'habitat.

Spécialité : **X Urbanisme**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 6 décembre 2014.



FINANCEMENT

Thèse financée par une bourse accordée par le Conseil régional d'Île-de-France.



PUBLICATIONS

- Le Hervet M., « Bien loger à Paris : les politiques de l'habitat à l'épreuve de la fragmentation métropolitaine », in Cary P., Carrel M., Wachsberger J.-M. (dir.), *Métropole, ségrégation, fragmentation*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2013.
- Le Hervet M., « Le logement en Île-de-France : une politique fragmentée », *Métropolitiques*, février 2012. URL : <http://www.metropolitiques.eu/Le-logement-en-Ile-de-France-une.html>



CONTACT

- maudhervet@yahoo.fr

ETHNOGRAPHIE DE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE : AU-DELÀ DE L'ACTION PUBLIQUE, DES MISES À L'ÉPREUVE DE L'HABITER

Docteure :

Johanna Lees

Centre Norbert-Elias (EHESS Marseille)

Thèse dirigée par :

Suzanne de Cheveigné et Florence Bouillon

Résumé

À l'intersection des secteurs du logement, du social et de l'environnement, la « précarité énergétique » est un problème public inscrit depuis quelques années à l'agenda politique en France. Au début de ce travail, si le terme de « précarité énergétique » avait essaimé dans divers champs – action publique, recherche-action, monde associatif – les situations réelles auxquelles cette notion fait référence demeuraient largement méconnues. L'objectif de cette thèse a dès lors été de requalifier la notion de précarité énergétique à partir des expériences des personnes concernées et, partant, d'analyser les ressorts de l'action publique dans le domaine.

La thèse est organisée en trois parties. Une première est une analyse de l'émergence du problème public dans le contexte contemporain, en France et en Grande-Bretagne, fondée principalement sur une étude de la littérature et d'entretiens d'acteurs locaux. Une seconde partie s'appuie sur l'enquête ethnographique et vise à comprendre ce que signifie « habiter » en situation de précarité énergétique et, plus encore, « être habité » par la précarité énergétique du point de vue des familles concernées. Enfin, une troisième partie, toujours basée sur le travail ethnographique, aborde les relations des enquêtés avec les fournisseurs d'énergie, les syndicats de copropriétés, les propriétaires bailleurs, mais aussi avec l'État, en tant que bénéficiaires des dispositifs d'action publique en matière de lutte contre la précarité énergétique. Elle vise ainsi à établir une anthropologie des rapports entretenus par les milieux de la grande pauvreté à l'État, rapports qui seront décrits et analysés « par le bas ».

Spécialités : **X Sociologie** **X Anthropologie**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue en 2014.

PUBLICATION

• Lees J., « Les copropriétés dégradées de l'après-guerre à Marseille : un nouvel habitat social de fait », *Espaces et société*, janvier 2014, pp. 156-167.



CONTACT

• leesjohanna@gmail.com

LES POLITIQUES DU LOGEMENT DANS L'OUEST GUYANAIS : LA PRODUCTION DES FRONTIÈRES NATIONALES, ETHNICO-RACIALES ET URBAINES

DOCTORANTE :

Clémence Léobal

Université Paris-Descartes

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Anne Gotman, Cerlis, Université Paris-Descartes

Benoît de L'Estoile, Iris, Ehess

Résumé

À la suite d'un exode rural massif et d'une guerre civile, les marrons – descendants d'esclaves ayant fui les plantations du Surinam – forment aujourd'hui une grande part de la population de Saint-Laurent-du-Maroni, ville située à la frontière franco-surinamaise. En Guyane, des lois françaises sont appliquées à une situation migratoire latino-américaine : les politiques de rénovation urbaine ou encore d'accueil de réfugiés sont réappropriées par les acteurs locaux dans un contexte transfrontalier aux hiérarchies sociales propres. Dans le cadre de la rénovation et de la patrimonialisation du centre-ville de Saint-Laurent-du-Maroni, les quartiers marrons insalubres furent détruits et leurs habitants relogés en périphérie. La guerre civile surinamaise de 1986 provoqua l'afflux de 10 000 réfugiés, pour la plupart marrons, et la construction de camps de réfugiés à l'extérieur de la ville. Ces anciens camps sont aujourd'hui devenus des quartiers reliés à la ville. La forte croissance démographique se traduit par la poursuite des implantations non planifiées et par la mise en place d'une politique de logement caractérisée par l'urgence, axée autour du projet phare de la zone d'aménagement concertée de Saint-Maurice. La thèse porte sur les politiques de logement actuelles, à la fois en termes de construction de logements sociaux et de politique d'habitat désormais dit « spontané ».

Spécialités : **X Sociologie** **X Ethnographie**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse en cours, 3^e année.



PUBLICATIONS

• Léobal C., « Adapter le logement social à la "culture" des habitants en outre-mer. La résorption de l'habitat insalubre appliquée aux marrons de Saint-Laurent-du-Maroni (La Charbonnière, 1985) »,

in Belmessous F., Bonneval L., Coudroy de Lille L. et Ortar N. (dir.), *Logement et politique(s). Un couple encore d'actualité?*, éd. L'Harmattan, coll. Habitat et sociétés, 2014, pp. 179-198.

• Léobal C., 2013, *Saint-Laurent-du-Maroni : une porte sur le fleuve*, éd. Ibis Rouge, Matoury, 2013.



CONTACT

• clemence.leobal@parisdescartes.fr

MODES D'ACTION PUBLIQUE ET PROMOTION DES TECHNOLOGIES VERTES DANS L'AMÉNAGEMENT URBAIN : LES INITIATIVES D'ÉCO-COMMUNAUTÉS AU JAPON

DOCTORANT :

Nicolas Leprêtre

Institut d'Asie orientale UMR 5062, École normale supérieure (ENS) de Lyon

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Yveline Lecler

Résumé

Cette thèse porte sur les modes d'action publique environnementale promouvant l'introduction de réseaux électriques intelligents, à travers l'analyse de smart communities mises en place par le gouvernement japonais depuis 2010. Ces démonstrateurs incluent, entre autres, des énergies renouvelables, une gestion centralisée de l'électricité (Energy Management System) à l'échelle des maisons, des bâtiments et de la communauté, une tarification dynamique, des bornes de recharge pour véhicules électriques et des systèmes de transmission de l'énergie du véhicule à la maison.

À partir de quatre cas d'études (Yokohama, Kyoto, Toyota et Kitakyushu), l'objectif est d'analyser l'élaboration et la mise en œuvre de ce programme au niveau local en s'attachant à la construction d'un discours et d'un programme consensuel autour des réseaux intelligents, la reformulation des enjeux après l'accident de Fukushima, l'imprégnation des intérêts des compagnies électriques, la territorialisation des enjeux énergétiques et la gouvernance des projets caractérisée par une recomposition du secteur de l'énergie avec l'arrivée de nouveaux entrants. Le choix des technologies intégrées aux foyers et à la communauté est analysé à la lumière des stratégies locales et globales relatives aux normes internationales.

Spécialité: **X Sciences politiques**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse en cours, 3^e année.



FINANCEMENT

Contrat doctoral de l'ENS de Lyon.



CONTACT

• nicolas.lepretre@ens-lyon.fr

**LES SOCIABILITÉS AU SEIN DE L'HABITAT PARTICIPATIF,
PAR LE PRISME DES INTERACTIONS INTER-ACTEURS****DOCTORANT :****Jeoffrey Magnier**

Laboratoire Clerse, UMR 8019, Université de Lille 1

Thèse DIRIGÉE PAR :

Abdelhafid Hammouche

Résumé

Cette thèse s'appuie sur le constat de l'institutionnalisation du mouvement de l'habitat participatif et souhaite mettre en exergue les modifications relationnelles engendrées par cette mise en avant dans le débat public. Nous prenons, d'une part, le prisme du groupe d'habitants pour observer les sociabilités entre les habitants, les pratiques et les usages internes au groupe, et d'autre part, nous adoptons un point de vue plus global pour constater les modes d'interaction et les jeux de pouvoir qui se déroulent entre le groupe et les acteurs qui gravitent autour de lui (architecte, bailleur, mairie, association).

Pour cela, nous avons retenu deux groupes de la région Nord-Pas-de-Calais, l'un inauguré il y a 25 ans pour des propriétaires, l'autre encore en projet, lauréat du premier appel à projets d'habitat participatif de la Ville de Lille, destiné à du locatif social et de l'accession sociale. Ce terrain est complété par une mise en perspective avec le Danemark et la Suisse afin de mettre en parallèle les processus d'institutionnalisation des mouvements d'habitats alternatifs, qui sont aujourd'hui banalisés dans ces pays. Notre ambition ici est d'apporter un complément à notre analyse sur le cas français par la confrontation à d'autres modèles européens.

Spécialité: **X Sociologie urbaine****● ○ ○ ÉTAT D'AVANCEMENT**Thèse en cours, 2^e année, terrain en cours
(en Suisse et au Danemark notamment).**FINANCEMENT**Région Nord-Pas-de-Calais
(dispositif « Chercheurs-Citoyens »)
et Université de Lille 1**CONTACT**• jeoffrey.magnier@gmail.com
06 33 53 10 30

LA PRODUCTION DE SAVOIRS DANS LA RÉOLUTION DES PROBLÈMES COMPLEXES AU TRAVAIL : LE DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL DES CHARGÉS D'OPÉRATION D'UN ORGANISME HLM



DOCTORANT :

Vincent Marquant

Centre de recherche sur la formation (CRF) au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam)

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Denis Lemaître

Résumé

L'Oph93 achève actuellement 15 programmes de rénovation urbaine inscrits dans le cadre du Programme national de rénovation urbaine (PNRU). Si l'Office a développé des procédures et méthodes de travail pour mener à bien ces programmes sur un département atypique, sa direction de la maîtrise d'ouvrage a été confrontée à des difficultés de mise en œuvre des compétences opérationnelles liées à la nature complexe des projets.

Aujourd'hui, le nouveau PNRU (NPNRU) apporte 5 nouveaux programmes à l'Oph93. L'enjeu pour l'Office est de capitaliser ses expériences et connaissances pour perfectionner ses processus de maîtrise d'ouvrage. La recherche doctorale vient en appui de cet enjeu.

La fonction de chargé d'opération à l'Oph93 est au centre de cet enjeu. Ce professionnel construit son activité quotidienne à partir de références multiples (juridiques, financières, techniques, politiques, sociales, de management, etc.). Ce cadre multiréférentiel produirait des situations de coactivités sources de tensions et de « complexité ».

Dans ce cadre, la recherche doctorale a pour objet de rendre intelligibles les processus de production de savoirs et les dynamiques d'apprentissage générés par la résolution des « problèmes » dans l'activité quotidienne des chargés d'opération. Le point d'entrée de l'observation se fera par la manière dont les chargés d'opération positionnent, construisent et résolvent les « problèmes » qu'ils traitent. La recherche tentera de croiser différents niveaux de problèmes (du métier, de l'acteur, de l'institution et de l'environnement) pour rendre compte de l'univers multidimensionnel dans lequel les chargés d'opération évoluent.

Spécialités: **X Sciences de l'éducation** **X Formation des adultes**

● ○ ○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse en cours, 1^{re} année.
Construction de l'objet, terrain.

€ FINANCEMENT

Thèse en Cifre avec l'Office public de l'habitat 93.

CONTACT

• marquantv@gmail.com
06 68 41 75 49

DYNAMIQUES DE PEUPLEMENT DES QUARTIERS CENTRAUX DE MARSEILLE : IMAGINAIRE, MESURE ET LOGIQUES DE LA SÉGRÉGATION RÉSIDEN- TIELLE (1990-2015)

DOCTORANT :

David Mateos Escobar

Centre Max-Weber, UMR 5283, laboratoire Modes, espaces et processus de socialisation,
Université Lyon 2

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Jean-Yves Authier

Résumé

Aux nombreux mythes sur Marseille et ses habitants (ville cosmopolite, populaire, centre-ville pauvre et dégradé, fracture sociale nord-sud) est venue s'ajouter depuis quelques années l'image d'une ville qui se transforme en profondeur (movida culturelle, renouvellement urbain, attractivité résidentielle renouvelée, développement des fonctions métropolitaines et internationales). Entre inertie et mutations, Marseille et son peuplement semblent connaître des transformations pour le moins paradoxales. Or, à ce jour, aucune étude rigoureuse et systématique ne s'est attelée à rendre compte des impacts que près d'un quart de siècle de profondes transformations urbaines, a pu avoir sur le marquage social des lieux et sur la répartition des groupes sociaux dans la ville. Si les transformations à l'œuvre depuis vingt-cinq ans ne semblent pas avoir bouleversé les mythes sur Marseille, qu'en est-il réellement du peuplement ? Marseille est-elle de nos jours une ville cosmopolite et populaire dont le centre-ville serait le reflet tout autant que le lieu où se matérialise la fracture sociale entre nord et sud de la ville ?

Cette recherche interrogera les dynamiques de peuplement de la cité phocéenne et notamment des quartiers centraux, des années 1990 à nos jours. L'approche mise en œuvre articulera l'analyse sociologique des représentations de la ville et de ses habitants avec la mesure des configurations socio-spatiales et de leurs évolutions pour décrire la complexité du peuplement et de ses évolutions récentes, que l'on cherchera à expliquer par l'analyse des principales logiques à l'œuvre : individuelles (mobilité résidentielle) et structurelles (marché immobilier et action publique urbaine et de l'habitat).

Spécialités : Sociologie urbaine Géographie urbaine Urbanisme Sciences politiques

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse en cours, 2^e année.

€ FINANCEMENT

Contrat de recherche doctorale financé
par le Conacyt (Conseil national des sciences
et de la technologie), Mexique.

Date de mise à jour : **septembre 2015**

👤 CONTACT

• davescoabar@hotmail.com
ou david.me@universite-lyon.fr
06 12 17 43 12
<http://aliaz.com/david-mateosescobar>

L'USAGE DES POLITIQUES FONCIÈRES COMME OUTIL DE CONTRÔLE DU DÉVELOPPEMENT DE LOGEMENTS NEUFS

Docteur :

Romain Maurice

Université Grenoble-Alpes, laboratoire Pacte



Thèse dirigée par :

Gilles Novarina

Résumé

Comment les politiques foncières influent-elles sur les pratiques des acteurs impliqués dans la construction de logements neufs dans l'agglomération lyonnaise ? Comment contribuent-elles à réorganiser les coûts induits par les dynamiques de promotion de logements ?

Pour répondre à ces questions, la première partie de ce travail analyse la structuration des dynamiques de promotion immobilière à partir de l'identification des stratégies, des intérêts et des actions d'un acteur pivot, le promoteur de logements (qui peut être un promoteur immobilier, un bailleur social ou un particulier). La seconde partie du travail explore l'impact des politiques foncières sur les acteurs de marché étudiés en première partie. Le terme « politiques foncières » est entendu au sens large, en y incluant aussi bien l'action foncière, le droit des sols que la fiscalité foncière.

Nous montrons dans ce travail que si les collectivités locales ont de forts moyens d'action, le mode actuel de régulation des dynamiques de promotion de logements repose sur le dynamisme des marchés immobiliers, donc sur des prix immobiliers élevés. Ceci a pour conséquence de produire une ville de qualité, mais oblige aussi à multiplier les dispositifs d'aides à l'accès au logement. Ceux-ci bénéficient à de nombreux ménages, mais n'empêchent pas que nombre d'entre eux se retrouvent « en marge » de la ville, en l'occurrence en périphérie plus ou moins lointaine.

Spécialité : **X Urbanisme**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 11 décembre 2014 et disponible sur le serveur TEL (thèses en ligne).



FINANCEMENT

Convention Cifre avec le Grand Lyon.



PUBLICATIONS

• Maurice R., « Catégorisation des promoteurs immobiliers autour de la mobilisation de leurs

ressources financières », intervention au réseau Jeunes Chercheurs du Rehal (réseau habitat logement), in Belmessous F., Bonneval L., Coudroy de Lille L., Ortar N., *Logement et politique(s), un couple encore d'actualité ?*, L'Harmattan, 2014.

• Maurice R., « La règle de droit, une ressource au service des acteurs du développement urbain », 2013, *Geocarrefour*, vol. 88/3, pp. 195-206.



CONTACT

• mauriceromain@ymail.com
06 28 25 59 84

**PRODUCTION DE BÂTI ET GESTION DES POPULATIONS :
LE RÔLE DE L'ISTITUTO NAZIONALE DELLE ASSICURAZIONI
DANS LE RENOUVELLEMENT URBAIN DE ROME (1922-1945)**

Docteur :

Fabien Mazenod

EVS UMR 5600-CRGA, Université Jean-Moulin Lyon 3

Thèse dirigée par :

Bernard Gauthiez

Résumé

Pendant le fascisme (1922-1945), la commune de Rome a connu de vastes transformations urbaines : rapide expansion des périphéries, rénovation du centre historique, destruction de bidonvilles. Ces transformations sont moins le fruit de l'idéologie mussolinienne de la ville et de la société que des conditions économiques de production. C'est ce que cette thèse veut montrer en prenant l'exemple de l'Istituto Nazionale delle Assicurazioni (INA), un des principaux protagonistes privés de la transformation de Rome. L'INA a permis la réalisation de vastes rénovations dans le centre-ville, la construction de milliers de logements pour les classes moyennes et a participé à la tertiarisation du centre-ville et à l'homogénéisation sociale de certains quartiers. En s'appuyant sur les archives de l'entreprise et des pouvoirs publics, cette thèse veut montrer comment les transformations urbaines ont été réalisées grâce à des investissements privés dans un contexte politique autoritaire.

Spécialités : **X Géographie** **X Aménagement du territoire**

● ● ● **ÉTAT D'AVANCEMENT**

Thèse soutenue le 29 septembre 2014.



FINANCEMENT

Contrat doctoral de l'Université Lyon 3 avec bourses de l'École française de Rome et de la région Rhône-Alpes.



PUBLICATIONS

• « Le case convenzionate del Governatorato di Roma (1929-1943). Un alloggio per gli sfrattati del centro storico ? », *Storia Urbana* n° 142, a.XXXVI, 2014.

• « Rénovation urbaine de la Rome fasciste, gouvernance et enjeux patrimoniaux », *Revue d'économie régionale et urbaine*, n° 5, 2014.



CONTACT

• fabien.mazenod@gmail.com
06 47 60 22 80

LE 1 % LOGEMENT : LA PARTICIPATION D'UNE INSTITUTION PARITAIRE À LA PRODUCTION DE L'ACTION PUBLIQUE. GENÈSE, PERTE DE LÉGITIMITÉ ET REPRISE EN MAIN PAR L'ÉTAT

DOCTEUR :

Jules-Mathieu Meunier

Lab'Urba, Université Paris Est Créteil

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Jean-Claude Driant

Résumé

En transférant aux pouvoirs publics la capacité de décider l'emploi de la participation des employeurs à l'effort de construction (PEEC), la loi du 25 mars 2009 a transformé en profondeur l'organisation du 1 % Logement. L'objet de cette recherche est de mettre en lumière les facteurs à l'origine d'une telle inflexion. L'analyse montre que les mécanismes à l'origine de la transformation du 1 % Logement alimentent deux dynamiques qui influent historiquement sur la forme de cette institution : la dégradation de la légitimité du 1 % Logement – conséquence d'une série de dysfonctionnements dans la gestion des fonds – et l'émergence au sein de l'État d'une volonté de reprendre en main le dispositif, effet indirect du tournant opéré pendant les années 1980 dans la conduite de l'action publique. Dans un contexte marqué par la crise du syndicalisme et le renforcement de la contrainte budgétaire, la permanence de ces deux processus interroge aujourd'hui la capacité du 1 % Logement à conserver un espace d'intervention dans la politique du logement.

Spécialités : **X Sociologie politique** **X Urbanisme et aménagement**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 26 novembre 2013.



FINANCEMENT

Allocation de recherche du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.



PUBLICATIONS

• Meunier J.-M., « La transformation de la régulation politique du 1 % Logement entre rationalisation gestionnaire et quête d'une nouvelle légitimité

institutionnelle », in Duclos L., Groux G. et Mériaux O. (dir.), *Les Nouvelles Dimensions du politique : relations professionnelles et régulations sociales*, LGDJ, 2009, pp. 179-192.

• Meunier J.-M., « Transformation du 1 % Logement. Un reflet de la crise du paritarisme et du désengagement financier de l'État vis-à-vis du logement social », *Études foncières* n° 143, janvier-février 2010, pp. 10-16.



CONTACT

• julesm.meunier@yahoo.fr
06 41 67 35 06

LE TIERS SECTEUR DE L'HABITAT DANS LA RÉGION VIENNE-BRATISLAVA. RECOMPOSITIONS D'UNE OFFRE ALTERNATIVE DE LOGEMENTS ET FABRIQUE MÉTROPOLITAINE

DOCTORANTE :

Aurore Meyfroidt

EVS Biogéophile, ENS Lyon – Université de Vienne

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Lydia Coudroy de Lille et Heinz Fassmann

Résumé

Cette thèse traite de l'évolution du tiers secteur de l'habitat dans les dynamiques du marché du logement au sein de la région métropolitaine transfrontalière Vienne-Bratislava. Il s'agit d'analyser la façon dont ce secteur permet ou non d'atténuer les inégalités socio-spatiales engendrées à la fois par l'application des politiques publiques, l'état du marché et des phénomènes plus exogènes comme la globalisation et les tendances à la néolibéralisation.

Face à un discours sur la région métropolitaine porté par des organismes de coopération et de planification aux actions dispersées et peu concrètes, une analyse « par le bas », par la fabrique résidentielle des promoteurs d'intérêt public, permettra de voir si cette construction neuve répond aux objectifs de polycentrisme et de cohésion régionale.

Nous utilisons une approche à l'échelle de cette région métropolitaine en construction, en utilisant une base de données rassemblant les projets construits par ces promoteurs depuis 2007 que l'on croise avec une base de données à l'échelle communale afin d'étudier les stratégies d'implantation et les éventuelles spécificités locales. Enfin, des entretiens semi-directifs avec les acteurs de la filière, des promoteurs aux pouvoirs locaux, permettent d'analyser la territorialisation de cette politique du logement particulière, à l'échelle infra-métropolitaine.

Spécialité: **X Géographie**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse en cours, 3^e année.
Analyse, rédaction.

CONTACT

• aurore.meyfroidt@ens-lyon.fr
06 09 59 02 87

FINANCEMENT

Contrat doctoral.

Date de mise à jour : **septembre 2015**

HABITER UN QUARTIER DURABLE : ENJEUX SOCIO-ENVIRONNEMENTAUX ET MODES D'APPROPRIATION. CONTRIBUTION À L'ANALYSE D'UN MODÈLE URBAIN

DOCTORANT :

Ludovic Morand

Centre Norbert-Elias, Ehes Marseille

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Suzanne de Cheveigné et Florence Bouillon

Résumé

Héritiers des quartiers écologiques qui ont ouvert la voie à l'expérimentation depuis les années 1960, les « quartiers durables » fleurissent un peu partout en Europe depuis une quinzaine d'années. D'abord synonyme de quartiers démonstrateurs à « haute valeur ajoutée », terrains d'expérimentation de nouvelles technologies et de nouvelles pratiques dans le domaine environnemental, le vocable s'est peu à peu étoffé de nouvelles dimensions, notamment sociales et économiques. Désormais, il concerne également des opérations de rénovation urbaine (Anru) menées dans des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Ainsi assiste-t-on à une circulation de principes et de pratiques d'aménagement qui tendent à s'imposer comme un « modèle » pour la ville de demain, à même de répondre à des enjeux aussi bien environnementaux que territoriaux, de ségrégation socio-spatiale.

À partir d'une enquête de terrain réalisée dans trois quartiers : Lyon-Confluence, Greenwich Millennium Village et Village 2 (Échirolles) – l'ambition de cette recherche consiste à interroger la consistance de ce modèle du point de vue de sa réception par les habitants et de ses impacts sur la vie sociale. Il s'agit ainsi tout autant de mettre à jour des modes d'appropriation que d'analyser les types de pratiques qu'il appelle et les modes de rapport à l'urbanité auxquels il donne lieu. En outre, la thèse s'efforce de comprendre, du côté de la conception, comment s'articulent des logiques d'action issues de référentiels hétérogènes.

Spécialité : **X Sociologie urbaine**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

En cours de rédaction.



FINANCEMENT

Thèse en cofinancement Ademe-Puca.



PUBLICATIONS

• Journées internationales de sociologie de l'énergie – Tours, « Habiter un logement performant : à (en) quoi l'habitant doit-il s'adapter ? Cas d'études à Lyon et Confluence et Greenwich Millennium Village », juillet 2015.

• Morand L., « Enquêter sur les "quartiers durables" : articuler une sociologie des usages à une analyse socio-historique de la production de l'urbain », communication à l'atelier des doctorants du RT9 « Sociologie de l'urbain et des territoires » de l'Association française de sociologie, novembre 2013.



CONTACT

• ludovicmo@hotmail.com

ORGANISMES HLM ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES EN PAYS-DE-LA-LOIRE**Docteure :****Françoise Mouchel-Borghero**

Institut de recherche en droit privé, Université de Nantes

Thèse dirigée par :

Jean-Marc Le Masson

Résumé

Le logement est un droit constitutionnel. Depuis de nombreuses années, on ne cesse de parler de la crise du logement. Dès 2003, au moment de l'examen de la loi de mobilisation pour le logement J.-L. Borloo a parlé de crise paradoxale. Les différentes lois de décentralisation ont modifié les rapports entre État et collectivités territoriales, puis les rapports entre ces dernières et les organismes Hlm. Parallèlement, les liens entre les collectivités territoriales et les organismes n'ont cessé d'être renforcés par le législateur. La création d'un actionnaire de référence dans les SA d'Hlm comme la fusion des Offices et des Opac a simplifié le fonctionnement de ces structures en passant par des remises en cause fondamentales de leur organisation. Sur le plan opérationnel, leurs pratiques comme leurs interventions doivent sans cesse évoluer pour s'adapter tant aux critiques qu'aux nouvelles exigences en termes d'objectifs ou de réglementation. En dépit de ces nombreuses évolutions, les objectifs de production n'ont pas été atteints. L'effondrement des ventes des promoteurs dû à la crise financière et économique de 2008-2009 a permis d'afficher une production de logements locatifs très exceptionnelle. L'inadaptation de la gouvernance institutionnalisée entre les organismes et les collectivités contraint à s'interroger sur la fragilité du modèle mis en place. La contractualisation peut-elle répondre à l'ensemble de la problématique ou faut-il envisager une restructuration plus en profondeur des Hlm et de leurs missions ?

Spécialités : **X Sciences juridiques** **X Droit privé****● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT**

Thèse soutenue le 16 mai 2014.

Date de mise à jour : **septembre 2015****CONTACT**• fmouchelborghero@groupegambetta.fr

SORTIR LES FAVELAS DE RIO DE JANEIRO D'UNE SITUATION D'EXCEPTION. SÉCURISATION ET TERRITORIALISATION DE L'ACTION PUBLIQUE : L'EXEMPLE DE ROCINHA ET DE VIDIGAL

DOCTORANTE :

Justine Ninnin

Prodig, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Institut d'études sociales et politiques de l'Université d'État de Rio de Janeiro
(Thèse en cotutelle)

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Martine Berger (France) et Alba Zaluar (Brésil)

Résumé

En tant que ville-hôte de la Coupe du monde de football en 2014 et des Jeux olympiques en 2016, Rio de Janeiro tente de répondre aux attentes internationales concernant les enjeux de planification urbaine et de sécurité. Au cœur des actions publiques se trouvent des espaces longtemps considérés comme un « problème urbain » : les favelas. Elles font aujourd'hui l'objet de politiques de sécurisation et d'urbanisation. Pour plus d'efficacité, les politiques publiques se territorialisent, favorisent les partenariats public-privé et la participation de la société civile. Il s'agit de faire sortir les favelas d'une situation d'exception en y introduisant les normes et les aménités urbaines similaires aux quartiers formels (infrastructures, équipements, services, etc.). La sécurité est un défi posé à la ville, aussi, depuis 2008, une nouvelle politique de sécurité a été mise en place avec l'implantation d'unités de police de pacification pour reprendre le contrôle des territoires dominés par des groupes criminels. Si les conditions de vie dans les favelas s'améliorent, ces nouvelles actions publiques affichent toutefois des résultats contrastés. En effet, dans certains cas, les confrontations armées se sont intensifiées. Si la valorisation de ces territoires offre de nouvelles opportunités à leur population, le processus de gentrification observé dans certaines favelas pacifiées peut entraîner le déplacement des habitants qui ne peuvent faire face à l'augmentation des prix. Nous nous intéressons plus spécifiquement aux effets des actions publiques territorialisées dans deux favelas récemment pacifiées, Rocinha et Vidigal, situées à proximité de quartiers aisés et touristiques.

Spécialités : **X Géographie sociale** **X Sociologie**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Soutenance prévue en octobre 2015.

FINANCEMENT

Bourse Mobi'doc de la région Île-de-France.

PUBLICATIONS

- Ninnin J., « Le rêve carioca : entre planification urbaine et déplacements forcés de population », *L'Espace politique* n° 22, 2014.
- Ninnin J., « Ordre social, ordre spatial : territorialisation des politiques de sécurité publique à Rio de Janeiro », *ÉchoGéo* n° 28, 2014.
- Ninnin J., « Territorialisation et nouveaux modes d'action de sécurisation et de planification urbaine à Rio de Janeiro », *Outre-Terre Revue européenne de géopolitique* n° 22, 2015, pp. 265-281.

CONTACT

- justine.ninnin@neuf.fr

**MODES D'INSERTION SOCIO-SPATIALE DU BÂTI AGRICOLE ET SOCIABILITÉS
LOCALES. LE CAS DES HAMEAUX AGRICOLES DANS L'HÉRAULT****Docteure :****Brigitte Nougardès**

Inra, UMR Innovation et développement dans l'agriculture et l'agroalimentaire, Montpellier

Thèse dirigée par :Denis Salles, IRSTEA de Bordeaux, chercheur associé au Certop, Université de Toulouse 2-Le Mirail
Christophe Soulard, UMR Innovation, Montpellier**Résumé**

Dans les zones périurbaines, la multifonctionnalité de l'agriculture (cadre de vie, gestion des risques naturels, gouvernance alimentaire des villes, etc.) constitue un enjeu pour l'aménagement urbain. Mais l'activité agricole périurbaine est pratiquée dans des conditions particulières (pression foncière, conflits d'usage, etc.) qui contraignent l'adaptation des exploitations. La politique de développement urbain durable (loi SRU de 2000) restreint les constructions agricoles et conduit les collectivités locales à repenser l'insertion spatiale du bâti agricole pour préserver les paysages et gérer la cohabitation entre activité agricole et habitat périurbain. L'analyse de la construction politique de projets innovants de gestion du bâti agricole et des sociabilités au sein de ces projets permet de confronter les conceptions politiques et sociales du vivre ensemble et d'éclairer l'acceptabilité sociale de ces innovations socio-spatiales.

Spécialité : **X Sociologie****● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT**

Thèse soutenue le 24 septembre 2013.
Accessible en ligne : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00931887>

 PUBLICATIONS

• Nougardès B., Soulard C. et Candau J., « Le rapport au lieu de vie des résidents du périurbain : une lecture socio-spatiale (enquêtes dans l'Hérault, France) », colloque international « L'espace en partage : approche interdisciplinaire de la dimension spatiale des rapports sociaux », Rennes, 9- 11 avril 2014.

• Nougardès B., « Quelles solutions spatiales pour intégrer l'agriculture dans la ville durable ? Le cas des "hameaux agricoles" dans l'Hérault », in « Innovations et agricultures urbaines durables », *Noréis* n° 221, 2011, pp. 53-56.

 CONTACT

• brigitte.nougaredes@supagro.inra.fr
04 99 61 22 55

COMMENT FINANCER LE PARCOURS RÉSIDENTIEL ?**DOCTORANT :****Lionel Pancrazio**

Larefi, Université Montesquieu Bordeaux 4

**Thèse DIRIGÉE PAR :**

Éric Pichet, Université Montesquieu Bordeaux 4

Réalisée en partenariat étroit avec le collectif pour le logement social « Habitat en région »

Résumé

Depuis 1970, la réduction de la taille des ménages impose au parc de résidences principales de croître plus vite que la population. Le logement est désormais le premier poste de dépenses des ménages. Le recours important à l'endettement renforce les risques systémiques de cette activité cyclique. Si l'appartenance de la France à l'Europe est un élément majeur, les pays de l'Union européenne, en dépit de la logique de rapprochement poursuivie, demeurent fondamentalement différents. Ainsi, l'approche méthodologique proposée se sert de données « macro » pour dessiner les grandes tendances qui influent sur le logement et d'études monographiques « micro » pour caractériser la demande. Enfin, les apports des concepts en finances et technologies durables/soutenables sont intégrés.

Les études menées ont soutenu l'émergence et la création d'une nouvelle typologie de logements intermédiaires, au sein d'un cadre de gouvernance et de pilotage adapté, dotée d'un montage qui concourt à rapprocher l'offre et la demande.

Spécialité: **X Sciences économiques****● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT**Thèse en cours, 3^e année.

Soutenance premier trimestre 2015.

**PUBLICATION**

• Chapitre « Immobilier » *Ingénierie financière, juridique et fiscale*, Dalloz.

**CONTACT**• lionel.pancrazio@mailhec.com

06 86 35 47 64

INTERROGER LE RAPPORT À LA VILLE : LE CAS DES CORTIÇOS DE SÃO PAULO, SALVADOR ET BELÉM

DOCTORANTE :

Octavie Paris

Environnement, Ville et Société UMR 5600 (EVS), CRGA, Université Lyon 3

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Lise Bourdeau-Lepage

Résumé

Lorsque l'on aborde le thème de l'habitat populaire dans les grandes villes brésiliennes, on pense immédiatement à la favela, image urbaine mondialement connue. La favela est ainsi un topos de la géographie académique française dès que l'on parle des villes brésiliennes. Pourtant, il existe d'autres types d'habitats populaires au Brésil tels que le cortiço ou la pensão... Mais face à la profusion de travaux et d'ouvrages sur la favela, ils ne font l'objet que de très rares publications. Il s'agit donc avec ce travail de thèse de combler cette lacune.

Cortiço peut se définir comme un habitat populaire collectif, multifamilial et locatif, se développant dans les quartiers anciens dits « centraux » des villes brésiliennes.

Le premier axe de recherche porte sur l'analyse des politiques urbaines et des stratégies individuelles. Quelles sont les stratégies personnelles des habitants permettant la pérennisation du cortiço, malgré son caractère rotatif induit par un système de fonctionnement locatif informel et malgré les vellétés politiques pour l'éradiquer ?

Le second axe porte sur la question de l'accessibilité : dans quelles mesures les habitants des cortiços ont-ils réellement accès aux services urbains du centre de la ville et quel usage en font-ils ?

Un troisième axe se concentre sur les problématiques du bien-être en ville avec un questionnement sur les avantages qu'un tel logement procure à ses habitants, en raison en particulier de sa localisation.

Spécialité : **X Géographie**

● ○ ○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse en cours, 1^{re} année (terrain de recherche).



FINANCEMENT

Contrat doctoral (CDU).



PUBLICATIONS

- Paris O., « Les populations des cortiços », *Espace populations sociétés* [En ligne], 20142-3 | 2015, mis en ligne le 12 janvier 2015, URL : <http://eps.revues.org/5842>

- Paris O., « Le cortiço: logement populaire de l'entre-deux », *Carnets de géographes* [En ligne], mis en ligne en décembre 2014, URL : http://www.carnetsdegeographes.org/carnets_recherches/rech_07_12_Paris.php
- Paris O., « (In)visibilité des classes pauvres en ville par le prisme des cortiços paulistes au Brésil », *Confins* [En ligne], 17 | 2013, mis en ligne le 16 mars 2013, URL : <http://confins.revues.org/8267>



CONTACT

- octavie.paris@gmail.com

**MOBILISER ET MAÎTRISER LE FONCIER POUR LE LOGEMENT : OUTILS ET PRATIQUES
EN AGGLOMÉRATIONS MOYENNES****Docteur :**

Nicolas Persyn

Thèse dirigée par :Francis Beaucire et Xavier Desjardins, UMR Géographie-Cités, équipe Cria,
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne**Résumé**

L'actuelle crise du logement en France pose la question de la production de foncier en soutien au développement de l'habitat. Les collectivités locales sont souvent désignées comme responsables majeurs de la pénurie foncière, que ce soit par manque de volonté politique, par manque de moyens, ou par une difficile coordination des échelles de décision (commune/intercommunalité).

Cette thèse questionne cette vision à partir d'un travail empirique. L'analyse des pratiques et stratégies des collectivités locales en faveur de la mobilisation du foncier à destination de l'habitat prend comme objet deux agglomérations moyennes qui doivent retrouver un dynamisme économique et démographique tout en étant confrontées à la crise des finances publiques. Ces territoires ont l'intérêt de présenter des profils de communes très différents pouvant jouer sur l'appréhension de la question foncière. Un éclairage comparatif est également apporté à partir d'un cas néerlandais. Nous développons une méthode d'analyse empirique en recensant l'ensemble des interventions foncières pour identifier les leviers (outils, procédures, etc.) qui ont conduit à la mobilisation des terrains et à la maîtrise des projets. Ceci permet de redéfinir les contours de ce qu'est concrètement une politique foncière locale, en tenant compte de la diversité des expériences et des modes de faire des collectivités.

Ce travail conduit à réinterroger les facteurs de blocage et d'incitation pour l'action foncière publique locale et à donner sens à ces politiques publiques rarement exprimées comme telles.

Spécialités: **X Géographie** **X Aménagement du territoire****● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT**

Soutenue le 20 novembre 2014.

 PUBLICATIONS

• Desjardins X., Persyn N., « Les Pays-Bas, toujours un modèle ? », in « Fonciers en partage », *Les Cahiers de l'IAU* n° 163, IAUIF, 2012.

• Persyn N., « La construction par consensus d'une politique foncière en faveur de l'habitat en Pays voironnais », *Espaces et Sociétés*, n°s 160-161, 2015 (à paraître).

 CONTACT

• persyn.n@gmail.com

**TRANSFORMATIONS SOCIALES EN BANLIEUE ROUGE. POLITIQUES
LOCALES, STRATÉGIES RÉSIDENIELLES ET INSCRIPTION TERRITORIALE
DES CLASSES MOYENNES****Docteur :****Lina Raad**

UMR Géographie-Cités, équipe Cria, Université Paris Diderot-Paris 7

Thèse dirigée par :

Sylvie Fol

Résumé

La banlieue rouge s'est longtemps caractérisée par des politiques de redistribution sociale en faveur de la classe ouvrière, en particulier dans le champ de l'habitat. Depuis les années 1970, elle a été marquée par de profondes transformations économiques et sociales qui ont déstabilisé le communisme municipal. Cette thèse porte sur les interactions entre les politiques locales de l'habitat en banlieue rouge et les stratégies résidentielles et l'inscription territoriale des classes moyennes, dans des contextes socio-spatiaux où ces ménages restent très minoritaires.

Depuis les années 1980, l'objectif de mixité sociale est central dans les politiques locales de l'habitat en banlieue rouge ; ces municipalités ont choisi de diversifier l'offre de logements, au sein du parc social mais également en développant le logement privé. L'enquête menée auprès des classes moyennes permet de nuancer le rôle des contraintes économiques dans leurs stratégies résidentielles : leur installation en banlieue rouge leur permet de satisfaire des aspirations à l'égard du logement mais aussi du quartier de résidence. En outre, certains ménages expriment une préférence pour les quartiers populaires et ont un rapport positif à la mixité sociale. D'autres sont plus réservés à l'égard de la mixité sociale et adoptent des stratégies de conquête territoriale ou choisissent de quitter la banlieue rouge pour s'installer dans des quartiers plus aisés. Nous analysons les ressorts de l'ancrage et du rapport à la mixité sociale des classes moyennes en les reliant à leurs trajectoires sociales et résidentielles.

Spécialités : **X Géographie** **X Aménagement****● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT**

Thèse soutenue le 28 novembre 2014.

Elle est accessible sur : <https://hal-paris1.archives-ouvertes.fr/tel-01114169v1>** PUBLICATIONS**

- Raad L., « Pratiques et représentations des couches moyennes en banlieue rouge : stratégies résidentielles et ancrage territorial », *Espaces et sociétés*, vol. 148-149, n^{os} 1-2, 2012, pp. 91-110.
- Raad L., « Politiques de l'habitat en banlieue rouge : entre mixité sociale et gentrification ? Les territoires du communisme municipal, élus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes », communication aux Journées d'études interdisciplinaires, Paris, 1^{er} et 2 décembre 2009.

 CONTACT

- lina.raad@gmail.com

STRUCTURES D'HÉBERGEMENT POUR ADULTES HANDICAPÉS : ENJEUX TERRITORIAUX ET IMPACTS SUR LA PARTICIPATION SOCIALE DES RÉSIDENTS

Docteure :

Noémie Rapegno

Thèse réalisée à l'Ehess au sein du Cermes 3



Thèse dirigée par :

Jean-François Ravaut (Cermes 3) et Jeanne-Marie Amat-Roze (Lab'Urba)

Résumé

L'objectif de cette thèse, dans un premier temps, est d'analyser l'évolution de la répartition des ressources en structures d'hébergement pour les adultes handicapés âgés de 20 à 59 ans sur le territoire français. Dans un second temps, à partir d'un échantillon de structures dédiées aux adultes handicapés présentant principalement une déficience motrice, situées en Île-de-France et en Haute-Normandie, elle cherche à retracer les territorialités et mobilités quotidiennes des résidents pour identifier quels sont les environnements plutôt favorables ou défavorables à leur participation sociale.

Cette recherche vise à comprendre, d'une part, les modalités d'implantation des établissements, d'autre part, l'inscription dans l'espace des personnes handicapées résidant en établissement médico-social en fonction de la localisation et de l'insertion de leur établissement de résidence dans l'espace environnant.

Spécialité : **X Géographie**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 14 novembre 2014.

FINANCEMENT

Thèse financée en Cifre par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées (2010-2013).
Thèse financée dans le cadre de la chaire Inserm – Ehesp « Participation sociale et situations de handicap » de la Maison des sciences sociales du handicap (2013-2014).

PUBLICATIONS

- Rapegno N., « Territorialiser le handicap », in Y. Charbit Y., Borda S., Brochard M. (dir.), *Faire dialoguer les disciplines en sciences humaines et sociales. Épistémologie et études de cas*, L'Harmattan, 2014, pp. 21-38.
- Rapegno N., « L'habiter des adultes handicapés vivant en établissement médico-social », *Cahiers ADES* « Vivre et habiter » n° 9, 2014, pp. 95-109.

CONTACT

- nrapegno@gmail.com
06 72 88 49 71

**ÉVALUATION DES IMPACTS DES PLATES-FORMES AÉROPORTUAIRES :
DÉPRÉCIATION IMMOBILIÈRE ET INÉGALITÉ ENVIRONNEMENTALE.
CAS DES AÉROPORTS DE ROISSY-CHARLES DE GAULLE, PARIS-ORLY,
LYON SAINT-EXUPÉRY ET TOULOUSE-BLAGNAC**

DOCTORANTE :

Noëlvia Sedoarisoa

Laboratoire MRTE (Mobilités – Réseaux – Territoires – Environnement), EA 4413,
Université de Cergy-Pontoise



THÈSE DIRIGÉE PAR :

Didier Desponds et Pierre Zembri

Résumé

En s'appuyant sur l'étude de quatre plates-formes aéroportuaires françaises, cette thèse a pour objet de s'interroger sur les impacts territoriaux du bruit des avions, à savoir : 1) les impacts du bruit des avions sur les valeurs immobilières ; 2) les coûts sociaux de ces nuisances (qui supporte les nuisances ?) ; 3) les dynamiques sociales autour des plates-formes aéroportuaires. Ce travail participe de la thématique émergente des « inégalités environnementales ». Sur un plan opérationnel, il vise à constituer un observatoire indépendant des impacts territoriaux des plates-formes aéroportuaires (notamment sur les valeurs immobilières). L'approche méthodologique adoptée mobilise des compétences géographique, économique et acoustique qui combinent la méthode des prix hédoniques, un système d'information géographique (SIG) ainsi que des outils statistiques (analyses factorielles, etc.). Les données proviennent, entre autres, des bases notariales Bien et Perval, des résultats du recensement de la population de l'Insee, des courbes de bruit, etc.

Spécialité : **X Géographie**

●●○ **ÉTAT D'AVANCEMENT**

Thèse en fin d'écriture.

 **FINANCEMENT**

Cofinancement de l'Association Ville et Aéroport
et de l'Ademe.

Date de mise à jour : **septembre 2015**

 **CONTACT**

• snoelvia@yahoo.fr

AMÉNAGEMENT D'UNE VILLE AFRICAINE EN FORTE CROISSANCE : LA PROBLÉMATIQUE DU LOGEMENT À OUAGADOUGOU (BURKINA FASO)

DOCTORANTE :

Seydou Sere

Laboratoire espace et société (ESO), UMR 6590, Université Rennes 2

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Vincent Gouëset

Résumé

L'objectif de cette thèse est d'étudier, dans une ville africaine en forte croissance, Ouagadougou (2 millions d'habitants), les dynamiques du logement, tant du côté de l'offre et des politiques publiques que de la demande et des stratégies résidentielles des habitants, en s'intéressant plus particulièrement aux jeunes adultes, qui constituent la tranche d'âge qui a le plus de difficultés à se loger. Les travaux sur le logement restent encore peu développés au Burkina Faso. Il existe peu d'études précises sur cette thématique à propos de la capitale burkinabè, où le problème est pourtant critique.

La croissance rapide de la ville ainsi que les modalités de cette croissance constituent un défi pour les politiques publiques, et plus largement pour tous les acteurs institutionnels, publics comme privés. Les politiques menées dans la période sankariste, qui se sont traduites par la construction de cités d'habitat social, comme les dispositions récentes prises par l'État (programme des « 10 000 logements ») ou l'essor du secteur privé n'ont pas permis de répondre aux besoins des populations. Les jeunes ménages sont contraints à des arrangements résidentiels souvent inconfortables.

La thèse reposera sur la collecte et l'exploitation de données aussi bien quantitatives (enquête spécifique « Ouaga 2009 : peuplement de Ouagadougou et développement urbain » réalisée par l'IRD) que qualitatives auprès de jeunes ménages (dont l'entourage sera aussi enquêté), mais également auprès des acteurs et personnes-ressources impliqués dans la problématique du logement.

Spécialité: **X Géographie**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse en cours, 3^e année.
Exploitation et analyse des données accumulées,
rédaction.



CONTACT

• seresydney@gmail.com
(+33) 07 52 78 90 09
(+226) 78 78 56 00 ou (+226) 76 55 90 08

INTERVENIR SUR LES COPROPRIÉTÉS : L'ACTION PUBLIQUE LOCALE EN DIRECTION DES COPROPRIÉTÉS FRAGILISÉES, EN DIFFICULTÉ OU DÉGRADÉES DES AGGLOMÉRATIONS DE LYON, GRENOBLE ET MARSEILLE

DOCTORANTE :

Éva Simon

Politiques publiques, action politique, territoires (Pacte), UMR 5194, Université Grenoble Alpes

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Alain Faure

Résumé

Comment les collectivités territoriales repèrent-elles et agissent-elles sur les copropriétés de leur territoire, étant donné l'état de celles-ci ?

Les copropriétés se développent après 1950. Dans les années 1970, certaines rencontrent de telles difficultés que les acteurs publics locaux s'en saisissent. Le principe d'une intervention publique sur les copropriétés dites fragilisées ou dégradées est entériné au niveau national par les lois de 1994. Depuis, comment les acteurs publics se sont-ils organisés pour repérer les copropriétés potentiellement en difficulté, puis pour y agir ? Dans quel état sont les copropriétés sur lesquels ils interviennent ?

La thèse porte sur trois agglomérations : Lyon, Grenoble et Marseille. Elle décrit les stratégies de repérage des copropriétés potentiellement en difficulté. Puis elle s'intéresse aux stratégies d'intervention déployées à l'échelle de l'intercommunalité ainsi que par une commune emblématique. Deux copropriétés « très dégradées » des agglomérations lyonnaise et grenobloise sont alors décrites en détail, afin de les comparer aux cas parisiens et marseillais (recherches de Le Garrec S. et Lees J.). La dernière partie de la thèse propose une typologie des copropriétés, des copropriétés fragiles aux copropriétés dégradées : le niveau des difficultés rencontrées par les copropriétés diffère sensiblement d'une agglomération à l'autre. Pourtant, les dispositifs publics mobilisés sont sensiblement les mêmes.

Spécialités : **X Sciences politiques** **X Urbanisme**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Soutenance prévue fin 2016.

FINANCEMENT

Thèse financée dans le cadre de la formation doctorale des ingénieurs du corps des Ponts, des Eaux et des Forêts.

Date de mise à jour : **septembre 2015**

CONTACT

• eva.simon@umrpacte.fr

LE PARCOURS RÉSIDENTIEL DES PERSONNES ACCUEILLIES EN LOGEMENT-FOYER**DOCTORANTE :****Anne-Bérénice Simzac**

Centre de recherche sur l'action politique en Europe (Crape), UMR 6051, Université de Rennes 1

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Claude Martin

**Résumé**

En tenant compte du contexte démographique et de l'évolution des politiques publiques gérontologiques, l'objectif de cette recherche est d'analyser la place qu'occupe le logement-foyer en tant que modèle d'offre d'hébergement dans le parcours résidentiel des personnes vieillissantes autonomes. Pour ce faire, le travail de thèse repose sur trois volets complémentaires qui seront étudiés parallèlement :

- l'historique et les évolutions de l'offre d'accueil en logement-foyer,
- le modèle du logement foyer dans son fonctionnement, avec ses apports et ses limites,
- le profil et les attentes de la population accueillie.

Les questionnements découlant de ces thématiques de recherche sont abordés en confrontant les perceptions des résidents, de personnes inscrites sur la liste d'attente d'un logement-foyer, des professionnels de terrain et des institutionnels (hauts fonctionnaires, représentants des collectivités locales et territoriales, gestionnaires...). L'analyse croisée de ces entretiens permettra notamment de mesurer l'adéquation des réponses proposées par les pouvoirs publics aux besoins exprimés par les acteurs.

En complément, une analyse documentaire sera réalisée, s'appuyant sur la législation, des rapports publics, des statistiques nationales, mais aussi des données internes à l'association constituant le terrain d'enquête (procédures appliquées, statistiques, rapports d'activité, focus-groupes, observations...).

Spécialité : **X Sciences politiques****●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT**Thèse en cours, 2^e année.**CONTACT**• ab.simzac@gmail.com**FINANCEMENT**

Convention Cifre en partenariat avec l'association Arefo (gestionnaire de logements-foyers).

MIXITÉ SOCIALE ET VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION**DOCTORANT :****Nathael Torres**

Centre de recherche Magellan, Université Jean-Moulin Lyon 3

**THÈSE DIRIGÉE PAR :**

Céline Broggio

Résumé

L'habitat intergénérationnel est en vogue. Depuis quelques années seulement les projets se multiplient, faisant écho à une prise de conscience croissante de la part des acteurs des territoires des profonds changements socio-démographiques que traversent notre société et leurs territoires : vieillissement de la population, recomposition des modèles familiaux, arrivée à la retraite d'une nouvelle génération de seniors... mais aussi « crise de l'État-providence » et baisse des moyens financiers des acteurs publics. Ces projets d'habitat intergénérationnel constituent pour les collectivités des outils innovants de gestion partenariale et locale des questions du vieillissement de leur population qui font très largement l'unanimité médiatique et politique.

L'objectif de cette thèse est d'évaluer à travers deux axes complémentaires dans quelle mesure l'habitat intergénérationnel peut se présenter pour les territoires comme un élément de réponse, que l'on pourrait qualifier de durable, aux exigences sociales de notre société de plus en plus âgée :

- la multiplication récente des projets, développés « sur mesure » en dehors d'un cadre normatif dédié, aboutit à une mosaïque de modèles que nous nous proposons d'étudier dans l'optique d'en construire une vision d'ensemble à ce jour inexistante ;
- les mécanismes de coopérations d'acteurs que sous-tendent le montage et les dispositifs d'ingénierie sociale et territoriale associés à ces projets sont générateurs de valeur ajoutée que nous nous proposons d'explicitier par une évaluation dans la durée (de deux à quatre ans) de deux expériences.

Spécialités : **X Géographie** **X Aménagement****●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT**Thèse en cours, 2^e année.
Terrain, analyse, rédaction.**€ FINANCEMENT**Thèse financée en Cifre, partenariat avec la société Récipro-Cité (société d'ingénierie sociale spécialisée dans le développement et la gestion de projet d'habitat intergénérationnel).
Bourse de la Fondation Palladio.**👤 CONTACT**• nathael.torres@gmail.com
06 33 09 34 55

**LA CONCEPTION ARCHITECTURALE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE :
ANALYSE TRANSVERSALE DES PROPOSITIONS CONTEMPORAINES DES MAÎTRES
D'ŒUVRE. QUELLES ATTITUDES DE PROJETS ET QUELLES SITUATIONS DE CONFLIT
PEUT-ON REPÉRER DANS LE PROCESSUS DE CONCEPTION ARCHITECTURALE DURABLE ?**

DOCTORANT :

Dimitri Toubanos

Liat (Laboratoire infrastructure, architecture, territoire), École nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais



THÈSE DIRIGÉE PAR :

Virginie Picon-Lefebvre

Résumé

Comment l'architecture peut-elle s'adapter aux problématiques du développement durable ? À partir d'une analyse transversale des propositions contemporaines des maîtres d'œuvre, nous cherchons à identifier des attitudes de projet ainsi que des situations de conflit dans le processus de conception architecturale durable.

Nous nous intéressons aux groupements de maîtrise d'œuvre pour mettre en exergue différents systèmes de conception. Pour y parvenir, nous nous appuyons sur l'étude d'opérations réalisées ou en cours, complétée par une série de rencontres avec l'ensemble des acteurs du projet, ainsi que par une analyse de la théorie et du discours avancés par quelques maîtres d'œuvre innovants.

En parallèle, nous cherchons à apprécier le rôle des acteurs autour du processus de création du projet, afin d'identifier des éléments de conflit sur la démarche durable. L'objectif est de comprendre quelles sont les situations qui freinent le processus de création durable.

Outre ces enjeux scientifiques et académiques, cette recherche, menée dans le cadre d'une convention Cifre, a des enjeux pratiques, avec comme objectif d'être utile aux professionnels.

Spécialité : **X Architecture**

● ○ ○ **ÉTAT D'AVANCEMENT**

2^e année (terrain).

 **FINANCEMENT**

Convention Cifre en partenariat avec la SA Hlm Efidis, filiale du groupe SNI.
Bourse Palladio 2014.

 **CONTACT**

• dimitri.toubanos@gmail.com / dtoubanos@efidis.fr

VIEILLIR EN SANTÉ À SON DOMICILE : APPRENDRE POUR MIEUX GÉRER LE RISQUE D'ISOLEMENT SOCIAL. UNE MODÉLISATION DE L'IDENTITÉ-LOGEMENT AU SERVICE DE LA PRÉVENTION DE LA CHUTE

Docteure :

Frédérique Trévidy

Laboratoire éducations et pratiques de santé, EA3412, Université Paris 13



Thèse dirigée par :

Jean-François d'Ivernois et Jean-Jacques Mourad

Résumé

Un tiers des personnes âgées de plus de 65 ans chute chaque année. Pourtant, les recommandations professionnelles de réduction des risques domiciliaires sont peu suivies par les habitants. À l'origine de ce phénomène, nous présumons l'existence d'une identité-logement qui complexifierait le rapport entre l'individu et son lieu de vie.

Cette recherche qualitative a modélisé les processus d'apprentissage constituant l'identité-logement pour envisager une éducation thérapeutique du patient (ETP) chuteur, lui permettant de participer pleinement à l'aménagement de son domicile. Nous avons élaboré notre modèle selon une méthode par théorisation ancrée. Dix entretiens semi-directifs ont été menés auprès de seniors chuteurs avec l'utilisation d'une carte mentale du logement (CML).

L'identité-logement comprend deux sentiments. Au centre, le sentiment de continuité temporelle se compose des routines et connaissances de l'individu dans son cycle du présent, liées à ses souvenirs et projections futures. Le sentiment d'unité et de cohérence contient le sentiment de continuité et impulse chez l'habitant des stratégies de défense pour protéger son identité-logement ainsi que des processus d'apprentissage pour la faire évoluer.

L'identité-logement se traduit par un « agir compétent » en situation au domicile. Elle est rendue dynamique par des stratégies d'apprentissage « constructivistes ». Notre modélisation permet d'envisager un programme éducatif autour du projet d'aménagement de l'habitant. La CML pourrait servir à caractériser l'évolution de son identité-logement.

Spécialité: **X Sciences de l'éducation**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 18 décembre 2013.

FINANCEMENT

Thèse financée par l'association Alfi (embauche de la doctorante en CDI, une journée par semaine consacrée à son travail de recherche).

Suite de la thèse : recherche-action financée en avril 2014 par le Fonds pour l'innovation sociale de la Fédération nationale des ESH.

PUBLICATIONS

- Gagnayre R., Ivernois J.-F., Mourad J.-J. et Trévidy F., « Identité-logement et gestion du risque de chute chez les personnes âgées », *Le Sujet dans la cité*. 2011(2) : pp. 109-120.
- Brugidou G., Gagnayre R., Ivernois J.-F., Mourad J.-J. et Trévidy F., *Une modélisation de l'identité-logement pour une éducation de la personne âgée au risque de chute à domicile*, *Educ Ther Patient/Ther Patient Educ* 2015 ; 7(1) : 10102.

CONTACT

- frederique.trevidy@groupe-arcade.com

LA PRODUCTION DE LOGEMENTS NEUFS PAR LA PROMOTION PRIVÉE EN ÎLE-DE-FRANCE (1984-2012) : MARCHÉS IMMOBILIERS ET STRATÉGIES DE LOCALISATION

DOCTEUR :

Emmanuel Trouillard

Géographie-Cités, équipe Paris, Université Paris Diderot-Paris 7

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Catherine Rhein

Résumé

Figure classique de la recherche urbaine, le promoteur privé n'a pourtant pas fait l'objet d'une littérature abondante, à tel point qu'il est possible de parler d'une redécouverte actuelle de cet acteur. La dimension spatiale de ses activités, si elle a pu faire l'objet d'études qualitatives locales, n'est ainsi que rarement abordée à une échelle (spatiale et temporelle) plus large et d'un point de vue quantitatif. Partant de ce constat, cette thèse vise à dresser le panorama de l'activité de la promotion immobilière privée dans le secteur du logement (individuel, collectif, résidences avec services) en Île-de-France sur la période 1984-2010, afin de mieux comprendre les stratégies mises en place par les différents acteurs du secteur. Ce travail s'appuie principalement sur l'exploitation statistique et cartographique des bases spécialisées produites par le Grecam, complétée par d'autres sources (Sitadel, RGP).

Spécialité: **X Géographie**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 3 décembre 2014.



FINANCEMENT

ENS Ulm.



PUBLICATIONS

• Trouillard E., « L'ancrage territorial des résidences avec services privés en Île-de-France: une géographie d'actifs immobiliers financiarisés ? », *L'Espace géographique*, tome 43, n° 2-2014, pp. 97-113.

• Trouillard E., « La Location meublée à Paris et en petite couronne: métamorphoses d'un statut d'occupation », *Cybergeo: European Journal of Geography*, document 526, 2011, 25 p.



CONTACT

• emmanuel.trouillard@gmail.com
06 78 44 88 31

LES INTERACTIONS LOCALES ENTRE MARCHÉ LOCATIF PRIVÉ ET MARCHÉ DE LA VENTE DE LOGEMENT

DOCTORANT :

Yohann Trouvé

Groupe d'analyse et de théorie économique (Gate), Lyon/Saint-Étienne, Université Lyon 2



THÈSE DIRIGÉE PAR :

Florence Goffette-Nagot

Résumé

Le marché du logement est constitué de deux segments principaux, avec le marché de la location et le marché de la vente. Bien que ces deux marchés obéissent à des fonctionnements différents, les prix sur les deux marchés sont naturellement soumis à des interactions réciproques : le niveau des loyers affecte les prix de vente, mais les prix sur le marché de la vente ont des effets en retour sur les loyers. En première approche, les loyers sont convertibles en prix de vente par une formule de capitalisation. Il est cependant possible, et empiriquement observé, que des déséquilibres existent entre les deux marchés. Ainsi, la dynamique relative des deux prix peut-elle varier au cours du temps, mais aussi dans l'espace d'une agglomération. Comment les prix sur les deux marchés (vente et location) sont-ils liés ? Comment l'un affecte-t-il l'autre ? Ces questions intéressent tout particulièrement les acteurs des politiques locales de l'habitat, dans un contexte de fortes tensions sur le marché du logement comme c'est le cas dans l'agglomération lyonnaise. Elles sont en particulier fortement liées aux politiques de soutien à l'offre de logements : le niveau des loyers de marché relativement aux plafonds détermine les possibilités de recours aux aides à l'investissement locatif.

Spécialité : **X Économie**

● ○ ○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse en cours, 1^{re} année.



FINANCEMENT

Convention Cifre en partenariat avec la Métropole de Lyon.

Date de mise à jour : **septembre 2015**



CONTACT

• trouve@gate.cnrs.fr ou ytrouve@grandlyon.com

LE DROIT AU LOGEMENT : LA NATURE ET LA PORTÉE D'UN DROIT SOCIAL**DOCTORANTE :****Asimina Tsalpatourou**UMR de droit comparé de Paris, Université Paris 1
Credof, Université Paris Ouest Nanterre-La Défense**THÈSE DIRIGÉE PAR :**

Bertrand Mathieu

Résumé

La présente thèse porte sur le droit au logement, tel qu'il est juridiquement conçu en France et dans l'Union européenne.

Malgré l'avènement de ce droit, son caractère de droit fondamental, sa valeur constitutionnelle et son opposabilité ne sont pas pour autant évidents. Ainsi, la portée du droit au logement semble rester floue et il en est de même de son contenu.

S'ajoute la difficulté d'identifier les débiteurs et les titulaires du droit au logement, afin d'être en mesure de définir son périmètre (droit universel ou droit réservé aux catégories vulnérables des citoyens).

Face à ces incertitudes théoriques et de droit positif, la question qui se pose avec une certaine acuité est de savoir si le droit au logement est un droit effectif et par quel biais son effectivité peut être garantie.

À ce sujet, en droit français, il est incontestable que le logement social joue un rôle important au sens qu'il assure une mission de service public destinée de plus en plus aux personnes défavorisées. Mais comment peut-on établir le lien entre le service public et le droit au logement dans un contexte où les règles du marché régissent le logement de manière restrictive ?

Spécialité: **X Droit public****●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT**Thèse en cours, 6^e année.
Rédaction.**€ FINANCEMENT**Ater en droit public à l'Université Paris Ouest
Nanterre-La Défense (2014-2016)
Cifre, l'Union sociale pour l'habitat (2010-2013).**📄 PUBLICATIONS**

- Tsalpatourou A., « Living in mobile homes and the right to housing », article publié sur le site de l'ENHR, 2014.
- Tsalpatourou A., « De la loi "Quilliot" à la loi "Dalo" : vers une meilleure protection du droit au logement ? », in Dubreuil C.-A. et Néhémie P., *Le Logement social en France*, LGDJ, 2014.

👤 CONTACT

- tsalpasm@hotmail.com
- 06 79 06 37 01

LES PREMIERS PAS DES LOGEMENTS SOCIAUX À ÉNERGIE POSITIVE EN FRANCE : ENTRE SUIVI DE LA PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE ET ACCOMPAGNEMENT DES LOCATAIRES

DOCTORANT :

Thibault Vacher

Centre d'étude et de recherche travail, organisation, pouvoir (Certop), UMR 5044,
Université Toulouse 2 Jean-Jaurès



THÈSE DIRIGÉE PAR :

Marie-Christine Zelem

Résumé

Depuis le 1^{er} janvier 2013, la réglementation thermique 2012 (RT 2012) s'impose comme un des instruments des politiques publiques d'efficacité énergétique dans le secteur du bâtiment. Les constructions neuves doivent être « basse consommation » (BBC) et respecter des exigences réglementaires liées à leurs performances énergétiques. À partir de 2020, un nouvel instrument réglementaire, la RT 2020, imposera que toutes les constructions neuves soient à énergie positive (Bepos) : les bâtiments seront censés produire davantage d'énergie renouvelable qu'ils ne consomment d'énergie non renouvelable. Dans le secteur du logement social, des bailleurs sociaux ont anticipé ces futures exigences réglementaires dans des projets de construction de logements Bepos. Mais les consommations d'énergie en situation d'usage sont souvent plus importantes que les calculs théoriques de la phase de conception. À partir de deux opérations Bepos situées en régions Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon, nous analysons au cours de la phase de réception/utilisation, l'influence des comportements et le rôle des acteurs (professionnels et habitants) en lien avec la production de la performance énergétique des Bepos. Notre travail de recherche est centré d'une part sur le suivi et l'évaluation de la performance énergétique, et d'autre part sur la conception, la mise en œuvre et la réception des dispositifs d'accompagnement qui ambitionnent de changer les comportements des ménages dans une optique de réduction des consommations d'énergie et de maîtrise des charges.

Spécialité : **X Sociologie**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

2^e année.

FINANCEMENT

Thèse cofinancée par la région Midi-Pyrénées,
Inddigo, Habitat audois, Terreal.

Date de mise à jour : **septembre 2015**

CONTACT

tvacher@univ-tlse2.fr

CONCEVOIR ET HABITER UN QUARTIER DIT DURABLE : INJONCTIONS ÉCOLOGIQUES ET DYNAMIQUES COLLECTIVES À BEAUREGARD (RENNES) ET LES BRICHÈRES (AUXERRE)

DOCTEUR :

François Valegeas

Lab'Urba, LVMT, Université Paris Est

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Christine Lelévrier et Frédéric De Coninck

Résumé

Les quartiers dits durables se multiplient en France, constituant tant des « vitrines » que des « laboratoires » d'expérimentation de l'urbanisme durable. Les concepteurs de ces projets cherchent à créer un « nouvel art de vivre ensemble », s'appuyant sur des modes d'habiter plus écologiques et valorisant la vie collective dans ces quartiers. Dans cette thèse, nous interrogeons les décalages entre des principes de conception, et notamment la projection des modes d'habiter, et les pratiques réelles des habitants. Nous croisons trois niveaux d'analyse.

Des appels à projets visent à structurer les dynamiques locales. Ceux-ci mettent en avant des « bonnes pratiques » et une « exemplarité » ; ils participent ce faisant à une standardisation de la conception autour de quelques principes et dispositifs, notamment techniques.

Les appels à projets comme les projets locaux ont pour ambition de faire évoluer les modes d'habiter. Ceux-ci s'incarnent dans la figure d'un habitant-type adhérant au projet écologique, responsabilisé et investi dans la vie collective.

Sur deux terrains de recherche, des dispositifs d'incitation comportementale sont mis en œuvre. Finalement, leur appréhension par les habitants, et les formes d'appropriation qui en découlent, dépendent des trajectoires sociales et résidentielles. C'est en effet selon qu'ils ont choisi ou non de s'installer dans ces quartiers que les habitants adhèrent voire s'impliquent dans le projet écologique véhiculé par le projet urbain.

Spécialité : **X Urbanisme**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue le 24 novembre 2014.



FINANCEMENT

2014-2015 : Ater à l'Université Rennes 2 – Département géographie et aménagement, Laboratoire Espace et Sociétés (ESO), UMR CNRS 6590.



PUBLICATIONS

• Valegeas F., « Un "nouvel art de vivre ensemble" : quelles expérimentations sociales dans les quartiers dits durables ? L'exemple du quartier Beauregard à Rennes », *Revue géographique de l'Est*, 54 (3-4), 2015.

• Valegeas F., « "Faire quartier" : du projet urbain aux engagements habitants dans un quartier durable en construction », in Belmessous F., Bonneval L., Coudroy de Lille L., Ortat N., *Logement et politique(s) : un couple encore d'actualité ?*, collection Habitat et Société, l'Harmattan, 2014, pp. 125-142.



CONTACT

• francoisvalegeas@hotmail.fr
06 82 06 89 54

L'ÉMERGENCE D'UNE PRÉVENTION URBAINE DES VIOLENCES**DOCTORANT :****Bertrand Vallet**

Laboratoire interdisciplinaire solidarités, sociétés, territoires (composante du Centre Interdisciplinaire d'études urbaines) (Lisst-Cieu), UMR 5193, Université de Toulouse 2 Jean-Jaurès

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Marie-Christine Jaillet

Résumé

L'objectif de ma recherche doctorale est de comprendre de quelle manière s'est effectuée la mise en place d'une politique publique de « prévention urbaine ». Comment s'est opéré le processus de traduction de la prévention situationnelle en France ? Nous analysons ce processus en nous intéressant aux origines théoriques anglo-américaines, aux institutions et acteurs français ayant participé à l'importation de ces savoirs, aux controverses auxquelles cette importation a donné lieu, aux opérations de reformulation, aux déplacements et, finalement, à la manière dont la prévention urbaine a été « consacrée » par le biais d'une politique publique nationale et d'une norme européenne sur la « prévention de la malveillance par l'urbanisme ». Enfin, nous tentons d'esquisser les conséquences de ce nouveau référentiel sur l'aménagement urbain en analysant quelques situations locales.

Spécialités: **X Urbanisme** **X Aménagement****●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT**Thèse en cours, 3^e année (rédaction en cours).** PUBLICATIONS**

- Vallet B., Coordination de l'ouvrage *Qualité et sûreté des espaces urbains. Onze expériences novatrices*, coll. Recherches du Puca, décembre 2011.
- Vallet B., « Itinéraire, réception et mise en projet de l'idée de résidentialisation », in dir. Deboulet A. et Lelévrier C., *Rénovation urbaine en Europe*, PUR, 2014, pp. 303-315.

 CONTACT

- bertrand.vallet@developpement-durable.gouv.fr

LES MÉGAPROJETS URBAINS : ANCRAGE TERRITORIAL DES RESSOURCES DANS UN MONDE MOBILE

DOCTORANT :

Nelson Vera Bûchel

Groupe de recherche en économie territoriale (Gret), Université de Neuchâtel, Suisse

Thèse DIRIGÉE PAR :

Olivier Crevoisier

Résumé

Cette thèse en économie territoriale s'inscrit dans le cadre du projet FNSRS « CompleXdesign ». Son objectif est d'étudier, dans une perspective interdisciplinaire et intégrée, la manière dont se réalisent les projets complexes et, corollairement, celle dont ils interrogent et engagent des savoirs et des pratiques relevant de la technologie du bâti, de la socio-économie et du droit (<http://complexdesign.epfl.ch/>). Cette recherche traite des relations entre « projets complexes, marchés immobiliers et développement urbain » sous les angles à la fois socio-économiques, financiers, institutionnels et spatiaux. L'objectif majeur est d'analyser les différentes formes organisationnelles et institutionnelles des interactions public-privé qui se mettent en place dans le cadre des projets complexes et ainsi d'examiner les capacités des acteurs à s'insérer dans des réseaux de production et de financement organisés aux échelles nationale et internationale. Ce projet s'attache tout particulièrement à comprendre comment se construisent et s'exploitent la rente et les « nouvelles » valeurs urbaines.

Spécialités: **X Économie territoriale** **X Sociologie** **X Géographie**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse en cours, 3^e année. Analyse empirique et rédaction.



FINANCEMENT

Thèse financée par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNSRS).



PUBLICATIONS

• En cours : « Les mégaprojets urbains : une valorisation nouvelle de l'urbanité et de la rente immobilière ».



CONTACT

• nelson.vera@unine.ch
+41 32 718 14 92

• Vera Bûchel N., Brandão M., « De Rotterdam : de la théâtralisation de la densité urbaine », in *Les Cahiers de l'Aspan*, 07/11/2014, 32^e année.

**TRAJECTOIRES RÉSIDENTIELLES DES MÉNAGES ET APPROCHES SPATIALISÉES
DE LA MAÎTRISE DE LA DEMANDE D'ÉNERGIE****DOCTORANT :****Pierre Voyé**

Laboratoire d'économie de Dijon (Ledi), UMR 6037, Université de Bourgogne

Thèse DIRIGÉE PAR :

Catherine Baumont

Résumé

Les contraintes économiques et environnementales actuelles impliquent un besoin de maîtrise de la demande d'énergie du secteur résidentiel. La facture énergétique d'un ménage dépend des caractéristiques de son logement, de la localisation de celui-ci et des comportements de consommation du ménage. L'objectif de cette thèse est de comprendre les relations entre trajectoires résidentielles, formes urbaines et maîtrise de la demande énergétique des ménages. Elle s'inscrit donc dans l'axe 5 du programme de recherche de l'Ademe : énergie, ville et société.

Plus précisément, il sera question d'identifier les verrous spatiaux à la réduction de la consommation énergétique en insistant sur les comportements de localisation résidentielle et leurs évolutions récentes : transformations socio-économiques avec l'accroissement du nombre des petits ménages, dynamisme des aires urbaines moyennes... Il s'agira de modéliser les conditions d'émergence de la « valeur verte », de l'évaluer et d'étudier les effets des politiques publiques de rénovation dans un cadre de contraintes du marché immobilier et de comportements des ménages. Pour parvenir à ces résultats, les approches mobilisées seront celles de l'économie urbaine et de l'économétrie spatiale.

Spécialité: **X Économie****● ○ ○ ÉTAT D'AVANCEMENT**Thèse en cours, 1^{re} année (définition de la méthodologie, terrain).**€ FINANCEMENT**

Ademe et conseil régional de Bourgogne.

Date de mise à jour : **septembre 2015****CONTACT**• laure.abramowitch@u-bourgogne.fr

SANS TOIT NI LOI ? LE DROIT AU LOGEMENT OPPOSABLE. RECOURS À LA JUSTICE ADMINISTRATIVE ET RATIONALISATION DE L'ACTION PUBLIQUE

Docteur :

Pierre-Édouard Weill

Société, acteurs, gouvernements en Europe (CNRS-UMR 7163), Université de Strasbourg

Thèse dirigée par :

Vincent Dubois

Résumé

La thèse porte sur la genèse et la mise en œuvre du droit au logement opposable (Dalo). Elle adopte une approche transversale de l'action publique pour mieux révéler les logiques sociales de ses transformations. Menée au niveau national et dans quatre départements contrastés (Paris, Yvelines, Bas-Rhin, Vosges), l'enquête articule les méthodes qualitatives et quantitatives. Elle donne à voir un processus de rationalisation de l'action publique par le recours à la justice, tout en pointant ses limites et ses effets pervers. Trois principaux résultats sont mis en valeur. Premièrement, la conduite de l'action publique intègre la critique sociale par le droit. Deuxièmement, le traitement du recours à la justice des demandeurs de logement sert une reprise en main par l'État d'une politique fortement décentralisée, qui reste cependant inachevée. Troisièmement, une obligation de résultat en matière de droit au logement légitime paradoxalement un ciblage croissant de l'intervention publique.

Spécialités: **X Science politiques** **X Sociologie de l'action publique**

●●● ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse soutenue publiquement à Strasbourg le 19 septembre 2013.

Thèse remarquée par le jury du prix 2014 de thèse sur l'habitat social organisé par l'Union sociale pour l'habitat, le Groupe Caisse des Dépôts et l'Institut CDC pour la recherche.

FINANCEMENT

Allocation du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

PUBLICATIONS

- Weill P.-É., « Quand les associations font office de street-level bureaucracy. Le travail quotidien en faveur de l'accès au droit au logement opposable », *Sociologie du travail* (1^{er} prix Jeune auteur 2013), vol. 56, n° 3, 2014, pp. 298-319.
- Weill P.-É., « Le droit au service des personnes défavorisées ? Les effets pervers de la mise en œuvre du droit au logement opposable », *Gouvernement et action publique*, vol. 2, n° 2, 2013, pp. 279-302.

CONTACT

- pierreedouard.weill@gmail.com

CONFLITS SOCIAUX ET PARTICIPATION DES HABITANTS DANS LE PROCESSUS DE LA RÉNOVATION URBAINE : ÉTUDE COMPARATIVE ENTRE LA FRANCE ET LA CORÉE DU SUD

DOCTORANT :

Seungchan Yong

MRTE (Mobilités - Réseaux - Territoires - Environnement), EA 4113, Université de Cergy-Pontoise

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Didier Desponds

Résumé

De nos jours, on constate fréquemment les limites des dispositifs de la démocratie représentative. De ce fait, la participation citoyenne apparaît toujours plus nécessaire, en particulier lors des opérations de rénovation urbaine. Celle-ci a pour objet d'améliorer non seulement les conditions de logement mais aussi le cadre de vie des habitants. Il paraît donc impossible de faire l'impasse sur le potentiel de mobilisation de ceux qui vivent sur ces territoires.

Dans le contexte français, la participation citoyenne est devenue impérative. D'intentionnelle, elle s'est institutionnalisée, par exemple dans la loi pour la ville et la cohésion urbaine de 2014. Pourtant, ces pratiques restent le plus souvent au niveau bas de l'échelle de participation de Sherry Arnstein. Dans le contexte coréen, la place des habitants ne fait généralement l'objet d'aucune attention particulière, ce qui débouche parfois sur des situations de forte tension.

En s'appuyant sur des études de terrain en France et en Corée du Sud, cette thèse vise à analyser les démarches participatives mises en œuvre et à en évaluer les effets concrets. Elle se propose d'identifier les pratiques les plus efficaces pour contribuer à en promouvoir les méthodes.

Spécialité: **X Géographie**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Thèse en cours, 2^e année.

Pour cette 2^e année, travail sur des terrains d'étude en Corée du Sud.

Date de mise à jour : **septembre 2015**



CONTACT

• davidyong75@yahoo.fr
06 16 15 58 74

ANALYSE DES DÉPENSES DE CHAUFFAGE DANS LE LOGEMENT SOCIAL. APPLICATION D'UN MODÈLE ÉCONOMIQUE PRÉVISIONNEL



Docteur :

Shaker Zabada

Laboratoire de génie civil et géo-environnement (LGCgE), Université Lille 1, Sciences et Technologies

Thèse dirigée par :

Isam Shahrour et Marwan Sadek

Résumé

La thèse porte sur la consommation d'énergie, et plus particulièrement le chauffage dans le logement social. Elle vise 1 à analyser l'influence des caractéristiques de bâtiments et des indicateurs socio-économiques des occupants sur la consommation de chauffage et 2 à développer des modèles numériques pour la prédiction de cette consommation. La recherche est basée sur des données fournies par Lille Métropole Habitat qui est en charge de la gestion d'un grand parc de logements sociaux.

La thèse comprend quatre parties. La première présente une analyse bibliographique, qui couvre le logement social en Europe, notamment en France, les facteurs qui affectent la consommation d'énergie dans le logement social et les politiques proposées en matière d'économies d'énergie dans ce secteur. La deuxième partie présente les données fournies par LMH, utilisées dans ce travail. Elles comprennent les dépenses de chauffage, les caractéristiques des bâtiments et les indicateurs socio-économiques sur les occupants. La troisième partie présente une analyse de l'influence des caractéristiques des bâtiments (âge, DPE, superficie et nombre d'étages) et des paramètres socio-économiques des occupants (âge, situation matrimoniale et revenus) sur la consommation de chauffage. La dernière partie présente l'élaboration des modèles de prévision des dépenses de chauffage dans le parc de LMH et l'utilisation de ces modèles pour la politique de rénovation. Deux méthodes sont utilisées : la méthode des moindres carrés (OLS) et les réseaux de neurones artificiels (ANN).

Spécialités : **X Économie** **X Génie urbain** **X Génie civil**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Soutenue en décembre 2014.



FINANCEMENT

Ministère des Affaires étrangères.



PUBLICATIONS

• Benyahya I., Sadek M., Shahrour I., Zabada S.,
« Analyse des consommations de chauffage dans

le logement social. » Conférence « Réduction des charges liées aux fluides dans le logement social. Enjeux et apport de l'innovation », 18 février 2014. Lille.

• Shahrour I., Zabada S., et al., « Smart city : a living Laboratory. Crisis response », vol 10, n° 1, 2014.



CONTACTS

• shakerkhaleel@yahoo.com
• isam.shahrour@univ-lille1.fr

**CONTRIBUTION AU CONCEPT DU LOGEMENT SOCIAL EN ALGÉRIE :
QUEL STANDARD MINIMUM ?****DOCTORANTE :****Ikhlas Zerouala**

Laboratoire architecture, ville, urbanisme, environnement (Lavue), UMR, Paris Val de Seine, École polytechnique d'architecture et d'urbanisme, Alger

THÈSE DIRIGÉE PAR :

Farhi Abdallah (Algérie) et Yankel Fijalkow (France)

Résumé

L'Algérie, depuis les années 1970, a dû faire face à une demande en logements de plus en plus pressante. Plusieurs systèmes et procédés constructifs ont été importés et expérimentés pour la réalisation des grands ensembles d'habitations, afin de produire un maximum de logements en un minimum de temps. Le secteur de l'habitat mobilise 21 % du budget de l'État. Celui-ci a développé les villes en soutenant la construction de grands programmes de logements publics collectifs. Cette stratégie a permis d'atténuer sensiblement la crise quantitative du logement, au détriment cependant de la qualité du cadre bâti ainsi produit. L'insatisfaction des habitants s'exprime clairement par les transformations qu'ils entreprennent sur l'organisation interne des logements comme en façade. La standardisation de la production des logements sur l'ensemble du territoire n'a pas permis de prendre en compte les aspirations des ménages, leur capacité contributive comme l'environnement des immeubles construits.

La thèse vise à élaborer de nouveaux standards pour le logement social capables de concilier les exigences des ménages et les objectifs des politiques publiques (réponse aux besoins, exigences liées au développement durable...) en mobilisant les nouvelles technologies disponibles. La qualité de la conception est en effet un élément important pour créer des conditions de vie favorables et durables susceptibles de participer au bien-être des habitants.

Spécialité: **X Architecture****●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT**Thèse en cours, 4^e année.Date de mise à jour : **septembre 2015****CONTACTS**

- i.zerouala@epau-alger.edu.dz
- ikhlaszer@hotmail.fr





Autres coopérations ◀

PRODUIT LOGEMENT ET SERVICES POUR PERSONNES ÂGÉES**Partenariat :**

SIA Habitat, Éric Alexandre, directeur immobilier et communication

Action tank pauvreté, HEC Paris

Jacques Berger, directeur, Brune De Bodman et Guillaume Ginèbre, chefs de projet

Résumé

Concevoir un produit logement neuf en collectif développé spécifiquement pour les personnes âgées aux revenus modestes et relativement autonomes afin de leur permettre un vieillissement sur place jusqu'à un degré de dépendance à préciser, en offrant des services adaptés, modulables et accessibles économiquement. Le concept doit être duplicable/reproductible.

Spécialité: **X Economie**

● ○ ○ ÉTAT D'AVANCEMENT

L'Action Tank a conduit une phase de recherche documentaire et de benchmark pour définir le cahier des charges du produit.

Compte tenu de la reprise de ce sujet d'innovation par le réseau Habitat en Région, le Groupe SIA a différé le lancement de la phase de modélisation et de test.

**FINANCEMENT**

SIA Habitat.

**CONTACT**

• eric.alexandre@groupe-sia.com
03 27 93 05 82

ATELIER ÉTUDIANTS AUTOUR DE LA CONSTRUCTION DE DIX MAISONS PASSIVES À BOULOGNE-SUR-MER

PARTENARIAT :

Commanditaire : Habitat du Littoral, Office public de l'habitat de Boulogne-sur-Mer

Universitaire : École nationale supérieure des Mines de Douai, master spécialisé bâtiment à énergie positive
Responsable des études et de la formation à l'École des Mines de Douai : Raymond Chevallier

Responsable du master : Bernard Baudoin

Responsable du groupe d'étudiants : Richard Van Tran

OBJET DE L'ATELIER

Habitat du Littoral a lancé la construction de dix maisons passives, afin d'initier une nouvelle façon d'habiter pour les locataires et un nouveau mode de construction pour les entreprises. La promotion 2012/2013 du master a travaillé sur la conception des maisons, l'amélioration du cahier des charges, la position des panneaux solaires et la préconisation de l'installation de triple vitrage. La promotion 2013/2014 a travaillé sur le suivi des bons gestes auprès des entreprises, sur la mise en place de l'instrumentation des logements (suivi des consommations, bon fonctionnement de la maison) et sur un guide d'utilisation qui sera remis aux locataires le jour de leur entrée dans le logement afin d'utiliser au mieux les capacités qu'offre la maison. Les dix maisons instrumentées sont livrées depuis le mois de septembre 2014. La phase intégration des données dans les portails (gestionnaire et usagers) est en cours depuis le mois de décembre par la société Ocea Smart Building, en charge de l'instrumentation et du paramétrage des données.

Spécialités : **X Architecture** **X Génie civil** **X Économie** **X Sociologie**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

La collaboration se poursuit cette année avec la promotion 2014/2015 qui travaille en collaboration avec Ocea Smart Building sur une méthode d'analyse afin de suivre les résultats et données recueillis par cette instrumentation sur une année complète dans un premier temps. Les agents de la gestion locative et les techniciens d'Habitat du Littoral pourront grâce à ces résultats accompagner les locataires et apprécier les installations techniques mises en place.

€ FINANCEMENT

1 800 euros (pour la période 2014-2015). Le suivi de l'instrumentation par les étudiants de l'École des Mines de Douai se fait dans le cadre de leur projet d'école et sans rémunération. Seuls leurs frais de déplacement et de « bouche » sont pris en charge.

📄 PRODUCTIONS

- Guide à l'attention du locataire, guide de construction pour les entreprises intervenant sur le chantier, affichettes à l'intention des personnes présentes sur le chantier, cahier des charges pour l'instrumentation.
- Journaux locaux (*La Voix du Nord*, *La Semaine dans le Boulonnais*), radio locale (radio 6).
- Ouvrage de l'OPH sur les projets retenus dans le cadre du Solar Decathlon 2014.

👤 CONTACT

• Frédérique Bouko, architecte maître d'ouvrage
f.bouko@habitat-du-littoral.com
07 86 28 54 59

LES FACTEURS D'ATTRACTIVITÉ DES CENTRES-BOURGS DANS LE FINISTÈRE ET LES CONDITIONS DE LEUR REVITALISATION

PARTENARIAT :

Commanditaire : Conseil départemental du Finistère

Partenaire scientifique : le Cerur associé au cabinet Mana

Référente : Agnès Lemoine, directrice d'études au Cerur, professeure associée à l'Université de Rennes 2 (master Aménagement et collectivités territoriales)

Résumé

Suite à une étude sociologique « Habitat et attractivité des centres-bourgs en Finistère » menée en 2013/2014 par le cabinet Cerur et Mana (Rennes), le conseil départemental du Finistère a lancé un appel à manifestation d'intérêts (AMI) « revitalisation de l'habitat en centre-bourg » en septembre 2014.

L'étude a permis de prendre la mesure de l'ensemble des facteurs qui concourent à l'attractivité d'un centre-bourg (localisation, services, emplois, économie, déplacement, cadre de vie, vie sociale...) et d'identifier des profils d'habitants susceptibles de s'installer au centre (plutôt qu'en périphérie), ainsi que des typologies d'habitat compatibles avec les contraintes d'un centre-bourg et les attentes des ménages.

Cette étude et l'ensemble de la démarche en faveur des centres-bourgs s'inscrivent en complémentarité du travail engagé sur ce sujet par l'Établissement public foncier de Bretagne.

Depuis la restitution de cette étude début 2014, le Département a élaboré et lancé un Appel à Manifestation d'intérêts, dont les objectifs, critères et modalités ont largement été inspirés par les préconisations issues de l'étude.

Cet AMI permet d'accompagner, en amont du projet, des collectivités locales souhaitant s'engager dans une démarche globale de réflexion puis d'action visant la redynamisation de leur centre-bourg et se traduisant par des opérations en matière d'habitat. Les projets devront permettre non seulement de lutter contre l'étalement urbain, de disposer d'une offre nouvelle de logements, mais aussi de contribuer à la revitalisation du centre-bourg.

Le dispositif s'adresse aux territoires ruraux et périurbains émergents tels que définis dans le Plan départemental de l'habitat ou dans les programmes locaux de l'habitat confrontés à un enjeu de revitalisation de leur centre-bourg.

Spécialités : **X Sociologie** **X Architecture** **X Urbanisme**

● ● ● PÉRIODE DE RÉALISATION

Étude réalisée en 2013 et restituée début 2014.

FINANCEMENT

20 000 euros financés par le département du Finistère.

PRODUCTION

Rapport final téléchargeable :
[http://fr.calameo.com/
books/0002827650c0a51e04fa1](http://fr.calameo.com/books/0002827650c0a51e04fa1)

CONTACT

Guillaume Brillant, chargé de projets habitat durable

Conseil départemental du Finistère, direction de l'aménagement, de l'eau, de l'environnement et du logement

Direction adjointe de l'habitat et du logement

• guillaume.brillant@finistere.fr

02 98 76 63 83

CHALLENGE INTERUNIVERSITAIRE BIM BANG DECATHLON

Partenariat :

L'Opac38 a participé au mois de mars 2015 à un challenge universitaire, intitulé le BIM Decathlon, événement destiné à renforcer la communauté des acteurs de la construction numérique. Organisé pour la première fois, il est réservé aux étudiants en architecture, élèves ingénieurs et économistes venus de toute la France, techniciens de la construction et de l'infographie rassemblés en équipes mixtes. Le BIM Decathlon est destiné à récompenser l'équipe qui a modélisé un scénario réaliste de rénovation d'un ensemble de logements sociaux, construits en 1957, dans une maquette numérique 3D. L'Opac38 a proposé comme terrain d'expérimentation l'amélioration d'un ensemble immobilier de 40 logements collectifs : La Monta, à Saint-Egrève. Pendant trois jours, les équipes ont travaillé sur ce projet afin de proposer le meilleur scénario pour les travaux, tout en utilisant une maquette numérique dans le but de maximiser la performance technique, économique et environnementale. L'Opac38 a ensuite fait partie du jury, présidé par Bertrand Delcambre (responsable de la mission numérique dans le bâtiment au ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie), qui a sélectionné le meilleur projet. L'Union sociale pour l'habitat était également membre du jury.

Résumé

Les objectifs de cette collaboration sont triples :

- Explorer les atouts de la maquette numérique : l'immense capacité de stockage d'informations liée à la maquette numérique est un atout pour assurer une passerelle entre la conception et le suivi de l'entretien d'installations de plus en plus techniques comme les chaudières bois ou les systèmes de production d'eau chaude sanitaire
- Comparer les méthodes traditionnelles et la maquette numérique : l'analyse des résultats du concours devait permettre de mesurer l'efficacité de la maquette 3D dans la diversité des scénarii abordés pour un tel programme de réhabilitation, comparée aux résultats issus d'une étude « traditionnelle » en cours par un bureau d'études. Toutefois, l'accent a été mis sur la démonstration de l'interopérabilité des logiciels utilisés autour de la maquette BIM. Le délai imparti aux équipes ne permettant pas d'aller dans les détails, notamment financiers.
- Développer les relations avec l'université : un des enjeux de cette participation était de nouer des relations avec les milieux universitaires en explorant de nouvelles méthodes de travail collaboratives. L'équipe gagnante, désignée le 6 mars 2015, est l'équipe de Toulouse, composée de Thibault Pouch, Manssour Ali, Zulema Tanco Lopez et Yasmine Ben Abdallah.

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Opération terminée.



CONTACT

Emmanuel Bruas, directeur du patrimoine de l'Opac38

- emmanuel.bruas@opac38.fr

ATELIER ÉTUDIANTS SUR « LE LOGEMENT INTERMÉDIAIRE : UNE RÉPONSE AUX BESOINS DES SALARIÉS SAINT-QUENTINOIS ? »

PARTENARIAT :

Commanditaire : Action logement via Accil formation

Référente : Catherine Didier

Universitaire : master Urbanisme, aménagement et études urbaines de l'université Paris Ouest Nanterre La Défense (atelier mobilisant un groupe de 6 étudiants)

Référente : Claire Carriou

OBJET DE L'ATELIER

Il s'agit d'aider la Casqy (communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines) et l'UESL-Action Logement à identifier le potentiel de développement du logement locatif intermédiaire sur le territoire saint-quentinois pouvant répondre à des besoins en logements exprimés ou potentiels des salariés du territoire : dans quels volumes ? Avec quelles typologies ? À quels prix ? Pour quelles cibles ? Avec quelles localisations préférentielles ? À quelles conditions d'aménagement du cadre de vie ? Avec quels partenaires ? Selon quels circuits de commercialisation ?, etc.

Le périmètre géographique de cette étude est celui des sept communes de la Casqy qu'il conviendra néanmoins de comparer aux territoires limitrophes pouvant présenter une offre concurrentielle.

Les résultats attendus de l'étude :

- une analyse détaillée et cartographiée du marché du logement sur le territoire (par segment, par partenaires) ;
- un focus sur le logement intermédiaire existant (prix, acteurs, localisations, occupation, gestion, difficultés éventuelles de mise en location, etc.) ;
- un focus sur l'attractivité du territoire ;
- une évaluation (quantitative et qualitative) d'une demande potentielle de ménages salariés pour du logement intermédiaire ;
- une esquisse de programmation de logements intermédiaires en cohérence avec cette évaluation (nombre, typologies, prix, localisations de futurs projets éventuels, etc.) ;
- des recommandations pour organiser la commercialisation de la nouvelle offre (circuit, relais, mobilisation du réseau Action Logement, rôle des collectivités locales, etc.) et s'assurer des conditions de son attractivité (localisation, cadre de vie, aménagement, etc.).

● ● ● PÉRIODE DE RÉALISATION

De janvier 2015 à début avril 2015, à temps plein.

FINANCEMENT

Budget de 5 000 euros financé par Accil formation.

PRODUCTIONS ATTENDUES

- Rapport écrit et présentation orale par les étudiants lors des deux comités de suivi de la démarche.
- Rédaction d'une note de synthèse.

CONTACTS

- claire.carriou@u-paris10.fr
- catherine.didier@actionlogement.fr

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE BATIGÈRE ÎLE-DE-FRANCE ET L'UNIVERSITÉ POLYTECH DE TOURS

Partenariat :

Batigère Île-de-France

Polytech, École d'ingénieurs de l'Université de Tours, Génie de l'aménagement et de l'environnement

Résumé

La convention organise un partenariat à plusieurs niveaux :

- accueil en 2015 par Batigère Île-de-France de quatre étudiants pendant quatre mois dans le cadre d'un stage groupé sur le thème « Définition d'un plan stratégique de gestion de proximité pour pérenniser et optimiser la gestion quotidienne sur un quartier Anru dans l'Essonne » ;
- recrutement en 2016 d'un alternant au sein des équipes Patrimoine de Batigère Île-de-France ;
- participation possible à des mémoires de recherche en fonction des thématiques proposées ;
- étude de la participation à une bourse Cifre en 2016.

Spécialités : **X Génie de l'aménagement** **X Génie de l'environnement**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

La convention s'inscrit dans la durée. Elle a été signée pour l'année 2015, pour un an renouvelable.

€ FINANCEMENT

15 000 euros financés par Batigère Île-de-France.

📄 PRODUCTION ATTENDUE

Dans le cadre du stage organisé en 2015 : un plan d'action opérationnel pour la gestion de proximité avec un calendrier de déploiement.

👤 CONTACTS

- Hubert Cunat, directeur général de Batigère Île-de-France
Hubert.Cunat@batigere.fr
- dae.polytech@univ-tours.fr

ATELIER ÉTUDIANTS SUR « DE NOUVELLES FORMES DE PRODUCTION DE LOGEMENTS, LOGEMENTS SOCIAUX ET ÉQUIPEMENTS DE PROXIMITÉ POUR PARIS HABITAT »

Partenariat :

Commanditaire : Paris Habitat

Référentes : Florence Sportouch et Magali Rama

Universitaire : master urbanisme (parcours « Habitat et mobilités ») de l'Institut d'urbanisme de Paris, Upec Université Paris Est Val-de-Marne

Référents : Camille Gardesse et Jean-Claude Driant

Résumé

La demande de logements sociaux à Paris est très supérieure à l'offre effectivement disponible, ce qui conduit la Ville de Paris à formuler des objectifs de production ambitieux et oblige les opérateurs à donner plus d'ampleur à des pratiques déjà expérimentées et qui consistent à mobiliser des ressources immobilières ou foncières existantes pour augmenter le nombre de logements. Parmi ces pratiques, trois méritent une attention particulière :

- la surélévation d'immeubles de logements sociaux existants, d'équipements de proximité ;
- l'utilisation de ressources foncières inexploitées dans des ensembles immobiliers existants ;
- la transformation d'immeubles de bureaux inutilisés en logements.

Paris Habitat souhaite disposer d'une étude approfondie sur ces pratiques et leurs perspectives de développement. Trois dimensions particulières seront traitées :

- les spécificités des montages techniques et financiers de ces opérations ;
 - les conditions de leur acceptabilité par les habitants des ensembles existants et des riverains ;
 - les modalités de la mise en œuvre de ces projets et en particulier les coopérations qu'ils induisent entre les métiers et les services du bailleur comme entre les différentes directions de la Ville de Paris.
- L'étude repose sur cinq monographies approfondies d'opérations achevées ou en cours. Elle comporte une enquête auprès des différents acteurs des projets et donne une place importante aux habitants des sites et à leurs représentants. Elle débouchera sur un ensemble de préconisations tirées de ces expériences.

● ● ● PÉRIODE DE RÉALISATION

Octobre 2014 à mars 2015.

€ FINANCEMENT

Budget de 5 000 euros financé par Paris Habitat pour les frais de fonctionnement liés à la réalisation de l'atelier.

📄 PRODUCTIONS ATTENDUES

- Rapport écrit et présentation orale par les étudiants lors des deux comités de suivi de la démarche.
- Rédaction d'une note de synthèse.

👤 CONTACTS

- driant@u-pec.fr
- camille.gardesse@u-pec.fr
- florence.sportouch@parishabitat.fr
- magali.rama@parishabitat.fr

ATELIER ÉTUDIANTS SUR « LE LOGEMENT DES PERSONNELS DE SANTÉ DANS LA VALLÉE SCIENTIFIQUE DE LA BIÈVRE »

PARTENARIAT :

Commanditaire : Action logement via Accil formation

Référente : Catherine Didier

Universitaire : master Urbanisme (parcours « Habitat et mobilités ») de l'Institut d'urbanisme de Paris, Upec Université Paris Est Val-de-Marne

Référents : Garance Clément et Jean-Claude Driant

OBJET DE L'ATELIER

La vallée scientifique de la Bièvre est un territoire de projet d'une vingtaine de communes situé dans les Hauts-de-Seine et le Val-de-Marne. Plusieurs acteurs privés majeurs du secteur de la santé y sont présents, dont l'institut Gustave-Roussy et l'hôpital privé d'Antony, ainsi que des sites hospitaliers publics de l'AP-HP. Ces établissements s'inscrivent par ailleurs dans un écosystème plus large lié au domaine de la santé (notamment dans l'industrie pharmaceutique).

La question du logement représente un enjeu pour l'accès à l'emploi des salariés, l'attractivité du territoire de la VSB et le bon fonctionnement des centres hospitaliers. Cette étude a pour but de préciser les besoins spécifiques liés aux activités professionnelles du secteur de la santé (notamment aux conditions de travail : horaires décalés, besoins de services annexes tels que la garde d'enfants...) et formuler des préconisations.

L'étude comporte trois dimensions :

- La définition d'un référentiel des métiers liés au secteur de la santé, de façon à mieux comprendre cette catégorie de salariés et de bien qualifier les publics cibles et les enjeux de l'étude.
- L'analyse des besoins des salariés en termes de logements. Il s'agira de dégager les enjeux pour l'attractivité du territoire, tant du point de vue des entreprises et établissements liés à la santé que pour les salariés eux-mêmes.
- La formulation de préconisations, discutées en amont avec les commanditaires et soumises aux acteurs du site.

● ● ● PÉRIODE DE RÉALISATION

Octobre 2014 à fin mars 2015.

FINANCEMENT

Budget de 5 000 euros financé par Accil Formation pour les frais de fonctionnement liés à la réalisation de l'atelier.

PRODUCTIONS ATTENDUES

- Rapport écrit et présentation orale par les étudiants lors des deux comités de suivi de la démarche.
- Rédaction d'une note de synthèse.

CONTACTS

- driant@u-pec.fr
- catherine.didier@actionlogement.fr

ATELIER ÉTUDIANTS SUR « L'HABITAT DANS LES CENTRES ANCIENS : LES OUTILS DE L'ACTION PUBLIQUE »

PARTENARIAT :

Commanditaire : Dreal Midi-Pyrénées

Universitaire : Master 2 Villes et territoires, parcours « Habitat et politiques d'aménagement »,
Université Toulouse – Jean-Jaurès

Responsable de la formation: Fabrice Escaffre

Référents de l'atelier: Fabrice Escaffre et Samuel Balti

OBJET DE L'ATELIER

Plusieurs travaux menés ces dernières années ont permis de mettre en évidence un certain nombre de dynamiques caractérisant la perte d'attractivité ou l'effondrement des centres anciens dans les villes petites et moyennes. Dans le même temps, en dépit des efforts entrepris, l'action publique, à travers ses différents dispositifs, semble souvent éprouver des difficultés à freiner ces processus et peine à redonner de l'attractivité aux centres anciens. Opah, PIG, valorisation patrimoniale et/ou commerciale, piétonnisation, voire les outils de la politique de la ville dans certains cas, semblent rencontrer leurs limites. C'est l'hypothèse formulée au départ de cet atelier, qui s'inscrit dans la continuité des réflexions engagées pour renouveler le regard porté sur ces questions.

L'atelier se propose d'analyser les outils à disposition des acteurs publics en faveur du traitement des problématiques de l'habitat dans les centres anciens. Il s'agira d'abord de les référencer. Un repérage des acteurs impliqués dans leur mise en œuvre sera ensuite réalisé, dans la perspective de décrypter les logiques de construction de l'action dans les centres anciens. Enfin, la mise en œuvre de ces outils, leurs effets et leurs limites, seront étudiés en s'appuyant sur l'observation de plusieurs terrains :

- une métropole : Toulouse ;
- une commune périurbaine : Rieumes ;
- deux villes moyennes : Auch et Cahors ;
- trois petites villes : Montech, Saint-Girons et Condom.

Spécialités : **X Urbanisme** **X Études urbaines** **X Géographie**

● ● ● PÉRIODE DE RÉALISATION

Novembre 2014 à juin 2015.

FINANCEMENT

Budget de 5 000 euros financé par la Dreal Midi-Pyrénées pour les frais de fonctionnement liés à la réalisation de l'atelier.

PRODUCTIONS

Rapport écrit et présentation orale par les étudiants.

CONTACT

• fabrice.escaffre@univ-tlse2.fr

ATELIER ÉTUDIANTS « VIVRE EN MAISON DE VILLE »**PARTENARIAT :**

Commanditaire : Caue de la Haute-Garonne

Universitaire : master Villes et territoires, parcours « Habitat et politiques d'aménagement », Université Toulouse – Jean-Jaurès (atelier ayant mobilisé huit étudiants de master 2)

Responsables de la formation: Marie-Christine Jaillet et Fabrice Escaffre

Responsable de l'atelier: Fabrice Escaffre

OBJET DE L'ATELIER

L'atelier s'est intéressé aux « maisons de ville » pour apprécier, à partir de l'analyse de la manière dont elles sont « vécues », si elles peuvent être une alternative à la maison individuelle périurbaine. L'étude s'est attachée à analyser les parcours résidentiels, les modes d'habiter, les perceptions du voisinage d'habitants de « maisons de ville ». 80 entretiens semi-directifs ont été réalisés dans une quinzaine d'opérations situées dans quatre « pôles d'équilibre » du département de la Haute-Garonne: Auterive, Grenade-sur-Garonne, Revel et Saint-Gaudens.

Spécialités: **X Études urbaines** **X Urbanisme** **X Géographie**

● ● ● PÉRIODE DE RÉALISATION

De juillet 2013 à mai 2014.

€ FINANCEMENT

5 000 euros pour les frais de déplacement et de fonctionnement liés à la réalisation de l'atelier.

📄 PRODUCTIONS

- Un rapport d'étude et quatre restitutions orales: une pour le Caue de Haute-Garonne avec les étudiants, deux à destination d'élus, de techniciens, d'acteurs locaux du département et de la région, et une à destination des services études des DDT et Dreal de Midi-Pyrénées et d'Aquitaine.

👤 CONTACT

- fabrice.escaffre@univ-tlse2.fr

MESURER ET DONNER DU SENS POUR AGIR : UN ENJEU DE RESPONSABILITÉ PARTAGÉE POUR METTRE EN ŒUVRE L'HABITAT DURABLE

PARTENARIAT :

USH des Pays-de-la-Loire, Mireille Evenot
Université de Nantes, Pierre Vacher

AUTRES CHERCHEURS IMPLIQUÉS :

Ghozlane Fleury-Bahi, professeur de psychologie sociale et environnementale,
Université de Nantes – Faculté de psychologie, Labecd
Dominique Pécaud, maître de conférences à l'Institut de l'homme et de la technologie,
coordonateur du pôle Risques, vulnérabilité, Polytech Nantes
Philippe Burban, professeur associé à l'Université de Nantes, service formation continue

Résumé

Cette recherche-action pluridisciplinaire, menée par l'USH des Pays-de-la-Loire avec l'Université de Nantes et quatre bailleurs sociaux de la région, porte sur la question de « la mesure des consommations ». Ce travail de recherche s'appuie sur des projets conduits par les organismes (en neuf ou en réhabilitation) en leur permettant d'identifier les leviers pour agir tant dans le champ de la prescription technique que dans celui de la relation aux locataires. Il cherche à identifier comment l'habitant s'approprie les différentes solutions techniques qui lui sont proposées, quels sont les freins et leviers existants par rapport à leur utilisation : appropriation en particulier de l'habitat durable, des technologies mises en place dans les bâtiments et les logements. Il s'intéresse également à la question de la médiation entre enjeux publics et changements des comportements au niveau d'un quartier. Chacun des thèmes est placé sous la responsabilité d'un universitaire.

Spécialités : **X Psychologie sociale et environnementale** **X Sciences humaines et sociales**
X Énergies et Ressources **X Formation continue**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Projet finalisé. Les rapports de fin de mission des quatre thèmes de recherche ainsi que le rapport de synthèse du projet ont été rédigés et sont présentés dans la collection Cahiers-Références de l'Union sociale pour l'habitat (n° 1). Par ailleurs, un colloque interrégional de restitution et de débats autour du thème « Efficacité énergétique et modes d'habiter : quelle coopération avec les usagers ? » s'est tenu le 14 octobre 2014 à Nantes. Les actes de ce colloque sont parus.

€ FINANCEMENT

Ademe, Fills, USH, USH Pays-de-la-Loire, quatre bailleurs sociaux concernés par la recherche-action.

📄 PUBLICATIONS

- « La maîtrise de l'énergie dans le logement social : enjeux, pratiques et appropriations par les habitants », Cahiers-Références n° 1, l'Union sociale pour l'habitat, octobre 2014.
- « Efficacité énergétique et modes d'habiter : quelle coopération avec les usagers ? », Cahiers – Actes n° 4, l'Union sociale pour l'habitat, juillet 2015.

👤 CONTACTS

- USH des Pays-de-la-Loire : Julien Boucault
jboucault@ush-pl.org – 02 40 94 87 59
- LNH : Évelyne Carudel
Evelyne.Carudel@lnh-sa.fr – 02 40 14 52 30
- Nantes Habitat : Jean-François Sauvagnat
jean-francois.sauvagnat@nantes-habitat.fr
02 40 67 08 28
- Sarthe Habitat : Laurence Lecourt
laurence.lecourt@sarthe-habitat.fr – 02 43 43 72 71
- Le Toit Angevin : Astrid Mallet
Amallet@toitangevin.com – 02 41 79 62 76
- Université de Nantes : Pierre Vacher
pierre.vacher@univ-nantes.fr – 02 51 12 53 39

ATELIER ÉTUDIANTS SUR « LA PRISE EN COMPTE DU VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION DANS LE PARC SOCIAL »

PARTENARIAT :

Commanditaire : Osica, bailleur constructeur en Île-de-France

Universitaire : École spéciale des travaux publics (ESTP)

Référent : Guillaume Faas, responsable du double cursus ingénieur-architecte

OBJET DE L'ATELIER

Osica soutient des initiatives locales et développe de plus en plus d'actions dont le but est de répondre aux besoins des personnes âgées et de rompre leur isolement. Une des problématiques auxquelles Osica est confronté est de permettre aux locataires vieillissants de rester autonomes et de se maintenir dans leur logement. Cela pose des questions d'aménagement (accessibilité, équipement, ergonomie du logement), mais également des questions d'ordre social (de services, de proximité, de lien social, etc.). Osica a décidé de se faire accompagner dans cette réflexion par des étudiants ingénieurs-architectes de l'ESTP dans le cadre des « projets industriels d'entrepreneuriat et de recherche » (Pier).

À partir de l'étude du patrimoine d'Osica de Sarcelles, en tenant compte des actions et réflexions engagées en termes d'aménagement des logements, d'accessibilité et de services, l'étude vise à proposer des outils de diagnostic et, plus largement, une méthodologie permettant de tenir compte du vieillissement des locataires et reproductible à l'ensemble des résidences à rénover.

Spécialités : **X Architecture** **X Urbanisme** **X Ingénierie de la construction**

● ● ● PÉRIODE DE RÉALISATION

Octobre 2014 à mai 2015.

FINANCEMENT

Budget de 10 000 euros financé par Osica (indemnité financière pour les étudiants, utilisation des moyens – matériels et d'encadrement – de l'ESTP).

PRODUCTION

Création d'outils et rapport de préconisations (rendu écrit et présentation orale).

CONTACTS

- Hélène Marin-Martinez (responsable coordination développement social urbain, Osica)
Helene.marin-martinez@osica.sni.fr
- Sandrine Blasco (responsable projet patrimoine, SNI)
Sandrine.blasco@groupe-sni.fr

ATELIER ÉTUDIANTS SUR « L'ANALYSE DE LA GOUVERNANCE DE LA RÉNOVATION URBAINE »

PARTENARIAT :

Commanditaire : CES de l'Anru

Universitaire : master Urbanisme et aménagement et magistère Aménagement,
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Référents des formations : Jean Debrie (magistère) et Xavier Desjardins (responsable du master)

Responsable de l'atelier : Sylvie Fol, professeure d'aménagement et d'urbanisme

OBJET DE L'ATELIER

Le CES de l'Anru a décidé de mener une étude sur la gouvernance du programme national de renouvellement urbain (PNRU), tant locale que nationale, avec en perspective la réforme de la politique de la ville et le lancement du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU).

Elle comporte deux volets :

- une évaluation de la gouvernance nationale du PNRU (relations entre les acteurs, évolution des rapports de force, rôle de chacun d'entre eux) ;
- une évaluation de la gouvernance locale du PNRU à partir d'une analyse approfondie de treize sites (mise en œuvre des projets de rénovation urbaine, modalités de pilotage...).

Neuf sites sont investigués par l'agence de recherche Aristat : Alençon, Avignon, Boulogne-Billancourt, Carcassonne, La Rochelle, Maubeuge, Nancy, Reims, Vénissieux.

Trois sites le sont par l'atelier d'étudiants de Paris 1 : Choisy-le-Roi, Épinay-sur-Seine, Poissy.

Dans le cadre de l'atelier étudiants, le partenariat donne lieu à des réunions régulières entre le commanditaire, le groupe d'étudiants (quatre) et le responsable enseignant.

Spécialités : **X Sciences politiques** **X Sociologie des organisations** **X Urbanisme** **X Aménagement**

● ● ● PÉRIODE DE RÉALISATION

Octobre 2013 à mars 2014.

BUDGET MOBILISÉ

10 000 euros dans le cadre d'une convention de partenariat pédagogique passée entre le SG CIV, le CES de l'Anru et l'Université Paris 1 (les coûts d'encadrement des étudiants ne sont pas pris en charge ; ils sont assurés par l'université dans le cadre de sa mission de formation).

PRODUCTIONS

- Rapport écrit (rapport intermédiaire et rapport final) et présentation orale.

CONTACTS

Pour l'atelier étudiants :

- Sylvie Fol
sfol@univ-paris1.fr

Pour l'Agence de recherche Aristat :

- Mathilde Cordier
mathilde.cordier@aristat.fr
06 63 02 93 17
- Camille Devaux
camilledevaux.cd@gmail.com
06 84 34 92 67
- Émilie Saint-Macary
esaintmacary@aristat.fr
06 60 60 93 38 - 09 72 38 58 24

ATELIER ÉTUDIANTS SUR « LES CARACTÉRISTIQUES DES PTZ EN ÎLE-DE-FRANCE »**Partenariat :**

Commanditaire : IAU Île-de-France

En association avec la Direction territoriale Nord-Picardie du Cerema, qui apporte à l'étude les données issues du fichier du prêt à taux zéro (PTZ), et l'Agence départementale d'information sur le logement (Adil) du Val-de-Marne, dans le cadre de son observatoire du logement et de son partenariat récurrent avec l'IUP

Universitaire : master Urbanisme (parcours « Habitat et mobilités ») de l'Institut d'urbanisme de Paris, Upec Université Paris Est Val-de-Marne

Référentes : Camille Gardesse et Garance Clément

Objet de l'atelier

Observation longitudinale des caractéristiques de la distribution des PTZ en Île-de-France et des effets différenciés des générations de prêts, à la fois en termes de spécialisation géographique, de profil socio-logique des ménages et de caractéristiques des logements acquis.

L'étude comprend deux phases :

Un cadrage régional qui repose sur l'analyse des données statistiques tirées de la base de données sur le PTZ. Les questions principales sont :

- Du point de vue des logements : à quels types de logement les financements ont-ils le plus bénéficié ? Quels étaient leur prix ? Quelle est la géographie des différentes générations du PTZ ? Quels logements les primo-accessions correspondantes ont-elles contribué à remettre sur le marché (effets de chaîne) ?
- Du point de vue des ménages : quels étaient leurs profils ? Quelles mobilités résidentielles le PTZ a-t-il rendues possibles ?
- Du point de vue des conditions de financement : quel est le montant moyen de l'aide concrétisée par le PTZ ? L'acquisition avec PTZ présente-t-elle des caractéristiques différentes des autres types d'acquisition ?

Un approfondissement qualitatif par une campagne d'entretiens auprès d'une dizaine d'acteurs de l'accession dans le Val-de-Marne, avec deux objectifs principaux :

- la connaissance des acteurs locaux sur l'impact géographique et socio-économique des différentes réformes du PTZ ;
- la vérification et l'enrichissement des analyses issues de la phase statistique.

● ● ● PÉRIODE DE RÉALISATION

Octobre 2014 à fin mars 2015.

€ FINANCEMENT

Budget de 5 000 euros financé par l'IAU Île-de-France pour les frais de fonctionnement liés à la réalisation de l'atelier.

📄 PRODUCTIONS ATTENDUES

- Rapport écrit et présentation orale par les étudiants lors des deux comités de suivi de la démarche.
- Valorisation dans les *Notes rapides* de l'IAU Île-de-France cosignées par l'ensemble des partenaires.

👤 CONTACTS

- camille.gardesse@u-pec.fr
- anne-claire.davy@iau-idf.fr

RECHERCHE-ACTION SUR « LA GESTION SOCIALE DES ORGANISMES HLM FACE AUX NOUVEAUX ENJEUX DE SOCIÉTÉ »

Partenariat :

Le réseau Habitat social pour la ville

Les organismes Hlm : Emmaüs Habitat, ICF habitat, ICF Nord-Est, ICF Atlantique, Groupe Logement français, Opac 38, Pas-de-Calais habitat, Valophis, Paris habitat

Fors Recherche sociale

Résumé

Les évolutions sociales ou sociétales ont des répercussions fortes sur les activités des organismes Hlm à la fois du point de vue de leurs métiers et de celui de leurs missions. La paupérisation des habitants du parc Hlm tend à remettre en cause la vocation généraliste du logement social et oblige à réinterroger la fonction sociale des organisations Hlm et leur politique d'accompagnement individuel et collectif des locataires.

Le réseau habitat social pour la ville, réseau d'échange d'expériences, de qualification et de recherche-action sur le développement social urbain, qui réunit plus de 60 organismes Hlm, a souhaité mutualiser la réflexion de ses membres sur ce thème afin de fournir des réponses en termes de compétences, de dispositifs d'organisation et de partenariats, et de coût global des projets.

La recherche conduite au sein de neuf organismes s'est appuyée sur des observations de terrain et a apporté des résultats sur trois questions :

- l'amélioration de la prise en compte des besoins et attentes des habitants ;
- l'évolution des modes d'organisation, des compétences et des métiers pour mieux répondre à la vulnérabilité des ménages ;
- l'objectivation des coûts et de la création de valeur de la fonction sociale des organismes Hlm.

Spécialités : **X Sociologie** **X Urbanisme**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Recherche-action conduite en 2012 et 2013.

FINANCEMENT

Neuf organismes Hlm.

Fonds d'intervention pour le logement locatif social (Fills).

L'Union sociale pour l'habitat.

PRODUCTION

« La gestion sociale des organismes d'Hlm face aux nouveaux enjeux de société », Les Cahiers des collections d'*Actualités habitat*, cahier n° 159, juin 2014.

CONTACTS

• Didier Vanoni, directeur de Fors
didier.vanoni@fors-rs.com

• Joël Guilloux, Président du réseau Habitat social pour la ville
Joel.Guilloux@astria.com

PROJET DE RECHERCHE ET DE MISE EN ŒUVRE D'UNE STRATÉGIE OPÉRATIONNELLE DE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE

Partenariat :

Organismes Hlm initiateurs de la démarche : GIE Foncière Développement, Le Foyer rémois, Reims habitat Champagne-Ardenne et Immocoop

Collectivités territoriales : villes de Reims et de Bétheny, Reims Métropole

CSTB : Émeline Bailly, Michel Bonetti, Vincent Augiseau

JDL Architecture : Jean-Didier Laforgue

Résumé

La conception urbaine définie par le livre blanc consiste à faire en sorte que le projet d'aménagement s'inscrive dans les orientations de l'agglomération concernée, s'appuie sur les potentiels urbains de l'environnement et se porte sur les enjeux de gestion urbaine dans la conception des projets.

Ce projet repose sur quatre objectifs principaux :

- assurer un développement urbain durable à partir des potentialités socio-urbaines identifiées ;
- permettre un développement progressif du secteur par l'agencement d'opérations en fonction du foncier mobilisable et de sa localisation, afin d'activer le fonctionnement social urbain des différents secteurs en germe ;
- faire de ce territoire un levier de développement durable pour l'ensemble de l'est de Reims ;
- amorcer une démarche d'intervention partenariale entre les collectivités (villes de Reims et de Bétheny, Reims Métropole) et les initiateurs de la démarche (Le Foyer rémois, Reims Habitat Champagne-Ardenne et le GIE Foncière Développement).

Spécialités : **X Sociologie** **X Architecture** **X Urbanisme** **X Génie urbain**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Recherche achevée.



FINANCEMENT

GIE Foncière Développement pour le compte de Reims habitat Champagne-Ardenne, du Foyer rémois et d'Immocoop.



PUBLICATIONS

- Ouvrages réalisés en 2013.
- Un livre blanc publié en 2013.



CONTACT

- Jean-Claude Humbert, directeur du GIE
jc.humbert@gie-fd.fr
03 26 97 67 38

CYCLE DE CONFÉRENCES « LE LOGEMENT ET L'HABITAT EN FRANCE : CRISES ET MUTATIONS »

PARTENARIAT :

Commanditaires : CNFPT Midi-Pyrénées et CVRH Toulouse (ministère de l'Égalité des territoires et du Logement)

Universitaire : Lisst (Université de Toulouse, CNRS, Ehess)

Référents scientifiques : Marie-Christine Jaillet et Fabrice Escaffre

OBJET DE LA COOPÉRATION

Ce cycle de douze conférences est proposé aux agents des services de l'État et des collectivités de Midi-Pyrénées et du grand Sud-Ouest dans le cadre de leur formation continue. Il a démarré au printemps 2013 et se poursuit depuis, à raison d'une conférence tous les un ou deux mois jusqu'en 2015. Il vise à aider les acteurs de l'habitat à mieux comprendre les enjeux qui, sous couvert de ce que l'on nomme « la crise du logement », traversent ce champ et les politiques qui y ont trait. Chaque conférence dure 3 heures et regroupe entre 80 et 120 personnes autour d'un thème et d'un intervenant. Après un exposé d'une heure trente, du temps est donné aux échanges et aux débats. L'organisation et le fil rouge du cycle sont assurés par Marie-Christine Jaillet et Fabrice Escaffre. Ce cycle de conférences est dupliqué depuis juin 2014 par l'INST d'Angers.

Les conférences données :

- Conférence introductive du cycle : Marie-Christine Jaillet, directrice de recherche au CNRS, Lisst-Cieu, Université de Toulouse-Le Mirail.
- « Où en est la crise du logement ? » : Jean-Claude Driant, professeur à l'Institut d'urbanisme de Paris.
- « La diversité des situations de mal-logement en France » : Christophe Robert, délégué général adjoint de la Fondation Abbé-Pierre.
- « L'impact des transformations sociales sur le logement et l'habitat » : Marie-Christine Jaillet.
- « La financiarisation du logement » : Vincent Renard, directeur de recherche au CNRS, Iddri, Paris.
- « L'actualité des politiques du logement » : Marie-Christine Jaillet.
- « La question foncière » : Roelof Verhage, enseignant-chercheur, Institut d'urbanisme de Lyon.
- « Nouveaux acteurs, nouvelle gouvernance, vers de vraies politiques locales de l'habitat ? » : Fabrice Escaffre, enseignant-chercheur, Université Toulouse-Le Mirail/Lisst-Cieu.
- « Où en est le logement social ? » : Stéphane Carassou, consultant, ancien président d'organisme Hlm.
- « Où en est l'habitat périurbain ? » : Lionel Rougé, enseignant-chercheur, Université de Caen/ESO.
- « Où en est la rénovation urbaine ? » : Barbara Allen, sociologue.
- « Où en est l'habitat ancien ? » : Marie-Christine Jaillet, Fabrice Escaffre.

Le cycle s'achèvera par une journée de tables rondes associant chercheurs et acteurs.

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Action terminée.

PRODUCTIONS ATTENDUES

- Comptes rendus et vidéos du cycle en préparation.

CONTACTS

- jaillet@univ-tlse2.fr
- fabrice.escaffre@univ-tlse2.fr

EXPÉRIMENTATION MOBILISANT UNE EXPERTISE SCIENTIFIQUE (PROJET RUPELLA-REHA À LA ROCHELLE)

PARTENARIAT :

OPH CDA de La Rochelle, porteur du projet

L'Université de La Rochelle, via la Plateforme Tipee (centre d'expertise sur le bâtiment durable spécialisé sur la réhabilitation des bâtiments) et **LaSIE** (Laboratoire des sciences de l'ingénieur pour l'environnement, UMR 3474 CNRS). Ce partenariat mobilise par ailleurs un consortium d'acteurs publics et privés. Rupella-Reha est partenaire de l'enquête nationale sur la qualité de l'air intérieur menée par l'Observatoire de la qualité de l'air intérieur (Oqai) et intègre la réalisation d'une thèse CSTB/LaSIE sur une « approche systémique de l'intégration des procédés d'isolation dans le bâtiment »

OBJET DE LA COOPÉRATION

Lauréat de l'appel à manifestation d'intérêt de l'Ademe « Bâtiment et îlots à énergie positive et bilan carbone minimum », le projet Rupella-Reha associe trois programmes de réhabilitation globale dans l'habitat social collectif, reposant sur des mises en œuvre de technologies et de méthodologies différentes adaptées aux dates de construction des sites Hlm retenus : Port-Neuf (1954), Mireuil (1966) et Villeneuve-les-Salines (1974).

Visant des performances énergétiques supérieures aux standards de réhabilitation habituels de l'OPH, ces réhabilitations doivent permettre : de démontrer la faisabilité technico-économique d'opérations de réhabilitation à haute performance énergétique pour les organismes Hlm, afin de les répliquer ; d'optimiser le processus de rénovation en milieu habité, de façon à favoriser le comportement vertueux des occupants et à réduire leur gêne ; de rechercher des solutions globales maîtrisées et suivies, afin d'assurer leur reproductibilité et d'empêcher un éventuel effet rebond.

Le déroulement de chacune des trois opérations suit le même schéma : une phase d'études de conception, qui permet de définir le programme de réhabilitation ; une phase de réalisation des travaux (avec un objectif de livraison des bâtiments à partir de 2016) ; une phase d'observation et d'évaluation de deux ans destinée à suivre les consommations des bâtiments réhabilités sur plusieurs années et la performance des systèmes installés, en incluant le niveau d'acceptation des occupants, et à disséminer les résultats obtenus pour garantir la répliquabilité la plus large possible.

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Démarrage du projet en février 2013 pour une durée de cinq ans et demi. Pour les trois bâtiments, les projets de réhabilitation sont actuellement en période de conception, pour un démarrage des travaux fin 2015.

€ FINANCEMENT

Ademe dans le cadre des Investissements d'avenir.

👤 CONTACTS

- OPH CDA de La Rochelle
Christèle Andrieu, directrice développement et patrimoine
chandrieu@office-agglo-larochelle.fr
05 46 00 49 94
- Université de La Rochelle, Plateforme Tipee
Cécile Jolas, chef de projets
cecile.jolas@univ-lr.fr
05 46 45 72 64 – 06 14 43 09 36

ATELIER ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE GRENOBLE AVEC UN BAILLEUR SOCIAL, ACTIS**PARTENARIAT :**

Commanditaire : Actis, OPH de Grenoble

Universitaire : master 1 « Maîtrise d'ouvrage et gestion de patrimoine bâti », Université Joseph-Fourier, Grenoble. Étudiants en maîtrise d'ouvrage immobilière (sociologie, géographie, économie...)

Responsable de la formation et de l'atelier: Olivier Labussière

OBJET DE L'ATELIER

Depuis plus de cinq ans, Actis propose aux étudiants de la formation MOBat de travailler sur des thèmes d'actualité pour leur entreprise (neuf ou réhabilitation), à titre d'exemples :

- la gestion de chantier en site occupé ;
- les fonctions du logement-témoin ;
- la maîtrise d'usage au stade réception ;
- la capitalisation d'expériences auprès de la maîtrise d'œuvre post-réhabilitation ;
- l'internalisation/externalisation de la concertation ou la figure du « tiers animateur » ;
- l'enquête de satisfaction locataires post-réhabilitation...

L'atelier est réparti chaque année sur deux semestres, il ne requiert aucun financement de la part du bailleur si ce n'est la mise à disposition de personnels (chargé d'opération, maîtrise d'œuvre sociale, relation à la maîtrise d'œuvre...) pour recevoir les étudiants et répondre à leurs questions.

**CONTACT**

• olivier.labussiere@ujf-grenoble.fr
04 76 82 20 79

MOBILISATION PAR DES ACTEURS DE L'ISÈRE D'UNE EXPERTISE SCIENTIFIQUE EN ACCOMPAGNEMENT D'UN PROJET DE PRÉ-ÉQUIPEMENT DE LOGEMENTS POUR LE MAINTIEN ET LA SANTÉ À DOMICILE : DU LOGEMENT ADAPTÉ AU LOGEMENT UNIVERSEL ADAPTABLE

PARTENARIAT AVEC LA CONSTITUTION D'UN CONSORTIUM ASSOCIANT :

L'association **Tasda** (Technopôle Alpes santé à domicile et autonomie), regroupant les parties prenantes des solutions technologiques pour la santé à domicile (évaluation des technologies et services existants et intermédiation entre les intervenants académiques, industriels, usagers... du secteur), qui assure le pilotage du programme

Deux bailleurs sociaux : la **Société d'habitation des Alpes-Pluralis** (SA d'Hlm iséroise) et **Actis** (OPH de la région grenobloise) gérant chacun plus de 12 000 logements

Multicom, équipe du laboratoire d'informatique de Grenoble (UMR 5217), et l'**Institut Carnot LSI Sirlan**, entreprise spécialisée dans ce type de solution

OBJET DE LA COOPÉRATION

Les bailleurs sociaux réalisent, en partenariat avec la ville de Grenoble et dans le cadre d'un programme Écocité, deux opérations de construction de logements locatifs sociaux (75 logements chacun) sur le nouveau quartier « Presqu'île – Cambridge ». Ils souhaitent, en complément du respect des exigences réglementaires d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite et de l'intégration d'équipements pour faciliter leur maintien à domicile, y pré-équiper certains logements (environ 10 %), de façon non stigmatisante, pour permettre l'adaptation ultérieure, à moindres coûts, aux réels besoins d'une personne en perte d'autonomie, quelle qu'elle soit : mobilité, audition, vision...

Sont notamment prévues des solutions domotiques permettant l'évolution de scénarios de gestion des ouvertures, de l'éclairage, de la sécurité individuelle (intégrant la compatibilité avec la téléassistance...) et des risques domestiques.

Est également examinée la mutualisation de moyens/équipements avec la gestion de l'énergie (réglage des températures, suivi des consommations...), avec le contrôle d'accès, avec le réseau smart-grid déployé à l'échelle du quartier.

●●○ PÉRIODE DE RÉALISATION

De 2013 à 2016.
Consultation des entreprises : 1^{er} trimestre 2015.

PRODUCTIONS ATTENDUES

- Cahier des prescriptions techniques et de domotique (fonctionnalités possibles, modalités techniques de réalisation, avec un principe d'ouverture, d'évolutivité, de fiabilité).
- Analyse des coûts d'investissement supplémentaires et des retours sur investissement attendus.
- Mise en œuvre sur 10 à 15 logements.

CONTACT

• Jérôme Lair, directeur du développement
Société d'habitation des Alpes – Pluralis
jerome_lair@pluralis-habitat.fr
04 76 67 24 94

ATELIER ÉTUDIANTS SUR « L'ÉVALUATION DE LA PRODUCTION DE LOGEMENTS NEUFS À NANTERRE »

PARTENARIAT :

Commanditaire : Mairie de Nanterre, Direction de l'aménagement et du développement

Universitaire : master « Géographie, Aménagement, Environnement », département Géographie et Aménagement, Université Paris Ouest Nanterre La Défense

Responsable du master : Frédéric Landy

Référente : Pascale Philifert, responsable de la spécialité « Aménagement, urbanisme et durabilité des territoires » (6 étudiants mobilisés)

OBJET DE LA COOPÉRATION

La ville de Nanterre souhaite approfondir la réflexion sur les critères d'évaluation des projets de logements sur son territoire afin de mieux apprécier leur pertinence au regard de l'évolution des modes d'habiter contemporains, notamment pour le prochain PLU appelé à être approuvé fin 2015 et qui s'est fixé comme ambition de développer « une ville durable et solidaire, une ville en mouvement, attachée au bien-être des Nanterriens » ainsi que pour le Programme local de l'habitat.

L'atelier s'est attaché à :

- évaluer l'adéquation de l'offre de logements avec les nouveaux modes d'habiter : à partir des cahiers des charges des bailleurs et de la grille d'analyse des cellules logement de la ville, il s'agira d'interroger la pertinence au regard de ce qui est connu de l'évolution des modes d'habiter en Île-de-France, et plus particulièrement en première couronne ;
- analyser plusieurs opérations récentes sur plan pour identifier les réponses apportées à ces nouveaux modes d'habiter par les opérations les plus récentes.

Il en était attendu :

- un travail bibliographique sur les modes d'habiter contemporains, en France et en Île-de-France, visant à préciser les attentes, aspirations des ménages au regard de l'évolution de leur composition, de l'accroissement du poids du coût du logement...
- la restitution d'entretiens avec des acteurs clefs de la construction du logement à Nanterre : promoteurs, architectes, Union régionale des Caue...
- une évaluation de quelques opérations récemment livrées sur Nanterre.

Spécialités : **X Urbanisme** **X Architecture** **X Géographie** **X Sociologie**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Mars-avril 2015.

€ FINANCEMENT

Budget prévisionnel de 10 000 euros TTC.

📄 PRODUCTION

Rapport écrit, présentation orale, note de synthèse.

👤 CONTACTS

- Laurence Solignac
laurence.solignac@mairie-nanterre.fr
- Manuel Moussu
manuel.moussu@mairie-nanterre.fr
- Gladys Dupuy
gladys.dupuy@mairie-nanterre.fr

PROJET ENCERTICUS**Partenariat :**

Gaëtan Lazzara, Habitat Marseille Provence (HMP)

Autres chercheurs impliqués :

Espagne: Jordi Cipriano et Anna Font, Cimne (Centre de recherche et de développement sur les technologies numériques), Manuel García León et José Manuel Salmerón Lissén, Université de Séville

France: Denis Hilton, Christophe Schmeltzer, Christophe Demarque, Laboratoire Clle-LTC, Université de Toulouse – Jean-Jaurès

Résumé

Encerticus est un projet européen qui vise à promouvoir la cohésion territoriale et la protection de l'environnement dans une logique de développement durable en territoire méditerranéen.

L'expérience montre que la responsabilisation des locataires, couplée à des travaux de rénovation et d'amélioration des performances énergétiques dans un bâtiment, est la clé pour atteindre une meilleure efficacité énergétique.

Le projet a pour but d'étudier l'impact que peut avoir auprès des locataires une incitation comportementale douce, non autoritaire (« nudge »), visant à agir tant dans l'intérêt général que dans la perspective d'une réduction de la facture énergétique individuelle, et tout en conservant la liberté de choix de chacun. Elle contribue également à des objectifs plus larges: rendre les locataires plus proactifs dans leur utilisation de l'énergie et harmoniser l'application des certifications énergétiques des bâtiments existants dans la région méditerranéenne.

Le projet porte sur 180 logements, répartis sur trois sites: Marseille, Florence (Italie), Manresa (Espagne). Deux périodes de chauffe seront analysées, entre 2013 et 2015.

HMP met en place des instruments de mesure individuelle (smart-meters) des consommations d'eau, de gaz et d'électricité. Ces mesures sont accessibles aux locataires selon des modalités diversifiées afin de comparer et d'évaluer l'impact des différentes actions entreprises: nudge/jeu multimédia et nudge papier basé sur Vertuoz de GDF.

Spécialités: **X Psychosociologie** **X Développement durable**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Fin de la première année d'expérimentation.

Les 45 logements de la Grotte Rolland sont instrumentés. Les travaux de réhabilitation sont en cours de finalisation.

Le nudge multimédia (Jeko) a été développé et est utilisé par le groupe concerné.

Le nudge papier basé sur la plateforme Vertuoz de GDF a été implémenté et est utilisé par le groupe concerné.

FINANCEMENT

Le projet Encerticus est cofinancé par des fonds communautaires au titre du programme de coopération territoriale européenne MED. HMP bénéficie également d'une subvention de la région Paca.

PUBLICATIONS

- TPBM n° 1008, 15 janvier 2014.
- *Actualités Habitat* n° 986, 15 mars 2014, et n° 999, décembre 2014.

CONTACTS

- Philippe Tendil
p.tendil@hmpmarseille.fr
06 03 62 40 89
- Christophe Schmeltzer
06 64 66 27 39

RECHERCHE-ACTION SUR « LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE »**Partenariat :****Opac38**

IdeasLab, plateforme grenobloise de l'innovation créée en 2001 par le CEA (Commissariat à l'énergie atomique), puis rejointe par France Télécom, ST Microelectronics et Hewlett Packard. En font actuellement partie des partenaires divers : acteurs institutionnels (conseil départemental de l'Isère, Métropole de Grenoble); acteurs du BTP (Bouygues Construction, Bouygues Immobilier, Colas); acteurs du secteur de l'énergie (EDF, GDF Suez); acteurs industriels et commerciaux (Leroy Merlin, Renault); acteurs universitaires (Grenoble École de management, Université Pierre-Mendès-France, Université Stendhal, Institut d'études politiques de Grenoble)

Partenaires de la plateforme directement impliqués dans le projet: Bouygues Construction, Leroy Merlin, Conseil départemental de l'Isère, GDF Suez, association Ulisse, CEA, IEP de Grenoble

Résumé

Le principe de fonctionnement d'IdeasLab est de croiser approche technologique et usages en s'appuyant sur des expertises pluridisciplinaires pour réduire le risque de rejet technologique et réaliser des investissements durables bénéfiques à l'humain. C'est dans le cadre de l'axe de recherche Théma (Territoires, habitat, énergies, mobilité, RRTS et cultures) que l'Opac38 collabore avec IdeasLab sur la précarité énergétique pour imaginer de nouveaux moyens d'accompagner les locataires afin de réduire leur fragilité énergétique. Le périmètre de l'étude concerne le logement social dans l'ancien, avec des solutions sans gros travaux et peu coûteuses sur le poste le plus consommateur: chauffage.

Le projet a pour objectif, sur le plan technique, de développer l'information en direction des locataires afin d'éviter qu'ils « subissent » leur facture et, sur le plan des usages, de leur permettre de s'approprier l'IHM de pilotage et de commande du thermostat de chauffage en matérialisant les gains.

L'étude se déroule en plusieurs phases: (1) benchmarking; (2) atelier de coconception de l'IHM mené avec un groupe d'habitants, un designer et un observateur sociologue; (3) réalisation du prototype par une école d'informaticiens; (4) test auprès des habitants: appropriation du prototype et changement d'usage avec un accompagnement mené par les salariés en insertion d'Ulisse.

Les partenaires « apportent »:

- la mobilisation des locataires sur un site immobilier exploratoire et expérimental (Opac38);
- la détection des familles en situation de précarité et leur solvabilisation (conseil départemental de l'Isère);
- les analyses des températures ressenties et de confort et la corrélation avec les économies générées (EDF, GDF);
- l'accompagnement des familles pour faciliter la prise en main de l'IHM et la modification des usages (association Ulisse);
- à terme, l'industrialisation du prototype (Bouygues Construction).

●●○ PÉRIODE DE RÉALISATION

Engagement de la collaboration en juin 2014, expérimentation pendant l'hiver 2015-2016, préconisations pour l'industrialisation au printemps 2016.

€ FINANCEMENT

Budget de 30K€ correspondant à l'achat de fournitures, des prestations d'accompagnement, des frais logistiques. Toutes les contributions des partenaires sont réalisées à titre gracieux.

**CONTACT**

- Solesne Maquin, Opac38
solesne.maquin@opac38.fr

MOBILISATION D'UNE EXPERTISE SCIENTIFIQUE AUTOUR DE L'ÉVALUATION DU PROJET « KAPS »

PARTENARIAT :

Afev : association disposant d'une expertise dans les quartiers « en politique de la ville » ; sa volonté de proposer aux étudiants d'autres terrains d'engagement l'a conduite à s'orienter vers la question du logement étudiant, à travers le projet Kaps

Lab'Urba : équipe pluridisciplinaire de chercheurs centrée sur les instituts d'urbanisme (IUP et IFU) ainsi que les départements de géographie de l'Université Paris Est (Marne-la-Vallée et Créteil-Val-de-Marne)

OBJET DE LA COOPÉRATION

Évaluation de 2010 à 2013 du projet « Kolocation à projets solidaires » (Kaps) mené par l'Afev qui a été financé pendant trois ans par le Fonds d'expérimentation à la jeunesse (FEJ) pour l'implanter dans trois villes, Paris, Poitiers et Toulouse, puis, en 2012, à Grenoble. Ce projet consiste à proposer à des étudiants un appartement en colocation situé dans un quartier prioritaire en échange d'un engagement collectif pour mener une action de solidarité avec et pour les habitants de ce quartier.

L'évaluation, conduite sur plus de trois ans par des chercheurs du Lab'Urba (Jean-Claude Driant, Christine Lelévrier et Jodelle Zetlaoui), a porté sur :

- la capacité du projet à produire un nouveau type de logements pour les étudiants ;
- l'impact des colocations dans les quartiers où sont recherchés la mixité sociale et le développement social local ;
- la programmation et la conception des résidences et des logements nécessaires au fonctionnement de la colocation.

Elle s'est appuyée sur plusieurs dispositifs :

- constitution d'un groupe de pilotage avec les principaux partenaires et acteurs intéressés par cette expérimentation ;
- organisation de journées d'études avec des acteurs institutionnels ;
- suivi régulier de l'avancement des opérations, mené conjointement par l'Afev et Lab'Urba ;
- réalisation de questionnaires d'étudiants entrants et sortants ;
- réunions de travail avec des groupes-témoins d'étudiants pour mettre au point les dispositifs d'évaluation ;
- monographie de trois projets localisés à Poitiers, Toulouse et Grenoble reposant sur des entretiens auprès d'étudiants (20) et d'acteurs locaux impliqués (30) : ville, bailleurs, Crous, région, associations locales...

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Évaluation terminée.

PRODUCTION

- Un rapport d'évaluation final a été présenté au dernier comité de pilotage de l'expérimentation en septembre 2013 et mis en ligne sur le site du FEJ (http://www.experimentation.jeunes.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport_Final_AP1_377_EVA.pdf).

CONTACT

- Béatrice Mérigot
beatrice.merigot@afev.org
01 40 36 75 82

« QUOI DE NEUF CHERCHEUR(S) ? » EN RHÔNE-ALPES**Partenariat :**

entre

l'Association Régionale des organismes d'Hlm de Rhône-Alpes (Arra Hlm)

et

les chercheurs de la région Rhône-Alpes travaillant sur le logement et l'habitat

Résumé

L'Arra Hlm a souhaité se rapprocher du monde de la recherche pour croiser les analyses et les points de vue et enrichir le Réseau des acteurs de l'habitat en Rhône-Alpes.

L'objectif pour l'Arra est notamment de permettre à ses membres de bénéficier de l'expertise des chercheurs.

Pour le monde de la recherche, cela va permettre d'identifier les acteurs et les interlocuteurs pertinents sur le champ de l'habitat, de valoriser les investigations menées, qui croisent très souvent les préoccupations des acteurs et peuvent conduire à des coopérations renforcées, mais aussi d'identifier les contraintes et le cadre de travail de chacun (durée des opérations de recherche, modes de valorisation, partage de données, etc.).

Pour cela, il a été décidé de mettre en place une réunion annuelle regroupant les acteurs de l'habitat et les chercheurs. Une première séance a eu lieu le 17 décembre 2014 et a permis de présenter les différents laboratoires proposant des recherches dans les domaines du logement et de l'habitat. Lors de cette première rencontre, la question des modalités de coopération a également pu être abordée à partir de plusieurs témoignages.

Enfin, un représentant du monde de la recherche, Loïc Bonneval, a intégré le comité d'orientation du Réseau des acteurs locaux de l'habitat en Rhône-Alpes mis en place en ce début d'année 2015.

● ○ ○ ÉTAT D'AVANCEMENT

En cours.

**CONTACTS**

- Aïcha Mouhaddab, directrice de l'Arra Hlm
a.mouhaddab@arra-habitat.org
- Loïc Bonneval, maître de conférences,
Université Lyon 2 et Centre Max-Weber
loic.bonneval@univ-lyon2.fr

**CYCLE DE CONFÉRENCES SUR DES THÈMES PORTEURS D'ENJEUX
POUR LE LOGEMENT SOCIAL****Partenariat :**

entre

le Groupe Polylogis

et

Sciences Po Paris**Résumé**

Depuis 2012, le Groupe Polylogis, en collaboration avec Sciences Po, Paris, organise une conférence mensuelle sur des thèmes d'actualité porteurs d'enjeux pour le logement social. Ces conférences sont destinées aux cadres, dirigeants et partenaires Hlm du Groupe Polylogis.

Actualité du cycle de conférences en 2014 et 2015 :

- « Les leviers de la croissance économique de demain », Xavier Timbeau, directeur du département analyse et prévisions de l'OFCE.
- « Métropolisation et évolution des territoires », Frédéric Gilli, chercheur associé au pôle villes et territoires de Sciences Po.
- « La société de défiance », Yann Algan, professeur à Sciences Po.
- « Évolutions démographiques et besoins en logements », Gérard-François Dumont, géographe et démographe.
- « Analyse des résultats des élections municipales 2014 », Pascal Perrineau, chercheur au Cevipof Sciences Po.
- « Les orientations de la politique urbaine aux États-Unis : quels enseignements pour le cas français ? », Thomas Kirszbaum, chercheur associé à l'ISP (École normale supérieure de Cachan-CNRS)
- « Les générations dans le processus de stratification sociale », Camille Peugny, chercheur au Cresppa, Université Vincennes-Saint-Denis
- « Enfants dans la ville : la différenciation sociale des mobilités », Clément Rivière, sociologue, Observatoire sociologique du changement (OSC).

Spécialités : **X Sociologie** **X Économie** **X Urbanisme** **X Démographie** **X Géographie**
X Sciences politiques

●●○ PÉRIODE DE RÉALISATION

Une conférence par mois depuis 2012.

**FINANCEMENT**

Budget annuel de 30 000 à 40 000 euros.

**PRODUCTION**

- Les conférences-débats du Groupe Polylogis, 2013-2014 (publication 2015).

**CONTACT**

- Didier Poussou, secrétaire général de Logirep et DRH du Groupe Polylogis
Poussou.d@polylogis.fr

RENCONTRES NATIONALES DU LOGEMENT ET DE L'HABITAT : « HABITAT ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : INNOVER AUTREMENT FACE À LA CRISE DU LOGEMENT »

PARTENARIAT :

Les Rencontres nationales du logement et de l'habitat, programme du Cabinet HQB labellisé par le Débat national sur la transition énergétique (organisateur)
Agglomération du pays d'Aubagne et de l'Étoile, ICF Habitat Sud-Est Méditerranée, Viologia-Rhône-Méditerranée. Référent: François Rochon, coordination des RNLH

CHERCHEURS ASSOCIÉS À LA DÉMARCHE :

Nacima Baron (géographe, professeur des Universités à Paris Est), Fateh Belaïd (docteur en sciences économiques, chercheur au CSTB), Amélie Flamand (sociologue-urbaniste, maître-assistant à l'Ensa Clermont-Ferrand), Jean-Pierre Lévy (géographe, directeur de recherche au CNRS), Anne Querrien (sociologue, codirectrice de Multitudes), Margot Pellegrino (architecte, Leesu), Constantin Petcou (architecte et sémioticien, chargé de cours à l'Université Paris 8), Doina Petrescu (professeure d'architecture à l'Université de Sheffield), Nadine Roudil (sociologue et photographe, chargée de recherche au CSTB), Laurence Raineau (socio-anthropologue, chercheuse à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)

ACTEURS ASSOCIÉS À LA DÉMARCHE :

Patrick Amico (président du directoire ICF Habitat SEM), Hervé Bramy (conseiller général de Seine-Saint-Denis), Dominique Braye (président de l'Anah), François Brottes (député, président de la Commission des affaires économiques), Bernard Coloos (directeur à la FFB, Professeur associé à Sciences Po), Carole Delga (députée de Haute-Garonne), Karima Delli (députée européenne, coprésidente du Groupe Urban-Logement), Pierre Doubovetzky (chargé de mission RNLH), Michel Fréchet (président de la Confédération générale du logement), Magali Giovannangeli (présidente de l'Agglomération du pays d'Aubagne et de l'Étoile), Daniel Goldberg (député, rapporteur du budget logement), Michel Gontard (président de Viologia-Rhône-Méditerranée), Razy Hammadi (député de Seine-Saint-Denis), François-Michel Lambert (député, vice-président de la commission développement durable et aménagement du territoire), Marie-Noëlle Lienemann (sénatrice, ancienne ministre du Logement), Jacques Salvator (maire d'Aubervilliers), Roseline Sarkissian (conseillère régionale IDF, présidente du conseil de surveillance de la SEM Énergie Posit'If), Julien Touati (Méri diam, directeur du développement corporate)

Résumé

Sous le sceau de la performance énergétique, nos logements se modernisent avec l'affirmation des normes environnementales. Mais ces objectifs chiffrés sont bien loin de décrire l'importance que joue l'habitat dans la transition écologique: derrière l'ambition technique se cache un défi de société. Il ne s'agit plus d'intégrer à l'équation de la crise du logement un nouveau paramètre vert. Le chez-soi constitue le laboratoire individuel et collectif de nos modes de vie, le lieu privilégié où peut s'inventer la citoyenneté écologique. Mais comment la mettre en œuvre? Par la transition énergétique, la France enclenche un processus stratégique complexe. Il vient articuler changements de pratiques, redéfinition du confort, projet industriel, investissement financier, aménagement urbain... dont la cohérence requiert des repères communs. Pour cela, les acteurs doivent à la fois se projeter dans leur domaine respectif et dégager des espaces de dialogue, des questionnements convergents. Alors que l'urgence s'ajoute à la crise, le projet s'attache à déterminer des modalités pour innover autrement à partir de l'habitat, au croisement des expertises et des expériences.

● ● ● PÉRIODE DE RÉALISATION

De janvier 2013 à juillet 2014.



PRODUCTIONS

- Colloque à l'Assemblée nationale, 25 avril 2013.
- Publication aux éditions L'Harmattan, juillet 2014.
- Conférence au Sénat, 16 juillet 2014.
- Lecture croisée par Yankel Fijalkow dans *Métropolitiques*, septembre 2014.

- Soirée-débat des urbanistes, en partenariat avec l'association le SAS à Paris, septembre 2014.
- Présentation au Conseil social de l'Union sociale pour l'habitat, mars 2015.
- Présentation au colloque de l'Ajde à la Sorbonne, juin 2015.



CONTACTS

- francois.rochon@hqbconseil.com
- rnlh@hqbconseil.com

RENCONTRES NATIONALES DU LOGEMENT ET DE L'HABITAT : « ABÉCÉDAIRE DU LOGEMENT : LES MOTS DES CHERCHEURS, LES MOTS DES ACTEURS »

Partenariat :

Les Rencontres nationales du logement et de l'habitat, programme du Cabinet HQB (organisateur). Référent: François Rochon, coordination des RNLH

Chercheurs associés à la démarche :

Nacima Baron (professeur à l'École d'urbanisme de Paris), Franck Bodin (chercheur, laboratoire TVES, Université de Lille), Catherine Bonvalet (directrice de recherche, Ined), Eric Charmes (directeur de recherche, ENTP Lyon), Jean-Paul Curnier (philosophe, écrivain), Camille Devaux (docteure en urbanisme, chercheuse, Lab'urba), Jean-Claude Driant (professeur, École d'urbanisme de Paris), Yankel Fijalkow (professeur, ENSAPVS), Benoit Filippi (économiste, directeur de recherche, Cemhahville), Solène Gaudin (maître de conférence, Université Rennes 2), Cécile Helle (maître de conférence, Université d'Avignon), Marie Lanzaro (docteure en urbanisme, chercheuse, Lab'urba), Jean-Pierre Lévy (directeur de recherche, CNRS), Vincent Renard (directeur de recherche, CNRS), Hortense Soichet (photographe, docteure en théorie de l'art), Jean Viard (directeur de recherche au Cevipof)
Ainsi que 65 acteurs de l'habitat.

Résumé

La crise du logement est une réalité incontestée. Pour la dépasser, il est trop souvent question d'adéquation entre offre et demande, de retard de construction, de restructuration du secteur Hlm..., autant d'explications globalisantes qui tournent en rond dans le débat public, tandis que la situation s'aggrave. Des chercheurs, des professionnels, des acteurs engagés sur les territoires prennent la parole pour analyser la situation et envisager des solutions, à l'occasion d'un projet commun conduit sur le principe de l'abécédaire. Ce choix formel permet d'interroger et de mettre en relief, à travers la présence ou l'absence de certains mots, l'orientation de leur définition, ce qui structure la vision d'ensemble du système du logement et de l'habitat en France.

● ● ● PÉRIODE DE RÉALISATION

De juin 2014 à novembre 2014.

PRODUCTIONS

- Publication aux éditions de l'Aube (collection Bibliothèque des territoires dirigée par Jean Viard), novembre 2014.
- Colloque des RNLH, Avignon, novembre 2014.

CONTACTS

- francois.rochon@hqbconseil.com
- rnlh@hqbconseil.com

CYCLE DE 3 JOURNÉES D'ÉTUDE SUR « L'HABITAT INTERMÉDIAIRE POUR PERSONNES VIEILLISSANTES ET/HANDICAPÉES »

Partenariat :

Universitaires : Groupes « Vieillesse & société » et « Handicap et société » du réseau « Jeunes Chercheurs Santé et Société »

Laboratoire de recherche Citeres, Université de Tours

Acteurs : Association Arefo (gestionnaire de 55 logements-foyers) et société Domitys (gestionnaire privé de résidences services seniors) qui ont accepté d'héberger les journées d'étude

Référents : Antoine Gérard, doctorant en sociologie (thèse en Cifre associant Citeres et la société Domitys sur « Les impacts de la vie en résidence service seniors sur le vieillissement de l'individu »)
Noémie Rapegno, post-doctorante à la Maison des sciences sociales du handicap (chaire CNSA-Ehesp « Participation sociale et situations de handicap »)

Anne-Bérénice Simzac, doctorante en sciences politiques (thèse en Cifre associant le laboratoire Crape de l'université Rennes 1 et l'association Arefo sur « Le parcours résidentiel des personnes accueillies en logement-foyer »)

Résumé

Le groupe « Vieillesse & société » organise régulièrement des journées d'étude coordonnées par deux à trois jeunes chercheurs du réseau. Elles génèrent une synergie de travail en réunissant des chercheurs de disciplines et d'horizons différents. Elles permettent ainsi de maintenir un espace de réflexion et de production scientifiques indépendant des structures existantes.

Organiser un cycle de 3 journées d'étude sur la thématique des habitats intermédiaires pour les personnes vieillissantes et pour les personnes handicapées semblait important puisqu'il s'agit d'une problématique centrale de l'accompagnement de ces publics. De plus, les évolutions récentes des politiques publiques ont permis le développement de ces formes d'habitat tant dans le champ du logement pour personnes âgées que dans celui de l'habitat pour personnes handicapées.

Du fait de la diversité des questionnements résultant de cette thématique, le projet se décline sous trois temps d'échanges. La première rencontre est consacrée à la problématique de la perte d'autonomie en habitat intermédiaire pour personnes vieillissantes. La seconde interroge les modalités du « vivre ensemble » dans ces structures et la troisième journée sera consacrée aux politiques publiques.

Ces journées d'étude permettent également de favoriser les échanges entre chercheurs et professionnels.

Spécialités : **X Sociologie** **X Anthropologie** **X Histoire** **X Géographie** **X Sciences politiques**
X Linguistique **X Philosophie** **X Psychologie**

●●○ PÉRIODE DE RÉALISATION

Trois journées en 2015 : février à Domont
logement-foyer Arefo Hélène Moutet (95), octobre
à Tours (résidence services seniors Domitys),
décembre 2015.

€ FINANCEMENT

Budget de 1 000 euros par journée, financé pour la première par la MSH Paris-Nord, Citeres et l'Arefo.

📄 PRODUCTIONS ATTENDUES

- Rédaction, pour chaque journée, d'un compte rendu des échanges diffusé à l'ensemble des participants et sur le site Internet du réseau : <http://vieillessetsetsociete.com/>
- Au terme de la tenue des trois journées, projet de valorisation par une publication scientifique.

👤 CONTACTS

- ab.simzac@gmail.com
- nrapegno@gmail.com
- ant.gerard@hotmail.fr

PARTAGER – RENCONTRER**L'ARCHITECTURE ET LE PARTAGE, L'ENJEU DU « MICRO-PROJET »****Partenariat :**

Siemp, Société immobilière d'économie mixte de la Ville de Paris

Aurore, association reconnue d'utilité publique

Kaloumba, association, animation des ateliers et fabrication des jeux

SCP Truelle architectes, maître d'œuvre de la réhabilitation

Responsable du projet: Jelena Stamenković, architecte urbaniste (chef de projets à la Siemp 2007-2010)

Chercheur associé: Richard Nordier, sociologue urbaniste doctorant en 2008, thèse soutenue le 24 novembre 2009 « Les laveries de quartier à Paris: une pratique urbaine entre intimité et sociabilité »

Résumé

Le bailleur social Siemp et le gestionnaire l'association Aurore ont proposé en 2008 un projet novateur à Paris, au 5 rue d'Aubervilliers, Secteur Caillié. La mise à jour du programme de la résidence sociale a fait remplacer la buanderie destinée aux seuls résidents par une laverie dotée d'un espace de jeux et ouverte sur le quartier. « Salon lavoir » met à disposition des usagers des jeux de société du monde, surdimensionnés et fabriqués par l'association Kaloumba avec des matériaux récupérés. Il a été prévu que certains jeux soient réalisés par les résidents dans le cadre des ateliers de fabrication organisés également par l'association Kaloumba, puis un système de fonctionnement comme dans une ludothèque pourra être envisagé.

L'enjeu de ce « micro-projet » serait de mettre à disposition des habitants de la résidence et des riverains « un espace de vie partagé » afin de créer un lieu de sociabilité et de rencontres possibles. L'expertise du doctorant et sociologue urbaniste Richard Nordier, dont la thèse portait sur les laveries de quartier à Paris, a été mobilisée dans le cadre de ce projet.

Le fonctionnement de la laverie, qui fait partie de l'association Aurore, devrait rester à termes similaire à celui de toute autre laverie dans les environs (les horaires, l'ouverture, les tarifs, les services liés à la blanchisserie...). Du « bon voisinage » au plausible développement des liens sociaux et intergénérationnels dans le quartier, il n'a pas été question de créer une programmation complémentaire, le programme-même propose et intègre les gestes de la vie quotidienne, de la vie « ordinaire ». Initier le partage et l'échange est donc la démarche proposée.

Les premiers résidents ont emménagé au mois de décembre 2013. L'ouverture du « Salon lavoir » au public a eu lieu le 29 mai 2015.

Dans la continuité de la démarche sociale, expérimentale et novatrice de ce projet, l'association Aurore étudiera la possibilité de la mise en place de micro-projets similaires dans d'autres opérations de logements collectifs et sociaux.

Spécialités: **X Sociologie** **X Urbanisme**

ÉTAT D'AVANCEMENT

Démarche terminée.

FINANCEMENT

Siemp, Fondation de France.

CONTACTS

- Aurore: Anne Godard, directrice du développement, pôle habitat
a.godard@auore.asso.fr
- Kaloumba: kaloumba@hotmail.com
- Jelena Stamenković: jelena.stamenkovic@live.fr
- Siemp: contact@siemp.fr

ATELIER ÉTUDIANTS SUR « L'AUTO-RÉHABILITATION ACCOMPAGNÉE DU PATRIMOINE RURAL FRANCILIEN (DÉPARTEMENTS 77, 78, 95) »

Partenariat :

Commanditaire : Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France

Référentes : Lucile Mettetal et Anne-Claire Davy

Universitaire : master « Urbanisme, aménagement et études urbaines » de l'Université Paris Ouest

Nanterre La Défense (l'atelier mobilise 6 étudiants)

Référents : Hélène Subrémon et Lionel Rougé

Résumé

L'objectif de cet atelier est d'examiner les conditions dans lesquelles l'auto-réhabilitation accompagnée pourrait participer à l'amélioration énergétique de l'habitat individuel des secteurs du Vexin (78 et 95) et du Provenois (77).

Certains secteurs franciliens, et notamment les secteurs ruraux, abritent des propriétaires occupants modestes et désireux d'entretenir leur maison. L'ancienneté du bâti et les modes de chauffage entraînent des taux d'effort énergétiques qui grèvent lourdement leurs budgets ou les amènent à se restreindre et à souffrir du froid. Ces territoires accueillent également une périurbanisation plus récente, composée de logements (souvent) de mauvaise facture.

Les politiques publiques peinent à accompagner ces ménages dans la rénovation de leur habitat (l'ARA est un dispositif presque exclusivement dédié aux ménages très modestes dans le parc social). Or, dans ces territoires, l'auto-réhabilitation accompagnée peut être une piste de réflexion prometteuse : les réseaux des opérateurs et l'ingénierie y sont moins étoffés ; l'accès à des conseils en matière de performance énergétique plus difficile. Du côté des habitants, le souci de mettre en valeur son patrimoine, de faire sienne sa maison, sont autant de raisons qui construisent une légitimité pour l'action publique. Il s'agit (1) de faire un état du parc individuel « rural » et ancien (construit avant 1980) dans ces espaces de périurbanisation, (2) d'interroger les actions de rénovation de l'habitat en secteurs ruraux et périurbains, (3) d'approcher les enjeux d'amélioration énergétique des logements des ménages modestes.

Spécialité : **X Urbanisme**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

De janvier 2015 à début avril 2015.

FINANCEMENT

Budget de 5 000 euros financé par l'IAU-Idf dans le cadre d'un programme partenarial Puca/Ademe/Leroy Merlin Source.

PRODUCTIONS ATTENDUES

- Rapport écrit et présentation orale par les étudiants lors des deux comités de suivi de la démarche.
- Rédaction d'une note de synthèse.

CONTACTS

- helene.subremon@enpc.fr
- lucile.mettetal@iau-idf.fr

GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ÉVALUATION DU « VIVRE-ENSEMBLE » DANS LES ÉCOQUARTIERS

PARTENARIAT :

Commanditaire :

Ministère du Logement, de l'Égalité des Territoires et de la Ruralité

Prestataires :

Bureau d'écoutes Galimaties (Camille Roché, Sophie Tartière et François Valegeas)
et Cerema (Florence Drouy, Nathalie Racineux)

Résumé

Dans le cadre du processus de labellisation des écoquartiers issu de l'appel à projets, le ministère du Logement, de l'Égalité des Territoires et de la Ruralité a lancé une démarche méthodologique pour évaluer les écoquartiers en phase de fonctionnement. Pour ce faire, plusieurs groupes de travail se sont constitués en référence aux engagements de la grille écoquartier (elle concerne la qualité urbaine, la mobilité, le changement climatique, la biodiversité, les processus de pilotage et collaboratifs, etc.). Ils réunissent des chercheurs, chargés d'études, praticiens, membres du comité scientifique, etc. L'ambition est de produire une méthode globale d'évaluation, adaptable aux différents contextes permettant une évaluation locale utile aux collectivités.

Le Bureau d'écoutes Galimaties et le Cerema sont chargés du pilotage et de l'animation d'un groupe de travail sur le « vivre-ensemble » dans les écoquartiers. La grille écoquartier propose en effet comme libellé pour l'engagement 7 : « de mettre en œuvre les conditions de la mixité sociale et intergénérationnelle, du bien vivre-ensemble et de la solidarité ». Le « vivre-ensemble » apparaît, dans la grille écoquartiers, principalement appréhendé sous l'angle de l'amélioration des conditions d'habitat et de la vie quotidienne des habitants répondant à leurs principaux besoins. Un deuxième registre porte sur les actions susceptibles de contribuer à une vie sociale harmonieuse.

De janvier à juin 2015, des ateliers hybrides (acteurs-chercheurs) interrogent cet objectif du « vivre-ensemble », ses spécificités dans les écoquartiers, et ses supports possibles.

Les objectifs visés sont les suivants :

- coconstruire un référentiel pour l'évaluation du « vivre-ensemble » dans les écoquartiers (propositions de questions évaluatives, critères), qui est testé auprès de collectivités et représentants de la société civile sur quelques terrains ;
- proposer des méthodes et outils pour répondre aux questions évaluatives sur le « vivre-ensemble » (concevoir un dispositif d'accompagnement pour la définition d'un référentiel local et le choix de méthodologies adaptées).

●●● PÉRIODE DE RÉALISATION

De janvier à juin 2015.

Date de mise à jour : septembre 2015



CONTACT

• francois.valegeas@galimaties.com

HABITAT PERFORMANT ÉNERGÉTIQUEMENT ET MÉTIERS

PARTENARIAT :

L'Union sociale pour l'habitat, Véronique Velez

CHERCHEURS IMPLIQUÉS :

Pascal Ughetto, Latts (Laboratoire techniques, territoires et sociétés), Université Paris Est Marne-la-Vallée; Christophe Pallot, Emmanuelle Bonnetti, Habitat et Territoires Conseil

ORGANISMES HLM IMPLIQUÉS :

Valophis, Opievoy

Résumé

Les organismes Hlm s'engagent dans des programmes de construction ou de rénovation de logements performants énergétiquement visant à répondre aux exigences de la transition énergétique. Les bâtiments et logements concernés sont susceptibles d'intégrer des technologies et des équipements (régulation de la consommation d'énergie) qui donnent de la valeur à l'habitat mais introduisent à l'égard des occupants d'importantes exigences (par exemple de manipulation ou de contrôle de ces équipements). La recherche-action vise à rendre compte de la façon dont l'habitat performant énergétiquement se manifeste, à l'heure actuelle, dans l'activité de travail de trois catégories de personnel : la maîtrise d'ouvrage, la maintenance et la proximité. Que disent les professionnels des effets sur les pratiques qui leur étaient habituelles ? Quelles sont les compétences nécessaires ?

Une première étape consiste en un état des lieux des réalités que gèrent ces trois métiers : en fonction de ce que les agents décrivent du déplacement de leurs repères professionnels, des pratiques, il s'agit de rendre compte de ces transformations, dans la conception, la mise en service et l'entretien des logements, dans la gestion locative et le quittancement, dans l'usage et la relation avec les habitants.

Cette étape est réalisée par des étudiants en master de sociologie via une enquête qualitative, sous la direction de Pascal Ughetto (Latts).

Une deuxième étape permettra d'analyser la façon dont ces évolutions confrontent les métiers à des déplacements et recompositions qu'il s'agira de qualifier.

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Étape 1 en cours.

€ FINANCEMENT

L'Union sociale pour l'habitat.

📄 PRODUCTION ATTENDUE

• Document de synthèse de l'étude à paraître au second semestre 2015 dans la collection des Cahiers de l'Union sociale pour l'habitat

👤 CONTACT

• veronique.velez@union-habitat.org
01 40 75 70 48

CYCLE DE CONFÉRENCES « LES ENTRETIENS DE L'AUDITORIUM » À PARIS HABITAT**ORGANISATEUR :**

Paris Habitat

OBJET DE L'ACTION

Pour aider ses salariés à mieux comprendre les mutations actuelles de la société (économiques, sociales, territoriales, culturelles) et leurs effets sur le logement social, Paris Habitat poursuit « Les entretiens de l'auditorium », mis en place depuis 2013.

Ces entretiens mobilisent des chercheurs – sociologues, économistes, démographes, géographes... – spécialistes de l'analyse de questions qui impactent de près ou de loin le logement social.

Ces rencontres-débats, qui ont lieu tous les deux mois environ, s'adressent à tous les salariés de l'office (maîtrise d'ouvrage, gestion locative, proximité, gardiens, fonctions support, etc.) et rassemblent en moyenne 160 salariés. Elles se caractérisent par l'association étroite de deux à trois collaborateurs de l'office, volontaires, qui, après avoir pris connaissance des travaux de l'invité, jouent le rôle de « discutants » avec lui, pendant la rencontre. Une manière de créer un vrai dialogue chercheur/praticien.

Depuis leur création, « Les Entretiens de l'auditorium » ont accueilli :

- **Michel Wieviorka**, sociologue, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), administrateur de la Fondation Maison des sciences de l'homme ;
- **Hervé Le Bras**, historien et démographe, directeur du Laboratoire de démographie historique de l'Ehess et directeur de recherche à l'Ined ;
- **Marie-Christine Jaillet**, socio-géographe, directrice de recherche au CNRS ;
- **Laurent Davezies**, économiste, professeur au Cnam, titulaire de la chaire « Économie et développement des territoires », ainsi qu'à Sciences Po ;
- **Pierre Veltz**, économiste et président-directeur général de l'établissement public Paris-Saclay ;
- **Daniel Béhar**, géographe, professeur à l'Institut d'urbanisme de Paris ;
- **Jean-Claude Driant**, géographe, professeur à l'Institut d'urbanisme de Paris ;
- **Annie Fourcaut**, historienne, professeure à l'Université Paris 1 ;
- **Danièle Voldman**, historienne, directrice de recherche au CNRS ;
- **Serge Guérin**, sociologue, enseignant au master « Politiques gérontologiques » de Sciences-Po ;
- **Nicolas Duvoux**, sociologue, maître de conférences à l'Université Paris Descartes ;
- **François Dubet**, sociologue, professeur émérite de sociologie à l'Université de Bordeaux II et directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (Ehess).

**PRODUCTIONS**

- Les Actes du premier cycle ont été publiés. Une publication est en préparation au premier semestre 2015 pour les rencontres organisées pour les 100 ans de Paris Habitat.
- Les Actes du deuxième cycle seront édités au second semestre 2015.

**CONTACT**

- Lorène Vennetier, chef de projets partenariats et relations institutionnelles
lorene.vennetier@parishabitat.fr
01 71 37 02 78

PARIS HABITAT – 100 ANS D'HISTOIRE**Responsable du programme :**

Danièle Voldman, docteure et agrégée en histoire, directrice de recherche au CNRS

Résumé

À l'occasion des 100 ans de l'office Paris habitat, il s'agit de produire une synthèse historique référencée sur l'histoire de ce dernier. Cette synthèse s'appuie sur les travaux existants d'universitaires et d'experts menés sur l'office Hlm de Paris et sur le logement social à Paris, ainsi que sur les archives du conseil d'administration de l'office. Pour mettre en perspective ce parcours historique, elle mobilise également des éléments de l'histoire de Paris, du logement social ou encore de l'histoire sociale de la France.

Le document propose un séquençage par périodes historiques et aborde les questions suivantes :

- gouvernance de l'office : évolution de l'organisation et du fonctionnement, rapport aux institutions extérieures (ville de Paris, département, autres offices, etc.);
- contexte socio-économique de l'intervention de l'office et réponses apportées aux différents moments de l'histoire sociale ;
- activité de maîtrise d'ouvrage de l'office (construction, réhabilitation, aménagement) et contribution à la construction de la capitale en lien avec les pouvoirs publics ;
- mission sociale : évolution de sa mission auprès des habitants aux différentes périodes en fonction des attentes exprimées par la société vis-à-vis des acteurs du logement social.

Spécialité : **X Histoire**

● ● ● ÉTAT D'AVANCEMENT

Terminée.

**FINANCEMENT**

Paris habitat.

**PUBLICATION**

- Une publication est en cours de préparation pour le premier semestre 2015.

**CONTACTS**

- Lorène Vennetier, chef de projets partenariats et relations institutionnelles
lorene.vennetier@parishabitat.fr
01 71 37 02 78
- daniele.voldman@univ-paris1.fr

ATELIER ÉTUDIANTS : « QUELS POTENTIELS DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE LA BOISSIÈRE AU REGARD DES ENJEUX PATRIMONIAUX, SOCIAUX ET URBAINS, DANS UN CONTEXTE NPNRU ? »

PARTENARIAT :

Commanditaire : Nantes Habitat

Universitaire : master 2 « Villes et Territoires » (atelier mobilisant cinq à six étudiants)

Responsables de la formation: Nicolas Hutten, droit public, Faculté de droit et des sciences politiques, Sophie Vernicos, géographe, Institut de géographie et d'aménagement de l'Université de Nantes, Chérif Hanna, architecte urbaniste, École d'architecture de Nantes

Responsables scientifiques de l'atelier: Sophie Vernicos, maître de conférences, géographe, Igarun, Laurent Devisme, enseignant-chercheur, Ensa Nantes, directeur du Laua

OBJET DE L'ATELIER

Cette coopération a pour objectif de confronter les étudiants à la pratique de l'urbanisme et du patrimoine d'un bailleur social dans un contexte professionnel.

La coopération a démarré en 2010 et une convention a été signée pour une durée de cinq ans à compter de l'année universitaire 2012/2013.

Le travail de l'atelier est encadré, sur le plan pédagogique, par un groupe de plusieurs enseignants ; sur le plan professionnel, par des représentants de l'organisme qui commandite le sujet de l'atelier. Une EPI (équipe projet interne) est constituée au sein de Nantes Habitat: elle définit la commande, assure le suivi (mobilisation en interne des personnes ressources, mise à disposition des données nécessaires à la réalisation de l'étude) et participe à la validation.

Le sujet de l'atelier, différent chaque année, est discuté en amont dès le mois de juin. À cette occasion, Nantes Habitat rappelle le statut juridique des étudiants pendant l'atelier: stage. Une fois le sujet arrêté, il fait l'objet d'un document de présentation de la commande, indiquant les principaux éléments de cadrage ainsi que les enjeux et attendus.

Spécialités: **X Architecture** **X Sociologie** **X Paysage/Géographie** **X Aménagement/Droit**
X Sciences politiques

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Octobre à mai de l'année universitaire.

FINANCEMENT

Indemnités dues aux étudiants conformément à la réglementation en vigueur ; frais de reprographie pris en charge par Nantes Habitat.

PRODUCTIONS ATTENDUES

• Deux dossiers écrits présentés oralement: le premier suite au diagnostic (octobre à janvier); le second suite à l'élaboration du projet (février à mai).

• Outre les rencontres qui ponctuent l'atelier, une réunion de bilan est organisée chaque année, au mois de juin, entre Nantes Habitat et les responsables pédagogiques de la formation, pour discuter des suites à donner et des modalités de valorisation du travail de l'atelier.

CONTACT

• Christèle Renaud-Martin, chargée de mission auprès du directeur général
christele.renaud-martin@nantes-habitat.fr
02 51 86 37 29

RECHERCHE-ACTION SUR « L'IMPACT DES OPÉRATIONS D'HABITAT ADAPTÉ SUR LE MODE ET LES CONDITIONS DE VIE DES GENS DU VOYAGE »

Partenariat :

Commanditaires : Association de gestion du schéma d'accueil et d'habitat des gens du voyage du Puy-de-Dôme (AGSGV63), en partenariat avec la Direction départementale des territoires du Puy-de-Dôme, le conseil départemental du Puy-de-Dôme et l'Association du logement social du Puy-de-Dôme

Prestataire : Association Récits

Résumé

La coopération avec un chercheur doit permettre la réalisation d'une étude sociologique sur l'impact des opérations d'habitat adapté menées dans le Puy-de-Dôme pour les gens du voyage. Dans ce département, depuis la signature du premier schéma en 2002, 15 terrains familiaux et 75 logements ont été créés. À ce jour, 25 logements sont programmés. Cette offre de logements actuelle et à venir est répartie sur 15 communes du département.

Les acteurs engagés sur le volet habitat du schéma départemental (État, Conseil départemental, collectivités et bailleurs sociaux) souhaitent analyser l'impact de cette production d'habitat spécifique sur le mode et les conditions de vie des bénéficiaires.

L'association Récits, retenue pour cette étude, fonde sa démarche sur une approche ethnobiographique. L'étude s'appuie sur la réalisation d'une vingtaine d'entretiens menés auprès de familles de gens du voyage concernées par une opération d'habitat adapté. Ce recueil de récits de vie vise à identifier les grandes variables qui ont impacté les conditions et modes de vie des voyageurs dans leur intégration à un programme d'habitat adapté. L'analyse de ces données doit permettre de définir des pistes d'amélioration dans la conduite de ces opérations, tant au niveau du programme architectural qu'en termes d'accompagnement des familles ou de conduite de projet.

Spécialités : **X Sociologie** **X Ethnologie**

●●○ ÉTAT D'AVANCEMENT

Mars 2015 à mars 2016.

€ FINANCEMENT

État (DDT63), Fondation Abbé-Pierre et Association du logement social du Puy-de Dôme.

📄 PRODUCTION

Restitution prévue à la fin du premier semestre 2016.

👤 CONTACTS

• Audrey Vigignol, chargée de mission habitat, AGSGV63

04 73 42 67 86

avigignol.agsgv63@orange.fr

www.agsgv63.com

• Marie d'Hombres, directrice de l'association Récits

recits@live.fr

www.recitsdevie.fr



Laboratoires ◆

AMÉNAGEMENT, DÉVELOPPEMENT, ENVIRONNEMENT, SANTÉ ET SOCIÉTÉS**ADESS (UMR 5185)****DIRECTEUR :**

Denis Retaillé

TUTELLES :

CNRS, Université de Bordeaux-Montaigne et Université de Bordeaux

CHAMPS THÉMATIQUES

Les recherches conduites dans l'UMR Adess s'organisent en trois pôles (Nature, Ville, Corps) et deux plateaux transversaux (Granit, Groupe de recherche sur l'analyse de l'information territoriale et Etic, expertise, transfert de modèles, implication du chercheur).

La place des travaux portant sur le logement et l'habitat***Pôle Ville – Production, transformation et gouvernement des espaces urbanisés***

Responsable: Sandrine Vaucelle

sandrine.vaucelle@u-bordeaux3.fr

Le passage à une condition urbaine généralisée est étudié sous l'angle des tensions existant entre projet(s) de la ville comme bien commun sous injonction de durabilité et individualisation des modes de vie. L'objectif ici poursuivi, dans le cadre du projet collectif du laboratoire Adess, est de construire les outils permettant de saisir cette réalité en mouvement et ancrée dans des lieux/temps déterminés et d'en rendre compte.

Trois entrées d'analyse sont privilégiées :

- Repenser l'action aménageuse conduit à interroger les conditions de la gouvernabilité d'espaces complexes. Les enjeux étudiés sont ceux de la coproduction des référentiels d'action (contractualisation, stratégies partenariales, participation), de l'évolution de la prise en compte des usages dans la transformation de l'espace et du renouvellement des méthodes et outils de mise en œuvre.
- Le renouveau doctrinal, qui s'établit autour de la rhétorique de la « ville durable », questionne les valeurs de l'aménagement et leur catégorisation. La place de la nature, des réseaux matériels et immatériels dans les représentations sociales, la constitution de nouvelles formes de regroupements urbains (agglomération, clusters) sont ici privilégiées. La confrontation des discours aux faits produits permet d'interroger les dynamiques de constitution des doctrines et des modèles en savoirs de référence (expertise).
- Il s'agit, enfin, de montrer comment la ville reste un lieu de production d'une culture urbaine diversifiée en « cultures mondes ». Les lieux de sa manifestation (équipements et espaces publics) comme les modalités de sa création par les habitants et usagers sont étudiés. Constitutive de la spatialité des acteurs, la dimension sensorielle et émotionnelle de l'occupation de l'espace par les hommes et les femmes est explorée, en lien avec les travaux d'architectes et d'urbanistes portant sur les ambiances urbaines.

 **Travaux en cours**

- ANR Villes durables, programme Pagode (« Participation, animation, gouvernance et durabilité dans les écoquartiers »). Coordinateur Pascal Tozzi (2010-2013).
<http://www.ades.cnrs.fr/spip.php?article710>
- Programme régional ECU (« L'eau dans les choix urbains ») (2010-2013).
Les services d'eau et l'habitat social face aux défis techniques de la durabilité.
Responsable scientifique: Sandrine Vaucelle.
http://www.msha.fr/msha/programme_regionaux/ecu/index.php
- Thèse d'Aurélie Hervouet sur la gestion patrimoniale du parc de logements sociaux du bailleur social de la CUB Aquitanis - Dispositif Cifre UMR Adess-Aquitanis (2010-2013). Codirection de la thèse: Maurice Goze et Agnès Berland-Berthon.
- Séminaire du pôle sur la ville durable. Responsable Sandrine Vaucelle.

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

Sans être l'entrée principale, ces thématiques sont abordées à l'Université de Bordeaux 3 en licence et en master :

- Parcours Agae (Approche géographique de l'aménagement et de l'environnement) de la licence de géographie. Responsable: Sandrine Vaucelle.
- Parcours AUDTD (Aménagement, urbanisme et développement territorial durables), 3^e année de licence au Iatu. Responsable: Olivier Ratouis, olivier.ratouis@u-bordeaux3.fr
- Master professionnel GTDD (Gestion territoriale du développement durable), Département de géographie. Responsables: Laurent Couderchet et Sophie Bouju, laurent.couderchet@u-bordeaux3.fr; sophie.bouju@u-bordeaux3.fr
- Master professionnel Upsmo (Urbanisme, stratégie, projets, maîtrise d'ouvrage), Iatu. Responsable: Maurice Goze, maurice.goze@u-bordeaux3.fr
- Master professionnel Agest (Aménagement et gestion des équipements, sites et territoires touristiques), IATU. Responsable: Alain Escadafal, alain.escadafal@u-bordeaux3.fr
- Master professionnel Peeput (Paysage et évaluation environnementale dans les projets d'urbanisme et de territoires), Iatu. Responsable: Agnès Berland-Berthon, agnes.berland-berthon@u-bordeaux3.fr

Spécialités: **X Architecture** **X Urbanisme** **X Géographie** **X Sociologie** **X Anthropologie**
X Médecine **X Économie**

 **ADRESSE**

Maison des Suds, Esplanade des Antilles,
33607 Pessac Cedex.

 **CONTACT**

• dir@ades.cnrs.fr

 **SITE WEB**

<http://www.ades.cnrs.fr>

ACTEURS RESSOURCES ET TERRITOIRES DANS LE DÉVELOPPEMENT**ART-DEV (UMR 5281)****DIRECTEUR :**

David Giband

TUTELLES :CNRS, Université Paul-Valéry Montpellier, Cirad, Université de Montpellier,
Université de Perpignan Via Domitia**CHAMPS THÉMATIQUES**

L'objectif central de l'unité est de décrypter les reconfigurations des espaces économiques, politiques et sociaux, en mettant en relation dynamiques de globalisation et dynamiques locales. Dans une perspective internationale des trajectoires de développement, au Nord comme au Sud, dans des contextes géographiques et sectoriels diversifiés, l'analyse de ces reconfigurations porte sur les dynamiques d'organisation des espaces et des sociétés liées à la construction et à la mobilisation par la diversité des acteurs d'un ensemble de ressources, d'ordre à la fois matérielles et immatérielles.

L'unité organise ses travaux selon trois axes de recherche articulés et un programme transversal :

Axe 1 : Recompositions rurales et politiques publiques

Axe 2 : Ressources naturelles et régulations environnementales

Axe 3 : Interfaces, ancrages et circulation dans la mondialisation

Programme transversal : Asymétries, jeux d'échelle et action publique

**Travaux récents**

- Bernié-Boissard C. et Parat-Bezard P., « Le désir d'habiter au regard de l'imaginaire de l'inhabitable », 4^e Rencontres internationales de la Cité des territoires, habitable, vivable, désirable. Débat sur la condition territoriale. Pacte, Grenoble, 25-27 mars 2015.
- Berry-Chikhaoui I. et Médina L., « La mixité sociale dans la rénovation urbaine : une aspiration des habitants en réponse aux discriminations ? La copropriété du Petit Bard à Montpellier », in Deboulet A. et Lelévrier C. (dir.), *Rénovation urbaine en Europe*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.
- Giband D., « La mixité sociale à l'épreuve de l'ethnicité territoriale dans trois quartiers en rénovation urbaine de Perpignan », in Deboulet A. et Lelévrier C. (dir.), *Rénovation urbaine en Europe*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p.201-210, 2014.
- Giband D. et Siino C., « La rénovation urbaine en France : entre pilotage à distance et fabrique urbaine », in *Sociologie et Sociétés*, vol. XLV, n° 2, pp. 153-176, 2014.
- Giband D. et Siino C., « La citoyenneté urbaine pour penser les transformations de la ville ? », *Les Annales de géographie*, n° 1, pp. 5-22, 2014.
- « La métropole, un nouveau langage pour la ville ? », in L. Viala (dir.) *L'urbanisme en partage*, éd. de l'Espérou, coll. Actualités de la recherche, 2014.
- Bernié-Boissard C. et Doumenc L. et Sistel A., *Quartiers durables en Méditerranée, Aménagement et Territoire*, Puam – MSH-M, 2014.
- « Du Mouvement moderne à la question urbaine, Nîmes 1960-2000 », Composition(s) urbaine(s), 137^e congrès des sociétés historiques et scientifiques, Université de Tours, Comité des travaux historiques et scientifiques, en ligne, 2014.

- Bernié-Boissard C. et Parat-Bezard P., « Innovation et complexité, l'autopromotion pour un habitat groupé en Languedoc-Roussillon », Colloque international Alternatives de propriété pour l'habitat, Tours, 28-29 octobre 2013.
- Allet C., Baron-Yellès N., Bernié-Boissard C., Delanoë O., Dewintre C., Morvan R. et Rey-Valette H., « Quel littoral à l'horizon 2050 ? Un exercice de prospective participative en Languedoc-Roussillon », *Futuribles* n° 396, septembre-octobre 2013.
- Berry-Chikhaoui I., « Les enjeux théoriques et heuristiques de la notion d'urbanité dans la connaissance des villes. Lecture des travaux de Françoise Navez-Bouchanine sur les villes marocaines », in Deboulet A. et Jolé M. (dir.), *Les mondes urbains. Le parcours engagé de Françoise Navez-Bouchanine*, Paris, Karthala, 2013.



Travaux récents

- « Solter. Quelles solidarités et quelles stratégies pour la résilience du littoral à la submersion marine ? » L'objectif du projet est d'explorer des options de politiques sans regret pour anticiper des mesures de relocalisation des enjeux préconisées par la stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte.
- « Proxivilles. De la mobilité contrainte à la "ville des courtes distances" : vers une modélisation de centralités secondaires pour de nouveaux types d'urbanisation durable ». 2012-2015. Réponse à l'appel à propositions de la MSH-M. Université de Nîmes et Ensam.
- « Nouvelles formes et modalités d'aménagement du littoral. De la planification à la mise en œuvre des logiques post-Grenelle ». Direction régionale environnement, aménagement et logement/Puca, Lameta, UM1, Laboratoire LVMT, École nationale des Ponts et Chaussées.
- « Social inequalities in the creative knowledge cities », programme de recherche financé par le Daad et l'Université d'Heidelberg, sous la direction du Pr Gherard U. (U d'Heidelberg) et Wilson D. (U. Urbana-Champaign, États-Unis).

L'IMPPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

- Master Développement durable et aménagement, Université Montpellier 3. Spécialité « Territorialités et développements » à finalité recherche ; spécialités « Mobilités spatiales et aménagement » à finalité professionnelle ; spécialité « Urbanisme et projets de territoire » à finalité professionnelle.
- Master Urbanisme et aménagement, Université Perpignan Via Domitia et Université Paul-Valéry Montpellier. Deux parcours : « Urbanisme, habitat et aménagement » et « Urbanisme et projet de territoire ».

Spécialités : **X Agronomie** **X Aménagement** **X Architecture** **X Économie** **X Géographie**
X Sciences politiques **X Sociologie**



ADRESSE

Université Montpellier 3
Site Saint-Charles, rue Henri-Serre
34090 Montpellier



CONTACTS

- isabelle.berry-chikhaoui@univ-montp3.fr
- catherine.bernie-boissard@unimes.fr
- giband@univ-perp.fr
- artdev@univ-montp3.fr



SITE WEB

<http://art-dev.cnrs.fr/spip.php?rubrique86>

CITÉS, TERRITOIRES, ENVIRONNEMENT ET SOCIÉTÉS**CITERES (UMR 7324)****DIRECTEUR :**

Patrice Melé

TUTELLES :

CNRS et Université de Tours

CHAMPS THÉMATIQUES

Créée en 2004, l'unité mixte de recherche Citeres est venue renforcer et structurer le potentiel de recherche de l'Université de Tours sur la thématique « Villes et Territoires ». Son objectif est d'analyser les dynamiques spatiales et territoriales des sociétés. À ce titre, les productions de l'UMR s'inscrivent dans quatre principaux champs de recherche pluridisciplinaire : la recherche urbaine, la recherche environnementale, les travaux sur le territoire et ceux sur les effets des recompositions sociales contemporaines.

Les recherches menées au sein du laboratoire portent en particulier sur :

- l'apparent paradoxe entre les tendances à la déterritorialisation et l'importance renouvelée du territoire pour les pratiques sociales et pour l'action politique, collective et publique (équipe CoST : Construction politique et sociale des territoires);
- la mise en évidence de l'impact de l'homme sur l'organisation de l'espace et, à l'inverse, l'influence des territoires et milieux sur les pratiques sociales (équipe LAT, Laboratoire archéologie et territoire);
- la ville, les circulations, les transferts de modèles culturels et les relations entre le monde arabe et d'autres espaces, notamment l'Europe méditerranéenne (équipe Monde arabe et méditerranéen);
- l'analyse des transformations des milieux naturels et des espaces aménagés et construits, abordée à travers des projets en aménagement et les thématiques du paysage et de l'écologie (équipe Ingénierie du projet d'aménagement, paysage, environnement).

La place des travaux portant sur le logement et l'habitat

Au sein de l'UMR Citeres, les travaux sur le logement et l'habitat dans les sociétés contemporaines sont présents dans trois équipes : l'équipe « Construction politique et sociale des territoires », l'équipe « Monde arabe et méditerranéen » et l'équipe « Ingénierie du projet d'aménagement, paysage, environnement ». Ces travaux, très largement pluridisciplinaires, mobilisent des spécialistes de l'aménagement de l'espace, des démographes, des géographes et des sociologues.

Les recherches collectives sur l'habitat et le logement développées au sein du laboratoire portent sur les relations entre formes de production de logements et dynamiques urbaines ; sur les modalités d'appropriation des logements et la question de l'habitabilité, sur les usages des espaces résidentiels et le rôle des expériences de participation du public ; sur les formes alternatives d'habitat et de propriété ; sur les modalités d'appropriation des espaces habités dans le cadre du processus de vieillissement (relations entre habitat et trajectoire sociale, rôle des acteurs privés et publics dans la production des espaces habités dédiés aux personnes âgées).

**Travaux achevés****Projets collectifs**

- 2005-2007, « Espaces habités, espaces anticipés ; qualification, appropriation et analyse », ANR, coord. Serge Thibault avec MSH Tours.
- 2006-2008, « Mobilités résidentielles et maintien à domicile des personnes âgées de plus de 75 ans », pour le Puca. Coord. Laurent Nowik et Alain Thalineau.
- 2006-2010, « Faire la ville en périphérie(s). Territoires et territorialités dans les grandes villes du Maghreb », recherche FSP (Fonds de solidarité prioritaire), ministère des Affaires étrangères, coord. Pierre Signoles.

- 2009-2011, « Upha Usages et programmation de l'habitat », financée par la région Centre, coord. scientifique Nora Semmoud.
- 2011-2012, « Self-Organized Housing: the Positions of Citizens in the National and Regional Planning System », programme international d'accueil de chercheurs étrangers, financé par le Studium.
- 2009-2012, « L'habitat de demain des retraités: un enjeu sociétal », financé par la région Centre, avec le Cedete, coord. Laurent Nowik et Alain Thalineau.
- 2011-2013, « Alternatives de propriété pour l'habitat », programme de recherche financé par l'ANR, projet MSH Val de Loire avec la participation du Lerad, coord. Sylvette Denèfle.

Thèses

- Coslado E., « Mobilités résidentielles et fabrication de la périphérie par les classes moyennes: nouvelles territorialités et citoyenneté à Marrakech (Maroc) », soutenance prévue en 2015, Université de Tours (elsa-coslado@yahoo.com).
- Boutemedjet A., « Imagerie et quartier, entre pratiques des populations et action publique: le cas de la ville d'Annaba en Algérie », 2014, Université de Tours (ani_boutemedjet@yahoo.fr).
- Gaillard É., « Habiter autrement: des squats féministes en France et en Allemagne, Une remise en question de l'ordre social », 2012, Université de Tours (edith.gaillard@univ-tours.fr).

Thèses en cours

- Gérard A., « Les résidences seniors: un modèle d'habitat pour personnes âgées pour maintenir l'autonomie ? », sous la direction d'Alain Thalineau.
- Nsiamalembe-Olanga A.-C., « La prise en charge des personnes âgées au Gabon: Quels défis pour l'État et les familles ? », sous la direction d'Alain Thalineau et de Laurent Nowik.

Travaux en cours

- « Expertise citoyenne: limites, intérêts et perspectives sociales de la participation des habitants dans les projets de logement en région Centre », coord. Sabrina Bresson, 2013-2015, 2013-2016 ANR Marges, « Marges et villes: entre exclusion et intégration. Cas méditerranéens », coord. Nora Semmoud.
- « Les ménages, opérateurs d'une métropolisation qui ne dit pas son nom? Pratiques et représentations spatiales comparées dans l'agglomération tourangelle », Puca, appel « La ville ordinaire et la métropolisation », 2014-2015, coord. Laurent Cailly.

Spécialités: **X Aménagement** **X Anthropologie** **X Archéologie** **X Droit public**
X Économie/Démographie **X Géographie** **X Histoire** **X Sociologie**
X Sciences de l'information et de la communication

ADRESSE

Université François-Rabelais, Tours
BP 60449, 37204 Tours Cedex 03

SITE WEB

<http://Citeres.univ-tours.fr>

CONTACTS

• Citeres@univ-tours.fr
Contacts des responsables scientifiques
 • Laurent Cailly
laurent.cailly@univ-tours.fr

• Sabrina Bresson
sabrina.bresson@univ-tours.fr
 • Sylvette Denèfle
sylvette.denefle@univ-tours.fr
 • Laurent Nowik
laurent.nowik@univ-tours.fr
 • Nora Semmoud
nora.semmoud@univ-tours.fr
 • Pierre Signoles
psignoles@wanadoo.fr
 • Alain Thalineau
alain.thalineau@univ-tours.fr
 • Serge Thibault
serge.thibault@univ-tours.fr

CENTRE MAX-WEBER**CMW (UMR 5283)****DIRECTEUR :**

Bruno Milly

TUTELLES :

CNRS, Université Lyon 2 (rattachement principal), Université Jean-Monnet Saint-Étienne, ENS Lyon

CHAMPS THÉMATIQUES

Le CMW est issu de la fusion des deux grands laboratoires de sociologie du Pres Lyon-Saint-Étienne. Il se compose de six équipes :

- Mutation et régulation du travail, des organisations et des institutions
- Dynamiques de la vie privée et des institutions
- Politiques de la connaissance: savoirs situés et enjeux démocratiques
- Urbanités contemporaines: expériences, savoirs, métamorphoses
- Dispositions, pouvoirs, cultures, socialisations
- Modes, espaces et processus de socialisation

C'est dans la sixième équipe (Meps) que sont réalisés les travaux sur le logement et l'habitat.

La place des travaux portant sur le logement et l'habitat

Les recherches rassemblées dans cet axe poursuivent l'analyse des rapports entre espaces et socialisation engagée notamment par Émile Durkheim et Maurice Halbwachs dans leurs travaux sur les formes matérielles de la société et leurs effets sur le cours des actions humaines et par l'École de Chicago (Park, Burgess, Wirth) dans ses travaux relatifs à la structuration spatiale de la vie sociale en milieu urbain. Elles accordent un statut central à l'espace, décliné selon différentes échelles spatiales (ville, commune rurale, quartier, logement), comme aspect essentiel de la vie collective, en travaillant les effets réciproques entre structures spatiales et modes de socialisation. En d'autres termes, elles s'intéressent aux logiques socialisatrices qui se déploient ou qui prennent forme dans différents types d'espaces et qui concernent différentes catégories de populations.

Les objets sont donc multiples (choix résidentiels, cohabitation et modes d'habiter, gentrification, rénovation urbaine, marchés du logement) et conduisent à travailler sur des populations diversifiées (enfants dans la ville, personnes âgées, acteurs de la gentrification, milieux populaires, professionnels de l'immobilier) et sur des terrains variés (quartiers anciens, quartiers de grands ensembles, périurbain et espace rural).

 **Travaux récents****Opérations de recherche**

- Authier J.-Y., en collaboration avec Lehman-Frisch S. et Dufaux F., « De Paris à Londres: les enfants et la mixité sociale dans les "quartiers-villages" », Cnaf 2012.
- Bonneval L. (dir.), « Le contrôle des loyers: genèse, modalités et effets des politiques de régulation des marchés locatifs », Puca, Université Lyon 2, 2014-2015.
- Faure S., « Familles populaires relogées: comparaison entre les habitants d'un grand ensemble Hlm et des habitants de quartiers de centre-ville en rénovation », ANR, 2012.
- Debroux J., « Ressorts et enjeux de la localisation résidentielle en zones périurbaines: l'exemple de communes périurbaines de la région grenobloise », région Rhône-Alpes-PNR, Vercors, 2010.
- Faure L., « Les jeunes des classes populaires: mobiles ou ancrés? », ANR, 2012.
- Mallon I., « Comment cohabitent les personnes âgées en milieu rural isolé? », 2013.

 **Thèses soutenues**

- Steinmetz H., « Appropriation de la société coopérative d'habitation : pratiques résidentielles, modes de gestion collectifs et inscriptions dans un mouvement national », thèse soutenue en 2013.
- Bidet J., « Vacances au bled ? Lieux de résidence et lieux de vacances de familles d'origine algérienne vivant en France ? », thèse soutenue en 2013.
- Gilbert P., « Les classes populaires à l'épreuve de la rénovation urbaine. Transformations spatiales et changement social dans une cité Hlm », thèse soutenue en 2014.

 **Thèses en cours**

- Gentil A., « Mobilités saisonnières et processus de socialisation ».
- Mateos Escobar D., « La gentrification dans le centre-ville de Marseille : idées reçues et zones d'ombre dans l'étude de la recomposition sociale des quartiers centraux phocéens ».
- Park J., « L'évolution des jeunes adultes des classes moyennes. Comparaison de la mobilité résidentielle, des expériences sociales et des aspirations des classes moyennes de Séoul des années 1980 à aujourd'hui ».

Spécialité: **X Sociologie**

**ADRESSE**

Université Lyon 2, avenue Pierre-Mendès-France,
69676 Bron Cedex

**CONTACT**

• loic.bonneval@univ-lyon2.fr

**SITE WEB**

<http://www.centre-max-weber.fr>

CRESGE**DIRECTEUR :**

Loïc Aubrée

TUTELLES :

Université catholique de Lille, Faculté de gestion, d'économie et de sciences

CHAMPS THÉMATIQUES

Le Cresge analyse les besoins en logement et les besoins sociaux, en considérant l'ensemble de la population d'un territoire ou des groupes particuliers (jeunes, personnes âgées, populations à faibles revenus, personnes en situation de handicap...). Les analyses conjuguent différentes approches : analyse des systèmes d'acteurs, observation des représentations, des attitudes et des comportements, étude du fonctionnement des marchés de l'habitat.

La place des travaux portant sur le logement et l'habitat

- La mobilité résidentielle et le peuplement des différents segments de parc, Julien Salingue (julien.salingue@univ-catholille.fr):
 - Analyse de l'impact des programmes de rénovation urbaine sur l'évolution du peuplement des quartiers de la ville de Lille (GIP Lille métropole rénovation urbaine, 2013).
 - Analyse de l'occupation des logements sociaux: exploitation des enquêtes d'occupation du parc social, en particulier l'enquête 2012 à l'échelle de la France entière (DAGLN, 2013).
- Les besoins en logement, les marchés locaux de l'habitat, Sabine Kazmierczak (sabine.kazmierczak@univ-catholille.fr):
 - Analyse à long terme de la construction neuve de logements en Île-de-France et des conditions de production (recherche pour la Drihl, article publié dans *Études foncières*, 2013).
 - Évaluation des besoins en logement dans la région Rhône-Alpes (étude pour la Dreal, 2013-2014).
- Performance thermique de l'habitat, précarité énergétique, Hervé Barry (herve.barry@univ-catholille.fr):
 - Plusieurs recherches conduites entre 2010 et 2014 dans le cadre du programme de recherche « Lutte contre le changement climatique » de l'Ademe et de la région Nord-Pas-de-Calais : conception de services et d'outils favorisant la réalisation de travaux de rénovation thermique (diagnostic thermique incluant les données sociales, service public pour l'efficacité énergétique, retour d'expériences...).
 - La précarité énergétique dans la région Nord-Pas-de-Calais : précarité dans l'habitat et vulnérabilité énergétique globale (recherche pour le Puca, 2013-2014).
- L'habitat des personnes en situation de handicap et des personnes âgées dépendantes, Loïc Aubrée:
 - Utilisation des technologies et inclusion (recherche en cours, financée par la région Nord-Pas-de-Calais, dans le cadre du cluster Habitat et bâtiment intelligent).
 - Le logement intergénérationnel : offre et demande potentielle (étude pour la Cnaf, article paru dans *Retraite et société*, 2012).

**Travaux en cours**

- Salingue J., « Une approche longitudinale (1978-2013) du système national du logement. Développement du modèle d'analyse des systèmes d'habitat », dir. Lévy J.-P. (Latts).

Spécialités : **X Géographie** **X Sociologie** **X Économie****ADRESSE**

Cresge, 60 bd Vauban
CS 40109
59016 Lille Cedex

**SITE WEB**

<http://cresge.icl-lille.fr>

**CONTACT**

• loic.aubree@univ-catholille.fr

CENTRE DE RECHERCHE JURIDIQUE POTHIER**CRJ POTHIER (EA 1212)****DIRECTEUR :**

Jacques Leroy

DIRECTEUR ADJOINT :

François Priet

TUTELLE :

Université d'Orléans

CHAMPS THÉMATIQUES

Le CRJ comprend cinq axes de recherche :

- État, territoires et politiques publiques
- Patrimoines
- Relations civiles, économiques et sociales
- Relations internationales et européennes
- Sources, norme(s), théorie ouverte du droit

La place des travaux portant sur le logement et l'habitat

Le logement et l'habitat sont traités au sein de l'axe « État, territoires et politiques publiques ». L'équipe travaille essentiellement sur le droit et les institutions touchant le secteur Hlm, la politique locale de l'habitat, la répartition des compétences entre l'État et les collectivités territoriales dans le domaine de l'habitat.

 **Travaux récents**

- Colloque « Les réformes des organismes d'Hlm », 2008. Publication dans l'Ajdi (*L'Actualité juridique Droit immobilier*), août-septembre 2009; « Le centenaire de la loi Bonnevey du 23 décembre 1912 » : publication dans *Les Cahiers du GriDauh* 2014 n° 24, éd. La Documentation française, 2012.
- Quilichini P., *La Politique locale de l'habitat*, éd. Le Moniteur, 2006 (2^e édition en préparation).
- Chronique annuelle « Habitat et politique de la ville » dans l'ouvrage *Droit de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'habitat* (Dauh) éd. Moniteur.
- Participation à des contrats de recherche : La redéfinition des compétences locales dans la nouvelle réforme des collectivités territoriales et ses implications pour l'habitat et le logement. Rapport du Grale pour l'Union sociale pour l'habitat et la Caisse des Dépôts, septembre 2011.

En prévision : participation à un contrat de recherche avec le ministère du Logement et de l'Égalité des territoires concernant la refonte complète du Code de la construction et de l'habitation.

L'implication dans les cursus de formation

Master Droit et administration publique, spécialité (master 2) « Droit et politique de l'habitat ».

Responsables : François Priet et Paule Quilichini.

Diplôme créé en 1992 avec la Fédération nationale des Offices publics de l'habitat.

Spécialités : **X Droit** **X Histoire du droit** **X Gestion publique** **X Sociologie**

 **ADRESSE**

UFR Droit, Économie, Gestion
BP 26739
45067 Orléans Cedex 2

 **SITE WEB**

<http://www.univ-orleans.fr/lcp>

 **CONTACT**

• Paule Quilichini
crjp@univ-orleans.fr

ESPACES ET SOCIÉTÉS**ESO (UMR 6590)****DIRECTEUR :**

Vincent Gouëset

TUTELLES :CNRS – Universités Rennes 2, de Nantes, du Maine, d'Angers, de Caen Basse-Normandie
(toutes en rattachement principal)

ESO est un laboratoire de recherche multisites réunissant des équipes localisées dans cinq villes universitaires de l'Ouest : Angers, Caen, Le Mans, Nantes et Rennes

CHAMPS THÉMATIQUES

ESO développe des programmes autour de la « dimension spatiale des sociétés ». Son projet scientifique est structuré en quatre axes :

- La dimension spatiale des sociétés (réflexion théorique et méthodologique).
- Les dynamiques sociales et spatiales (dont les recompositions morphologiques, économiques et sociales des villes ; les territoires de l'eau ; les dynamiques démographiques, les âges de la vie et les inégalités).
- Les parcours de vie et les expériences des espaces (dont la santé et le bien-être ; les mobilités résidentielles et quotidiennes ; les déplacements liés aux loisirs et au tourisme ; les sociabilités et le lien social ; le corps et l'espace ; les identités professionnelles, de genre et territoriales).
- L'action publique. Conflits, gouvernances et solidarités sociales et territoriales (dont les politiques urbaines et de la ville ; les politiques environnementales face aux exigences de durabilité ; les finalités du développement, entre compétitivité et solidarité).

La place des travaux portant sur le logement et l'habitat**Formes de l'habitat et contextes résidentiels**

annabelle.morel-brochet@unicaen.fr ; francois.madore@univ-nantes.fr ; jean.riviere@univ-nantes.fr

- Espaces périurbains : autonomie et dépendance des espaces périurbains dans le système métropolitain (Bacconnier S., Hellier E., Jousseau V., Morel-Brochet A. et Rougé L.) ; inégalités sociales et comportements électoraux dans le périurbain (Rivière J.).
- Habitat intermédiaire des seniors et son environnement proche (Bacconnier S., Billard G., Chaudet B., Madoré F. et Plard M.).
- Ambiances résidentielles : ambiances urbaines quotidiennes (sonores en particulier) en lien avec le projet urbain et la mobilité (Guiu C. et Woloszyn P.).
- Habitats légers mobiles et réversibles, effets de la loi Alur (Bioteau E., Prugneau J., Delépine S. et El Hannani M.).

Ségrégations et discriminations spatiales

pierre.bergel@unicaen.fr ; francois.madore@univ-nantes.fr

- Divisions sociales et marchés immobiliers : analyse des ségrégations sociales urbaines en lien avec le fonctionnement des marchés immobiliers (Bergel P., Fritsch B., Garat I., Madoré F. et Vernicos S.).
- Discrimination d'un groupe social : les Roms, accès au logement des Roms migrants (Delépine S.) ; logement et bien-être, logement précaire et populations migrantes (Hoyez A.-C.).

Mobilités

sandrine.depeau@univ-rennes2.fr

- Systèmes de mobilité : articulation mobilités résidentielles et quotidiennes, en lien avec les différenciations sociales et les inégalités socio-spatiales dans l'accès aux ressources de la ville (Bailleul H., Depeau S., Gouëset V., Guillemot L. et Rougé L.).
- Nouvelles expériences de mobilités dans les périphéries urbaines : lieux des mobilités alternatives, dont le covoiturage et les pedibus (Depeau S.).

Action publique, conflits et gouvernance

cyrja.emelianoff@univ-lemans.fr; pierre.bergel@unicaen.fr

- Dimension politique des mobilisations liées à l'espace : initiatives et mobilisations habitantes centrées sur la transformation des milieux de vie urbains et la durabilité des quartiers résidentiels (Emelianoff C.).
- Politiques locales de l'habitat : articulation entre les domaines du logement, de l'urbanisme et l'étude des documents de planification (Billard G., Garat I. et Gasnier A.).
- Renouvellement urbain : politique de la ville, cohésion sociale et rénovation urbaine (Bergel P. et Hardouin M.).
- Dispositifs d'accompagnement, action sociale de proximité et problématiques financières (Prugneau J. et Bioteau E.).

**Travaux en cours**

- Projet LMA (beatrice.chaudet@univ-nantes.fr), « Longévité, mobilité, autonomie : de l'analyse et optimisation des capacités fonctionnelles à l'intégration aux territoires des personnes vieillissantes ». Ce projet financé par la région Pays-de-la-Loire est porté par le Gérontopôle des Pays-de-la-Loire et associe six laboratoires, dont ESO. La contribution d'ESO porte sur « L'environnement favorable à l'autonomie des personnes âgées. Les formes d'habitat intermédiaires pensées pour les seniors ».
- Programme « Habitats légers mobiles et réversibles en Maine-et-Loire », en association avec le CG49, la préfecture de Maine-et-Loire, l'Association des maires de Maine-et-Loire et le collectif Plume d'Habitants en Hlm (contacts : samuel.delepine@univ-angers.fr; emmanuel.bioteau@univ-angers.fr; pour travaux antérieurs à 2014).
- Observatoire LGV Bretagne Loire, « Transformations des quartiers de gare, offres immobilières et localisations résidentielles ». Ce projet, qui s'étend sur la période 2015 à 2023 est mené en collaboration avec la société Setec. Il est financé par Eiffage Rail Service (contact : gerald.billard@univ-lemans.fr).

**Thèses soutenues depuis 2012**

- Buchot N., « La mobilité contextuelle à l'épreuve de la mobilité résidentielle contrainte dans le cadre de la rénovation urbaine des quartiers d'habitat social à Angers et Trélazé », thèse soutenue à l'Université du Maine en 2012, dir. Jacques Chevalier et Rodolphe Dodier.
- Taburet A., « Promoteurs immobiliers privés et problématiques de développement durable urbain », thèse soutenue à l'Université du Maine en 2012, dir. Jacques Chevalier et Cyria Emelianoff.
- Ticana N., « L'extension périurbaine de Bucarest depuis 1989 », thèse soutenue à l'Université d'Angers en 2013, dir. Jean Soumagne.
- Gaudin S., « Villes moyennes et rénovation urbaine. Discours et actions d'une transaction spatiale. Exemples pris en Bretagne », thèse soutenue à l'Université Rennes 2 en 2013, dir. Raymonde Séchet.
- Charpentier S., « Du périurbain au périurbanisme : analyse des (bonnes et mauvaises) pratiques de lutte contre l'étalement urbain dans l'aire urbaine du Mans », thèse soutenue à l'Université du Maine en 2014, dir. Yamna Djellouli et Rodolphe Dodier.

L'IMPPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION**Université d'Angers**

- Master 2 Chargé de développement entreprises et territoires durables.
 - Politiques publiques du logement – Prugneau J.
- Master 1 Dynamiques et actions sociales territoriales.
 - Géographie sociale : habitat et logement – Prugneau J.
- Licence professionnelle Métiers du développement social urbain.
- Licence professionnelle Gestion de l'habitat social.

Université de Caen – Basse-Normandie

- Master 2 Sociétés, territoires, environnement, aménagement et risques, spécialité « Aménagement et recompositions territoriales » (ART-ESO). Responsables : Madeline P. et Bautès N.
 - Cours « Des espaces et des sociétés en recomposition ».
 - Cours « Politiques et dispositifs de l'aménagement ».
 - Cours « Savoirs et pratiques de l'action territoriale, diagnostic socio-économique ».
 - Cours « Gouverner localement par le projet : enjeux et pratiques ».

- Master 1 pro Droit spécialité « Urbanisme et aménagement durable », UFR de droit/UFR de géographie. Responsables : Vincent Legrand et Pierre Bergel
 - Cours « Dynamiques urbaines, sociétés urbaines et contemporaines ».

Université du Maine

- Master 1 et 2 Politiques territoriales de développement durable.
 - Master 1, Atténuation et adaptation aux changements climatiques. Responsable : Gérald Billard
 - Histoire de l'urbanisme.
 - La transition énergétique.
 - Principes et perspectives de la ville durable.
- Master 2 Parcours pro Ingénierie de l'urbanisme durable. Responsable : Arnaud Gasnier
 - Enjeux de l'urbanisme durable.
 - Démarches environnementales d'urbanisme.
 - Villes et quartiers durables.

Université de Nantes

- Master 1 mention « Géographie et aménagement ».
 - Cours « Ville et urbanisme ». Responsable : François Madoré
- Master 2 mention « Géographie », spécialité « Sociétés, aménagement et gouvernance des territoires » (Sagt).
 - Cours « Enjeux résidentiels et politiques d'habitat ». Responsable : François Madoré
- Master 2 mention « Géographie », « Droit » (+ co-habilitation avec l'Ensa Nantes – École d'architecture), spécialité « Villes et Territoires : politiques et pratiques de l'urbanisme (VT) ».
 - Cours « Aménagement et développement durable des territoires ». Responsables : Jacques Fialaire, Isabelle Garat et Sophie Vernicos

Université Rennes 2

- Master mention « Urbanisme et aménagement ». Responsable : Olivier David
 - Spécialité « Aménagement et collectivités territoriales (ACT) ». Responsable : Hélène Bailleul
 - Spécialité « Aménagement, urbanisme, diagnostic et intervention sur les territoires (Audit) ». Responsable : Jean-François Inserguet
 - Spécialité « Dynamiques et aménagement des espaces, territorialités (Dyater) ». Responsable : Vincent Gouëset
 - Maîtrise d'ouvrage urbaine et immobilière (Moui). Responsable : Gilbert Gaultier

Spécialités : **X Géographie** **X Aménagement et urbanisme** **X Sociologie**
X Psychologie environnementale

ADRESSE

Maison de la recherche en sciences sociales
Place du Recteur-Henri-Le-Moal
35043 Rennes Cedex

SITE WEB

<http://www.eso.cnrs.fr>

CONTACT

• karine.moitte@univ-rennes2.fr

ÉTUDES DES STRUCTURES, DES PROCESSUS D'ADAPTATION ET DES CHANGEMENTS DE L'ESPACE ESPACE (UMR 7300)

DIRECTRICE :
Christine Voiron

TUTELLES :
CNRS, AMU, Université d'Avignon, Université de Nice Sophia Antipolis (rattachement principal)

CHAMPS THÉMATIQUES

Le laboratoire est multithématique. Les recherches portent sur les dynamiques du territoire: logiques de peuplement, systèmes urbains, organisation spatiale, aménagement du territoire, environnement et durabilité des territoires. Les espaces urbains et les régions littorales sont les terrains d'étude privilégiés. Les travaux concernent aussi bien la recherche fondamentale, en particulier en analyse spatiale et en modélisation, que des travaux plus appliqués répondant aux questionnements des gestionnaires du territoire.

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Les problématiques du logement et de l'habitat sont traitées en interaction avec d'autres thématiques dans le cadre des études des systèmes urbains: processus de métropolisation, mobilité, conflits d'usage, ségrégation socio-spatiale, durabilité urbaine, pression urbaine, diffusion des différents types de bâti. Au sein du laboratoire, cette thématique est traitée par Giovanni Fusco: fusco@unice.fr

Travaux récents

- « Appréhender le fonctionnement métropolitain par l'analyse des pratiques de mobilité » (2010-2012), convention Université de Nice, CNRS, DDTM 06.
- « Ségrégation résidentielle et logiques réticulaires au sein de la métropole azurée » (2009-2010), convention Université de Nice, CNRS, DDTM 06.
- « Enquête sur les déterminants de l'accession à la propriété résidentielle dans les régions méditerranéennes françaises » (2009-2010), Observatoire des territoires et de la métropolisation, Dreal Paca (collaboration interdisciplinaire avec les sociologues du Lames, Aix-en-Provence, et Mare Nostrum, Perpignan).
- Le second volet de l'étude prospective à la suite de la directive territoriale d'aménagement des Alpes-Maritimes dans le cadre du Predat (2007-2008) portant sur le scénario tendanciel des pressions urbaines.

Travaux en cours

- Scarella F., « La ségrégation résidentielle en contexte métropolitain: analyse spatiale et géoprospective des dynamiques résidentielles en région Provence-Alpes-Côte d'Azur », thèse sous la dir. de Giovanni Fusco.

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

- La thématique logement/habitat est traitée dans le master Geoprad (Géoprospective, aménagement et durabilité des territoires).

Spécialités: **X Géographie** **X Aménagement** **X Anthropologie**

ADRESSE

UMR ESPACE
98 Boulevard Édouard-Herriot
BP 3209, 06204 Nice

SITE WEB

<http://umrespace.org>

CONTACT

• voiron@unice.fr

ENVIRONNEMENT, VILLE, SOCIÉTÉ**EVS (UMR 5600)****DIRECTEUR :**

Jean-Yves Toussaint

DIRECTEUR ADJOINT :

Hervé Piégay

TUTELLES :

CNRS, Universités Jean-Moulin Lyon 3 (rattachement principal), Lumière Lyon 2, Jean-Monnet Saint-Étienne, École nationale des travaux publics de l'État, École normale supérieure de Lyon, Insa de Lyon, École nationale supérieure des mines de Saint-Étienne, École nationale supérieure d'architecture de Lyon

CHAMPS THÉMATIQUES

Le laboratoire Environnement, Ville, Société traite des modalités par lesquelles les sociétés contemporaines fortement urbanisées constituent et instituent leurs environnements (aménagement et parfois ménagement d'un milieu donné, approprié à l'activité anthropique). Les activités de recherche sont centrées sur l'eau, la nature en ville et les risques, mais aussi sur la ville, l'entreprise, la géohistoire et la mémoire des systèmes, les modes de territorialisation, les risques.

Multidisciplinaire, il associe des géographes, des aménageurs, des urbanistes, des sociologues, des historiens, des anthropologues, des architectes, des économistes, des ingénieurs et des hydrogéologues.

L'UMR EVS est membre du labex Intelligence des mondes urbains (<http://imu.universite-lyon.fr/>).

La place des travaux portant sur le logement, l'habitat, l'habiter

L'UMR EVS est structurée en 8 ateliers thématiques à partir du projet 2016, dont la mise en œuvre commence en 2015. Parmi ceux-ci, certains abordent la question du logement et de l'habitat :

Atelier 1. Bien-être en ville : nature, santé et inégalités intra et inter-urbaines

Responsable : Lise Bourdeau-Lepage

Constitutrice titulaire, dont traitant des thèmes de l'habitat et du logement : Pauline Texier-Teixeira

Mots-clés, thèmes : marginalité sociale, inégalités socio-spatiales, éco-quartiers

Atelier 2. Flux, circulation, matières, énergie, déchets et territoires

Responsables : Romain Garcier et Laurence Rocher

Contributeurs titulaires, dont traitant des thèmes de l'habitat et du logement : Francis Bardet, François Duchêne, Valérie Laforest et Vincent Veschambre

Mots-clés, thèmes : processus et dispositifs de circulation des déchets issus de la démolition, dispositifs techniques de l'habitat, énergie, matériaux premiers, patrimoine

Atelier 3. Urbanisation et anthropo-construction : fabrication, formes, usages et représentations

Responsables : Manuel Appert, Jorge Santiago et Sophie Vareilles

Contributeurs titulaires, dont traitant des thèmes de l'habitat et du logement : Chantal Berdier, Éric Charmes, Anne-Sophie Cléménçon, Michel Lussault, Christelle Morel-Journal et Jean-Yves Toussaint

Mots-clés, thèmes : morphologies urbaines et sociales, verticalité urbaine, habiter les tours, sociabilités urbaines, lotissement, analyse critique des innovations techniques dans l'habitat

Atelier 4. Penser la ressource en contexte de changement rapide

Responsables : Marie Augendre, Marylise Cottet, Didier Graillot, Pauline Texier-Teixeira, Vincent Veschambre

Contributeurs titulaires, dont traitant des thèmes de l'habitat et du logement : Manuel Appert, Lise Bourdeau-Lepage, Vincent Veschambre

Mots-clés, thèmes : patrimoine, héritage

Atelier 6. Faire territoire, faire société

Responsables : Lydia Coudroy de Lille et Olivier Givre

Contributeurs titulaires, dont traitant des thèmes de l'habitat et du logement : Manuel Appert, Fatiha Belmessous, Bianca Botea, Anne-Sophie Cléménçon, Éric Charmes, Gilles Dèsevedavy, Sandra Fiori, Pierre Gras, William Hayet, Michel Lussault, Christian Montès, Anaïk Purenne, Élise Roche, Vincent Veschambre
Mots-clés, thèmes : fabrique de l'urbain, patrimonialisation, mobilisation citoyenne et habitat, logement précaire, politiques de logement et de peuplement, habitat non lucratif, analyse critique des modes de production de l'urbain (mixité, densification, périurbanisation, ségrégation)

**Thèses récentes**

- Drozd M., « Regeneration b(d)oom. Territoires et politique de la régénération urbaine par projet à Londres », dir. Appert M. et Montès C., Université Lumière Lyon 2, 2014.
- Kaddour R., « Quand le grand ensemble devient patrimoine : réflexions sur le devenir d'un héritage du logement social et la fabrication du patrimoine à partir de cas exemplaires en région stéphanoise », dir. Bayon J. et Gay G., Université Jean-Monnet Saint-Étienne, 2013.
- Mazenod F., « Fabriquer la Rome fasciste. L'action de l'Istituto Nazionale delle Assicurazioni (INA). Investisseur immobilier et financeur de l'aménagement urbain », dir. Gauthiez B., Université Jean Moulin Lyon 3, 2014.
- Renaud V., « Que fabrique-t-on avec les écoquartiers ? », dir. Toussaint J.-Y., thèse soutenue à l'Insa de Lyon en 2012.
- Runceanu C., « Evoluția și recalificarea ansamblurilor de locuințe colective din București: mize și oportunități [Évolution et requalification des ensembles de logements collectifs à Bucarest: enjeux et opportunités] », dir. Zimmermann M.
- Villot J., « Bâtiments et Facteur 4 : de l'émergence d'un objectif global à son application au niveau local », dir. Laforest V., thèse soutenue à l'École nationale supérieure des Mines de Saint-Étienne en 2012.

**Thèses en cours**

- Albert A., « Logement étudiant et réduction des inégalités en ville : les colocations à projet solidaire (Kaps) en Rhône-Alpes », dir. Coudroy de Lille L., Université Lumière Lyon 2.
- Guy F., « Espace et action sociale : la mobilité au cœur du placement des jeunes en établissements (Mecs, foyer) dans le département du Rhône », dir. Coudroy de Lille L., Université Lumière Lyon 2.
- Huet M., « Expériences de la mixité sociale et rapports à l'altérité : la mixité est-elle toujours favorable à l'inclusion ? », dir. Charmes É., ENTPE.
- Jaubert L., « Les beaux quartiers de Tokyo : analyse socio-urbaine et symbolique », dir. Pelletier P., Université Lumière Lyon 2.
- Meyfroidt A., « Le tiers secteur de l'habitat dans la région métropolitaine Vienne-Bratislava. Recompositions d'une offre d'habitat abordable et fabrique métropolitaine », dir. Coudroy de Lille L., ENS de Lyon.
- Mongeard L., « De la déconstruction au recyclage des déchets produits : étude socio-économique et territorialisée de la filière démolition dans le Grand Lyon », dir. Veschambre V., Université Lumière Lyon 2.

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

Les thèmes du Rehal sont abordés dans les masters des établissements de tutelle de l'UMR EVS : Université Jean-Monnet de Saint-Étienne, Université Lumière Lyon 2, Université Jean-Moulin Lyon 3, École normale supérieure de Lyon, Insa de Lyon, ENTPE, École nationale supérieure d'architecture de Lyon, École nationale supérieure des mines de Saint-Étienne.

L'offre de master sur le site de Lyon – Saint-Étienne est en cours de restructuration.

**ADRESSE**

18, rue Chevreul – 69362 Lyon Cedex

**CONTACT**

• secretariat.umr5600@univ-lyon3.fr

**SITE WEB**

<http://www.umr5600.univ-lyon3.fr>

GÉOARCHITECTURE : CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET GESTION DU CADRE BÂTI ET DE L'ENVIRONNEMENT, DOCTRINES ET PRATIQUES (EA 2219)

DIRECTEUR :
Frédéric Bioret

TUTELLES :
Université de Brest (établissement principal), Université de Bretagne-Sud

CHAMPS THÉMATIQUES

- Aménagement, ville et urbanisme
- Environnement (dont changement climatique)
- Sciences humaines et humanités
- Sciences de la société

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Responsables de ce champ thématique :

- Daniel Le Couédic, daniel.lecouedic@univ-brest.fr
- Patrick Dieudonné, patrick.dieudonne@univ-brest.fr
- Lionel Prigent, lionel.prigent@univ-brest.fr

Le laboratoire comprend des chercheurs en sciences humaines et sociales et des chercheurs en écologie, qui se répartissent (à nombre égal) en deux axes spécialisés, l'un relevant de l'aménagement et de l'urbanisme, l'autre de la préservation et de la restauration de l'environnement. Les thèmes relevant du logement et de l'habitat sont très présents dans les travaux du laboratoire. Ils structurent l'un des axes, consacré à la complexité et à la dynamique de l'urbanisation.

- **L'inversion identitaire :** le laboratoire, de longue date, s'est interrogé sur l'entrée de la maison dans la sphère de la marchandise et sur l'organisation du marché afférent. L'équipe se consacre actuellement à l'élucidation d'un changement spectaculaire récemment intervenu en la matière : durant la décennie écoulée, le régionalisme architectural a progressivement déserté l'habitat individuel, dont il était pourtant l'expression la plus courante depuis les années 1960. La stagnation, voire la régression des ressources, que les acquéreurs peuvent ou souhaitent mobiliser conduit les fabricants à diminuer les coûts de réalisation. L'une des conséquences majeures est le renoncement à des signes de distinction au profit d'une standardisation devenue synonyme d'un ascétisme vertueux et respectueux de l'environnement.

- **L'âge 3 des villes reconstruites :** le laboratoire consacre depuis 1983 une partie de son activité aux villes reconstruites après la Seconde Guerre mondiale, en particulier pour analyser la manière dont elles s'emploient à devenir des villes « comme les autres » : d'une part en fédérant, dans le contexte d'une intercommunalité de plus en plus intégrée, l'ensemble des extensions produites depuis la guerre afin de concrétiser par un projet urbain la volonté de tenir un rôle métropolitain ; d'autre part en ravivant la mémoire d'époques antérieures afin de retrouver une épaisseur historique que même leurs populations leur déniaient souvent.

- Ils sont également présents dans un axe transversal regroupant tous les chercheurs du laboratoire dans une recherche portant sur « la ville invisible », qui s'emploie à nuancer la vulgate de l'étalement urbain, régulièrement présenté comme un dérèglement, sans vraiment faire l'objet d'une analyse sereine. Loin de s'apparenter à un simple étalement, elle relèverait d'un système appuyé sur la capacité des anciennes structures rurales à accueillir et fixer des ménages, quittant parfois les villes-centres mais, très fréquemment, n'y ayant jamais vécu. En outre, contrairement à l'idée reçue, elle ne s'oppose pas obligatoirement à la ville-centre, mais peut faire système avec elle. Cette « ville invisible » devrait faire l'objet d'une critique menée dans un cadre renouvelé.

Travaux récents

- Danielou L., Le Baron T. et Prigent L., « Le pari d'une intégration renforcée des politiques territoriales : le PLU facteur 4 de Brest métropole océane ». 2^{es} Rencontres nationales de l'urbanisme durable « Maîtriser la consommation d'espace pour renforcer l'attractivité des territoires », organisées par l'Ademe, Paris, 3-4 novembre. publication à suivre.
- Dèbre C. et Gourlay F., « La méthode d'analyse des sociotopes comme révélateur des représentations de la planification de la ville durable », in Da Cunha A. et Guinand S. dir., *Qualité urbaine, justice spatiale et projet*, Ménager la ville, 2014.
- Dèbre C. et Garat I., « Huiler la mécanique métropolitaine : régulation et coordination des politiques urbaines sur l'Epci nantais », in dir. Lefeuvre M.-P. sur la régulation, à paraître.
- Desse R.-P., « Le commerce dans les grands ensembles », in Soumagne J. (dir.), *Aménagement et résilience du commerce urbain en France*, Éditions L'Harmattan, coll. Itinéraires géographiques, 2014, pp. 121-160.
- Le Couédic D., « Le tourment des villes reconstruites », in *Urbanisme* n° 48, printemps 2014, pp. 51-54.
- Le Couédic D., « La ville contemporaine », in *Villes de Bretagne, patrimoine et histoire*, PUR, 2014, pp. 282-305.
- Le Couédic D. et Prigent L., « L'urbanisation profuse saisie par la longue durée. Le cas de la Bretagne ». Proposition d'article pour les *Cahiers de géographie du Québec*. Publication en cours.
- Le Délézir R., « Littoral : les territoires face à de nouveaux défis », *La Gazette des communes*, 23 octobre 2013.
- Martin-Brelot H., Dieudonné P. et Sawtschuk J., « Les communes bretonnes sur le web : présence et relations interterritoriales », *Netcom*, 31(1-2), accepté, à paraître.
- Prigent L., « Le projet urbain du plateau des Capucins : une aventure patrimoniale pour une ambition métropolitaine ». Colloque international « [s']appropriation la ville. Le devenir ensemble, du patrimoine urbain aux paysages culturels », Montréal, 16-17 avril 2012. Publication aux Presses universitaires du Québec.

Thèses en cours

- Adegbinni A., « Décentralisation, gouvernance foncière et développement territorial dans les communes périurbaines du Bénin : cas des communes d'Adjarra, d'Akpro-Misserete et d'Avrankou », dir. Desse R.-P., Prigent L.
- Benyahia Tabib S., « La conception à l'épreuve des aléas du chantier : l'exemple de quelques récents édifices marocains », dir. Le Couédic D.
- Kalieu C., « Intégration durable des motos-taxis dans les villes camerounaises : cas de Douala et de Bafoussam », dir. Le Couédic D. et Prigent L.
- Le Clech I., « Les pratiques commerciales dans les espaces périurbains bretons : quelles mobilités pour quelles formes commerciales ? L'exemple du pays de Saint-Brieuc », dir. Desse R.-P.
- Meghzili H., « Modèle d'aménagement et d'urbanisme des zones d'exploitation touristique de la wilaya de Skidda (Algérie) », dir. Bernard N. et Desse R.-P.
- Tanneau C., « L'urbanisation diffuse à l'épreuve des perceptions : l'exemple du Parc naturel régional d'Armorique », dir. Le Couédic D.

L'IMPPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

- Licence professionnelle Bâtiments et constructions, management environnemental et qualité globale des constructions. Responsable : Mario Holvoet, mario.holvoet@univ-brest.fr
- Licence et master Aménagement et urbanisme durables, environnement. Responsable de la Licence : Martin-Brelot H., helene.martin-brelot@univ-brest.fr
Resp. du master: Le Couédic D., daniel.lecouedic@univ-brest.fr et Dieudonné P., patrick.dieudonne@univ-brest.fr

Spécialités : Aménagement Urbanisme Architecture Histoire Écologie
 Environnement Droit Économie Sociologie Géographie



ADRESSE

6 avenue Le Gorgeu
CS 93837
29238 Brest Cedex 3



SITE WEB

www.geoarchi.net/ea2219



CONTACT

• recherche@geoarchi.net

GÉOGRAPHIE-CITÉS (UMR 8504)**DIRECTEUR :**

Arnaud Banos

DIRECTRICE ADJOINTE :

Sandrine Berroir

TUTELLES :

RS, Université Paris Panthéon-Sorbonne, Université Paris Diderot

CHAMPS THÉMATIQUES

Le projet de l'UMR Géographie-Cités est d'interroger les spatialités et les territorialités géographiques à toutes les échelles. Il s'agit de développer un ensemble de recherches sur les formes et les logiques des transformations spatiales et de déployer des investigations sur les pratiques et les représentations à la fois vernaculaires et savantes de l'espace. Le projet scientifique du laboratoire se caractérise par une triple ambition : l'investigation empirique et la modélisation, la construction théorique, la réflexivité épistémologique. Les objets d'étude privilégiés sont les systèmes territoriaux et les villes, les réseaux et l'aménagement, les savoirs géographiques.

La place des travaux portant sur le logement et l'habitat**Axe 1.** Les territoires métropolitains face aux nouveaux rapports scalaires

Cet axe analyse le rôle des individus et des acteurs dans les recompositions des espaces métropolitains, en se plaçant à l'intersection de l'étude des structures d'organisation de l'espace urbain (foncier, logement, commerce, emploi) et de celle des pratiques et représentations des acteurs, pris dans un sens large (élus et techniciens, entreprises, citoyens). Les transformations des espaces métropolitains sont ici appréhendées selon une approche multi-scalaire et dans une perspective pluridisciplinaire.

Axe 5. Réversibilité et proximité : quels enjeux pour l'aménagement et l'urbanisme ?

Une des thématiques de cet axe de recherche est centrée sur les pratiques individuelles et les dynamiques socio-territoriales dans leurs interactions avec les politiques publiques d'aménagement. Les processus de gentrification, de régénération de villes et de quartiers en déclin, et plus largement de recomposition socio-spatiale des territoires urbains, y sont analysés. Il s'agit d'interroger la manière dont l'aménagement peut agir, prendre en compte, voire anticiper ces processus.

 **Travaux récents**

- Programme du Puca sur le périurbain : « Lieux et hauts lieux des densités intermédiaires ». Porter un autre regard sur les territoires périurbains et leur reconnaître des ressources propres, non seulement en termes d'emplois, de services, de relations sociales, mais aussi en termes identitaires, à partir d'un terrain d'enquête situé dans l'est du Val-d'Oise et le sud de l'Oise (2012-2014).
- Contrat de recherche National Institute of Health (États-Unis), « Socio-Economic Impact of Gated Communities on American Cities » (2008-2012).
- Contrat de recherche ANR IP4, « Interactions public-privé dans la production du périurbain ». Analyse de la genèse des espaces résidentiels de front d'urbanisation et des forces qui les structurent : les acteurs privés contribuent à la production de l'espace ; les collectivités locales jouent un rôle clé (restriction de l'offre foncière, sélection sociale) ; et les espaces de droit public tendent à disparaître. Il s'agit d'analyser la production de l'espace, centrée sur les lotissements résidentiels, figure dominante de la morphologie périurbaine (2007-2011).

 **Travaux en cours**

- Contrat de recherche ANR Frugal. Interroger la manière dont les espaces de faible densité, qu'ils participent du rural ou du périurbain, peuvent contribuer au développement de territoires globalement plus durables (2011-2015).
- Labex DynamiTe (<http://www.hesam.eu/labexdynamite/>): groupe de travail 2.4, « L'espace urbain "ordinaire": évolution des modes de production ».

L'IMPPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

- Master Urbanisme et aménagement, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Responsable: Sylvie Fol.
- Magistère Aménagement, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Responsable: Jean Debrie.
Enseignements liés au logement et à l'habitat:
 - Politique de la ville: 1^{re} année de magistère Aménagement.
 - Politiques de l'habitat: 2^e année de master (année commune avec la 3^e année du magistère).
 - Ateliers professionnels de M2: commandes du CES de l'Anru (depuis six ans) sur l'évaluation de la politique de rénovation urbaine.
- Master Aménagement et développement local, Université Paris Diderot. Responsables: Sandrine Berroir et Dominique Rivière.

Les enseignements sur la politique de la ville et du logement sont dispensés en M2.

- Master Sciences du territoire – Géoprisme. Responsables: Anne Bretagnolle et Renaud Le Goix.
Enseignements sur l'analyse spatiale des phénomènes sociaux, les dynamiques socio-économiques et la division sociale de l'espace, la mobilité, les rapports entre action publique et problématiques de découpage et d'organisation du territoire.

Spécialités: **X Géographie** **X Aménagement**

**ADRESSE**

Géographies-Cités, 13 rue du Four, 75006 Paris

**SITE WEB**

<http://www.parisgeo.cnrs>

**CONTACTS**

- Sandrine Berroir
sandrine.berroir@univ-paris-diderot.fr
- Xavier Desjardins
xavier.desjardins@univ-paris1.fr
- Antoine Fleury
afleury@parisgeo.cnrs.fr
- Sylvie Fol
sfol@univ-paris1.fr
- Renaud Le Goix
renaud.legoix@univ-paris-diderot.fr
- Christophe Quéva
christophe.queva@univ-paris1.fr

INSTITUT DES ÉTUDES JURIDIQUES DE L'URBANISME, DE LA CONSTRUCTION ET DE L'ENVIRONNEMENT (IEJUC)

DIRECTEUR :

Matthieu Poumarède

TUTELLES :

Université Toulouse 1 Capitole

CHAMPS THÉMATIQUES

Le cœur du champ de recherche de l'iejuc est le droit immobilier. Les thématiques développées par l'iejuc et ses chercheurs concernent par conséquent l'ensemble des problématiques juridiques relatives à l'immeuble :

- l'environnement de l'immeuble (aménagement du territoire, urbanisme, droit de l'environnement ;
- la construction de l'immeuble (promotion immobilière, construction) ;
- la gestion de l'immeuble (copropriété, baux).

La recherche développée à l'iejuc a pour champ principal l'objet complexe que constitue la ville. Néanmoins, dans ces projets de recherche, ce champ continuera d'être étendu à l'espace rural, ce qui permettra une étude globale des problématiques juridiques liées à l'environnement, à la construction et à la gestion de l'immeuble sur l'ensemble du territoire, urbain, périurbain et rural.

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Chercheurs travaillant sur ces thèmes :

- Matthieu Poumarède : matthieu.poumarede@ut-capitole.fr
- Moussa Thioye : Moussa.thioye@ut-capitole.fr
- Carole Hermon : Carole.hermon@ut-capitole.fr
- Florence Jammes : Florence.jammes@ut-capitole.fr

Les principaux travaux de l'iejuc en cours portent sur les outils juridiques de production de logement, la place de l'habitat en centre urbain et la qualité de l'habitat :

- Recherche collective sur la surélévation de l'immeuble en copropriété : il s'agit de montrer que l'environnement juridique est aujourd'hui favorable à la surélévation, en tant que mode de densification douce, tout en permettant aux copropriétés de faire face aux charges liées aux nouvelles normes environnementales.
- Recherche collective sur les notions de destination et d'usage de l'immeuble : il s'agit de déterminer quelle influence peuvent avoir les rédacteurs des documents d'urbanisme sur la fixation de la destination des immeubles et sur le changement d'usage (étude des règlements locaux).
- Recherche sur le droit du logement social, notamment sur les copropriétés dégradées.

Implication dans les cursus de formation

Formation initiale et continue :

Master 2 Immobilier, urbanisme, construction en formation initiale et en formation à distance

Formation continue :

- Diplôme de l'iejuc (128 heures)
- Diplôme « Droit et pratique des baux commerciaux » (52 heures)
- Diplôme « Droit et pratique des baux d'habitation » (52 heures)
- Diplôme « Droit et pratique de la copropriété » (52 heures)
- Diplôme « Droit et pratique de l'urbanisme » (52 heures, en partenariat avec le cabinet d'avocat Bouyssou)

Spécialités : **X Droit privé** **X Droit public**



ADRESSE

21 allée de Brienne, 31000 Toulouse



CONTACT

• iejuc@ut-capitole.fr



SITE WEB

www.iejuc.com

INSTITUT NATIONAL D'ÉTUDES DÉMOGRAPHIQUES**(INED)****DIRECTRICE :**

Chantal Cases

TUTELLES :

Ministère de la Recherche et ministère des Affaires sociales

CHAMPS THÉMATIQUES

Les activités scientifiques de l'Ined s'organisent autour de onze unités thématiques de recherche et trois pôles transversaux.

Thématiques de recherche :

- Fécondité, famille, sexualité. Responsable de l'unité: Laurent Toulemon
- Démographie, genre et sociétés. Responsables de l'unité: Christelle Hamel et Wilfried Rault
- Mortalité, santé, épidémiologie. Responsable de l'unité: Emmanuelle Cambois
- Mobilité, logement et entourage. Responsable de l'unité: Éva Lelièvre
- Migrations internationales et minorités. Responsable de l'unité: Stéphanie Condon
- Démographie économique. Responsables de l'unité: Laurent Gobillon et Anne Solaz
- Histoire et populations. Responsables de l'unité: Éric Brian et Christine Théré
- Identités et territoires des populations. Responsables de l'unité: Alain Blum et France Guérin-Pace
- Centre population et développement Ceped (Unité mixte de recherche Ined-IRD-Paris Descartes)
Responsable de l'unité: Yves Charbit
- Épidémiologie, démographie et sciences sociales (ERL Ined-Inserm-Paris 11-UVSQ). Responsables de l'unité: Nathalie Bajos et Caroline Moreau
- Étude longitudinale française depuis l'enfance (Elfe) (unité mixte de service Ined-Inserm-EFS). Responsables de l'unité: Marie-Line Charles, Patricia Dargent, Bertrand Geay
- Pôle Grab, Approche biographique et multiniveaux. Responsable de l'unité: Éva Lelièvre
- Pôle Suds. Responsable de l'unité: Véronique Hertrich
- Pôle Vieillesse et vieillissements. Responsable de l'unité: Joëlle Gaymu

Au sein de l'Ined, l'unité Mobilité, logement et entourage – U06 étudie tout spécialement la question de l'habitat.

Les chercheurs de l'unité s'intéressent aux interactions entre les trajectoires familiales, professionnelles et résidentielles. Ils suivent plus particulièrement l'articulation entre la situation familiale et l'habitat au cours de la vie, en replaçant les mobilités dans le contexte socio-économique de la période étudiée. Pour mieux prendre en compte les évolutions en cours, l'unité collecte des données originales, développe des méthodologies et introduit des concepts nouveaux tels que celui d'entourage. Elle accorde aussi une attention particulière aux situations de vulnérabilité résidentielle qui se développent actuellement, surtout dans les zones urbaines.

La place des travaux portant sur le logement et l'habitat

• Les trajectoires résidentielles et la mobilité à certaines étapes de la vie (au moment de la décohabitation pour les jeunes et aux âges plus avancés, quand les seniors doivent effectuer des choix résidentiels, ou après le décès d'un conjoint).

Contacts : Catherine Bonvalet, catherine.bonvalet@ined.fr ; Laurent Gobillon, laurent.gobillon@ined.fr

• L'accès à la propriété des classes populaires et des immigrés (politiques « d'accession sociale » à la propriété, choix résidentiels, rapport au crédit et discriminations, effets sur l'économie domestique et la division sexuée du travail).

Contact : Anne Lambert, anne.lambert@ined.fr

• L'accès au logement des populations vulnérables (occupants de logements insalubres, personnes sans domicile, demandeuses d'un logement social).

Contact : Pascale Dietrich-Ragon, pascale.dietrich@ined.fr, 01 56 06 43 29

• Le projet ANR LiLi : « Des lieux aux liens, l'espace comme révélateur des fonctionnements familiaux ».

Contact : Éva Lelièvre, eva@ined.fr

• Projet en cours de formalisation sur le recensement et la localisation de l'habitat mobile et léger.

Contact : Christophe Imbert, christophe.imbert@ined.fr

• Le cycle de journées d'étude 2014-2015 : « Femmes et habitat : une question de genre ? ». Ces journées d'études interrogent le rôle du logement dans la (re)production des inégalités entre hommes et femmes.

Contacts : bonvalet@ined.fr ; anne.lambert@ined.fr ; pascale.dietrich@ined.fr

L'implication dans les cursus de formation

Anne Lambert coanime à l'ENS-Ehess un séminaire de recherche interdisciplinaire sur le logement qui mêle sociologues, historiens, géographes et urbanistes et interroge le fonctionnement des marchés immobiliers français et étrangers.

Lien : <http://sciences-sociales.ens.fr/Logement.html>

Spécialités : **X Démographie** **X Sociologie** **X Géographie** **X Économie**



ADRESSE

133 boulevard Davout
75020 Paris



CONTACT

• 01 56 06 20 60
(secrétariat général)



SITE WEB

<http://www.ined.fr/fr/>

LAB'URBA**DIRECTRICE :**

Christine Lelévrier

TUTELLES :

Universités Paris Est Créteil (Upec) et Paris Est Marne-la-Vallée (Upem)

CHAMPS THÉMATIQUES

Le Lab'Urba couvre largement les champs de la recherche urbaine dans ses rapports avec l'action publique en aménagement et urbanisme. Dans ce cadre, les enseignants-chercheurs et doctorants du Lab'Urba traitent notamment des thèmes de l'habitat et du logement, des mobilités et des transports, du développement territorial, des politiques d'environnement et de l'histoire de la pensée et des métiers de l'urbanisme.

Le Lab'Urba est organisé en cinq équipes :

- Politiques urbaines et développement territorial
- Le quotidien urbain en pratiques
- Inégalités, discriminations
- L'urbanisme : idées, méthodes, acteurs
- Génie urbain et environnement

Ces cinq équipes développent des thématiques transversales portant sur l'habitat et le logement, l'environnement et la participation.

La place des travaux portant sur le logement et l'habitat

Les travaux menés sur l'habitat au sein du laboratoire concernent tous les chercheurs du laboratoire. Ils peuvent couvrir l'ensemble du champ des politiques nationales, locales et sociales de la ville et du logement, du fonctionnement des marchés immobiliers résidentiels aux pratiques du renouvellement urbain, en passant par les usages habitants dans le logement et l'habitat.

Le champ est animé par un séminaire (quatre à cinq séances annuelles) qui associe l'ensemble des enseignants-chercheurs et doctorants travaillant sur l'habitat, ainsi que des invités.

 **Travaux récents**

- Navarre F., Cordier M., Rousseau M.-P., Le Herve M. et Guelton S., « L'implication financière des collectivités territoriales dans les politiques de l'habitat », rapport de recherche pour le Puca, 2011.
- Lelévrier C., Driant J.-C. et Zetlaoui J., « Évaluation du programme expérimental "Promotion des logements solidaires" », rapport pour le Fonds d'expérimentation jeunesse, 2013.
- Guelton S. et Limousin C., « Mesurer et rendre compte de la création de valeur par un organisme de logement social pour un territoire », rapport pour l'Institut CDC pour la recherche et l'USH, 2012.

 **Travaux en cours**

Une dizaine de thèses sur les thématiques de l'habitat sont en cours au sein du Lab'Urba.

Un exemple de recherche collective en cours :

- Cordier M., Lanzaro M., Gaullier P., Navarre F., Lelévrier C. et Driant J.-C., « L'accès au logement social : délais d'attente, difficultés, discriminations », pour le Défenseur des droits, l'Acse et le Puca, 2013-2014.

L'IMPPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

Le Lab'Urba est directement impliqué dans les formations de master 1 et 2 de l'École d'urbanisme de Paris issue du rapprochement des deux instituts d'urbanisme de la région parisienne : l'Institut d'urbanisme de Paris (IUP) et l'Institut français d'urbanisme (IFU). Dans ce cadre, le champ du logement et de l'habitat est concerné par deux parcours de master 2 de l'IUP représentant chaque année un total de 35 à 40 jeunes professionnels diplômés :

- Projets de renouvellement urbain. Responsable: Christine Lelévrier
- Habitat et mobilité. Responsable: Jean-Claude Driant

Spécialités: **X Urbanisme et aménagement** **X Sociologie** **X Économie** **X Géographie**
X Sciences politiques

ADRESSE

Cité Descartes - Bâtiment Bienvenüe - Plot A
14-20 Boulevard Newtown
Champs sur Marne
77454 Marne-la-Vallée cedex 2

CONTACT

• ramaroson@u-pec.fr

SITE WEB

<http://www.lab-urba.fr>

LABORATOIRE TECHNIQUES, TERRITOIRES ET SOCIÉTÉS**LATTS (UMR 8134)****DIRECTEUR :**

Olivier Coutard

TUTELLES :

Upem, École des Ponts ParisTech, CNRS

CHAMPS THÉMATIQUES

Centre pluridisciplinaire de recherche, d'enseignement et d'expertise en sciences sociales, le Latts explore les logiques techniques et territoriales à l'œuvre dans l'action organisée (publique et privée). Ce faisant, il entend favoriser le dialogue entre les sciences sociales et le monde des ingénieurs, dans les entreprises comme dans les administrations.

Il a deux principaux domaines empiriques : les systèmes territoriaux, les réseaux et services urbains, l'action publique locale, l'aménagement et les risques d'une part ; les organisations publiques et privées, le travail, l'innovation sociotechnique et les changements organisationnels d'autre part. Cette double orientation permet des croisements de points de vue multiples : logiques territoriales des entreprises, logiques industrielles des services urbains, modèles organisationnels du public et du privé, transitions sociotechniques urbaines, étude de l'action publique au prisme de ses instruments ou du travail des agents publics...

La place des travaux portant sur l'habitat

L'axe de recherche du Latts « Économie politique de la production urbaine – Eppur », coordonné par Halbert L., s'attache à rendre visibles et à « politiser » les modes de fabrication de la ville. Dans ce cadre, le Latts analyse le champ de l'habitat dans une perspective d'économie politique s'intéressant aux modes de production, aux logiques des opérateurs (aménageurs, promoteurs, investisseurs, gestionnaires) et aux interactions entre acteurs du marché et acteurs publics, avec une attention portée aux usages et aux modes de vie, notamment sur l'énergie dans les logements et les « écoquartiers ».

Les recherches visent à éclairer les logiques économiques et financières à l'œuvre dans la production matérielle des espaces urbanisés et leurs implications socio-spatiales et sociopolitiques, notamment les mécanismes de déstabilisation-réinvention du rôle de régulation des pouvoirs publics dans la production urbaine. L'approche proposée s'inscrit dans une perspective d'économie politique que l'on peut caractériser en quatre points :

1. Elle met l'accent sur les acteurs porteurs des logiques économiques et financières, leurs intérêts, leurs stratégies et les relations (y compris les rapports de force) qu'ils instaurent entre eux.
2. Elle s'attache, pour révéler ces logiques, à l'étude scrupuleuse des instruments mobilisés par les acteurs : modèles, indicateurs, études de marché, bilans économiques et financiers, contrats (notamment entre acteurs publics et acteurs privés).
3. Elle est soucieuse de rendre compte de logiques d'acteurs situées, expressions toujours singulières de l'appropriation par ces derniers, dans un contexte local donné, de contraintes, d'opportunités et d'enjeux à la fois locaux et supralocaux.
4. Elle se démarque ainsi délibérément des approches et des explications globalisantes, mais aussi des travaux occultant, par exemple, l'influence des logiques économiques et financières globales dans les jeux des acteurs locaux.

Référents du laboratoire sur ce champ :

- Pierre-Arnaud Barthel, pierre-arnaud.barthel@enpc.fr (en détachement à l'AFD depuis le 6 oct. 2014)
- Ludovic Halbert (CR CNRS), ludovic.halbert@enpc.fr
- Jean-Pierre Lévy (DR CNRS), jean-pierre.levy@enpc.fr
- Yoan Miot (MCF Upem), yoan.miot@enpc.fr
- Hélène Subrémon (CR ENPC), helene.subremon@enpc.fr
- Pascal Ughetto (PR Upem), pascal.ughetto@u-pem.fr

**Travaux récents**

- MED-APR Movida, « Consommer dans les éco-quartiers ». Responsable : Souami T.
- Ademe, « Amélioration énergétique des îlots existants: quels cadres et outils juridiques dans la fabrication urbaine? ». Responsable : Souami T. (2013-2014).
- Chaire Ville de l'École des ponts ParisTech: 1) « Logement et habitat dans l'espace méditerranéen » (Projet GouvMed – « Gouverner les métropoles méditerranéennes »); 2) « Green Cities ». Responsable: Lorrain D.

**Travaux en cours**

- Institut CDC pour la recherche, « Financement durable et livret d'épargne – Fidele, recherche sur le financement du logement social ». Responsable: Halbert L. (2013-2015)
- Agence nationale de la recherche Finurbasie, « Expansion de la finance de marché et production urbaine en Asie, le cas de la Chine et de l'Inde ». Programme ANR Blanc. Responsable: Halbert L. (2013-2016).
- Medde et Région Île-de-France, « Contraintes énergétiques et innovations sociales » (APR Movida; Picri). Responsable: Subrémon H. (2012-2016).
- Medde-Puca, « Approche longitudinale (1978-2013) du système national du logement moyen du modèle Asha ». Responsable: Lévy J.-P. (2014-2016).
- L'Union sociale pour l'habitat, « Habitat intelligent: évolution des métiers et besoins en compétences dans les organismes de logement social ». Responsable: Ughetto P. (2014-2015).

L'IMPPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

- Master Urbanisme aménagement transport (UAT), Institut français d'urbanisme, Upem. Contact: Taoufik Souami (Taoufik.Souami@u-pem.fr): responsable de la mention de master Urbanisme, aménagement, transports (UAT) & responsable de la spécialité de master 2 « Villes durables », Urbanisme, aménagement, transports (UAT).
- Mastère spécialisé Aménagement et maîtrise d'ouvrage urbaine (Amur), École des Ponts ParisTech. Responsable du mastère: Nathalie Roseau (nathalie.roseau@enpc.fr).

Spécialités: **X Aménagement** **X Urbanisme** **X Sociologie** **X Géographie**
X Sciences politiques **X Histoire**

**ADRESSE**

Latts – École des Ponts ParisTech
6-8 avenue Blaise-Pascal
Cité Descartes - Champs-sur-Marne
77455 Marne-la-Vallée Cedex

**CONTACT**

• olivier.coutard@enpc.fr

**SITE WEB**

<http://www.latts.fr>

LABORATOIRE ARCHITECTURE VILLE URBANISME ENVIRONNEMENT**LAVUE (UMR 7218)****DIRECTEUR :**

Direction collégiale : **Alessia de Biase, Agnès Deboulet et Stéphanie Vermeersch**

TUTELLES :

CNRS, Université Paris 8 et Paris 10 et ministère de la Culture

CHAMPS THÉMATIQUES

1. Mutations sociales, usages et politiques urbaines. Coordinateurs : Yankel Fijalkow, Claire Lévy-Vroëlant et Hélène Nessi
2. Villes, compétences, démocratie. Coordinateurs : Grégory Busquet et Hélène Hatzfeld
3. Articulations des échelles spatiales et temporelles dans le contexte du développement durable. Coordinateurs : Alessia de Biase, Alain Guez et Chris Younès
4. Franges et interfaces urbaines. Coordinateurs : Frédéric Landy et Yann Nussaume

Axes transversaux :

1. Architecture. Coordinateurs : Rainier Hoddé et Bendicht Weber
2. Environnement. Coordinateur : Jérôme Boissonade
3. Ville et mondialisation. Coordinateurs : Frédéric Dufaux et Patrick Gaboriau

La place des travaux sur le logement et l'habitat**Programme 1**

Espace public, stratégies spatiales des catégories sociales dans la ville, notamment les classes moyennes et les populations en situation de vulnérabilité résidentielle. Politiques locales et microlocales d'urbanisme, de logement et de peuplement, qu'il s'agisse de rénovation urbaine et/ou de logement social, en lien avec les mutations de gouvernance et de gouvernement des territoires en France et à l'étranger. Étude des consommations énergétiques, modélisation stratégique des mobilités résidentielles, pratiques de mobilisation de l'histoire et de publicisation. Mémoire, patrimoine et processus de patrimonialisation dans la ville.

Programme 2

Diversité des compétences présentes, notamment hors du strict champ des études urbaines, chez les acteurs politiques, les acteurs professionnels, les citoyens, usagers, habitants ; leur nature, leur mode d'expression, leur évolution, en particulier par rapport aux recompositions professionnelles, à l'évolution des systèmes politico-administratifs, à l'instauration de débats publics formalisés du type démocratie participative, etc.

Axe transversal 3

La ville contemporaine : métropolisation et mondialisation, les concurrences sociales, politiques, symboliques pour ses habitants les plus stables comme pour ses usagers les plus mobiles, pour les migrants comme pour les flux financiers, pour les nouvelles formes de travail et de coopération comme pour la rente foncière. Inégalités, distribution du pouvoir et horizons de la planification.

Travaux récents

- Barrère C. et Lévy-Vroëlant C., *Hôtels meublés à Paris: enquête sur une mémoire de l'immigration*, Grâne, éd. Créaphis, coll. Lieux habités, 2012, 304 p.
- Bacqué M.-H., Charmes É. et Vermeersch S., « The Middle Class "at Home among the Poor"- How Social Mix is Lived in Parisian Suburbs: Between Local Attachment and Metropolitan Practices », *IJURR*, vol. 38.4, July 2014.
- Bacqué M.-H. et Vermeersch S., « Les classes moyennes dans l'espace urbain, choix résidentiels et pratiques urbaines », *Sociologie et sociétés*, vol. XLV, n° 2, automne 2013, pp.63-86.
- Bacqué M.-H. et Carriou C., « La participation dans l'habitat, une question qui ne date pas d'hier », *Métropolitiques*, 11 janvier 2012.
- Bacqué M.-H., Biau V., Carriou C., Orazio A., Delorme J.-M., Marchand M.-P. et Vermeersch S., « Habitat alternatif, un nouveau jeu partenarial ? », in Pascal Chombart de Lauwe (dir.), *Le projet négocié*, Puca, 2012, pp.51-71.
- Biau V., Fenker M. et Macaire E. (éds.), « L'implication des habitants dans la fabrication de la ville; métiers et pratiques en question ». *Cahier Ramau* n° 6, Paris, éd. de la Villette, 2013.
- Deboulet A., « Renouer avec le politique et la citoyenneté urbaine ? Les résidents des grands ensembles dans la rénovation », in Carrel M. et Neveu C., *Citoyennetés ordinaires. Pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes*, éds. Karthala, coll. Recherches internationales, 2014, pp. 167-194.
- Deboulet A., Lelévrier C. (dir.), *Rénovation urbaine en Europe*, Presses universitaires de Rennes, 2014.
- Fijalkow Y., *Sociologie du logement*, coll. Repères, éd. La Découverte, 2011, 128 p.
- Lehman-Frisch S., Authier J.-Y. et Dufaux F., « "Draw me your neighbourhood": a gentrified Paris neighbourhood through its children's eyes », *Children's Geographies*, 1/2012, 10:1, pp. 17-34.
- Lévy-Vroëlant C. et Fijalkow Y. « Making New from old in France; urban change in two Parisian Districts, » in Turkington R et Watson Ch., *Renewing Europe's housing*, ed. Policy, Press Book, 2014.
- Lévy-Vroëlant C., « Le welfare vu du logement: logement social et État-providence en question », in *Loger l'Europe. Le logement social dans tous ses états*, éd La Documentation française, 2011, pp. 207-231.
- Vermeersch S., « "Les classes moyennes", du social au spatial: retour sur un glissement dans les catégories savantes », in Backouche I., Ripoll F., Tissot S. et Veschambre V., *Espaces hérités, espaces enjeux*, PUR, 2011, pp.19-34.

Travaux en cours

- « Impact de la rénovation urbaine sur les mobilités résidentielles des habitants et le peuplement des quartiers urbains: l'exemple de Lille ».
- « Rester en centre-ville (REV). Résistance et résilience de la ville ordinaire dans quatre quartiers de capitales européennes: Paris, Lisbonne, Bruxelles, Vienne », 2014-2016.
- « Mémoires de passeurs/passeurs de mémoires. Lieux, temps et formes de la transmission et de l'oubli », en partenariat avec la MSHPN, 2014-2016.

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

- Master et doctorat en architecture, École nationale supérieure d'architecture Paris Val-de-Seine. Responsable: Fijalkow Y. (yankel.fijalkow@paris-valdeseine.archi.fr).
- Master de sociologie et anthropologie, Université Paris 8. Resp. Cardi C. (MC Paris 8), Deboulet A. (PR Paris 8).
- Master et doctorat en géographie urbaine, Université Paris 10. Resp. Bacqué M.-H. (mariehelene.bacque@sfr.fr).

Spécialités: **X Sociologie** **X Géographie** **X Anthropologie** **X Histoire** **X Architecture** **X Urbanisme**



ADRESSE

Lavue
Ensa Paris Val-de-Seine
3-15 quai Panhard-et-Levassor
75013 Paris



SITE WEB

<http://www.lavue.cnrs.fr/>



CONTACT

• info.lavue@gmail.com

LILLE ÉCONOMIE ET MANAGEMENT**LEM (UMR 9221)****DIRECTEUR :**

Hervé Leleu

TUTELLES :

CNRS, Université Lille 1, Université Lille 2, Université Lille 3, Université catholique de Lille, Université d'Artois (partenaire)

CHAMPS THÉMATIQUES

Le programme scientifique du LEM est structuré autour de six équipes de recherche :

- Actifs, clientèles, communautés, réseaux, populations (ACCRP)
- Analyse de la performance des organisations (APO)
- Individus, organisations et société (IOS)
- Management et économie de la décision publique (MEDP)
- Méthodes quantitatives appliquées au management et à l'économie (MéQAME)
- Marchés, organisations et finances (MOF)

La place des travaux sur le logement et l'habitat

Dans le cadre de l'axe Management et économie de la décision publique (MEDP), des travaux récents et en cours portent sur le logement :

- Analyse des aides au logement : correction des inégalités ; aide au maintien dans le logement...
- Impact de l'incertitude sur les coûts de transport sur les prix immobiliers.
- Logement et emploi.

Responsables : Véronique Flambard (veronique.flambard@icl-lille.fr)

Didier Cornuel (didier.cornuel@univ-lille1.fr, <http://www.economieimmobiliere.com/>)

**Travaux récents**

- Cornuel D., *Économie immobilière et des politiques du logement*, 2013, éd. DeBoeck.
- Flambard V., « Housing allowances and forced moves », 2013, *International Journal of Housing Policy*, 13(2), pp. 159-182.

**Travaux en cours**

- Flambard V. et Vaillant N., « Les prix immobiliers reflètent-ils une prime de risque sur les coûts de transport ? »

**ADRESSE**

Institut catholique de Lille
60 boulevard Vauban
CS40109
59016 Lille Cedex

**CONTACT**

• LEM@univ-catholille.fr

**SITE WEB**

<http://lem.cnrs.fr/> (en cours de reconstruction)

LABORATOIRE D'ÉCONOMIE DES TRANSPORTS**LET (UMR 5593)****DIRECTEUR :**

Charles Raux

TUTELLES :

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (rattachement à l'ENTPE),
Université Lyon 2 et CNRS

CHAMPS THÉMATIQUES

Économie des transports, recherches sur les mobilités.

La PLACE DES TRAVAUX SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Recherche sur le périurbain: question du domicile/travail, de l'habiter.

Spécialités: **X Économie** **X Aménagement**

 **ADRESSE**

ENTPE
Rue Maurice-Audin
69518 Vaulx-en-Velin Cedex

 **SITE WEB**

<http://www.let.fr/>

 **CONTACTS**

• Jean-Pierre Nicolas
jeanpierre.nicolas@entpe.fr
• Nathalie Ortar
nathalie.ortar@entpe.fr

LABORATOIRE INTERDISCIPLINAIRE ENVIRONNEMENTS URBANISME**LIEU (EA 889)**

DIRECTEUR :
Jérôme Dubois

TUTELLES :
Université Aix-Marseille

CHAMPS THÉMATIQUES

Le Lieu défend une recherche en urbanisme orientée sur ou vers l'action, tournée vers le monde professionnel au service de l'action collective et des grands débats de société; dans une approche qui se veut critique et réflexive. Ces réflexions sont pour certaines co-construites avec les acteurs du champ, dans une optique de fertilisation croisée.

Le Lieu a pour vocation de tisser des partenariats avec des disciplines connexes créatrices de projets dans l'espace à l'image de l'architecture ou du paysage. Ses recherches contribuent aux débats scientifiques aux échelles locales, nationales comme internationales dans le champ de l'urbanisme.

La place des travaux sur le logement et l'habitat

Les travaux sur l'habitat et le logement s'inscrivent dans un questionnement large sur les transformations de la question sociale et la territorialisation des politiques publiques.

Les politiques de l'habitat se territorialisent tandis que dans le même temps la « question sociale » et la « question urbaine » tendent à se recouvrir, la ville étant de plus en plus sommée de « faire société » là où les intégrateurs sociaux traditionnels (le travail, la famille, la religion...) sont en crise.

Les défis auxquels sont confrontées les nouvelles autorités organisatrices de l'habitat sont multiples et bien identifiés: aggravation de la ségrégation socio-spatiale entre les territoires urbains, montée des inégalités dans l'accès au logement et aux aménités urbaines, logiques d'appariement résidentiel basées sur l'entre soi...; autant de symptômes, mais aussi de facteurs de « fragilité urbaine ».

Relever ces défis interroge la capacité, tant politique que technique, des collectivités locales, et invite à reconsidérer les catégories classiques de l'action publique, les savoir-faire et les systèmes de coopération entre acteurs locaux.

↙ **Travaux achevés**
Projets collectifs

- Recherche sur les fragilités urbaines (Popsu 2, Puca).

Les politiques de renouvellement urbain sont aux prises avec ces fragilités, soit qu'elles ambitionnent explicitement de les traiter, soit qu'elles se heurtent à elles lorsque ces fragilités contrecarrent le projet de « rééquilibrage sociologique » d'un territoire.

Présentation des résultats de la recherche dans le cadre du colloque Popsu 2 « Métropoles en France » organisé à Paris par le Puca les 10 et 11 juin 2014. Publication en cours sous la direction d'Alain Bourdin.

- Participation au programme Alter-Prop (Partage des espaces habités: vers des formes ALTERNatives de PROPriété).

Ce programme de recherche de l'Université François-Rabelais (Tours) et de l'Université de Bretagne Occidentale (Brest), financé par l'ANR (2011-2013), analyse des expériences de propriétés partagées et d'habitats groupés écologiques et solidaires, dont l'archétype est la coopérative d'habitants, pour comprendre les évolutions sociales et juridiques récentes de la propriété.

Lambert M.-L., « Habitations littorales et élévation du niveau de la mer. Quelle adaptation du droit de propriété à la précarité climatique? », colloque de clôture du programme, Tours, 28-29 octobre 2013.

Zitouni F., « Les collectivités territoriales et l'habitat participatif », in dir. Lerousseau N., *L'Habitat coopératif*, Paris, éd. Michel Houdiard, 2014; Zitouni F., « Squat et norme juridique », in dir. Denèfle S., *Pour penser des alternatives à la propriété*, bilan des séminaires du programme, à paraître en 2015.

- Liteau-Piste (Port-industrie-société-territoire-environnement), ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer.

Ce programme de recherche avait pour objectif de répondre à des préoccupations formulées par les autorités portuaires, les collectivités territoriales, les associations écologistes et de résidents sur la prise en compte de la société et de l'environnement dans le développement portuaire.

Les travaux de Brigitte Bertoncello et Zoé Hagel ont traité de la situation des populations résidant dans les quartiers arrière-port et des impacts de la présence du port sur l'habitat en interrogeant notamment un ensemble d'associations mobilisées pour améliorer la qualité de vie dans des territoires en renouvellement urbain. Après la participation au rapport final, un article intitulé « Habiter dans les quartiers arrière-port à Marseille: l'interface ville-port au prisme de réflexions associatives » vient d'être soumis.



Travaux en cours

- Recherche-action avec le bailleur Famille et Provence :

Evaluation et suivi de la mise en place du projet « Valorisation du cadre de vie et amélioration de la signalétique en favorisant la réappropriation du territoire par les habitants » porté par Famille et Provence et le centre social et culturel La Provence pour amorcer une réflexion plus large sur :

- la possibilité d'associer à l'implantation d'un objet de type mobilier urbain une réflexion sur l'histoire des lieux ainsi que sur la participation des populations aux mutations d'un quartier et l'appropriation qui peut en découler ;
- la capacité de micro-interventions (installation de logettes dans un quartier d'habitat social) à faire évoluer les modes de gouvernance et à générer des dynamiques de renouvellement urbain ;
- l'évolution du rôle, du métier, des missions des bailleurs sociaux, notamment dans des quartiers où ils représentent l'essentiel du parc.

- Recherche sur la politique de l'habitat menée de part et d'autre de la future limite de la Métropole Aix-Marseille-Provence alimentant l'implication de l'IUAR dans la construction du projet métropolitain portée par la mission interministérielle pour le projet métropolitain Aix-Marseille Provence.

- Modélisation appliquée et droit de l'urbanisme: climat urbain et énergie (Mapuce, programme ANR)

Le projet consiste à intégrer dans les politiques urbaines et les documents juridiques les plus pertinents des données quantitatives de microclimat urbain, climat et énergie.

Implication dans les cursus de formation

Master 2 Urbanisme et aménagement, spécialité « Habitat, politique de la ville et renouvellement urbain »
Responsable: Séverine Bonnin-Oliveira, severine.oliveira@gmail.com

Master 2 « Droit et métiers de l'urbanisme ». Responsable: Françoise Zitouni, fzitouni@hotmail.fr

Césu (Certificat d'études supérieures universitaires) Politiques de l'habitat et du logement. Responsable: Françoise Zitouni, fzitouni@hotmail.fr

Spécialités: **X Aménagement et urbanisme** **X Architecture** **X Géographie** **X Sciences politiques**
X Droit



ADRESSE

3 av. Robert-Schumann 13628 Aix-en-Provence



SITE WEB

<http://iuar-lieu-amu.fr/institut-urbanisme-laboratoire>



CONTACTS

- j.dubois.iar@wanadoo.fr
- severine.oliveira@gmail.com
- fzitouni@hotmail.fr

LABORATOIRE INTERDISCIPLINAIRE SOLIDARITÉS, SOCIÉTÉS, TERRITOIRES**LISST (UMR 5193)****DIRECTEUR :**

Denis Eckert

TUTELLES :

CNRS, Université de Toulouse 2 – Le Mirail, Ehess

CHAMPS THÉMATIQUES

Le Lisst associe trois équipes (une équipe de sociologie, le Cers; une équipe d'études urbaines, le Cieu; une équipe d'anthropologie sociale, le CAS). Les recherches conduites au sein du Lisst s'organisent en six axes: « innovation et savoirs: réseaux, médiations, territoires », « religion, mémoire et construction des collectifs », « parcours et espaces de vie », « expériences de santé et dispositifs de soins », « migrations, diasporas et échanges », « villes, métropoles et recompositions des territoires ».

Elles s'organisent aussi autour de plusieurs questions transversales: celles du genre, de la dimension spatiale des réalités sociales, des modes de production des inégalités et solidarités, de la dimension historique des phénomènes sociaux, de la transmission.

La place des travaux sur le logement et l'habitat

Responsables de ce champ thématique: Marie-Christine Jaillet (jaillet@univ-tlse2.fr), Fabrice Escaffre (fabrice.escaffre@univ-tlse2.fr) et Alice Rouyer (rouyer@univ-tlse2.fr)

Ces travaux sont localisés sur les deux axes suivants :

• Parcours et espaces de vie

Ils portent sur l'habiter, le logement, l'intergénérationnel, les passages à l'âge adulte, les solidarités de voisinage et de quartier, les modes de vie périurbains, les réseaux de sociabilité, la famille.

• Villes, métropoles et recompositions des territoires

Ils portent sur la ségrégation, la gentrification, les modèles de développement urbain, les systèmes urbains et leur gouvernance, les déplacements et la question des transports, les activités économiques, la production et la gestion du logement.

Ce qui spécifie ces travaux, c'est l'attention portée à une analyse des modes d'habiter qui prend en compte les trajectoires résidentielles, les pratiques spatialisées, les modes de différenciation sociale de la ville et leur croisement avec le registre de l'action publique et des politiques.

La périurbanisation et la périurbanité

Travaux menés depuis plus de trente ans, étayés par une observation continue des processus de périurbanisation et de leurs effets, qui ont été inscrits pour la plupart dans les programmes de recherche financés par le Puca. Les travaux récents, conduits par Jaillet M.-C., Thouzellier C., Bonnin S. et Escaffre F., ont porté sur les recompositions des espaces périurbains, leur place dans l'organisation de la gouvernance métropolitaine, l'émergence de polarités secondaires, les modes de fabrication et d'usage des espaces publics. Les travaux en cours portent sur les interactions rural/urbain, appréciées à partir des modes de vie (participation de Fabrice Escaffre et Patricia Panégos à un programme de recherche mené en collaboration par le Lisst-Cieu avec Dynamiques Rurales dans le cadre du Labex SMS).

Les modes d'habiter dans les quartiers d'habitat social

En relation avec les opérations de rénovation urbaine, plusieurs enquêtes d'envergure (une centaine d'entretiens auprès d'habitants) coordonnées par Marie-Christine Jaillet et Fabrice Escaffre ont été conduites ces dernières années et traitent des trajectoires résidentielles ou des relations de voisinage. Ces travaux réalisés en partenariat avec les bailleurs Hlm ont permis d'étudier les modes d'habiter dans les quartiers de la « géographie prioritaire » et dans les territoires de relogement des ménages enquêtés.

La perception des espaces habités par les enfants

Programme conduit par Fabrice Escaffre et Patricia Panégos en partenariat avec le Caue de la Haute-Garonne.

L'effondrement des centralités des petites et moyennes villes

Travaux menés par Fabrice Escaffre, François Taulelle et Marie-Christine Jaillet en partenariat, d'une part, avec la Fondation Abbé-Pierre et, d'autre part, avec la Dreal Midi-Pyrénées et le Cete du Nord sur le déclin des centres-ville et conjointement des centres des petites cités Hlm, en contexte de villes petites et moyennes à faible attractivité résidentielle.

L'adaptation de l'habitat, du cadre de vie et des modes d'habiter au vieillissement démographique

Travaux développés par Alice Rouyer qui portent sur l'observation de l'évolution des modes d'habiter des personnes de plus de 65 ans et sur l'émergence de nouvelles formes d'habitat, de services et de dispositifs socio-techniques (domotique, assistants à l'autonomie) destinés, en dépit de situations de dépendance et de handicap, à favoriser leur accompagnement et leur bien-être à domicile et dans l'espace public.

Les fragilités urbaines

Travaux développés par Marie-Christine Jaillet, Fabrice Escaffre dans le cadre du programme Popsu 2 sur la métropole toulousaine.

Les relations entre l'habitat et l'environnement

Travaux conduits par Sinda Haouès-Jouve, Julia Hidalgo et Alice Rouyer sur l'adaptation des villes et de l'habitat au changement climatique, portant sur le confort et l'hétérogénéité climatiques dans un contexte périurbain, sur l'incorporation de la dimension climatique dans les stratégies de développement urbain durable de la métropole toulousaine, ainsi que sur l'évaluation du « confort climatique » dans les quartiers du faubourg toulousain, intégrant la perception et la mesure de la pollution atmosphérique et du bruit aux échelles fines du quartier urbain.

Les politiques locales de l'habitat

Travaux conduits par Fabrice Escaffre sous la forme de travaux monographiques ou comparatifs réalisés le plus souvent avec des partenaires publics (Dreal, DDT, syndicat mixte de Scot, intercommunalités) accordant une place privilégiée à la comparaison des contextes métropolitains avec ceux des villes petites ou moyennes.

Thèses soutenues

• Diaz J., « La gentrification négociée. Anciennes frontières et nouveaux fronts dans le centre historique de Mexico », codir. Jaillet M.-C. et Thuillier G. Thèse soutenue en 2014.

Thèses en cours

- Bourret J., « La prévention situationnelle dans les projets urbains de rénovation », dir. Jaillet M.-C., thèse en Cifre, partenaire: Mission du grand projet de ville, ville de Toulouse.
- Ulriksen C., « Le rôle des organisations de la société civile en matière de revitalisation durable des quartiers pauvres au Chili », dir. Jaillet M.-C., thèse en cotutelle.
- Vallet B., « La prise en compte de la sécurité dans les projets urbains », codir. Jaillet M.-C. et Donzelot J.
- Chouillou D., « La qualité environnementale dans les projets de requalification urbaine », codir. Jaillet M.-C. et Haouès-Jouve S.

L'IMPPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

À l'Université de Toulouse 2

- Masters 1 et 2 Villes et Territoires. Coordination: Siino C. et Escaffre F.
- Parcours Habitat et politiques d'aménagement. Responsables: Escaffre F. et Jaillet M.-C. Voir aussi sur <http://blogs.univ-tlse2.fr/master-ville/villes-habitat-amenagement/>

- Parcours Ville et environnement. Responsables: Rouyer A. et Haouès-Jouve S., sinda.haoues-jouve@univ-tlse2.fr. Voir sur <http://blogs.univ-tlse2.fr/master-villes/ville-et-environnement/>
- Masters 1 et 2 Apter - Aménagement et projets de territoire. Coordination: Sibertin-Blanc M., sibertin@univ-tlse2.fr. Voir sur <http://blogs.univ-tlse2.fr/iup-projetsterritoires/>

Au Centre universitaire Jean-François-Champollion à Albi

- Master Aden – Aménagement, développement, environnement.
- Spécialité de M2 : « Ingénierie du développement dans les villes petites et moyennes ». Responsables: Taulelle F. (francois.taulelle@univ-jfc.fr) et Fijalkow Y. (ygal.fijalkow@univ-jfc.fr).
<http://www.univ-jfc.fr/formation/master-aden-specialite-ingenierie-du-developpement-des-villes-pe>

Dispositifs de formation continue

- Diplôme universitaire « Habitat et territoires ». Participation de Jaillet M.-C. et Escaffre F. à une formation de l'IUAR d'Aix-en-Provence en partenariat avec le CVRH d'Aix-en-Provence.
- Diplôme universitaire « Analyse territoriale et aménagement durable », Université Toulouse 2 en partenariat avec le CVRH Midi-Pyrénées. Coordination: Escaffre F.
- Cycle de conférences « Comprendre, analyser et partager les enjeux du logement en France ». Coordination: Jaillet M.-C. et Escaffre F., en partenariat avec le CVRH et le CNFPT Midi Pyrénées.

Spécialités: **X Géographie urbaine** **X Urbanisme** **X Sociologie** **X Anthropologie sociale**

ADRESSE

Maison de la recherche
5 allée Antonio-Machado
31058 Toulouse Cedex 9

SITE WEB

<http://w3.Lisst.univ-tlse2.fr/>

CONTACT

• patricia.panegos@univ-tlse2.fr

LABORATOIRE DE RECHERCHE EN ARCHITECTURE**(LRA)****DIRECTEUR :**

Frédéric Bonnaud

TUTELLES :

Ministère de la Culture, Ensa Toulouse

CHAMPS THÉMATIQUES

Le LRA investit des champs d'étude appliqués aux projets architecturaux, urbains et paysagers, notamment à travers des approches transdisciplinaires concernant le développement durable, les processus dynamiques de transformation de la ville, du paysage ou du patrimoine et les jeux d'acteurs du projet.

La place des travaux portant sur le logement et l'habitat

L'habitat et le logement dans les espaces urbains pauvres (habitats spontanés en Guyane française, favelas à Rio de Janeiro, au Brésil, ou slums à Mumbai, en Inde).

Politiques de l'habitat et d'accès au logement

- Les politiques publiques face à la pauvreté urbaine dans le « traitement » de l'habitat informel en Guyane, des bidonvilles de Mumbai, São Paulo, Delhi et Rio.
- Les politiques liant accès au logement, pauvreté et conservation de la forêt urbaine. Comment concilier mesures sociales et mesures écologiques ? Cette thématique s'insère dans le programme ANR Setup Exclusion sociale, territoires et politiques urbaines : une comparaison entre l'Inde et le Brésil, 2008-2010.

Espaces construits et développement durable

Sous-thématique : « Habitat et processus participatif (France/Brésil) », Accord Capes/Cofecub, 2010-2014.

Dans le cadre de cet accord, le LRA a accueilli Leticia Zambrano en postdoctorat sur le thème : « Analyse multicritères qualitative et quantitative de la durabilité du logement social : une étude méthodologique en vue de son application dans les cas brésiliens ».

L'implication dans les cursus de formation

Caterine Reginensi, anthropologue, HDR

creginensi@gmail.com

06 18 87 84 71

Directrice de recherche avec Luc Adolphe du doctorat de Leticia Zambrano

Spécialités : **X Architecture** **X Urbanisme** **X Paysage** **X Sociologie** **X Anthropologie** **X Histoire****ADRESSE**

83 rue Aristide-Maillol
BP 10629
F-31106 Toulouse Cedex 1

**CONTACT**• lra@toulouse.archi.fr**SITE WEB**<http://lra.toulouse.archi.fr/lra>

MIGRATIONS INTERNATIONALES ESPACES ET SOCIÉTÉS**MIGRINTER (UMR 7301)****DIRECTEUR :**

Cédric Audebert

TUTELLES :

CNRS, Université de Poitiers

CHAMPS THÉMATIQUES

Créé en 1985 par Gildas Simon, Migrinter est un laboratoire de recherche spécialisé dans l'étude des migrations internationales et des relations interethniques. Il est hébergé par la Maison des sciences de l'homme et de la société de Poitiers.

Les migrations internationales et leurs effets constituent aujourd'hui un phénomène d'une ampleur considérable et d'une grande complexité. La connaissance de leurs déterminants, de leur fonctionnement, de leurs dynamiques internes et de leurs implications, tant dans les espaces et sociétés d'accueil que dans les régions et pays d'origine, nécessite d'être développée autour d'une thématique propre, les migrations internationales, et à travers une approche pluridisciplinaire. Produire des connaissances à propos d'un phénomène mondial – qui selon toute vraisemblance ira en s'amplifiant –, sur ses causes et sur ses effets, mais aussi transmettre ces connaissances dans le cadre d'un enseignement de 2^e et 3^e cycles, les diffuser par le biais d'un organe de publication et les mettre à disposition dans un centre ouvert au plus grand nombre, tel est l'objectif général du laboratoire.

Pour réaliser cet objectif, Migrinter bénéficie de la continuité et de la compétence d'une équipe constituée depuis près de trente ans et de ses relations établies depuis plusieurs années avec d'autres entités et institutions de recherche aux échelles nationale et internationale.

La place des travaux portant sur le logement et l'habitat

Les travaux sur le logement et l'habitat menés à Migrinter s'inscrivent dans l'axe 4 « Échelles des mobilités et villes », de l'UMR

Responsables: François Dureau, Christophe Imbert et David Lessault

Les transformations des territoires urbains constituent des questions centrales dans la vie sociale et politique des pays, dans le monde occidental comme en développement. La proposition de Migrinter est d'éclairer ces transformations en privilégiant une analyse des systèmes de mobilité des populations et en considérant les habitants, migrants et non migrants, comme des acteurs à part entière dans la production de la ville, aux côtés des acteurs institutionnels et économiques.

La diversité des terrains étudiés, tant dans des pays du Nord (États-Unis, Europe) que du Sud (Afrique, Amérique latine, Asie, Caraïbes et Moyen-Orient), offre un corpus d'expériences particulièrement riche pour la production de connaissances sur les dynamiques urbaines contemporaines.

Un accent particulier est mis sur l'étude des rapports entre les politiques institutionnelles (et, de façon plus générale, l'action publique), les dynamiques économiques et les pratiques spatiales des citoyens. Dans la continuité d'une approche développée au sein du réseau Imiscoe (cluster B5: Social integration and mobility: education, housing and health), deux domaines de l'action publique sont considérés:

- le logement: modes de production du logement, accès au logement, pratiques spatiales, ségrégations résidentielles, etc.
- la santé: analyse fine des pratiques de santé des populations migrantes à la lumière des politiques publiques de santé et des recompositions qui traversent actuellement l'organisation économique du secteur de la santé.



Travaux récents

Recherches collectives :

- ANR, « Mobilités circulaires entre les métropoles européennes et reconfigurations des espaces de vie » (Merev, 2007-2010), coordonnée par Nadine Cattan (Géographie-Cités) et Christophe Imbert (Migrinter), sur les mobilités circulaires internationales entre les métropoles européennes.
- ANR-Aird, « Métropoles d'Amérique latine dans la mondialisation : reconfigurations territoriales, mobilité spatiale, action publique » (Metal, 2008-2012), coordonnée par Françoise Dureau (Migrinter), sur les reconfigurations socio-spatiales en cours dans les métropoles d'Amérique latine depuis les années 1980, l'évolution du peuplement et les nouvelles formes de différenciation sociale à l'intérieur de l'espace urbain de trois métropoles (Bogota, Santiago du Chili, São Paulo).



Thèses

- Varrel A., « Back to Bangalore. Étude géographique de la migration de retour des Indiens très qualifiés à Bangalore », 2008.
- Dubucs H., « Habiter une ville lointaine : le cas des migrants japonais à Paris », 2009.
- Bergeon C., « Initiatives et stratégies spatiales : le projet circulaire face aux politiques publiques. L'exemple des Roms et Voyageurs du Poitou-Charentes (France) et de la Wallonie (Belgique) », 2011.
- Chabrol M., « De nouvelles formes de gentrification ? Dynamiques résidentielles et commerciales dans le quartier de Château-Rouge (Paris) », 2011.
- Contreras Y., « Changements socio-spatiaux dans le centre de Santiago du Chili. Formes d'ancrage et pratiques urbaines des nouveaux habitants », 2012.
- Marcadet Y., « Les recompositions urbaines des quartiers péri-centraux de Mexico. Modification des marquages sociaux et nouvelles formes de ségrégation », 2012.
- Simon-Lorière H., « Conditions de vie et projets migratoires des réfugiés libériens à Conakry (Guinée) et Accra (Ghana) », 2013.
- Córdoba H., « Mobilité internationale et dynamiques résidentielles à Bogota (Colombie) », 2014.



Travaux en cours

Recherches collectives :

- Le projet ANR Des lieux aux liens, l'espace comme révélateur des fonctionnements familiaux (Lili, 2011-2014). Responsable : Lelièvre É. Coordination équipe Migrinter : Lessault D. Ce projet est mené en collaboration avec l'UR 06 (Mobilité, Logement et Entourage) de l'Ined repère dans l'enquête Famille et logements, réalisée en 2011 par l'Insee en collaboration avec l'Ined, la Dress et la Cnaf les situations de multirésidence et les configurations familiales auxquelles elles correspondent. Cette enquête offre une image, inédite à cette échelle, du déploiement géographique des familles, à partir des communes de résidence d'Ego, de leurs parents et de leurs enfants.
- Le projet ACI Université de Poitiers « Circulations, mobilités et espace relationnel des migrants en Méditerranée » (Cimore, 2013-2014), dirigé par Naïk Miret (Migrinter). Il s'agit d'observer les politiques économiques qui affectent la région dans son ensemble, ainsi que leur rôle dans les dynamiques socio-spatiales à partir d'une double démarche : opérer un retour sur la dimension historique des processus migratoires ; observer les changements en train de se faire en centrant l'analyse sur les expériences individuelles et familiales de la mobilité, sur les filières, les réseaux migratoires et les champs migratoires.

 **Thèses**

- Bertrand M., « Pratiques de santé et dynamiques urbaines: pratiques, représentations et lieux de santé des migrants haïtiens à Santiago du Chili ».
- Desille A., « Engagement des collectivités territoriales dans l'intégration économique des immigrés dans les régions périphériques d'Israël ».
- Le Roux G., « Reconfigurations métropolitaines: parcours d'habitants et changements urbains (Bogota, Colombie) ».
- Przybyl S., « Au cœur du dispositif de protection: processus d'adaptation et renégociation du projet migratoire des mineurs isolés étrangers dans la ville de Paris ».
- Sierra-Paycha C., « La place de la France dans les parcours migratoires des Colombiens ».

L'IMPPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

- Master 2 recherche Migrations internationales: espaces et sociétés

Responsables: David Lessault et Véronique Petit

La formation est axée sur l'examen et la compréhension de la mobilité des hommes et l'analyse des situations de contact entre groupes d'origines diverses que produisent les migrations de populations. Elle se propose d'analyser les transformations dues à ces migrations tant dans les pays de départ que dans les pays d'accueil ou de transit.

Spécialités: **X Géographie** **X Sociologie** **X Anthropologie** **X Histoire** **X Démographie** **X Droit**

**ADRESSE**

5 rue T. Lefebvre
86000 Poitiers

**SITE WEB**

<http://w3.Lisst.univ-tls2.fr/>

**CONTACTS**

- Françoise Dureau
f.dureau@gmail.com
06 80 55 31 29
- Christophe Imbert
christophe.imbert@univ-poitiers.fr
06 87 46 97 62
- David Lessault
david.lessault@univ-poitiers.fr
06 83 11 73 70

MOBILITÉS. RÉSEAUX. TERRITOIRES. ENVIRONNEMENT**MRTE (EA 4113)****DIRECTEUR :**

Didier Desponds

TUTELLES :

Université de Cergy-Pontoise

CHAMPS THÉMATIQUES

Initialement spécialisé sur les questions de transport, le laboratoire MRTE a diversifié ses champs thématiques en direction de l'aménagement urbain, du patrimoine, de l'environnement sonore. Le laboratoire est structuré en trois axes: « Transports et territoires », « Villes de demain: perceptions et représentation des espaces urbains », « Dynamiques sociales, politiques et culturelles des territoires ».

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Les recherches portant sur l'habitat et le logement concernent pour l'essentiel l'axe « Dynamiques sociales, politiques et culturelles des territoires ». Elles s'appliquent aux enjeux de la patrimonialisation, de la rénovation urbaine, aux dynamiques de spécialisation sociale des territoires en relation avec les stratégies résidentielles des ménages, mais elles s'intéressent également aux mobilisations citoyennes appliquées aux projets d'aménagement.

- Les recherches portant sur les stratégies résidentielles des ménages s'intéressent tout particulièrement aux choix des acquéreurs de biens immobiliers. Elles exploitent les données de la base Bien (Base d'informations économiques notariales) en intégrant des éléments sur l'évolution des prix de l'immobilier (approche par les prix hédoniques).
- Les opérations de rénovation urbaine qui s'appliquent au parc locatif social sont abordées sous l'angle de leurs effets sociaux. Des enquêtes ont été réalisées auprès de ménages relogés suite à des mobilités résidentielles contraintes.
- Les espaces périurbains ont fait l'objet de plusieurs investigations destinées à appréhender les évolutions des modes d'habiter des populations qui y résident.
- Les recherches portant sur le patrimoine s'intéressent au patrimoine de banlieue, à l'argument patrimonial dans les opérations de rénovation urbaine et aux processus conduisant à la patrimonialisation.

Le laboratoire MRTE est associé à la chaire « éco-quartiers et villes durables » (<http://fondation.u-cergy.fr/la-chaire-eco-quartiers-et-villes-durables/>) dirigée par Béatrice Ledésert (beatrice.ledesert@u-cergy.fr). Une thèse codirigée (Desponds D. et Ledésert B.) sur cette thématique (Di Stefano M.: « Un éco-quartier dans la ville: analyse socio-urbaine, pratiques et dispositifs participatifs ») a été lancée en septembre 2014, une seconde le sera en septembre 2015.

 **Travaux récents**

- Desponds D. et Auclair E. (dir.): « La ville conflictuelle. Tensions – Oppositions – Négociations. Editions du Manuscrit, coll. « Devenirs urbains », 2015. À paraître au 3^e trimestre.
- Desponds D., Auclair E., Bergel P. et Bertucci M.-M. (dir.): « Les habitants: acteurs de la rénovation urbaine ? » Presses universitaires de Rennes, coll. Géographie sociale, 2014, 275 p.
- Aragau C., Berger M., Bonnin-Oliveira S., Desbordes F., Desponds D., Jaillet M.-C., Rougé L. et Thouzellier C., « Les "pôles secondaires" dans la réorganisation des mobilités: maturité et durabilité des espaces périurbains ? », rapport réalisé pour le Puca et le Meeddat remis en mai 2012, 210 p.
- Desponds D., *Du quartier dégradé au quartier rénové. Regards d'habitants. La rénovation urbaine de la Croix-Petit à Cergy*, éd. universitaires européennes, Saarbrücken, 2010, 174 p.
- Bergel P., Desponds D., Jean S. et Le Goff W., « Le renouvellement de la ville: vecteur de sélection sociale ou levier de justice urbaine ? », rapport réalisé pour le Puca et le Meeddat, 2008, 357 p.

 **Travaux en cours**

Recherche pour l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (Acnusa) : étude sur la stratégie résidentielle des ménages autour des deux principaux aéroports franciliens et de la plateforme de Toulouse-Blagnac. Cette recherche, dirigée par Desponds D., durera dix-huit mois à compter de mai 2015 et s'appuiera sur des enquêtes réalisées auprès des ménages ayant réalisé des mobilités résidentielles récentes à proximité de chacune des trois plateformes aéroportuaires.

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

- Master DCVP (Développement culturel et valorisation du patrimoine), dirigé par Auclair E. (elizabeth.auclair@u-cergy.fr), intègre la dimension patrimoniale.
- Master TTE (Transports – Territoire – Environnement), dir. Minvielle E. (erwann.minvielle@u-cergy.fr), comprend un important volet aménagement, celui-ci est davantage axé sur les infrastructures de transport que sur les questions directement liées à l'habitat.
- Master Gaeur (Géomatique appliquée aux études urbaines et aux risques), dir. Rufat S. (Samuel.Rufat@u-cergy.fr), développe des études portant sur la transformation des territoires urbains en mobilisant les ressources de la géomatique et des bases de données géo-référencées.
- Un parcours « études urbaines » en L2 et L3 est ouvert depuis septembre 2014.
- Diplôme universitaire intitulé « Ateliers d'été » (<http://www.u-cergy.fr/fr/ufr-lettres-et-sciences-humaines/departement-histoire-geographie/du-ateliers-d-ete-de-cergy-pontoise.html>), dir. Basile M. (Maria.Basile@u-cergy.fr). Il se déroule tous les ans en août et septembre et mobilise des équipes pluridisciplinaires autour d'un thème d'étude comportant généralement un volet logement et habitat.

Spécialités : **X Géographie** **X Aménagement** **X Acoustique** **X Communication**

**ADRESSE**

Université de Cergy-Pontoise
Bâtiment Chênes 2, 33 boulevard du Port
95011 Cergy-Pontoise Cedex

**CONTACTS**

- didier.desponds@u-cergy.fr
- elizabeth.auclair@u-cergy.fr
- anne.hertzog@u-cergy.fr

**SITE WEB**

<http://www.u-cergy.fr/fr/laboratoires/lab0-mrte.html>

**POLITIQUES PUBLIQUES, ACTIONS POLITIQUES, TERRITOIRES
PACTE (UMR 194)**

DIRECTEUR :
Nicolas Buclet

DIRECTEUR ADJOINT POUR LE DÉPARTEMENT TERRITOIRES :
Romain Lajarge

TUTELLES :
CNRS, Université Grenoble Alpes (IEPG-UJF-UPMF)

CHAMPS THÉMATIQUES

Le laboratoire est composé de deux départements. Celui intitulé « Territoires » est plus directement concerné par le champ du logement et de l'habitat. Il regroupe tous les géographes, les urbanistes et les aménageurs grenoblois. Il a pour objet l'étude des territoires dans les multiples acceptions du terme : territoires issus des politiques d'aménagement et d'urbanisme, résultats des processus de développement, instruments de l'action collective, créations des sociétés en mouvement, constructions culturelles ou symboliques issues de systèmes d'acteurs localisés, réalités matérielles et physiques, géosystèmes anthropisés... La particularité des recherches qui y sont menées tient notamment à la posture interdisciplinaire choisie par les cinq équipes qui le composent.

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Les deux équipes de Pacte-Territoires directement concernées par ces thématiques sont Stthep et Acptu.

- Stthep s'intéresse aux territoires comme objets mis en action à de multiples échelles (du micro au macro) et selon de très nombreux registres (action individuelle, action publique territorialisée, action organisée, collective, réactive...), en particulier comme aspiration des humains à habiter quelque part.
- Acptu fait porter ses travaux sur l'analyse des actions collectives mises en œuvre sur les territoires urbains pour accompagner et réguler les dynamiques d'urbanisation et de métropolisation des territoires.

 **Travaux récents**

- Projets et stratégies urbains Popsu-Grenoble, programme financé par le Puca.
- Mobilité résidence et coût (Moreco), programme européen.

 **Travaux en cours**

Un programme ANR (2011-2015) a pour titre TerrHab, « De l'habitabilité à la territorialité (et retour): à propos de périurbanités, d'individus et de collectifs en interaction », et regroupe des géographes, sociologues, architectes, sociolinguistes et chercheurs en APS sur la question de l'habiter dans des territoires périphériques et dans des configurations sociales multiples permettant d'aborder l'habiter sous des thématiques spécifiques (de comobilités, de recreation, de civilités, et d'entre-deux). Piloté par Pacte avec Citeres, Lidilem, ACS, ART-DEV, SET.

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

Plusieurs masters travaillent sur la question du logement et de l'habitat.

Master Sciences du territoire, spécialités recherche et professionnel:

- « Urbanisme, habitat et coopération internationale ».

Responsable: Matteudi E., emmanuel.matteudi@wanadoo.fr

- « Ingénierie du développement territorial ». Responsables: Roux E. (emmanuel.roux@ujf-grenoble.fr) et Talandier M. (magali.talandier@ujf-grenoble.fr).

Spécialités: **X Géographie** **X Aménagement** **X Urbanisme** **X Sciences politiques** **X Sociologie**

**ADRESSE**

Cité des Territoires
14 avenue Marie-Reynoard, 38100 Grenoble

**SITE WEB**

<http://www.pacte-grenoble.fr/>

**CONTACTS**

- Romain Lajarge
romain.lajarge@ujf-grenoble.fr
- Paulette Duarte
paulette.duarte@upmf-grenoble.fr

**PLURILINGUISMES, REPRÉSENTATIONS, EXPRESSIONS FRANCOPHONES,
INFORMATION, COMMUNICATION, SOCIOLINGUISTIQUE (EA 4246)
PREFICS****DIRECTEUR :**

Thierry Bulot

TUTELLES :Université Rennes 2 (pôle principal), Université Lorient-Vannes (UBS), Université
Tours François-Rabelais**CHAMPS THÉMATIQUES**

- Francophonies, mondialisation, contacts, mobilités et mutations : nouveaux paradigmes et nouveaux sujets de recherche
- Discrimination langagière et communication dans l'espace public (migration, urbanisation, pratiques discursives, développement durable urbain en contexte francophone)
- Épistémologie et sociogénèse des normes et des formes littéraires, sociolinguistiques, communicationnelles et organisationnelles
- Communication, risques, santé ; communication, crises : discours, médiations et processus d'organisation en situations critiques

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Le PREFics investit depuis de nombreuses années le terrain du logement et de l'habitat via des collaborations non seulement avec des urbanistes, mais encore avec des géographes sociaux et des sociologues urbains. Tantôt, il s'agit de corréler langues et territoires, habité/habitat et pratiques langagières, tantôt, il s'agit de penser les liens entre l'émergence des TIC et les formes et recompositions organisationnelles.

**Travaux récents ou en cours**

- 2012-2014. Projet « Expéditions. L'engagement citoyen contre les idées préconçues sur les quartiers défavorisés en Europe ».

Programme financé par la Commission européenne (Citizenship Eacea) et la région Bretagne (Asosc). Porteur principal du projet: L'âge de la tortue/Rennes (Céline Laflute/Romain Louvel), en partenariat avec le PREFics et les équipes « Arts: pratiques et poétiques » (Université Rennes 2), le Groupe rennais de Pédagogie et d'Animation sociale et La Criée (Rennes), le groupe de pédagogie et d'animation sociale le Praga-Polnoc, l'Institute of Polish Culture et Fundacio Vlep[v]net (Varsovie/Pologne), l'Associacio Juvenil Cultural Ariadna, l'Université Rovira i Virgili et Fondation Casal L'Amic (Tarragona/Catalogne/Espagne).

Coresponsable scientifique du projet: Bulot T.(PREFics).

- 2011-2013. « La démolition des grands ensembles : un effet paroxystique des attentes et attendus en matière d'espace (AAA) ».

Projet ANR « Espaces et Territoire : les énigmes spatiales de la vie en société ». Laboratoire coordinateur: Rives-École nationale des travaux publics de l'État de Vaulx-en-Velin (UMR CNRS 5000). Responsables scientifiques: Philippe Genestier et Vincent Veschambre (Rives). Laboratoire partenaire: PREFics EA 3207 (Thierry Bulot).

 **Projet**

- 2015-Projet de travail sur les plateformes collaboratives dans l'évolution organisationnelle d'une maîtrise d'ouvrage publique, le rôle du BIM et de la maquette numérique dans la recomposition des acteurs de l'habitat. Responsable: Chaudet B.

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

Master francophonie et échanges interculturels, Université de Rennes 2 (enseignement en sociolinguistique urbaine centré sur l'appropriation par les habitants de leur espace en situation de relégation).

Spécialités: **X Sociolinguistique** **X Sciences de l'information et de la communication**

**ADRESSE**

Université Rennes 2
Place du Recteur Le Moal
35000 Rennes

**SITE WEB**

<http://www.univ-rennes2.fr/prefics>

**CONTACTS**

- bruno.chaudet@univ-rennes2.fr
- jean-luc.bouillon@univ-rennes2.fr
- thierry.bulot@univ-rennes2.fr
- secrétariat : laurence.bouvet-leveque@univ-rennes2.fr

PÔLE DE RECHERCHE POUR L'ORGANISATION ET LA DIFFUSION DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE PRODIG (UMR 8586)

DIRECTEUR :

Jérôme Lombard

TUTELLES :

CNRS, Université Paris 1 (rattachement principal) et Universités Paris 4, Paris 7, IRD, EPHE, AgroParisTech

CHAMPS THÉMATIQUES

- Thème 1 : Mutations des territoires, processus productifs et mondialisation
- Thème 2 : Risques, vulnérabilités et gestion des territoires
- Thème 3 : Géographie politique des ressources
- Thème 4 : Observations et modélisations des changements
- Action de valorisation et de diffusion de l'information géographique et urbaine

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Les questions concernant le logement et l'habitat sont abordées par des chercheurs et des doctorants appartenant à chacun des quatre axes du laboratoire ainsi qu'à l'action de valorisation de l'information urbaine, dans une optique comparative entre métropoles et villes des Nord et des Suds.

Les recherches portent sur les formes de la croissance périphérique, la production publique et privée de logements (rénovation urbaine notamment), les espaces publics, les mobilités résidentielles et quotidiennes.

Responsables :

- Martine Berger, martine.berger@univ-paris1.fr
- Thierry Sanjuan, thierry.sanjuan@univ-paris1.fr
- Jérôme Lombard, jerome.lombard@ird.fr

Travaux récents

- Programme Périssud (ANR): « Dynamiques territoriales à la périphérie des métropoles des Suds (Shanghai, Mexico, Le Cap, Lima, Abidjan, Hanoi) ».
- Programme « Les pôles secondaires dans la réorganisation des mobilités: maturité et durabilité des espaces périurbains ? » (Ouest francilien et Est toulousain, en collaboration avec le Lisst-Cieu), soutenu par le Puca.

Thèses soutenues

- Gibert M., « La rue dans ses choix de développement à Ho Chi Minh Ville », 2014.
- Pierrat A., « Les lieux de l'ordure à Dakar et à Addis Abeba. Valorisation non institutionnelle des déchets urbains dans deux capitales africaines », 2014.
- Valette J.-F., « Une approche de la maturation urbaine. Mobilités et ancrages dans les périphéries populaires de Mexico », 2014.
- Fauveaud G., « Les stratégies socio-spatiales des acteurs de l'immobilier à Phnom-Penh », 2013.
- Henriot C., « Villes nouvelles et redéploiement métropolitain à Shanghai. Les nouvelles périphéries urbaines chinoises au défi de l'émergence », 2013.

 **Travaux en cours**

- Programme : « Les territoires périurbains : de l'hybridation à l'intensité ? » (Puca). En collaboration avec l'UMR Lavue et l'Iau-Îdf (sur l'Ouest francilien).
- Programme « Périphéries, marges : interpréter les relations aux centres dans la mondialisation » (Périmarge), soutenu par l'ANR.

 **Thèses en cours**

- Kloeckner L., « Sur les murs de la ville. Contrôle de l'espace public et techniques d'encadrement des sociétés urbaines : l'usage de l'image dans les villes chinoises ».
- Nantchop Tenkap V., « Politiques publiques de l'eau et réponses citoyennes. Acteurs et enjeux de l'accès à l'eau potable des populations à Douala ».
- Ninnin J., « Sécurisation, urbanisation, institutionnalisation des favelas à Rio de Janeiro : l'exemple de Rocinha et Vidigal ».
- Sauloup G., « Petits métiers de rue et citoyenneté à Khartoum (Soudan) ».

Spécialités : **X Géographie** **X Sociologie**

 **ADRESSE**

2 rue Valette
75005 Paris

 **CONTACT**

• prodig-web@univ-paris1.fr

 **SITE WEB**

<http://www.prodig.cnrs.fr>

SOCIÉTÉS, ACTEURS, GOUVERNEMENT EN EUROPE**SAGE (UMR 7363)****DIRECTRICE :**

Hélène Michel

DIRECTEUR ADJOINT :

Philippe Hamman

TUTELLES :

CNRS et Université de Strasbourg

CHAMPS THÉMATIQUES

Sage est un laboratoire de sciences sociales du politique, pluridisciplinaire, dont les membres travaillent sur les processus de transnationalisation (dont la construction européenne) et sur les transformations des structures et des dynamiques spatiales, sociales et politiques qu'ils induisent. Dans cette perspective, l'attention est portée à la sociologie des acteurs, à l'élaboration et à la mise en œuvre de normes et de dispositifs publics et à la genèse d'enjeux sociétaux (villes, environnement, santé, vieillissement, vulnérabilités sociales, culture), ainsi qu'à leurs dynamiques de territorialisation à différentes échelles (locales, nationales, européenne...).

L'UMR Sage est structurée en six axes de recherche, interdisciplinaires :

- Transnationalisation des élites et reconfiguration des espaces politiques en Europe
- Environnement, santé, sciences et société
- Mutations des formes de revendications collectives en Europe
- Politiques sociales, dynamiques familiales et professionnelles
- Transformations des marchés des biens symboliques : culture, médias, éducation
- Dynamiques territoriales, villes et mobilités

La place des travaux portant sur le logement et l'habitat

Les travaux portant sur le logement et l'habitat prennent place dans l'axe 6 du laboratoire (responsables : Philippe Hamman et Thierry Ramadier), qui croise des approches sociologiques, démographiques, géographiques, psychologiques et urbanistiques, avec une sensibilité transversale aux perspectives environnementales et à l'action publique.

Sont développés en particulier les problématiques du développement durable et de l'écologie urbaine, des déplacements géographiques et de la politique de la ville dans les espaces urbains, mais aussi les interactions urbain-rural, l'aménagement régional, ainsi que de nombreuses comparaisons transfrontalières et franco-allemandes.

Les recherches portent sur deux axes principaux :

1. Le fonctionnement de la ville (incluant la dimension de son rapport à l'espace et aux frontières) et les politiques urbaines (dont en bonne place les enjeux du logement et de l'habitat).
2. L'évolution des rapports société-nature et la question environnementale au prisme du développement durable et des risques (où l'on retrouve des enjeux comme le « logement durable », les éco-quartiers, etc.).

 **Travaux récents**

- Blanc M., « Gouvernamentalité, citoyenneté active et transactions sociales », in *Cátedra Michel Foucault, La emergencia de la ciudadanía: democracia, poder y conflicto, Santiago de Chile*, Lom ediciones (Actas VIa Escuela Chile-Francia, 2012), 2014, pp. 145-159.
- Blanc M., « Mobilité résidentielle et multilocalité: un couple en tension (conclusions) », in Hamman P. et al. (dir.), *Questionner les mobilités résidentielles à l'aune de la multilocalité*, Strasbourg, Néothèque, 2014, p. 377-395.

- Blanc M., « Une politique de la ville sans l'État? Le programme Soziale Stadt (Ville sociale) en Allemagne », in Kirszbaum Th. (dir.), *En finir avec les banlieues?*, Paris, éd. de L'Aube, 2014, pp. 178-189.
- Christen G., Franck C., Hajek I., Hamman P., Jehling M. et Wintz M., « Quels enjeux à l'introduction des énergies renouvelables? Une analyse comparative Alsace/Rhénanie/Palatina », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, vol. 45, n° 1, 2013, p. 83-108.
- Christen G., Hamman P., Jehling M., Wintz M. (dir.), *Systèmes énergétiques renouvelables en France et en Allemagne. Synergies et divergences*, éd. Orizons, 2014.
- Christen G. et Hamman P., « Les inégalités d'appropriation des enjeux énergétiques territoriaux. Analyse sociologique d'un instrument coopératif autour de l'éolien citoyen », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 14, n° 3, 2014.
- Christen G., Hajek I., Hamman P. Wintz M., « Une transition énergétique portée par des acteurs industriels et collectifs: quelles possibilités offertes aux usagers pour s'approprier les enjeux de la transition énergétique? », in Scarwell H., Leducq D., Groux A. (dir.), *Réussir la transition énergétique. Quelles dynamiques de changement?*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2015, pp. 155-166.
- Collet A., « Des bobos en banlieue », in Bellanger E. et Moro J. (dir.), *Le Val-de-Marne. Anthologie: 1964-2014*, Ivry, éd. de l'Atelier, 2014, p. 261.
- Collet A., « Les habitants, producteurs d'espaces gentrifiés? Le travail de "conversion immobilière" dans le Bas Montreuil », in Authier J.-Y., Bourdin A. et Lefeuvre M.-P. (dir.), *La jeune sociologie urbaine francophone. Retour sur la tradition et exploration de nouveaux champs*, Presses universitaires de Lyon, 2014, pp. 119-135.
- Gérard B. (coord.), *Cahiers de démographie locale 2011*, « Logement et renouvellement de la population », *Néothèque*, coll. Dynamiques des populations locales, 2013, 233 p.
- Gérard B., « Les grands ensembles d'habitation de 1968 à 1999, lieux de passage des populations? », in Cordazzo P. et Fichet B. (dir.), *Transition, passage en sciences sociales*, *Néothèque*, 2013, pp. 219-239.
- Hajek I., Hamman P. (dir.), *La gouvernance de la ville durable entre déclin et réinventions. Une comparaison Nord/Sud*, Presses universitaires de Rennes, coll. Espace et territoires, 2015.
- Hajek I. et Hamman P., Lévy J.-P. (dir.), *De la ville durable à la nature en ville: entre homogénéité urbaine et contrôle social. Regards croisés Nord/Sud*, Presses universitaires du Septentrion, coll. Environnement et société, 2015.
- Hamman P., « Comment analyser l'enjeu des énergies renouvelables aujourd'hui? Essai de mise en problématique vu des sciences sociales », in Christen G., Hamman P., Jehling M. et Wintz M. (dir.), *Systèmes énergétiques renouvelables en France et en Allemagne*, éd. Orizons, 2014, pp. 19-73.
- Hamman P., Frank C. et Mangold M., « Les trajectoires de conversion écologique face aux enjeux socio-économiques du "logement durable" en France », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 14, n° 2, 2014. En ligne : <http://vertigo.revues.org/15018>
- Ramadier T. et Énaux C., « L'accessibilité socio-cognitive », in Frankhauser P. et Ansel D. (éd.), *La décision d'habiter ici ou ailleurs*, Economica, coll. Villes, 2012, pp. 76-101.
- Borja S., Courty G. et Ramadier T., « Trois mobilités en une seule? Esquisses d'une construction artistique, intellectuelle et politique d'une notion », *EspaceTemps.net.*, 2014, en ligne : <http://www.espace-temps.net/articles/trois-mobilites-en-une-seule/>
- Borja S. et Ramadier T., « Parler de mobilité a-t-il des effets sur les significations de la migration? », in Mohammedi S. M. (coord.), Sayad A., *Migrations et mondialisation*, Oran, éd. Crasc, 2014, pp. 71-94.
- Depeau S. et Ramadier T., « Approche contextuelle des variations de la notion d'environnement en psychologie », in Marchand D., Depeau S. et Weiss K. (dir.), *L'individu au risque de l'environnement. Regards croisés de la psychologie environnementale*, In Press, coll. Ouvertures psy, 2014, pp. 41-60.



Travaux en cours

- Blanc M., participation depuis 2010 au programme transfrontalier (Suisse, Allemagne, France) IBA Basel 2020 (Internationale Bauausstellung), laboratoire de projets urbains menés sur dix ans et axés sur le thème « Gemeinsam über Grenzen wachsen? Au-delà des frontières, ensemble », dans le Rhin supérieur, entre France, Allemagne et Suisse.
- Gérard B., étude du renouvellement de la population des dix grands ensembles d'habitation de l'agglomération strasbourgeoise sur le long terme; analyse des stratégies et des actions mises en place dans le cadre des projets actuels de renouvellement urbain visant à agir sur le peuplement des grands ensembles d'habitation de l'agglomération strasbourgeoise.

- Hamman P. et Mangold M. (dir.), projet de recherche sur le logement en développement durable Cimbees. « Conception et industrialisation de modules de bâtiments à haute qualité énergétique, environnementale et sociale », 2012-2015, labellisé par le pôle de compétitivité alsacien Énergivie. Pilotage du volet correspondant aux analyses sociologiques et démographiques dans le cadre d'un financement FUI (Fonds unique interministériel, 14^e AAP, 2012)/Oséo, en partenariat avec les collectivités régionales et le Feder. Une étude sociologique et démographique est menée sur les enjeux des bâtiments visant à la fois une haute qualité énergétique, environnementale et sociale, en fonction des typologies d'habitants et d'usagers et des questions d'accessibilité (socio-économique – primo-accédants, retraités... –, matérielle – personnes âgées, à mobilité réduite... –, territoriale, etc.). Sites Internet : <http://www.pole.energivie.eu/lumr-sage-pluridisciplinarite-service-batiment>, <http://www.pole.energivie.eu/cimbees-maison-demain-se-construit>
- Hamman P. (dir.), Christen G., Hajek I. et Wintz M.: projet européen de recherche « Planer: Outils de planification et acceptation sociale des énergies renouvelables », sélectionné par la région métropolitaine trinationale du Rhin supérieur dans le cadre de l'appel à projets Offensive Sciences du programme Interreg IV. Financée sur trois ans (juillet 2012-juin 2015), cette recherche d'ampleur associe une équipe de chercheurs en sociologie du laboratoire Sage et des collègues de l'Institut de science régionale de Karlsruhe, avec des géographes allemands du DFIU (Institut franco-allemand de recherche sur l'environnement) de Karlsruhe et de l'Université de Landau. Site Internet: www.plan-ee.eu
- Ramadier T., « La relation entre la mobilité résidentielle et la mobilité quotidienne dans les secteurs pavillonnaires des années 1950 à Strasbourg ».
- Ramadier T., « La relation entre trajectoire sociale et représentation spatiale de Strasbourg ».

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

L'Institut d'urbanisme et d'aménagement régional (IUAR) de l'Université de Strasbourg propose des options et des formations variées dans les domaines de la ville, des territoires, des espaces ruraux et de l'environnement, avec une attention transversale aux politiques locales, aux enjeux du développement durable et à l'aménagement du territoire. Des enseignements sur les questions de logement sont présents dans les différents diplômes de la filière.

Deust Médiations citoyennes. Responsable : Isabelle Hajek, hajek@unistra.fr

Licence de sociologie et master de sociologie, option « Sociétés urbaines et environnement ». Resp. Wintz M., wintz@unistra.fr

Licence pro Aménagement: Ville et développement durable. Responsable : Wintz M., wintz@unistra.fr

Master mention « Urbanisme et aménagement », spécialité « Psaume: Projets et sociologie de l'aménagement, de l'urbain, des médiations et de l'environnement ». Resp. Hamman P., phamman@unistra.fr

Spécialités: **X Sociologie** **X Sciences politiques** **X Urbanisme** **X Géographie**
X Psychologie **X Démographie** **X Ethnologie** **X Droit** **X Histoire des sciences**



ADRESSE

Misha
5 allée du Général-Rouvillois
67083 Strasbourg Cedex



CONTACTS

- phamman@unistra.fr
- thierry.ramadier@misha.fr



SITE WEB

<http://sage.unistra.fr/>

TEMPS, ESPACES, LANGAGES, EUROPE MÉRIDIONALE - MÉDITERRANÉE**TELEMME (UMR 7303)****DIRECTRICES :**

Maryline Crivello et Laure Verdon

TUTELLES :

Aix-Marseille Université, CNRS

CHAMPS THÉMATIQUES

Les orientations de Telemme portent spécifiquement sur l'Europe méditerranéenne. Pluridisciplinaire, elle a pour originalité de réunir principalement des géographes et des historiens, tous spécialistes de l'aire méditerranéenne, de la Péninsule ibérique aux Balkans, en passant par la France méridionale et l'Italie. Son champ chronologique s'étend du Moyen Âge à l'époque la plus contemporaine. Son sigle affiche ses domaines de compétence (Temps, Espaces, Langages).

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Responsables de ces travaux:

Rodolphe Dodier : rodolphe.dodier@univ-amu.fr

Béatrice Mésini : mesini@mmsch.univ-aix.fr

L'axe 1 est intitulé Environnement, paysages et mutation des territoires et comporte un sous-axe intitulé 1.1 Environnement, aménagement, développement durable, Europe méridionale Méditerranée.

Dans ce cadre, les thèmes abordés par les travaux portant sur le logement et l'habitat traitent essentiellement des modes d'habiter, par exemple mais pas exclusivement, dans les espaces périurbains. Ils s'attachent à analyser leurs transformations les plus contemporaines sous l'influence croisée des injonctions au développement durable et des contraintes induites par les nouvelles orientations des politiques d'aménagement et d'urbanisme. L'accent est mis actuellement sur les formes d'habitat mobiles ou réversibles (yourte, mobil-home, camping-car, cabanon, caravane, etc.).

 **Travaux récents**

- Cadoret A. et Lavaud-Letilleul V., « Des "cabanes" à la "cabanisation" : la face cachée de l'urbanisation sur le littoral du Languedoc-Roussillon », *Espace Population, Sociétés*, 2013, 1-2.
- Cailly L., Chardonnel S., Dodier R., Fourny M.-C., Louargant S. et Pradel B., « Relations sociales et solidarités collectives dans les déplacements périurbains: vers une identité de mouvement ? », *Recherche, Transports, Sécurité*, n°s 2-3, June 2014, pp. 125-141 [texte intégral: DOI: 10.4074/S0761898014002052, Published online: 03 November 2014].
- Cailly L., Fourny M.-C., Chardonnel S., Bailleul H., Dodier R., Feildel B. et Louargant S.: « Lorsque la mobilité territorialise », *EspacesTemps.net*, 13.05.2013, <http://www.espacestemp.net/articles/lorsque-la-mobilite-territorialise/>
- Dodier R., « Modes d'habiter périurbains et intégration sociale et urbaine », *EspacesTemps.net*, 06.05.2013
<http://www.espacestemp.net/articles/modes-dhabiter-periurbains-et-integration-sociale-et-urbaine-2/>
- Mésini B. et Bonnafoux F., « Habitats éphémères et réversibles: transit et transition en Ardèche méridionale », in Bernardot M., Le Marchand A. et Santana-Bucio C. (dir.), *Habitats non ordinaires et espaces-temps de la mobilité*, éd. du Croquant, collection Terra, 2014.
- Mésini B., « Sur l'art de faire nécessité vertu », in Thiéry S., *Considérant qu'il est plausible que de tels événements puissent à nouveau survenir: sur l'art municipal de détruire un bidonville*, Post-Éditions, 2014, pp. 229-247.

 **Travaux en cours**

- ANR Terrhab, « De l'habitabilité à la territorialité (et retour): à propos de périurbanités », avec notamment l'UMR Pacte et l'UMR Citeres.
- Atri « Mobil hom(m)es: Habiter la mobilité en Méditerranée, formes, techniques, usages, normes, conflits, vulnérabilités », Telemme, Centre Norbert-Elias, LA3M, Idemec, Urmis, Lapcos, Cirta, Desmid. Ce projet devrait se prolonger par d'autres opérations collectives sur les logements mobiles, avec notamment l'UMR ESO et l'UMR Idees.
- Atri « Socio-environnements et territoires de l'énergie en Méditerranée », dont l'un des axes porte sur les transformations des modes d'habiter dans le cadre de la transition énergétique actuelle. Telemme, Centre Norbert-Elias, Idemec, Lest, Cirta, Lames, OHM-BMP.

Spécialités: **X Géographie** **X Aménagement** **X Histoire médiévale, moderne et contemporaine**
X Ethnolinguistique **X Monde hispanique**

**ADRESSE**

MMSH 5 rue du Château de l'Horloge
BP 647 13094 Aix-en-Provence Cedex 2

**CONTACT**

• telemme@msh.univ-aix.fr

**SITE WEB**

<http://telemme.msh.univ-aix.fr/>

TERRITOIRES, VILLES, ENVIRONNEMENT ET SOCIÉTÉ**TVES (EA 4477)****DIRECTEUR :**

Éric Glon

TUTELLES :

Université Lille 1 (rattachement principal) et Université du Littoral Côte d'Opale

CHAMPS THÉMATIQUES

Deux grands champs thématiques sont présents au sein du laboratoire TVES. Le premier concerne les mutations urbaines et le développement des territoires: aménagement, mobilité, attractivité, frontières. Le second porte sur l'environnement, la nature et la société: risques, biodiversité, espaces maritimes et littoraux. Transcendant ces deux thématiques, de nombreuses recherches sont menées de manière transversale.

En sus de ces deux axes, une réflexion épistémologique et méthodologique est construite dans des « Ateliers des territoires », au sein desquels invités et membres du laboratoire échangent sur leurs méthodes et leurs outils, leurs concepts ou leurs théories, afin de questionner des opportunités de transfert et d'ensemencement réciproques, entre disciplines comme à l'intérieur d'un même champ. Resp. Audouit C. et Flanquart. H.

LA PLACE DES TRAVAUX PORTANT SUR LE LOGEMENT ET L'HABITAT

Ces travaux au sein du laboratoire TVES correspondent à une thématique naissante. Ils ont lieu dans le cadre de l'axe 1 (Mutations urbaines et développement des territoires: aménagement, mobilité, attractivité, frontières (resp. Carrard M. et Prévot M.), mais ils intéressent aussi des collègues de l'axe 2 (environnement, nature et société: risques, biodiversité, espaces maritimes et littoraux). Resp. Blanpain O. et Masson É.

**Travaux récents**

- Miot Y., « Face à la décroissance urbaine, l'attractivité résidentielle? Le cas des villes de tradition industrielle de Mulhouse, Roubaix et Saint-Étienne », thèse de l'Université Lille 1, direction Didier Paris (didier.paris@univ-lille1.fr), novembre 2012 (prix de thèse du CNFG en 2013).
- Programme Touch – Urbanisme, transport, qualité et stratégie de l'habitat, dirigé par Anne-Peggy Hellequin (aph@uni-littoral.fr), financement Ademe.

L'IMPLICATION DANS LES CURSUS DE FORMATION

Au sein de l'Université de Lille 1 et de l'IAUL (Institut d'aménagement et d'urbanisme de Lille), qui regroupe les parcours du master AUDT (Aménagement, urbanisme et développement des territoires), dir. Groux A. (annette.groux@univ-lille1.fr), plusieurs formations sont en rapport avec le champ du logement et de l'habitat:

- Au sein de Lille 1:

Master Urbanisme, Ville et Projets (VP). Resp.: Philippe Ménerault, philippe.menerault@univ-lille1.fr

Master Construction et aménagement durable (CAD). Resp.: Franck Bodin, franck.bodin@univ-lille1.fr

- Au sein de l'Ulco:

Master Paul: Politiques d'aménagement urbaines et littorales. Resp.: Anne-Peggy Hellequin, aph@univ-littoral.f; et Iratxe Calvo Mendieta, iratxe-calvo@univlittoral.fr

Spécialités: **X Géographie** **X Aménagement** **X Urbanisme** **X Économie** **X Sciences de gestion**
X Sociologie **X Droit**

**ADRESSE**

Université de Lille 1
Rue Paul-Langevin
59655 Villeneuve-d'Ascq Cedex

**SITE WEB**

<http://tves.univ-lille1.fr>

**CONTACT**

• delphine.groux@univ-littoral.fr

Créé en 2007, le Réseau des acteurs de l'habitat rassemble à ce jour l'Assemblée des communautés de France, l'Assemblée des départements de France, l'Association des communautés urbaines de France, l'Association des maires de France, l'Association des maires de grandes villes de France, l'Association des maires Ville et Banlieue de France, le Groupe Caisse des Dépôts, la Fédération des associations régionales d'organismes d'habitat social, la Fédération nationale des agences d'urbanisme, l'Union sociale pour l'habitat et Villes de France.

Il a pour objectif de contribuer à construire une culture de l'habitat partagée entre collectivités locales et acteurs Hlm, et plus largement tout acteur intéressé par les problématiques des travaux que le Réseau conduit. Lieu de réflexion, d'échange d'informations et d'expériences, il éclaire les dispositifs et le contexte institutionnel et législatif en constante évolution, en traitant régulièrement les grandes thématiques de l'actualité du logement, et notamment du logement social.

Le comité d'orientation du Réseau des acteurs de l'habitat est composé des représentants des institutions promoteurs du réseau, de quatre représentants des collectivités, quatre représentants du Mouvement Hlm et de trois représentants du monde de la recherche.

Le Réseau compte à son actif 30 journées nationales d'échanges. Chaque journée accueille environ 250 personnes: organismes et associations régionales d'habitat social, élus et techniciens des collectivités territoriales, de leurs groupements et des agences d'urbanisme, collaborateurs de la Caisse des Dépôts, services de l'État, partenaires sociaux, associations, universitaires, chercheurs, consultants, etc.

Des réseaux régionaux des acteurs de l'habitat ont été créés dans une dizaine de régions, principalement à l'initiative des Associations régionales d'habitat social, qui sont autant de lieux d'échanges et de coopérations au service des politiques territoriales de l'habitat.

Régulièrement mis à jour, le site Internet du Réseau des acteurs de l'habitat permet d'accéder à de nombreuses ressources: agenda des manifestations nationales et régionales, travaux réalisés à ces occasions, interviews vidéo, etc. Il publie une lettre mensuelle.

Au travers du rendez-vous annuel « Quoi de neuf, chercheur(s)? » lancé en juin 2013, le Réseau des acteurs de l'habitat souhaite, en lien avec les milieux de la recherche, mieux contribuer à préparer l'avenir en favorisant l'innovation et la recherche de solutions audacieuses, à la mesure des défis à relever pour faire face à la crise du logement.



SITE WEB

<http://www.acteursdelhabitat.com/>



CONTACT

• contact@acteursdelhabitat.com

Le réseau français « REcherche Habitat Logement » (REHAL)

Le réseau français « Recherche Habitat-Logement » (REHAL) regroupe des chercheurs français (enseignants-chercheurs des universités, chercheurs des établissements publics scientifiques et techniques – CNRS –, doctorants) de toutes disciplines qui travaillent sur le logement et l'habitat. Il fait suite au Réseau « Socio-Économie de l'Habitat », créé en 1991 à l'initiative du Plan construction et architecture (ministère de l'Équipement) pour développer le potentiel de recherche en sciences sociales sur l'habitat et faciliter les collaborations entre chercheurs, commanditaires de la recherche et professionnels de l'habitat. C'est à l'occasion de l'organisation, à Toulouse, du Congrès annuel de l'ENHR (European Network for Housing Research), en 2011, qu'un certain nombre de chercheurs français, persuadés de l'intérêt et du bien-fondé d'un tel réseau, ont pris la décision de lui donner un nouvel essor avec la création du REHAL.

Espace d'échanges et de coopérations entre chercheurs, le REHAL contribue à la structuration d'un milieu scientifique propre au champ du logement et de l'habitat. Il organise chaque année un séminaire destiné aux doctorants afin qu'ils puissent présenter leurs travaux et les soumettre à discussion : le dernier a eu lieu en juin 2015 à Tours et a réuni plus de 50 communicants. Il organise également des ateliers transversaux qui permettent aux chercheurs de travailler ensemble sur des thématiques en relation avec

les programmes et opérations de recherche qu'ils mènent par ailleurs. Il vise à faciliter l'insertion et la lisibilité de la recherche française dans les réseaux et les débats internationaux, européens en particulier. Enfin, il se donne pour objectif de favoriser les interactions avec les professionnels et acteurs du logement et de l'habitat. Regroupant l'essentiel des chercheurs français qui travaillent dans le champ du logement et de l'habitat, le REHAL est une porte d'entrée efficace pour organiser ces partenariats.

En juin 2016, le REHAL organisera à Paris un grand forum qui sera l'occasion de mettre en valeur et en discussion les résultats des travaux conduits par les différents ateliers. Il permettra également de revenir sur les vingt-cinq ans d'existence de ce réseau scientifique pour identifier comment les enjeux touchant au logement et à l'habitat et les questionnements qu'ils ont suscités ont été saisis par la recherche et ont évolué dans leur appréhension. Il permettra enfin d'interroger le devenir et le rôle d'un tel réseau dans la visibilité de la recherche, dans son internationalisation, dans sa capacité à développer un dialogue fructueux avec les mondes professionnels du logement et de l'habitat.

La coordination du REHAL est assurée par Marie-Christine Jaillet et Patricia Panegos. La tête de réseau est actuellement installée à l'Université de Toulouse 2, campus du Mirail.



ADRESSE

M.-C. Jaillet/C., Thouzellier et P. Panegos
Université Toulouse 2 – Le Mirail,
Maison de la recherche
Lisst-Cieu – UMR 5193 (CNRS/UTM/Ehess)
5 allée Antonio-Machado
31058 Toulouse Cedex 9



SITE WEB

<http://www.rehal.fr>



CONTACT

• contact@rehal.fr

ATELIER « FORMES ET DEVENIR DES ESPACES PÉRIURBAINS »

Animé par Renaud Le Goix, François Madoré et Rodolphe Dodier

Pris dans les logiques de la métropolisation, le périurbain est devenu progressivement, depuis une quarantaine d'années, un référentiel important de la vie urbaine. L'étalement urbain, les modes de vie liés à l'automobile et un rapport discontinu à l'espace urbain et aux nouvelles centralités périphériques se traduisent par une double dynamique de fragmentation spatiale accrue, d'une part, et de densification des espaces intermédiaires, d'autre part. De fait, la vie périphérique a imposé ses modalités, ses normes, ses pratiques.

Dans ce contexte global, les clichés sur le périurbain comme « non-lieu » ont vécu. Les travaux de l'atelier s'intéressent aux évolutions les plus récentes de la périurbanisation : prise en compte de la « normalisation » du périurbain, tant par les différentes disciplines scientifiques que par les acteurs des politiques publiques ; nouveaux effets de polarisation en relation avec les dynamiques sociales (décohabitation, vieillissement, gentrification, déclin ouvrier) ; transformation des pratiques de mobilité en raison de la hausse du coût de l'énergie ; émergence de « hauts lieux » périurbains : structuration de la gouvernance des territoires périurbains...

Contacts :

- Renaud Le Goix
rlegoix@univ-paris1.fr
- François Madoré
francois.madore@univ-nantes.fr
- Rodolphe Dodier
rodolphe.dodier@univ-amu.fr

ATELIER « VULNÉRABILITÉS RÉSIDEN- TIELLES »

Animé par Florence Bouillon, Agnès Deboulet, Pascale Dietrich et Yankel Fijalkow

Le mal-logement et l'habitat précaire sont plus que jamais à l'ordre du jour des institutions nationales et internationales. Les formes de vulnérabilité résidentielle se diversifient et s'accroissent dans les villes européennes et en particulier dans les pays qui ont fait le choix de

favoriser l'accès à la propriété privée du logement. À l'échelle mondiale, on considère qu'un tiers environ des citadins connaissent des situations de précarité résidentielle, habituellement désignées comme informelles ou illégales. La France n'est pas épargnée.

Afin de dépasser les clivages géographiques et économiques habituels et de favoriser la circulation entre les travaux portant sur le Nord et le Sud, l'atelier se propose d'articuler la dimension du mal-logement et celle de l'habitat non réglementaire, en explorant d'une part l'enjeu des modes de désignation de ces situations et leur inscription dans les catégories de l'action publique, d'autre part les expériences habitantes de la vulnérabilité.

Contacts :

- Florence Bouillon
florence.bouillon@gmail.com
- Agnès Deboulet
agnesdeboulet@orange.fr
- Pascale Dietrich
pascale.dietrich@ined.fr
- Yankel Fijalkow
yankel.fijalkow@gmail.com

ATELIER « DÉVELOPPEMENT DURABLE ET ACCEPTABILITÉ SOCIALE »

Cet atelier commun au Rehal et au réseau « Approches critiques du développement durable » (AC/DD) est animé par Jérôme Boissonade.

L'atelier met en discussion la notion d'acceptabilité sociale du développement durable, croisant la gestion des risques et du calcul rationnel, un consensus moral préalable, une représentation partagée de la durabilité qui lui donne une dimension performative permettant aux acteurs d'agir ensemble. Donnant une place essentielle à l'expertise et à la recherche, ce caractère performatif s'exerce notamment à l'aide d'indicateurs et par l'attribution de rôles aux différents acteurs qui y participent. Les indicateurs sont en effet des instruments qui facilitent les apprentissages organisationnels, la co-construction et l'innovation institutionnelle.

Reprise progressivement par les institutions, cette notion d'acceptabilité sociale soulève de nombreuses questions : peut-elle répondre aux obstacles rencontrés par le développement

durable ? Peut-on l'extraire d'une approche normative ? Dans quelle mesure la notion d'acceptabilité et ses usages permet-elle de donner sens aux difficultés concrètes que rencontre le développement durable ?

Les enregistrements des séances de l'atelier sont accessibles sur le site du réseau AC/DD : <http://www.reseaucritiquesdeveloppementdurable.fr/activites-a-venir/latelier-developpement-durable-et-acceptabilite-sociale-avec-enregistrements-audios>

Contact :

• Jérôme Boissonade
jboisson@msh-paris.fr

ATELIER « MARCHÉS DE L'HABITAT, INÉGALITÉS SOCIALES, DISPARITÉS SPATIALES ET VILLE DURABLE »

Animé par Benoît Filippi, Christian Tutin et Vincent Renard

En adoptant une approche économique ouverte aux apports des autres sciences sociales, l'atelier vise à relier l'analyse des marchés du logement à celle du fonctionnement économique des villes. Au-delà du lien entre système des prix immobiliers et structure spatiale, il s'agit de dépasser les approches statiques en termes d'équilibre au profit d'une approche dynamique de la reproduction des formes urbaines au cours du temps. C'est à partir d'une analyse précise des contraintes de fonctionnement des marchés de l'habitat que seront appréhendés les processus de localisation des ménages et de leurs activités au sein des villes. L'articulation entre les analyses économiques des marchés immobiliers et fonciers et l'économie des transports sera primordiale, dans une relecture systémique du fonctionnement urbain.

L'atelier vise à montrer comment peuvent s'articuler les questions d'accessibilités urbaines, de ségrégation sociale, de formation des prix immobiliers et de trajectoires résidentielles.

Les paradigmes des politiques publiques en faveur de la « ville durable » seront également réinterrogés au regard des modes de régulation des marchés de l'habitat, des inégalités sociales qu'ils amplifient, des disparités spatiales qu'ils engendrent.

Contacts :

• Benoît Filippi
ben.filippi@wanadoo.fr
• Christian Tutin
christian.tutin@u-pec.fr
• Vincent Renard
mail@vincentrenard.eu

ATELIER « AUTO-PROMOTION ET HABITAT COOPÉRATIF : UNE TROISIÈME VOIE POUR L'HABITAT ? »

Animé par Claire Carriou, Anne Labit et Anne d'Orazio

Cet atelier propose d'étudier les pratiques alternatives engagées depuis ces dernières années en France et plus largement en Europe dans la conception, la production et la gestion de l'habitat. L'angle d'approche privilégie celui de l'expérimentation, dans un contexte où les difficultés d'accès au logement s'accroissent et où les modes de production historiques de la promotion privée d'un côté et du logement social de l'autre tendent à se recomposer.

Depuis le début de la décennie 2000 en France, on observe la multiplication d'initiatives d'un type nouveau, qualifiées « d'habitat participatif » par les acteurs eux-mêmes. Principalement portées par des groupes d'habitants, associations et professionnels, elles rencontrent depuis peu l'intérêt marqué des collectivités locales et des bailleurs. Ces expériences convergent autour de principes communs : participation des habitants, nouvelles relations de voisinage, principes écologiques, réduction des coûts du logement et accessibilité sociale. Quelques projets phares sont en chantier et quelque 200 initiatives sont à l'étude aujourd'hui en France.

L'espace ouvert depuis peu par ces expériences constitue un laboratoire d'analyse des tendances et évolutions du secteur en France et à l'étranger.

Contacts :

• Claire Carriou
claire.carriou@gmail.com
• Anne Labit
anne.labit@univ-orleans.fr
• Anne d'Orazio
anne.dorazio@wanadoo.fr



ATELIER « Les acteurs des marchés du logement »

Animé par Loïc Bonneval et Julie Pollard

L'atelier porte sur les acteurs des marchés du logement, notamment ceux du privé (promoteurs, notaires, agents immobiliers, SCI, propriétaires fonciers et immobiliers, etc.), mais sans s'y limiter. Il vise, d'une part, à apporter des éléments de connaissance sur leurs caractéristiques et leurs logiques d'action, qui restent souvent mal connues, et, d'autre part, à interroger leur rôle dans les mécanismes de marché, les politiques publiques et les choix des ménages. Dans un contexte où les politiques du logement s'appuient de plus en plus, sous des formes diverses, sur les professions du privé, un nombre croissant d'études les prennent pour objet, alors qu'ils n'ont occupé qu'une place intermittente dans l'histoire de la recherche sur le logement et l'habitat. Ces travaux sont encore souvent isolés les uns des autres et l'atelier se fixe comme objectif de faciliter leur rencontre et leur articulation.

Contacts :

- Loïc Bonneval
loic.bonneval@univ-lyon2.fr
- Julie Pollard
julie.pollard@unil.ch

Le programme des séances de travail des ateliers et leurs comptes-rendus sont accessibles sur le site du Rehal.

Liste des membres du REHAL

Allen Barbara	Le sens urbain - Paris	barbara.macallen@free.fr
Arab Noura	INSA - Lyon	noura.arab@insa-lyon.fr
Aragau Claire	Lab'Urba - Paris	claire.aragau@u-paris10.fr
Audebert Cédric	MIGRINTER - Poitiers	cedric.audebert@univ-poitiers.fr
Authier Jean-Yves	Centre Max-Weber - Lyon	jean-yves.authier@univ-lyon2.fr
Bacconnier-Baylet S.	ESO - Le Mans	sandrine.bacconnier-Baylet@univ-lemans.fr
Ballif Florence	Lab'Urba - Paris	florine.ballif@u-pec.fr
Belmessous Fatiha	ENTPE-RIVES - Lyon	fatiha.belmessous@entpe.fr
Bergeon Céline	MIGRINTER - Poitiers	celine.bergeon@univ-poitiers.fr
Berger Martine	PRODIG - Paris	martine.berger@univ-paris1.fr
Berroi Sandrine	PARIS - Paris	sandrine.berroi@univ-paris-diderot.fr
Biau Véronique	LAVUE - Paris	veronique.Biau@paris-valdeseine.archi.fr
Bidet Jennifer	Centre Max-Weber - Lyon	jennifer.bidet@laposte.net
Blanc Maurice	SAGE - Strasbourg	maurice.blanc@unistra.fr
Boissonade Jérôme	LAVUE - Paris	jboisson@msh-paris.fr
Bonnet Lucie	EHESS - Paris	bonnet.lucie@gmail.com
Bonneval Loïc	Centre Max-Weber - Lyon	loic.bonneval@univ-lyon2.fr
Bonnin-Oliveira Séverine	Lisst-IUAR - Aix-en-Provence	severine.oliveira@gmail.com
Bonvalet Catherine	INED - Paris	bonvalet@ined.fr
Bouali-Messahel Mounia	LAVUE - Paris	boualimounia@yahoo.fr
Bouillon Florence	Centre Norbert-Elias Marseille	florence.bouillon@gmail.com
Bourret Jocelyn	LISST-CIEU - Toulouse	jocelyn.bourret@gmail.com
Bouzouina Louafi	ENTPE-LET - Lyon	louafi.bouzouina@entpe.fr
Bresson Sabrina	CITERES - Tours	sabrina.bresson@univ-tours.fr
Buchot Nathalie	ESO - Le Mans	n.buchot@gmail.com
Buhot Clotilde	ADEF - Paris	clotilde.buhot@adef.org
Cailly Laurent	CITERES - Tours	laurent.cailly@univ-tours.fr
Callen Delphine	PARIS - Paris	callen@parisgeo.cnrs.fr
Carriou Claire	LAVUE - Paris	claire.carriou@gmail.com
Chabrol Marie	MIGRINTER - Poitiers	machabrol@gmail.com
Charmes Éric	ENTPE-Rives - Lyon	eric.charmes@entpe.fr
Citron Paul	CRIA - Paris	paul.citron@gmail.com
Clerc Valérie	IRD - Paris	valerie.clerc@ird.fr
Colin Giraud	Centre Max-Weber - Lyon	colin.giraud@wanadoo.fr
Collet Anaïs	SAGE - Strasbourg	anaïs.collet@unistra.fr
Coudroy de Lille Lydia	EVS - Lyon	lydia.coudroydelille@univ-lyon2.fr
Deboulet Agnès	LAVUE - Paris	agnesdeboulet@orange.fr
Debroux Josette	Centre Max-Weber - Lyon	josette.debroux@univ-lyon2.fr
Descazeaux-Dutrex	ENSA-T - Toulouse	vd-studio.d@sfr.fr
Desponds Didier	MRTE - Paris	didier.desponds@u-cergy.fr
Devaux Camille	Lab'Urba - Paris	camilledevaux.cd@gmail.com

Dietrich-Ragon Pascale	INED - Paris	pascale.dietrich@ined.fr
Dodier Rodolphe	TELEMME - Aix-Marseille	rodolphe.dodier@univ-amu.fr
Drevelle Matthieu	CRIA - Paris	matthieu.drevelle@yahoo.com
Driant Jean-Claude	Lab'Urba - Paris	driant@u-pec.fr
Dureau Françoise	MIGRINTER - Poitiers	f.dureau@gmail.com
Duret Hervé	CSTB - Paris	herve.duret@cstb.fr
Dutel Floriane	PARIS - Paris	floriane.dutel@gmail.com
Escaffre Fabrice	LISST-CIEU - Toulouse	fabrice.escaffre@univ-tlse2.fr
Faure Sylvia	Centre Max-Weber - Lyon	sylvia.faure@univ-lyon2.fr
Faure-Rouesnel Laurence	Centre Max-Weber - Lyon	laurence.faure-rouesnel@univ-lyon2.fr
Fernandez Vanessa	ENSA-T - Toulouse	vanessa.fernandez@toulouse.archi.fr
Fijalkow Yankel	LAVUE - Paris	yankel.fijalkow@gmail.com
Filippi Benoît	ATEMAA - Paris	ben.filippi@wanadoo.fr
Flamand Amélie	LAVUE - Paris	amelie.flamand@paris-valdeseine.archi.fr
Flambard Véronique	UCL - Lille	veronique.flambard@icl-lille.fr
Fleury Antoine	Géographie - Cités	afleury@parisgeo.cnrs.fr
Fol Sylvie	CRIA - Paris	sylvie.fol@univ-paris1.fr
Fortune Isabelle	ENSA-T - Toulouse	isabelle.fortune@toulouse.archi.fr
Foussette Karen	ADES - Bordeaux	karen.f@hotmail.fr
Fréteigny Raphaël	IEP Lyon	raphael.freteigny@univ-lyon2.fr
Garat Isabelle	ESO - Nantes	isabelle.garat@univ-nantes.fr
Georges Pierre-Marie	LER - Lyon	pmgeorges@gmail.com
Gilbert Pierre	Centre Max-Weber - Lyon	pierre.gilb@gmail.com
Gimat Matthieu	CRIA - Paris	matthieugimat@gmail.com
Gouëset Vincent	ESO - Rennes	vincent.goueset@uhb.fr
Goze Maurice	IATU - Bordeaux	maurice.goze@u-bordeaux3.fr
Grafmeyer Yves	Centre Max-Weber - Lyon	yves.grafmeyer@univ-lyon2.fr
Houard Noémie	Centre d'analyse stratégique Paris	noemie.houard@strategie.gouv.fr
Jacquin Joëlle	LAVUE - Paris	joelle.jacquin@paris-valdeseine.archi.fr
Jaillet Marie-Christine	LISST-CIEU - Toulouse	jaillet@univ-tlse2.fr
Jouenne Noël	ENSA-T - Toulouse	noel.jouenne@toulouse.archi.fr
Jourdheuil Anne-Laure	LAVUE - Paris	annelaure.jourdheuil@gmail.com
Labit Anne	CEDETE - Orléans	anne.labit@univ-orleans.fr
Lambert Anne	ENS - Paris	anne.lambert@ens.fr
Lanzaro Marie	Lab'Urba - Paris	marie.lanzaro@hotmail.fr
Le Garrec Sylvaine	ARC et Lab'Urba - Paris	sylvaine.le.garrec@gmail.com
Le Goix Renaud	PARIS - Paris	rlegoix@univ-paris1.fr
Lejoux Patricia	ENTPE-LET - Lyon	patricia.lejoux@entpe.fr
Lelévrier Christine	Lab'Urba - Paris	lelevrier@u-pec.fr
Lessault David	MIGRINTER - Poitiers	david.lessault@univ-poitiers.fr
Lévy Jean-Pierre	LATTS - Paris	jean-pierre.levy@paris-valdeseine.archi.fr

Lévy-Vroëlant Claire	LAVUE - Paris	clevyvroelant@gmail.com
Madoré François	ESO - Nantes	francois.madore@univ-nantes.fr
Maurice Romain	PACTE - Grenoble	mauriceromain@ymail.com
Membrado Monique	LISST-CIEU - Toulouse	membrado@univ-tlse2.fr
Méquignon Marc	ERPURS - Toulouse	marc.mequignon@free.fr
Meyfroidt Aurore	EVS - Lyon	aurore.meyfroidt@ens-lyon.fr
Morel-Brochet Annabelle	ESO - Caen	annabelle.morel-Brochet@unicaen.fr
Motte-Baumvol Benjamin	THEMA - Dijon	benjamin.motte@u-bourgogne.fr
Nahmias Paula	ESO - Rennes	paula.nahmias@uhb.fr
Nappi-Choulet Ingrid	ESSEC - Paris	nappi@essec.fr
Navarro Frédérique	Perpignan	frederika.navarro@orange.fr
Nougarèdes Brigitte	INRA - Montpellier	brigitte.nougaredes@supagro.inra.fr
Orazio Anne	LAVUE - Paris	anne.dorazio@wanadoo.fr
Ortar Nathalie	ENTPE-LET - Lyon	nathalie.ortar@entpe.fr
Panegos Patricia	LISST-CIEU - Toulouse	panegos@univ-tlse2.fr
Papillault Rémi	ENSA-T - Toulouse	remi.papillault@gmail.com
Peyroux Élisabeth	LISST-CIEU - Toulouse	peyroux@univ-tlse2.fr
Pistre Pierre	PARIS - Paris	pierre.pistre@parisgeo.cnrs.fr
Pochet Pascal	ENTPE-LET - Lyon	pascal.pochet@entpe.fr
Pollard Julie	IEPI - Lausanne	julie.pollard@unil.ch
Raad Lina	CRIA - Paris	lina.raad@gmail.com
Reginensi Catherine	ENSA-T - Toulouse	creginensi@gmail.com
Renard Vincent	IDRRI - Paris	mail@vincentrenard.eu
Rhein Catherine	PARIS - Paris	rhein@msh-paris.fr
Rivière Jean	ESO - Nantes	jean.riviere@univ-nantes.fr
Roche Élise	INSA - Lyon	elise.roche@insa-lyon.fr
Rougé Lionel	Géographie-Cités et ESO	lionel.rouge@unicaen.fr
Rousseau Sophie	Eindhoven - Pays-Bas	s.s.s.rousseau@tue.nl
Rouyer Alice	LISST-CIEU - Toulouse	rouyer@univ-tlse2.fr
Seydou Séré	ESO - Rennes	seresydney@gmail.com
Spyrellis Stavros	PARIS - Paris	s.spyr@parisgeo.cnrs.fr
Steinmetz Hélène	Centre Max-Weber - Lyon	helene.steinmetz@ens.fr
Ter Minassian Hovig	CITERES - Tours	hovig.terminassian@univ-tours.fr
Thouzellier Christiane	LISST-CIEU - Toulouse	cthouzel@univ-tlse2.fr
Tricoire Aurélie	CSTB - Paris	aurelie.tricoire@cstb.fr
Trotta Gabriella	PACTE - Grenoble	gabriella.trotta@gmail.com
Trouillard Emmanuel	PARIS - Paris	trouilla@clipper.ens.fr
Tutin Christian	Lab'Urba - Paris	christian.tutin@u-pec.fr
Valégéas François	LVM - Lab'Urba - Paris	francoisvalegeas@hotmail.fr
Varénio Céline	RSE DELPHIS - Paris	varenio@delphis-asso.org
Zitouni Françoise	CEJU/GRIDAUH – Aix-Marseille	fzitouni@hotmail.fr

INDEX DES 54 OPÉRATIONS DE RECHERCHE

Le choix résidentiel des personnes handicapées dans le Grand Lyon	12	Assistance, médiation, interpellation et accès au droit : le rôle des associations dans la mise en œuvre du droit au logement opposable (Dalo)	25
Les territoires périurbains: de l'hybridation à l'intensité ?	13	L'adaptation territoriale des règles dans le domaine du logement. L'exemple de la région Rhône-Alpes	26
Contexte apprenant (BBC-Bepos) et incitation de type nudge: des leviers pour favoriser des modes de vie durables	14	Recueil d'expériences de trente années d'habitats groupés en support aux initiatives habitantes et institutionnelles actuelles. De l'autoévaluation à la transmission de savoirs et valeurs afin d'accompagner le développement de l'habitat participatif	27
Conception et préfiguration d'un service public pour l'efficacité énergétique (Spee)	15	Les ménages, opérateurs d'une métropolisation qui ne dit pas son nom ? Pratiques et représentations spatiales comparées dans l'agglomération tourangelle	28
Innovations financières pour la production de résidences-services et le soutien au vieillissement à domicile	16	Habitat intermédiaire des seniors et son environnement proche	29
La précarité énergétique dans la région Nord-Pas-de-Calais : précarité dans l'habitat et vulnérabilité énergétique globale	17	Enjeux du numérique dans les processus de construction et de réhabilitation des logements sociaux	30
Approches économiques des dynamiques urbaines face aux enjeux du développement durable	18	L'auto-réhabilitation accompagnée en Île-de-France: vers de nouveaux territoires	31
Habiter Hedonic analysis of building interactions with territories and energy (researches). Évaluation hédonique des interactions habitation – énergie – territoire	19	Alter-Prop, alternatives de propriété pour l'habitat	32
Les solidarités, le logement partagé et le logement abordable: entre dispositifs juridiques et modèles économiques	20	Analyse des facteurs et des pratiques de discrimination dans le traitement des demandes de logements sociaux	33
Trajectoires résidentielles des ménages et processus de valorisation différentielle des espaces périurbains franciliens	21	Trajectoires résidentielles, représentations de la coexistence sociale et formes de ségrégation en « ville nouvelle » : entre quartier de pieds noirs, quartier d'immigrés, quartier de jeunes et quartier de « petits-moyens »	34
Gevu Alceane : un outil de diagnostic au service de la gestion et de la stratégie territoriale à l'échelle du parc immobilier	22	Rev-Rester en (centre) ville. Résistance et résilience de la ville ordinaire dans quatre quartiers de capitales européennes : Paris, Lisbonne, Bruxelles, Vienne	35
Le contrôle des loyers, genèse et effets des politiques de régulation des marchés locatifs	23		
Eclips: expertise citoyenne pour le logement. Limites, intérêts et perspectives sociales de la participation des habitant-e-s en région Centre	24		

Énergies renouvelables, décentralisation et rôle des autorités locales	36	Mesurer et rendre compte de la création de valeur par un organisme de logement social pour un territoire	50
Formes et enjeux de la densification : vers un aménagement durable des territoires bourguignons	37	Évaluation du coût économique et social du mal-logement	51
Les « habitants » du périphérique	38	Mobil hom(m)es. Formes d'habitats et modes d'habiter la mobilité	52
Mixité sociale « planifiée » et ségrégation sociale. Politique de mixité sociale dans l'espace métropolitain de Paris	39	Démarche de prospective sur la place de l'habitat social dans les dynamiques territoriales en Poitou-Charentes à l'horizon 2025	53
Fidele (Financement durable et livret d'épargne)	40	Recherche-action sur la gestion durable de l'habitat agricole périurbain	54
Apport potentiel de l'imagerie satellitaire pour la caractérisation de la densité urbaine	41	Les stratégies d'adaptation des ménages et des entreprises face à la transition énergétique : une comparaison entre les métropoles de Lille et de Lyon	55
Analyse transversale et critique de la recherche sur le logement et l'habitat	42	Le renouvellement de la population des ménages en fonction de l'ancienneté des logements au sein des Scot de l'Artois et du Ternois. Évolution depuis 1968 et prospective à l'horizon 2030	56
Marchés du logement, attractivité urbaine et dynamiques territoriales	43	Territoires du logement spécifique : permanences et ruptures	57
Nouveaux collectifs socio-techniques de la transition énergétique (ANR Collener 2012-2015)	44	E ² = HP ² Nouvelle économie pour l'écologie (E ²) : l'habitat participatif partagé (HP ²)	58
Des trajectoires marquées par un épisode sans logement : conditions et pérennité de la sortie des « difficultés de logement ». Recherche rétrospective à partir de l'enquête nationale logement	45	La fabrique des espaces habités des territoires semi-ruraux et périurbains contemporains. Politiques, stratégies, processus, désirs. Volet sociologique de l'étude « Formes urbaines denses et acceptables »	59
Saperlo-solutions adaptées pour la performance environnementale en rénovation des logements ouvriers	46	Recherches innovantes pour la réduction des charges liées aux fluides dans le logement social	60
Les actions de redynamisation des syndicats de copropriété en difficulté	47		
Qui sont les leaders énergétiques dans les copropriétés ? Quelles sont leurs stratégies, méthodes et bonnes pratiques pour favoriser la rénovation énergétique ?	48		
Cadres de vie et voisinages	49		



Contraintes énergétiques et innovations sociales – à l’heure de la transition énergétique, comment prendre en compte les usages domestiques dans les politiques locales de l’énergie ?	61
Organisation et chaîne de management des dispositifs de gestion de proximité	62
Paris 2030 : reviendront-ils ? Enquête sur le retour au centre des classes moyennes	63
Politiques de l’habitat et territoires : connaissances et controverses. Séminaire de recherche	64
L’adaptation du logement : un apprentissage commun entre professionnels et locataires âgés concernés par la chute, pour préserver la qualité de vie au domicile et lutter contre l’isolement	65

OPÉRATIONS DE RECHERCHE ARCHIVÉES

Les travaux de recherche terminés avant le 30 juin 2013 ne sont plus présentés dans la présente édition papier du panorama. Les fiches décrivant ces travaux restent toutefois accessibles dans le panorama en ligne.

Pour consulter le panorama en ligne avec son moteur de recherche :

- <http://www.acteursdelhabitat.com/>
- <http://ressourcesHlm.union-habitat.org/ush/Main/>

- Berger M., Les pôles secondaires dans la réorganisation des mobilités : maturité et durabilité des espaces périurbains ? Exemples franciliens et toulousains
- Debroux J., Choix résidentiel périurbain, modes d’inscription dans la sphère résidentielle et trajectoires professionnelle et sociale
- Faure L., Les jeunes des classes populaires : mobiles ou ancrés ?
- Faure S., Parcours résidentiels, quartiers populaires, relogements « contraints »
- Haoues-Jouve S., Eurequa (évaluation multidisciplinaire et requalification environnementale des quartiers)
- Le Bayon S., Achat de la résidence principale : le profil des ménages français
- Madec P., Quelle régulation du marché locatif privé ? État des lieux et évaluation des dernières mesures gouvernementales
- Pinol J.-L., L’immobilier de rapport, forme urbaine, rapports de locations et stratégies patrimoniales
- Trotta Brambilla G., Parcours de recherche : habitat, urbanisme et métropolisation
- Velez V., Travailler et habiter dans la nouvelle configuration sociale et économique de l’habitat : l’investissement d’acteurs privés dans les opérations de rénovation urbaine (2011)

La conception des logements collectifs dans la production de la ville contemporaine. L'évolution de l'architecture du logement social collectif sous l'effet des principes du « développement durable » (1925-2014)	68	Savoir vivre avec son temps. Bref précis de cité-jardinage moscovite postsoviétique, comprenant quelques ruses symboliques de politique locale en période de libéralisation économique extrême, divers conseils et tours de main sur l'art du bon voisinage avec les fantômes, ainsi qu'un menu requiem pour des efforts de bonheur	79
Le mécanisme d'exclusion des normes dans le logement. L'accroissement normatif a-t-il conduit à exclure les plus modestes des logements les plus récents ?	69	Le devenir des familles hébergées à l'hôtel. Enquête socio-démographique autour d'un dispositif d'insertion par le logement	80
Le projet des habitants. La rénovation urbaine des banlieues françaises, entre appropriation et démolition	70	Mise en œuvre des contrats et discrétion : une application aux marchés publics	81
Mettre en œuvre la mixité sociale par la rénovation urbaine : un regard croisé sur les métropoles de Paris et Chicago	71	Les opérateurs immobiliers dans les projets urbains en zone dense : enjeux et conséquences d'une production urbaine intégrée	82
La métamorphose du logement social. Faire de l'habitat le support de capacités	72	La fabrication des périphéries résidentielles destinées aux classes moyennes à Marrakech (Maroc) : entre pratiques des investisseurs et nouveaux modes d'habiter	83
Modèles culturels, pratiques de l'habitat et pratiques énergétiques en logement social et copropriétés	73	Les enjeux du mal-logement sur un territoire d'immigration en reconversion. Le cas de Saint-Denis	84
De la prison, peut-on voir la ville ? Continuum carcéral et socialisation résidentielle	74	Renaissance de l'habitat participatif en France vers de nouvelles formes négociées de fabrication de la ville. Deux études de cas dans l'agglomération bordelaise : le projet HNord (Bordeaux) et La Ruche (Bègles)	85
Morphologie urbaine et variations saisonnières au M'zab	75	La participation des locataires : un instrument de gestion dans les organismes Hlm	86
Logement social et nouvelles pratiques artistiques	76	Les politiques d'habitat du Grand Paris à la lumière des expériences de Londres et de Madrid	87
Logement social, tris et sélections des populations. Une enquête ethnographique et comparée de trois systèmes locaux Hlm	77		
Les enjeux de la prise en compte de la « tranquillité sociale » dans les politiques de rénovation urbaine : l'exemple de Toulouse	78		



Évaluation territoriale des politiques d'anticipation foncière. Bilan et perspectives de l'action de l'EPF Paca	88	Qui se ressemble ne s'assemble pas toujours : essais sur les effets socio-économiques de la diversité locale	100
L'habitat participatif: de l'émergence d'une initiative habitante à son intégration dans l'action publique	89	La patrimonialisation comme stratégie pour un bailleur social	101
Un écoquartier dans la ville: analyse socio-urbaine, pratiques et dispositifs participatifs	90	Les territoires du quotidien. Mobilité et urbanité dans les lotissements géants de la périphérie de Mexico	102
The place to be? Vivre et bouger dans l'entre-deux: jeunesses et mobilités dans les espaces périurbains	91	Mobilité dans le système d'hébergement et recours aux soins des familles sans logement en Île-de-France. Déménager ou se soigner ?	103
Gestion et place du logement Crous dans les politiques publiques d'aide aux étudiants	92	La Confédération nationale du logement. La participation des habitants dans la ville (1945-1985)	104
Loger les migrant-e-s algériens à Lyon et les migrant-e-s turcs à Berlin Ouest, années 1950-1970. De l'accueil de populations migrantes à la gestion de territoires urbains	93	Le logement locatif public construit par les promoteurs privés. Une transformation des formes architecturales et sociales? La production de logements sociaux en Véfa (vente en l'état futur d'achèvement) en Île-de-France depuis 2002	105
La démocratie participative et la démocratie représentative dans le cadre de l'aménagement urbain de Yaoundé et de Bamenda: quels transferts d'expériences ?	94	Quand le grand ensemble devient patrimoine. Réflexion sur le devenir d'un héritage du logement social et la fabrication du patrimoine à partir de cas exemplaires en région stéphanoise	106
Les résidences services seniors, un modèle pour maintenir l'autonomie des personnes âgées	95	Sortir de l'hébergement d'insertion vers un logement social en Île-de-France. Des trajectoires de relogement, entre émancipation et contraintes	107
Les classes populaires à l'épreuve de la rénovation urbaine: une sociologie du changement social dans les cités Hlm	96	Les mobilités urbaines: quelles interactions entre déplacements durables et ville compacte	108
Les traitements sociaux de la vieillesse à Lyon, 1945-1980	97	Les politiques de l'habitat à l'épreuve de la fragmentation métropolitaine: le cas de l'Île-de-France	109
Produire le logement social. Modalités et conséquences de la mobilisation des pouvoirs publics locaux et des organismes Hlm pour répondre à la crise du logement	98	Ethnographie de la précarité énergétique: au-delà de l'action publique, des mises à l'épreuve de l'habiter	110
Expérimentation sociale et politiques de changement des comportements dans le domaine de l'énergie. Le cas des smart communities au Japon	99		

Les politiques du logement dans l'ouest guyanais: la production des frontières nationales, ethnico- raciales et urbaines	111	Sortir les favelas de Rio de Janeiro d'une situation d'exception: sécurisation et territorialisation de l'action publique l'exemple de Rocinha et de Vidigal	122
Modes d'action publique et promotion des technologies vertes dans l'aménagement urbain: les initiatives d'éco-communautés au Japon	112	Modes d'insertion socio-spatiale du bâti agricole et sociabilités locales. Le cas des hameaux agricoles dans l'Hérault	123
Les sociabilités au sein de l'habitat participatif par le prisme des interactions inter-acteurs	113	Comment financer le parcours résidentiel	124
La production de savoirs dans la résolution des problèmes complexes au travail: le développement professionnel des chargés d'opération d'un organisme Hlm	114	Interroger le rapport à la ville: le cas des cortiços de São Paulo, Salvador et Belem	125
Dynamiques de peuplement des quartiers centraux de Marseille: imaginaire, mesure et logiques de la ségrégation résidentielle (1990-2015)	115	Mobiliser et maîtriser le foncier pour le logement: outils et pratiques en agglomérations moyennes	126
L'usage des politiques foncières comme outil de contrôle du développement de logements neufs	116	Transformations sociales en banlieue rouge. Politiques locales, stratégies résidentielles et inscription territoriale des classes moyennes	127
Production de bâti et gestion des populations: le rôle de l'Istituto Nazionale delle assicurazioni dans le renouvellement urbain de Rome (1922-1945)	117	Structures d'hébergement pour adultes handicapés: enjeux territoriaux et impacts sur la participation sociale des résidents	128
Le 1 % Logement: la participation d'une institution paritaire à la production de l'action publique. Genèse, perte de légitimité et reprise en main par l'État	118	Évaluation des impacts des plates-formes aéroportuaires: dépréciation immobilière et inégalité environnementale. Cas des aéroports de Roissy-Charles de Gaulle, Paris-Orly, Lyon Saint-Exupéry et Toulouse-Blagnac	129
Le tiers secteur de l'habitat dans la région Vienne-Bratislava. Recompositions d'une offre alternative de logements et fabrique métropolitaine	119	Aménagement d'une ville africaine en forte croissance: la problématique du logement à Ouagadougou (Burkina Faso)	130
Habiter un quartier durable : enjeux socio-environnementaux et modes d'appropriation. Contribution à l'analyse d'un modèle urbain	120	Intervenir sur les copropriétés: l'action publique locale en direction des copropriétés fragilisées, en difficulté ou dégradées des agglomérations de Lyon, Grenoble et Marseille	131
Organismes Hlm et collectivités territoriales en Pays-de-la-Loire	121	Le parcours résidentiel des personnes accueillies en logement-foyer	132



Mixité sociale et vieillissement de la population	133	Sans toit ni loi ? Le droit au logement opposable. Recours à la justice administrative et rationalisation de l'action publique	144
La conception architecturale au service du développement durable : analyse transversale des propositions contemporaines des maîtres d'œuvre. Quelles attitudes de projets et quelles situations de conflit peut-on repérer dans le processus de conception architecturale durable ?	134	Conflits sociaux et participation des habitants dans le processus de la rénovation urbaine : étude comparative entre la France et la Corée du Sud	145
Vieillir en santé à son domicile : apprendre pour mieux gérer le risque d'isolement social. Une modélisation de l'identité-logement au service de la prévention de la chute	135	Analyse des dépenses de chauffage dans le logement social. Application d'un modèle économique prévisionnel	146
La production de logements neufs par la promotion privée en Île-de-France (1984-2012) : marchés immobiliers et stratégies de localisation	136	Contribution au concept du logement social en Algérie : quel standard minimum ?	147
Les interactions locales entre marché locatif privé et marché de la vente de logement	137		
Le droit au logement : la nature et la portée d'un droit social	138		
Les premiers pas des logements sociaux à énergie positive en France : entre suivi de la performance énergétique et accompagnement des locataires	139		
Concevoir et habiter un quartier dit durable : injonctions écologiques et dynamiques collectives à Beauregard (Rennes) et Les Brichères (Auxerre)	140		
L'émergence d'une prévention urbaine des violences	141		
Les mégaprojets urbains : ancrage territorial des ressources dans un monde mobile	142		
Trajectoires résidentielles des ménages et approches spatialisées de la maîtrise de la demande d'énergie	143		

THÈSES ARCHIVÉES

Les travaux de recherche terminés avant le 30 juin 2013 ne sont plus présentés dans la présente édition papier du panorama. Les fiches décrivant ces travaux restent toutefois accessibles dans le panorama en ligne. Pour consulter le panorama en ligne avec son moteur de recherche :

- <http://www.acteursdelhabitat.com/>
- <http://ressourcesHlm.union-habitat.org/ush/Main/>
- Audin J., Vie quotidienne et pouvoir dans trois quartiers de Pékin, une microsociologie politique comparée des modes de gouvernement urbain au début du 21^e siècle (2013)
- Asanuma-Brice C., La transformation de la périphérie urbaine de Tôkyô par les organismes de logements publics (2012)
- Benigni C., Les espaces intermédiaires et la densification des tissus périurbains en Île-de-France (en cours)
- Buchot N., La mobilité contextuelle mise à l'épreuve de la mobilité résidentielle contrainte dans le cadre de la rénovation urbaine des quartiers d'habitat social à Angers et Trélazé (2012)
- Callen D., La « fabrique péri-urbaine », système d'acteurs et productions des ensembles pavillonnaires dans la grande couronne francilienne (2011)
- Chamodot M. et Cloquet B., Vers un habitat écoresponsable en Saône-et-Loire (2013)
- Chaudet B., Plateformes collaboratives et logiques processuelles dans l'évolution des formes organisationnelles. Pour une conception étendue de l'information organisationnelle (2011)
- Cordier M., De la politique du logement aux politiques locales de l'habitat : l'apprentissage de l'action collective négociée. Les politiques intercommunales de l'habitat (2011)
- Dusserre-Bresson Q., Habiter le périurbain en France et au Québec. Quelles trajectoires urbanistiques de l'habitat des années 1960-1970 ? (en cours)
- Gaillard E., Habiter autrement : des squats féministes en France et en Allemagne. Une remise en question de l'ordre social (2013)
- Gaullier P., La décohabitation et le relogement des ménages polygames : une recherche-action adossée à un travail de thèse (en cours)

- Gueye Serigne Touba Mbacké, La politique du logement social en France et au Québec (Canada) entre 1990 et 2008. Les enjeux de la mixité (2012)
- Guigma L., Aménagements urbains et autopromotion des logements à Ouagadougou de 1984 à nos jours : marchandages fonciers des autorités publiques et des populations locales (en cours)
- Launay L., Les politiques de mixité par l'habitat à l'épreuve des rapports résidentiels. Quartiers populaires et beaux quartiers à Paris et à Londres (2011)
- Le Garrec S., La démolition d'un grand ensemble en copropriété : une réponse urbaine à un problème de gestion ? La copropriété des Bosquets à Montfermeil (93) (2010)
- Leostic Fanny, Rénovation urbaine, mobilités résidentielles et changement social. Études comparées (2013)
- Louvet L., Les modes d'habiter en écoquartier (en cours)
- Pointelin R., Les coopératives d'habitants en Catalogne (Espagne), dynamiques sociales et spatiales : vers un urbanisme durable ? (sans précision)
- Raulin F., Mesurer l'étalement urbain résidentiel. Exemple de l'habitat individuel détaché dans l'aire urbaine de Rouen depuis la loi SRU (2012)
- Saint-Macary É., Mixité sociale et diversité de l'habitat : l'investissement d'acteurs privés dans les opérations de rénovation urbaine (2011)
- Taburet A., Promoteurs immobiliers privés et problématiques de développement durable urbain (2012)
- Touati A., Économie politique de la densification des espaces à dominante pavillonnaire : l'avènement de stratégies post-suburbaines différenciées (2013)
- Vaz C., Le franquisme et la production de la ville. Politiques du logement et de l'urbanisme, mondes professionnels et savoirs urbains en Espagne des années 1930 aux années 1970 (2013)

INDEX DES 37 AUTRES COOPÉRATIONS

Produit logement et services pour personnes âgées	150	Recherche-action sur « la gestion sociale des organismes Hlm face aux nouveaux enjeux de société »	164
Atelier étudiants autour de la construction de dix maisons passives à Boulogne-sur-Mer	151	Projet de recherche et de mise en œuvre d'une stratégie opérationnelle de développement urbain durable	165
Les facteurs d'attractivité des centres-bourgs dans le Finistère et les conditions de leur revitalisation	152	Cycle de conférences « Le logement et l'habitat en France, crises et mutations »	166
Challenge interuniversitaire Bim Bang Decathlon	153	Expérimentation mobilisant une expertise scientifique (projet Rupella-Reha à La Rochelle)	167
Atelier étudiants sur « le logement intermédiaire : une réponse aux besoins des salariés saint-quentinois ? »	154	Atelier étudiants de l'Université de Grenoble avec un bailleur social, Actis	168
Convention de partenariat entre Batigère Île-de-France et l'Université Polytech de Tours	155	Mobilisation par des acteurs de l'Isère d'une expertise scientifique en accompagnement d'un projet de pré-équipement de logements pour le maintien et la santé à domicile : du logement adapté au logement universel adaptable	169
Atelier étudiants sur « de nouvelles formes de production de logements, logements sociaux et équipements de proximité pour Paris Habitat »	156	Atelier étudiants sur « l'évaluation de la production de logements neufs à Nanterre »	170
Atelier étudiants sur « le logement des personnels de santé dans la vallée scientifique de la Bièvre »	157	Projet Encerticus	171
Atelier étudiants sur « l'habitat dans les centres anciens : les outils de l'action publique »	158	Recherche-action sur « la précarité énergétique »	172
Atelier étudiants « vivre en maison de ville »	159	Mobilisation d'une expertise scientifique autour de l'évaluation du projet « Kaps »	173
Mesurer et donner du sens pour agir : un enjeu de responsabilité partagée pour mettre en œuvre l'habitat durable	160	« Quoi de neuf chercheur(s) ? » en Rhône-Alpes	174
Atelier étudiants sur « la prise en compte du vieillissement de la population dans le parc social »	161	Cycle de conférences sur des thèmes porteurs d'enjeu pour le logement social	175
Atelier étudiants sur « l'analyse de la gouvernance de la rénovation urbaine »	162	Rencontres nationales du logement et de l'habitat : « habitat et transition énergétique : innover autrement face à la crise du logement »	176
Atelier étudiants sur « les caractéristiques des PTZ en Île-de-France »			

Rencontres nationales du logement et de l'habitat: « abécédaire du logement les mots des chercheurs, les mots des acteurs »	177
Cycle de 3 journées d'étude sur « l'habitat intermédiaire pour personnes vieillissantes et/handicapées »	178
Partager-rencontrer. L'architecture et le partage, l'enjeu du « micro-projet »	179
Atelier étudiants sur « l'auto-réhabilitation accompagnée du patrimoine rural francilien (départements du 77, 78, 95) »	180
Groupe de travail sur l'évaluation du « vivre-ensemble » dans les écoquartiers	181
Habitat performant énergétiquement et métiers	182
Cycle de conférences « Les entretiens de l'auditorium » à Paris habitat	183
Paris habitat – 100 ans d'histoire	184
Atelier étudiants « Quels potentiels de transformation du secteur de La Boissière au regard des enjeux patrimoniaux, sociaux et urbains, dans un contexte NPNRU »	185
Recherche-action sur « l'impact des opérations d'habitat adapté sur le mode et les conditions de vie des gens du voyage »	186

AUTRES COOPÉRATIONS ARCHIVÉES

Les travaux de recherche terminés avant le 30 juin 2013 ne sont plus présentés dans la présente édition papier du panorama. Les fiches décrivant ces travaux restent toutefois accessibles dans le panorama en ligne.

Pour consulter le panorama en ligne avec son moteur de recherche :

- <http://www.acteursdelhabitat.com/>
- <http://ressourcesHlm.union-habitat.org/ush/Main/>

- Bordin S., Coopération autour d'un projet de formation en alternance à Logis Méditerranée
- Driant J.-C., Atelier étudiants dans le cadre du master professionnel « Urbanisme » de l'Institut d'Urbanisme de Paris (IUP)
- Driant J.-C., Atelier étudiants sur « Le devenir des immeubles acquis occupés de Paris Habitat »
- Escaffre F., Atelier étudiants sur « L'habitat dans les centres des villes petites et moyennes »
- Escaffre F., Atelier étudiants sur le développement du logement social dans le gaillacois (81)
- Furtos J., L'auto-rénovation accompagnée : recherche-action sur les effets psychosociaux et citoyens d'expériences accompagnées à l'auto-rénovation de logements chez des personnes précaires
- Lalouelle M., Mobilisation de l'expertise scientifique de la Maison des sciences de l'homme de Bourgogne
- Nicolai I., Atelier étudiants sur la politique RSE d'un bailleur social

INDEX DES 29 LABORATOIRES

Aménagement, développement, environnement, santé et sociétés, Adess (UMR 5185)	188	Laboratoire d'économie des transports, LET (UMR 5593)	218
Acteurs ressources et territoires dans le développement, Art-Dev (UMR 5281)	190	Laboratoire interdisciplinaire environnements urbanisme, Lieu (EA 889)	219
Cité, territoires, environnement et sociétés, Citeres (UMR 7324)	192	Laboratoire interdisciplinaire solidarités, sociétés, territoires, Lisst (UMR 5193)	221
Centre Max-Weber, CMW (UMR 5283)	194	Laboratoire de recherche en architecture, LRA	224
Cresge	196	Migrations internationales espaces et sociétés, Migrinter (UMR 7301)	225
Centre de recherche juridique Pothier, CRJ Pothier (EA 1212)	197	Mobilités. Réseaux. Territoires. Environnement, MRTE (EA 4113)	228
Espaces et sociétés, ESO (UMR 6590)	198	Politiques publiques, actions politiques, territoires, Pacte (UMR 194)	230
Études des structures, des processus d'adaptation et des changements de l'espace, Espace (UMR 7300)	201	Plurilinguismes, représentations, expressions francophones, information, communication, sociolinguistique, (EA 4246) Prefics	232
Environnement, ville, société, EVS (UMR 5600)	202	Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique Prodig (UMR 8586)	234
Géoarchitecture : conception, aménagement et gestion du cadre bâti et de l'environnement, doctrines et pratiques (EA 2219)	204	Sociétés, acteurs, gouvernement en Europe, Sage (UMR 7363)	236
Géographie-cités (UMR 8504)	206	Temps, espaces, langages, Europe méridionale – Méditerranée, Telemme (UMR 7303)	239
Institut des études juridiques de l'urbanisme, de la construction et de l'environnement (Iejuc)	208	Territoires, villes, environnement et société, TVES (EA 4477)	241
Institut national d'études démographiques (Ined)	209		
Lab'Urba	211		
Laboratoire techniques, territoires et sociétés, Latts (UMR 8134)	213		
Laboratoire architecture ville urbanisme environnement, Lavue (UMR 7218)	215		
Lille économie et management, LEM (UMR 9221)	217		



Assemblée des
DEPARTEMENTS
DE FRANCE

COMMUNAUTÉS
URBAINES
DE FRANCE



Maires
de grandes
villes

ASSOCIATION DES MAIRES
VILLE & BANLIEUE
DE FRANCE



VILLES
DE FRANCE
VILLES & AGGLOMÉRATIONS

GRUPE



L'UNION SOCIALE POUR L'HABITAT

14, rue Lord Byron • 75384 Paris Cedex 08
Tél. : 01 40 75 78 00 • Fax : 01 40 75 79 83
www.union-habitat.org



L'UNION SOCIALE POUR L'HABITAT
Les Hlm, habiter mieux, bien vivre ensemble



FÉDÉRATION NATIONALE
DES ASSOCIATIONS RÉGIONALES